

Citoyennes



Citoyennes

Portraits de femmes engagées pour le bien commun

COLLECTIF D'ÉCRITURE SOUS LA DIRECTION
DE FLORENCE PIRON

Éditions science et bien commun
Québec



Citoyennes de Collectif d'écriture sous la direction de Florence Piron est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 Ceci peut être votre site web principal ou la page d'informations vous concernant sur une plate forme d'hébergement, comme Flickr Commons., except where otherwise noted.

Titre : Citoyennes. Portraits de femmes engagées pour le bien commun

Auteurs : Florence Piron et al.

Illustration de couverture : Jessica Gagné

Design de la couverture et colorisation : Kate McDonnell

Conversion au format ePub : Pressbooks

Direction de l'édition : Florence Piron

Correcteurs : Florence Piron, Marie-Hélène Dubé, Véronique Lalande, Julie Lachance-Trottier, Jean-Sébastien Lapointe, Jean-Michel Poirier et Emmy Ruel.

ISBN epub : 978-2-9814827-3-0

ISBN pour l'impression : 978-2-9814827-4-7

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec 2014

Dépôt légal – Bibliothèque et Archive nationale Canada

Dépôt légal : 4e trimestre 2014

Éditions science et bien commun
<http://editionscienceetbiencommun.org>
1085 avenue de Bourlamaque
Québec (Québec) G1R 2P4

Diffusion : info@editionscienceetbiencommun.org

Contents

	ix
Introduction Florence Piron	x
Les auteures et les auteurs	xvi
1. Olympe de Gouges, France (1748 – 1793) Isabelle Boisvert	1
2. Susan B. Anthony, États-Unis (1820 – 1906) Lia Kharazian	9
3. Emmeline Pankhurst, Grande-Bretagne (1858–1928) Valérie Chamula Pellerin	15
4. Nicole Girard-Mangin, France (1878-1919) Liliana Samokhvalova	23
5. Idola St-Jean, Québec (1880-1945) Édith Nadeau-Bolduc	31
6. Thérèse Casgrain, Québec (1896 – 1981) Véronique Lalande	37

- | | | |
|-----|--|-----|
| 7. | Madeleine Sylvain-Bouchereau, Haïti
(1903-1970)
Ricarson Dorce | 45 |
| 8. | Simone de Beauvoir, France (1908-1986)
Jean-Sébastien Lapointe | 55 |
| 9. | Irena Sendler, Pologne (1910-2008)
Emmy Ruel | 65 |
| 10. | Mary Two-Axe Early, Québec (1911-1996)
Marie-Hélène Dubé | 73 |
| 11. | Lucie Aubrac, France (1912-2007)
Zoé Kavvadias | 81 |
| 12. | Rosa Parks, États-Unis (1913-2005)
Wisnique Panier | 91 |
| 13. | María Eva Duarte (Evita) Perón, Argentine
(1919 – 1952)
Marilyn Grenier | 101 |
| 14. | Simonne Monet-Chartrand, Québec
(1919-1993)
Simon La Terreur-Picard | 111 |
| 15. | Estela Barnes de Carlotto, Argentine
(1930-)
Amadou Dia | 119 |
| 16. | Lise Payette, Québec (1931-)
Jean-Michel Poirier | 125 |
| 17. | Wangari Maathai, Kenya (1940-2011)
Julie Lachance-Trottier | 133 |
| 18. | Françoise David, Québec (1948-)
Catherine Nazair | 143 |

19.	Nadine Poinsot, France (1951-) Marion Duval	149
20.	Doreen Lawrence, Grande-Bretagne (1952-) Priscillia Leroy	155
21.	Vivian Labrie, Québec (1953-) Laurie Gosselin-Bélanger	161
22.	Rigoberta Menchu, Guatemala (1959-) Nadège Wuestenberg	171
23.	Erin Brockovich, États-Unis (1960-) Marie-Pier Malouin-Ducharme	179
24.	Sylvianne Spitzer, France Aude Brostin-Soto	185
25.	Taslina Nasreen, Bangladesh (1962-) Stéphanie Julien	191
26.	Ann Njogu, Kenya Laïty Mbassor Ndour	199
27.	Irène Frachon, France (1963-) Héloïse Kermarrec	209
28.	Dambisa Moyo, Zambie (1969-) Abidé M. Grace Assouma	217
29.	Leymah Gbowee, Libéria (1972-) Armande Koffi-Kra	223
30.	Laure Waridel, Québec (1973-) Amélie Gourde	231
31.	Malala Yousafzai, Pakistan (1997-) Chloée Bernos	239

32.	Fatima Mernissi, sociologue, écrivaine et féministe marocaine (1940-2015) Lamia Belarbi	247
33.	Madeleine Parent, militante féministe et syndicaliste (1918-2012)	255
34.	Louise Michel, anarchiste (1830-1904) Samuel Fournier	265
35.	Nise da Silveira, médecin et psychiatre (1905 – 1999) Fadua Lima Matuck	277
36.	Élisabeth Badinter, philosophe, féministe et femme de lettres et d'affaires (1944 -) Jeanne Lods	285
37.	Claudette Pitre-Robin, instigatrice du réseau des CPE au Québec (1948 -) Hélène Potvin	293
38.	Pauline Marois, politicienne (1949 -) Audrey-Anne Sauvé Bouchard	303
39.	Michèle Audette, femme politique, militante et dirigeante amérindienne canadienne (1971-) Laurie Lalancette	313
40.	Elise Nyemb, propriétaire et coiffeuse au Cameroun (1979-)	321
	Crédits photos	327
	Accès savoirs, la boutique de sciences de l'Université Laval	331
	Association science et bien commun	333

*À toutes les femmes qui ont voulu
changer le monde*

Introduction

FLORENCE PIRON

Qu'est-ce que la citoyenneté?

À qui appartient la démocratie? Aux élus, hommes et femmes, qui semblent souvent chercher avant tout à se maintenir au pouvoir le plus longtemps possible? Aux juristes et gestionnaires de l'État qui présentent leurs politiques publiques comme les seules possibles alors qu'elles suscitent questions, débats et mécontentement? Aux associations de la société civile qui appellent à manifester contre les projets du pouvoir sans toujours proposer d'options alternatives crédibles? Aux grandes industries qui semblent si proches des gouvernements qu'on en vient à les confondre?

Nombreux sont les citoyennes et les citoyens d'aujourd'hui qui se demandent à qui faire confiance pour que les décisions collectives soient prises en fonction du bien commun, de l'intérêt général, et non pas seulement des intérêts d'un groupe ou d'un autre de la société – souvent les plus riches ou les plus capables de se faire entendre dans l'espace public.

Dans le cadre du séminaire « Communication publique, citoyenneté et démocratie » (Département d'information et de communication, Université Laval), nous avons réfléchi à ces questions sous de multiples angles pendant tout l'automne 2014. Au sentiment d'impuissance et d'incompétence que suscite chez les citoyens et citoyennes le spectacle de la politique contemporaine, nous avons voulu répondre en revalorisant la citoyenneté, c'est-à-dire le droit et la responsabilité de chacun de nous de prendre notre place dans la vie démocratique, de dire haut et fort, en tout temps, dans quel monde nous voulons vivre et d'agir pour le faire advenir, au lieu de rester des spectateurs résignés ou cyniques.

Mais comment faire? Les hommes et les femmes qui ont réussi à faire changer des lois injustes ou à instaurer la démocratie là où il y avait tyrannie ne sont-ils pas des êtres exceptionnels, dotés d'une intelligence ou d'une capacité d'action hors du commun? Le culte du travail, de la performance, de l'argent qui domine notre société actuelle n'empêche-t-il pas les personnes « ordinaires » de participer à la vie de leur Cité par manque de temps ou d'énergie, en plus du cynisme et du désabusement généralisés?

Pour répondre à ces questions, quoi de mieux qu'explorer de manière approfondie la vie de certains des citoyens et citoyennes qui, sans être des « professionnels » de la politique, ont contribué à façonner le monde dans lequel nous vivons. Nous avons choisi de nous concentrer sur une catégorie de personnes qui a longtemps été exclue de la vie publique et de la citoyenneté et dont, jusqu'à récemment, la parole ou l'opinion n'avait que très rarement été considérée comme essentielle aux débats publics, à la fabrication des lois ou à l'énoncé des valeurs collectives : les femmes.

Des citoyennes qui ont voulu changer leur monde

Notre livre *Citoyennes. Portraits de femmes engagées pour le bien commun* propose des histoires de femmes de différents pays et de différentes époques qui ont un point commun : elles se sont engagées à un moment de leur vie pour transformer la société dans laquelle elles vivaient, dans l'espoir de la rendre plus vivable, plus juste, plus équitable, plus libre. Et elles ont réussi!

Elles ont sauvé des vies en risquant la leur, ont désobéi à des lois injustes pour en faire adopter de meilleures ou ont manœuvré avec patience et ruse pour faire adopter des lois fondamentales. Elles ont mobilisé des communautés opprimées ou influencé les détenteurs du pouvoir. Elles ont utilisé leur plume avec intelligence et sagacité pour démontrer, alerter, convaincre, proposer.

D'Olympe de Gouges, rédactrice de la Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne en 1791 à Laure Waridel, militante environnementaliste québécoise, en passant par Wangari Maathai (Kenya) ou Irena Sendler (Pologne) et 27 autres portraits, nous vous invitons à découvrir des femmes ordinaires devenues exceptionnelles par leur engagement en faveur du bien commun.

La lecture de ces portraits montre clairement qu'aucune de ces femmes n'était prédestinée à jouer un tel rôle. Certaines étaient fille de politiciens ou en ont épousé – mais leur genre les destinait plutôt à jouer les faire-valoir qu'à entrer dans l'action politique. D'autres sont nées dans des familles pauvres, peu instruites. Certaines ont eu de nombreux enfants et devaient travailler de longues heures pour gagner la vie de leur famille, etc.

Qu'est-ce qui a fait la différence? Un accident de la vie, une indignation de trop, une rencontre décisive, la

découverte qu'il était possible de vivre différemment, une vive imagination et une bonne dose de confiance, d'optimisme ou d'espérance. Deux éléments reviennent souvent dans ces portraits : l'importance d'un accès à l'éducation, que ce soit dans le système formel ou dans la famille, et le soutien de quelques proches, notamment celui de leur père, qui ont éveillées ces femmes aux enjeux collectifs parfois dès l'enfance.

Le point commun décisif reste tout de même un puissant désir d'agir et de sortir de la passivité qui fait si bien l'affaire des dominants; le désir de créer le monde désiré au lieu de l'attendre, par exemple un monde dans lequel les femmes ont le droit de voter ou ne sont pas menacées par des violences intolérables, un monde dans lequel tout le monde peut aller à l'école et s'exprimer librement, un monde dans lequel l'injustice et le manque de liberté sont devenus inacceptables.

La citoyenneté qui ressort de ces portraits n'est pas conditionnelle à de savantes études ni à l'acquisition de compétences particulières, ni bien sûr à l'appartenance à une classe sociale ou à un réseau de puissants. C'est une citoyenneté qui se construit dans l'action, notamment dans l'expérimentation de moyens d'action sur le terrain, mais aussi dans la prise de parole publique, qu'elle soit littéraire, juridique, scientifique, médiatique ou pamphlétaire. Elle manifeste la volonté de construire collectivement la Cité ou le monde dans lequel nous voulons vivre, d'en être fiers et d'y vivre heureux. C'est à ces citoyennes et citoyens qu'appartient la démocratie.

Les portraits

Chaque portrait a été rédigé par une personne inscrite au séminaire. Une liste de 15 femmes a été proposée au départ, puis les 16 autres se sont ajoutées au gré des trouvailles

CITOYENNES

et des affinités des biographes avec « leur » citoyenne. Sur les 31 femmes, 16 sont décédées, 15 sont encore en vie et plusieurs toujours très actives. On peut en suivre certaines sur Twitter... Sur les 35 citoyennes présentées, 10 ont vécu ou vivent en Europe, sept au Québec, quatre dans le reste de l'Amérique du nord, quatre en Amérique latine et Haïti, quatre en Afrique et deux en Asie. Cette mosaïque a inspiré à l'artiste Jessica Gagné, amie d'une étudiante du cours, la fascinante courtepointe de regards qui orne le livre.

Le canevas général d'écriture proposé insistait sur le fait de rendre le texte accessible et plaisant à lire, quitte à le dépouiller de l'appareil de notes et de références qui caractérisent les travaux universitaires. Les références bibliographiques sont cependant toutes présentes avec, chaque fois que possible, un lien Web qui y mène directement, nécessaire à la version électronique de ce livre.

Malgré ce canevas général, le rapport de chaque biographe à l'écriture et à « sa » citoyenne, ainsi que la quantité d'informations accessibles (des dates de naissance sont restées introuvables!) et les différences entre les parcours ont donné à chaque chapitre une personnalité bien marquée. L'admiration et l'enthousiasme suscités par ces citoyennes transparaissent souvent dans les adjectifs utilisés par leur biographe. Une telle admiration pour des citoyennes engagées en faveur du bien commun est-elle le début de cette revalorisation de la citoyenneté à laquelle nous avons aspiré tout l'automne?

Ce livre a été un véritable projet commun. La révision linguistique a été collective, de même que le choix du titre et la préparation du lancement. Il allait de soi que les profits éventuels de la vente du livre devaient revenir à un projet favorisant l'engagement social et citoyen des étudiants et étudiantes. Or, au cours du même séminaire, les personnes

INTRODUCTION

inscrites ont réalisé quatre mandats pour Accès savoirs, la boutique de sciences de l'Université Laval, qui les a mis en contact avec une organisation de la société civile ayant besoin de leurs compétences et connaissances. Nous avons donc décidé que tous les profits du livre seront versés à ce programme innovant qui fait vivre aux étudiantes et étudiants une expérience pédagogique et citoyenne très appréciée.

L'Association science et bien commun édite des livres participatifs, accessibles au grand public, sur des enjeux collectifs. Travailler avec elle pour la production et la diffusion du livre a donc été une décision qui s'est imposée tout naturellement.

Comme professeure, citoyenne et femme, je ne peux que remercier ces étudiantes et ces étudiants de m'avoir suivie avec enthousiasme dans cette belle aventure de trois mois qui va maintenant rayonner dans toute la francophonie, en espérant qu'un désir de citoyenneté soit éveillé par la lecture de ces portraits.

Bonne lecture!

Les auteures et les auteurs

Abidé M. Grace Assouma

Citoyenne canadienne originaire du Togo et résidente d'Ottawa, Abidé M. Grace Assouma est doctorante en communication publique à l'Université Laval. Consultante pour MSMGC.Inc et évaluatrice de programmes, elle possède une M.A.P. de l'École nationale d'administration publique.

Lamiaie Belarbi

Lamiaie Belarbi étudie en communications publiques à l'Université Laval.

Chloée Bernos

Chloée Bernos est originaire de la Guadeloupe, département français d'outre-Mer qui baigne dans la mer des Caraïbes. Elle a quitté son île pour s'installer à Québec à l'âge de 17 ans. Depuis, elle étudie à l'Université Laval. Elle s'est toujours passionnée pour les voyages, la diversité culturelle et

l'apprentissage des langues. En 2013, elle a été diplômée du baccalauréat en Études internationales et langues modernes. Par la suite, elle a entrepris une maîtrise en communication publique qu'elle achèvera en 2015.

Isabelle Boisvert

Isabelle Boisvert est une artiste peintre québécoise en plus d'être étudiante à la maîtrise en communication. Elle détient également un baccalauréat en administration des affaires. Passionnée et engagée, elle s'intéresse aux débats politiques et est très sensible aux causes sociales. Comme femme et mère de famille, la place faite aux femmes dans notre société lui tient à cœur.

Samuel Bouchard Villeneuve

Il est originaire de Saguenay. Sa passion pour l'actualité politique l'amena à compléter un baccalauréat en communication et politique à l'Université de Montréal. Guidé par ce même enthousiasme et sa curiosité envers ce domaine de recherche, il complète présentement sa maîtrise en communication publique et relations publiques à l'Université Laval.

Aude Brostin-Soto

Jeune femme originaire du Sud-Ouest de la France, Aude Brostin-Soto s'est spécialisée dans la communication et les nouveaux médias pour terminer son cursus universitaire à Québec par une maîtrise sur la communication et les affaires publiques et politiques. Sensible à certaines valeurs sociales, elle s'est souvent impliquée dans des associations étudiantes qui ouvraient au débat : inégalités sociales, discrimination positive, entraide sociale, protection des étudiants... Fièrè

CITOYENNES

d'être femme, de pouvoir dompter et jouer avec sa féminité, Aude a pris à cœur ce projet de livre.

Valérie Chamula Pellerin

Valérie Chamula Pellerin est née au Québec en 1991. Dès l'âge de 15 ans, elle quitte son petit village des Laurentides pour poursuivre son éducation dans la Capitale nationale. Elle y habite depuis ce jour, conjuguant étude, travail et voyage. Elle a obtenu un baccalauréat en communication publique à l'Université Laval en 2013. Un an plus tard, elle a commencé une maîtrise dans le même domaine. La communication politique et le monde des arts sont deux sujets qui la passionnent particulièrement.

Amadou Dia

Originaire du Sénégal, Amadou Dia en est à sa deuxième année de Maîtrise en communication publique à l'Université Laval. Passionné de politique, il ambitionne de faire carrière dans ce secteur. Pour le moment, il espère décrocher avec succès son diplôme de maîtrise.

Ricarson Dorce

Né en Haïti le 23 Mai 1987, Ricarson Dorce est licencié en psychologie de l'Université d'État d'Haïti. Il a une formation universitaire de premier cycle en droit et en communication sociale, ainsi que de deuxième cycle en sciences du développement et en Histoire, mémoire et patrimoine. Poète et essayiste, ses textes sont publiés dans des revues et éditions haïtiennes, françaises, canadiennes, belges et états-uniennes.

Marie-Hélène Dubé

Bachelière en sciences des religions et étudiante à la maîtrise en relations publiques et au certificat en développement durable, Marie-Hélène Dubé s'intéresse grandement à l'anthropologie culturelle, à la philosophie, à la communication sociale et aux approches participatives. Elle est particulièrement interpellée par les cultures autochtones et par leurs cosmologies. Marie-Hélène est membre de l'équipe de direction et du comité de révision de La Montagne des dieux, un média spécialisé sur les phénomènes religieux et spirituels. Elle y est entre autres responsable des dossiers sur les fêtes et les rituels.

Marion Duval

Marion Duval est née à Montréal, mais a grandi dans un quartier populaire du vieux Hull, d'où sa famille maternelle est originaire. Après avoir vécu successivement à Gatineau et sur la Rive-Sud de Montréal, à l'âge de 15 ans, elle déménagea en Europe pour le travail de sa mère. Elle fit d'abord son lycée à Paris puis son Bachelor en Business Communication à Genève. À l'âge de 22 ans, elle décida de retourner seule au Québec pour faire sa maîtrise en Communication Publique avec mémoire à l'Université Laval.

Jessica Gagné

À moitié mexicaine, mais originaire de New Richmond en Gaspésie, Jessica Gagné a étudié en arts plastiques au cégep de Rivière-du-Loup (2006-2008), puis fait son bac en Arts visuels et médiatiques à l'Université Laval (2008-2011). Elle a également fait un DESS en enseignement collégial à l'Université Laval en 2012-2013. Elle a été portraitiste dans le vieux Québec pendant trois saisons estivales, heureuse de

CITOYENNES

gagner sa vie grâce à sa passion pour le dessin. Elle continue de prendre des contrats à l'année.

Après avoir vécu 6 ans à Québec, elle est maintenant établie à Montréal dans l'espoir de percer dans les arts et l'enseignement des arts. Loin de se restreindre au portrait, elle est une artiste multidisciplinaire aux goûts hétéroclites.

Laurie Gosselin-Bélanger

Laurie Gosselin-Bélanger est étudiante à la maîtrise en communication publique de l'Université Laval. Elle est de retour dans sa région natale après un séjour à Montréal, un périple qui lui a permis de décrocher un baccalauréat en Communication, Politique et Société de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Assoiffée de découvertes, Laurie se passionne pour les sciences politiques, les médias et les interactions entre la sphère politique et le public.

Amélie Gourde

Titulaire d'un baccalauréat en études internationales et langues modernes, Amélie trempe dans le monde politique depuis son adolescence. Ayant grandi en région dans un milieu agricole, elle s'intéresse particulièrement aux enjeux régionaux tels que l'exode rural et la sécurité alimentaire.

Marilyn Grenier

Marilyn Grenier est une passionnée des arts. Elle a d'abord orienté son parcours vers le théâtre et le chant classique, pour finalement retourner sur les bancs d'école à 26 ans. Elle a diplômé au baccalauréat multidisciplinaire avec des profils théâtre, communication et marketing en 2013 et terminera la maîtrise en communication publique profil relations publiques en décembre 2014.

Stéphanie Julien

Stéphanie Julien est née à Baie-Comeau en 1990. Elle a fait un baccalauréat en communication publique à l'Université Laval à Québec. Actuellement au 2e cycle, toujours à l'Université Laval, c'est dans le cadre de sa maîtrise spécialisée en relations publiques que Stéphanie a effectué une session internationale en France, à l'Institut français de Presse à Paris. Passionnée de voyages et motivée par la découverte des autres cultures, elle compte un jour effectuer le tour du monde tout en exerçant le métier de ses rêves, celui de conférencière.

Zoé Kavvadias

Zoé Kavvadias est née en Belgique en 1991. Depuis sa naissance, elle n'a cessé de déménager. À 6 ans, elle déménage en République Démocratique du Congo. Après 11 années passées dans la ville de Lubumbashi, sa famille s'installe à Vancouver, au Canada. Elle y finit son secondaire et entreprend alors des études universitaires. Après une première année universitaire au Canada, elle accomplit un baccalauréat en Communication et Information à l'Université Catholique de Louvain, en Belgique. Actuellement, elle achève sa maîtrise en journalisme.

Héloïse Kermarrec

Héloïse Kermarrec a grandi dans l'Ouest de la Bretagne, là où la terre finit et laisse place à l'océan. Après avoir étudié le journalisme de 2009 à 2012, elle a quitté sa région d'irréductibles gaulois et traversé l'Atlantique pour venir étudier la communication publique à l'Université Laval. Elle achèvera sa maîtrise au printemps 2015. Elle espère alors avoir

du temps pour lire les polars scandinaves qui s'entassent dans sa bibliothèque.

Lia Kharazia

Lia est née en 1993 en Arménie, une ancienne république soviétique. Ses parents, qui ont vécu la désagrégation de l'Union soviétique, sont partis à Moscou en Russie à la recherche d'une meilleure vie lorsque Lia était âgée de trois ans. Celle-ci y a achevé ses études secondaires avec une spécialisation en langue française et, en 2010, elle a été admise à l'Université d'État de relations internationales de Moscou. Quatre ans plus tard, elle a obtenu son diplôme en relations publiques et s'est envolée pour le Québec afin de compléter une maîtrise en communication publique à l'Université Laval. Lia est constamment à la recherche de nouveauté dans sa vie et elle estime qu'elle continuera encore à parfaire sa formation.

Armande Désirée Koffi-Kra

Armande Désirée Koffi-Kra est originaire de la Côte d'Ivoire. Elle est titulaire d'une Licence en Droit privé, d'un diplôme en Bibliothéconomie et d'un Master en Éthique et Gouvernance, option Gestion des Conflits et Paix, obtenu à l'École des Sciences Morales et Politiques d'Afrique de l'Ouest. Ses intérêts de recherche portent sur la gouvernance politique, la démocratie, les droits humains et la protection des droits des enfants. Elle est auteure d'articles avec comité de lecture publiés dans des revues telles que *Éthique Publique* ou *Débats courrier d'Afrique de l'Ouest*.

Elle réalise depuis janvier 2014 une thèse en communication publique à l'Université Laval, sous la direction de Mme Florence Piron, sur la science ouverte, c'est-à-dire les nouvelles manières de pratiquer la recherche

scientifique dans tous les domaines : accès libre aux publications scientifiques (grâce aux archives ouvertes), revues en libre accès, partage des données, science en ligne, partage des bibliographies, ouverture de la recherche et des universités vers la société civile, démocratie scientifique, etc. Elle analysera aussi les conflits entre systèmes de savoirs entre le Nord et le Sud, qui accentuent les inégalités sociales et creusent le fossé entre pays riches et pays pauvres.

Julie Lachance-Trottier

Julie Lachance-Trottier est originaire de la ville de Québec. Elle a commencé ses études à l'Université Laval à l'âge de 19 ans. Depuis, elle a complété un baccalauréat en Études internationales et langues modernes et un certificat en Communication publique. Elle terminera sa maîtrise en Communication publique en 2015. Dans sa vie personnelle, elle se passionne pour la danse, la vie culturelle et les voyages. Dans sa vie professionnelle, elle s'intéresse à la rédaction, la diversité culturelle et l'événementiel.

Laurie Lalancette

Laurie Lalancette est étudiante en communications publiques à l'Université Laval.

Véronique Lalande

Véronique Lalande est née et a grandi à Lévis, une municipalité de Chaudière-Appalaches. Une fois ses études collégiales terminées, elle déménage à Québec pour compléter un baccalauréat en études littéraires à l'Université Laval. Impliquée dans la vie étudiante depuis son arrivée sur le campus, elle y a entamé sa deuxième année de maîtrise en communication publique. Passionnée de littérature, adepte

des randonnées dans son coin de pays ou ailleurs, elle possède aussi un grand intérêt pour l'histoire et la politique.

Jean-Sébastien Lapointe

Jean-Sébastien Lapointe est né à Jonquière en 1982. Il est titulaire d'un baccalauréat en histoire, d'un certificat en science politique et d'un certificat en rédaction-communications. Il a œuvré pendant sept ans en développement régional et en politique québécoise dans le Nord québécois. Il complétera, à la fin de l'année 2014, un diplôme d'études supérieures spécialisées en relations publiques à l'Université Laval. Ses centres d'intérêt sont la politique québécoise, les relations internationales, l'histoire et la littérature. Il voue également une passion sans borne aux arts martiaux, aux sports de combat ainsi qu'à l'univers du cigare.

Simon La Terreur-Picard

Simon La Terreur-Picard est étudiant à la maîtrise en communication publique (majeure en relations publiques). Militant syndical et politique, il s'est investi lors de son parcours universitaire dans différentes associations à l'Université d'Ottawa comme à l'Université Laval. Après un passage par le militantisme politique sur les scènes gatinoise et québécoise, il s'est aussi impliqué au sein du Syndicat des auxiliaires administratif, d'enseignement et de recherche de l'Université Laval.

Priscillia Leroy

Priscillia Leroy est originaire de la ville de Lyon en France. Elle habite Québec depuis 2011. Elle a étudié en communication à l'Université de Montréal et termine en

2014 sa maîtrise en communication publique à l'Université Laval. Elle pratique plusieurs sports de combat, apprécie les activités de plein air et la danse.

Jeanne Lods

Jeanne Lods, née à Avignon, en France, le 15 septembre 1993, est actuellement dans le programme de Maîtrise en communication publique et journalisme international à l'Université Laval de Québec. Autrefois escrimeuse de haut niveau, vice-championne de France junior et membre de la délégation française en coupe du monde, elle décida d'arrêter sa carrière en 2012. Après une année de réflexion, elle s'orienta vers le journalisme qui lui permit de combler sa curiosité, notamment dans les domaines du cinéma et du sport.

Marie-Pier Malouin-Ducharme

Née dans la petite municipalité de Saint-Hyacinthe, en banlieue de Montréal, au début des années 1990, Marie-Pier Malouin-Ducharme a complété son baccalauréat à l'Université de Sherbrooke en études politiques appliquées. En milieu de parcours, elle effectua un stage de recherche terrain à Bogota en Colombie. Depuis 2014, elle complète une maîtrise en communication publique spécialisée en relations publiques à l'Université Laval, à Québec.

Fadua Lima Matuck

Fadua Lima Matuck étudie en communications publiques à l'Université Laval.

Édith Nadeau-Bolduc

Édith Nadeau-Bolduc est née et a grandi dans le village

CITOYENNES

de St-Alfred en Beauce. Elle détient un baccalauréat en communication, politique et société de l'UQAM et poursuit présentement ses études à la maîtrise en relations publiques de l'Université Laval. Elle s'est toujours passionnée pour l'histoire du Québec et ses personnages marquants.

Catherine Nazair

Bachelière en communication de l'UQAM, Catherine Nazair poursuit ses études à la maîtrise en affaires publiques à l'Université Laval. Elle s'intéresse principalement aux questions éthiques des communications dans la sphère publique.

Laity Mbassor Ndour

Laity Mbassor Ndour est d'origine sénégalaise et vit à Québec depuis 2011. Il est titulaire d'une maîtrise à l'ENAP en Administration publique, concentration en communication gouvernementale. Journaliste et spécialiste des communications, il a plusieurs années d'expériences dans les projets et programmes de développement international. Ce fan du mouvement communautaire est aussi doctorant en communication publique à l'Université Laval, et son projet de recherche porte sur la participation publique au Sénégal.

Florence Piron

Florence Piron est anthropologue et éthicienne, professeure au Département d'information et de communication de l'Université Laval où elle enseigne la pensée critique à travers des cours sur l'éthique, la démocratie et le risque. Présidente fondatrice de l'Association science et bien commun et de la boutique de sciences Accès savoirs de l'Université Laval, elle s'intéresse aux liens entre la science, la

société et la culture (l'éthique), à la fois comme chercheuse et comme militante pour une science plus ouverte, plus inclusive, socialement responsable et tournée vers le bien commun qu'elle interprète comme la lutte contre les injustices et la dégradation de l'environnement. Elle intervient oralement et par écrit dans une grande diversité de milieux, dans et hors du monde universitaire.

Wisnique Panier

Né en Haïti, Wisnique Panier est doctorant en communication publique à l'Université Laval (Québec). Il est détenteur, entre autres, d'un Master en sciences de l'information et de la communication de l'Université Lumière Lyon II (France) et d'un autre Master en droit public de l'Université Catholique de Lyon en convention avec l'Université Pierre-Mendès-France. Il a exercé le journalisme pendant plus de cinq ans et devient un passionné de la communication institutionnelle. Il est fondateur et PDG de l'agence Globocom (Global Communication) et l'auteur de *La déontologie des médias face au pouvoir de l'argent : le cas d'Haïti et de la France*, ainsi que *Zokiki : Un phénomène à comprendre pour agir*, publiés par la maison d'édition Edilivre APARIS.

Jean-Michel Poirier

Jean-Michel Poirier est originaire de la bucolique région du Saguenay-Lac Saint-Jean. Après des études de premier cycle en économie, à Toronto et en communication publique, à Québec, il complète présentement une maîtrise en communication publique, avec majeure en journalisme économique, de l'Université Laval. Il est journaliste au quotidien *Le Soleil* depuis 2013.

Hélène Potvin

Hélène Potvin est détentrice d'un baccalauréat en enseignement préscolaire et primaire, un certificat en gestion de la main d'œuvre et bientôt un diplôme d'études supérieures spécialisées en relations publiques. Elle a principalement mené sa carrière dans le réseau des services de garde du Québec. Femme de convictions, elle croit à la mission sociale du réseau et au droit des tout-petits à vivre leur petite enfance.

Emmy Ruel

Après avoir terminé son baccalauréat en communication sociale à l'Université du Québec à Trois-Rivières, Emmy Ruel a choisi de poursuivre ses études à la maîtrise en communication publique – communication internationale et interculturelle. Ses centres d'intérêt sont la politique internationale, la fracture numérique et la médiation culturelle.

Liliana Samokhvalova

Liliana Samokhvalova est originaire de la Russie. Elle a obtenu son bac en gestion internationale en 2000. Dix ans plus tard elle reprend ses études afin d'obtenir un diplôme en relations publiques à l'Université d'État de Moscou. Elle a travaillé à l'Ambassade du Canada en Russie pendant 9 ans : d'abord, au sein du programme de partenariat mondial, ensuite au sein du Bureau du Québec à Moscou. Il y a un an qu'elle a quitté la Russie avec sa fille de 6 ans pour s'installer à Québec. Depuis, elle est étudiante à la Maîtrise en communication interculturelle à l'Université Laval. Elle s'est toujours passionnée pour la culture, le tourisme, les arts, mais aussi pour la richesse culturelle, d'où sa passion pour les

langues. Elle a entrepris une maîtrise en communication interculturelle qu'elle achèvera en 2015.

Audrey-Anne Sauvé Bouchard

Audrey-Anne Sauvé Bouchard, originaire de Longueuil, a été élevée par deux parents féministes : une mère artiste et un père politologue amateur. Audrey-Anne a été entourée par des débats d'idées dès un jeune âge, c'est ce qui l'a poussée à compléter un baccalauréat en Communication et politique à l'Université de Montréal, ainsi qu'à entamer une maîtrise en Communication publique à l'Université de Laval.

Nadège Wuestenberghs

Nadège Wuestenberghs est née à Bruxelles en 1992. Elle a fait un baccalauréat en communication à l'Université Catholique de Louvain et achève un master en journalisme dans la même université. Passionnée par la radio, elle participe à de nombreuses reprises à la radio étudiante « LNFM » pour l'émission culturelle « Pop Stories » à Louvain-la-Neuve en tant que présentatrice et chroniqueuse.



1

Olympe de Gouges, France (1748 –
1793)

ISABELLE BOISVERT



Née sous le nom de Marie Gouze à Montauban en

France le 7 mai 1748, cette petite provinciale qui était destinée à une vie sans éclat a plutôt choisi un chemin moins conventionnel pour son époque. C'est en 1793, lors de la Terreur, qu'Olympe de Gouges, alias Marie Gouze, fut guillotinée. Son crime, avoir osé défendre les droits des laissées-pour-compte et rédiger une Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne. Aujourd'hui, Olympe de Gouges est considérée comme la première femme ayant réclamé l'égalité des sexes dans les institutions.

Une enfance occitane

Dans son roman autobiographique *Mémoire de Mme de Valmont*, on y apprend qu'elle vécut une enfance pauvre et sans instruction, avec l'occitan comme langue maternelle. D'après ses dires, elle serait née d'une union illégitime entre le marquis Jean-Jacques Lefranc de Pompignan, magistrat et écrivain, et une fille du peuple, Anne-Olympe Mouisset. Bien qu'il n'ait jamais reconnu sa paternité publiquement, Olympe idolâtrait ce père, en plus de prétendre avoir hérité de son talent d'écrivain.

Ses trois entorses aux bonnes moeurs

Très avant-gardiste sur son temps, on dira d'Olympe de Gouges qu'elle commit trois entorses aux bonnes moeurs et lois de son sexe. La première entorse fut son refus de se faire appeler la veuve Aubry. En effet, après la mort de son mari, Louis-Yves Aubry, alors qu'elle n'était âgée que de 18 ans et mère d'un garçon, Pierre Aubry, elle décida de se créer sa propre identité, prétextant que le nom Aubry lui évoquait de mauvais souvenirs. Marie Gouze veuve Aubry changea alors son nom pour Olympe de Gouges, reprenant une partie du prénom de sa mère.

Sa deuxième entorse fut de refuser d'épouser le riche

entrepreneur Jacques Biétix de Rosières alors que cette union lui aurait assuré la sécurité financière. Olympe ne croyant pas au mariage, qu'elle définit comme « *le tombeau de la confiance et de l'amour* », lui préférait « l'inclinaison naturelle », c'est-à-dire un contrat social entre un homme et une femme. Ces déclarations lui vaudront, chez les chroniqueurs de l'époque, une réputation de femme galante, connue à Paris pour les faveurs qu'elle rendait aux hommes.

Finalement, sa troisième entorse fut son implication sociale et sa condamnation des injustices faites à tous les laissés-pour-compte de la société (Noirs, femmes, enfants illégitimes, démunis, malades...). Ces dénonciations prirent plusieurs formes telles que des pièces de théâtre engagées, des brochures politiques et, plus tard, des affiches placardées dans tout Paris. Cette dernière entorse eut raison de sa vie.

De femme galante à femme de lettres

Après la mort de son mari, elle décida de poursuivre une carrière littéraire – qui l'amena par la suite à dénoncer l'esclavage des Noirs et à plaider en faveur des droits civils et politiques des femmes dans ses écrits. Elle s'exila alors à Paris avec son fils et Jacques Biétrix de Rozières, où elle apprit très vite ce qu'était l'exclusion sociale. Il faut dire qu'Olympe était avant tout considérée comme illettrée, occitane, indomptable et imprudente. Autodidacte, elle se mit à fréquenter les milieux politiques, ainsi que les « gens bien nés ».

En 1901, Édouard Forestier, un biographe d'Olympe de Gouges, se demandait comment cette femme galante avait ainsi pu se transformer en femme de lettres. Il expliqua que « que la femme a une extrême facilité d'assimilation et que l'histoire fournit maints exemples de semblables métamorphoses ». Toutefois, Olympe dut s'armer de détermination, car son passé d'illettrée et d'Occitane se faisait

ressentir dans son écriture qui avait un style parlé. D'ailleurs, au début de sa carrière littéraire, elle devait dicter son texte à des secrétaires qui transcrivaient sa pensée plus ou moins fidèlement. Certains l'accuseront même de ne pas être l'auteure de ses œuvres, ce qu'Olympe défendit avec orgueil et naïveté :

Il faut que j'obtienne une indulgence plénière pour toutes mes fautes qui sont plus graves que légères : fautes de français, fautes de construction, fautes de style, fautes de savoir, fautes d'intéresser, fautes d'esprit, fautes de génie... En effet, on ne m'a rien appris. Élevée dans un pays où l'on parle mal le français, je ne connais pas les principes, je ne sais rien. Je fais trophée de mon ignorance, je dicte avec mon âme, jamais avec mon esprit.

Olympe fut l'auteure de nombreux romans et pièces de théâtre. Sa première pièce de théâtre à être acceptée et présentée fut *l'Esclavage des Nègres* qui ne sera joué qu'une seule fois. Par la suite, elle devint très engagée dans des combats politiques en faveur des Noirs et de l'égalité des sexes. D'ailleurs, elle est la seule femme à avoir été citée en 1808 dans la « Liste des hommes courageux qui ont plaidé ou agi pour l'abolition de la Traite des Noirs. »

Olympe de Gouges fut plus d'une fois injustement critiquée pour ses nombreux écrits contestataires de l'ordre établi. Cependant, avec sa force de caractère et ses convictions, elle devint à plusieurs reprises porte-étendard dans la dénonciation du traitement injuste réservé aux femmes. Elle réclamait le droit à l'intelligence, ainsi que celui de vieillir sans honte :

Je sens l'injustice et je ne puis la soutenir. Je crois qu'on nous a chargées de ce qu'il y avait de plus frivole et que les hommes se sont réservés le droit aux qualités essentielles. De ce moment, je me fais homme! Je ne rougirai donc plus de l'usage que j'ai fait des dons précieux que j'avais reçus de la nature. Si l'on pouvait rajeunir et si je revenais à l'âge de quinze ans, je ne

changerais en rien le plan de vie que j'ai suivi. Mais j'approche de ma cinquantaine... Cela vous étonne, et surtout que j'ai la force de l'avouer.

L'ultime condamnation pour des idéologies égalitaires

En 1788, elle publie dans le *Journal Général de France* une brochure politique intitulée « La lettre au peuple ou projet d'une caisse patriotique ». Dans cette lettre, elle proposait des idées socialistes avant-gardistes qui ne furent reprises que plusieurs années plus tard. On y retrouve, notamment, la demande de création d'une assistance sociale, d'établissements d'accueil pour les aînés, de refuges pour les enfants d'ouvriers, d'ateliers publics pour les ouvriers sans travail et de tribunaux populaires (jurys d'aujourd'hui).

Son audace ne s'arrêta pas à cette lettre. En 1791, Olympe rédigea une *Déclaration des droits des femmes et de la citoyenne*, copiée sur la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*. Cette déclaration dénonçait le fait que la Révolution française n'incluait pas les femmes dans son projet de liberté et d'égalité et considérait que « l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de la femme sont les seules causes de malheurs publics et de la corruption des gouvernements ». Elle adressa sa Déclaration à la « première des femmes », soit la reine Marie-Antoinette.

Cette Déclaration comporte dix-sept articles dont l'objet principal est une demande pour « l'exercice [par les femmes] de leurs droits naturels, qui n'a de bornes que la tyrannie perpétuelle que l'homme leur oppose ». Le premier article de cette Déclaration est « la femme naît et demeure égale à l'homme en droits » tandis que l'article dix demeure, encore aujourd'hui, très célèbre :

Les femmes ont le droit de monter à l'échafaud. Elles doivent avoir également celui de monter à la tribune.

C'est finalement en 1793 que le militantisme d'Olympe de Gouges, cette femme pleine de résilience, la conduisit au « rasoir national », la guillotine. C'est que son texte intitulé « Les trois urnes », qu'elle placarda dans tout Paris, où elle accusait Robespierre et Marat d'être les artisans de la Terreur, dérangeait.

Tu te dis l'unique auteur de la Révolution Robespierre! Tu n'en fus, tu n'en es, tu n'en seras éternellement que l'opprobre et l'exécration... Chacun de tes cheveux porte un crime... Que veux-tu? Que prétends-tu? De qui veux-tu te venger? De quel sang as-tu soif encore? De celui de ton peuple?

Quelques mois plus tard, elle fut arrêtée. Sentant sa fin imminente – « J'ai tout prévu, je sais que ma mort est inévitable » –, elle fit cette déclaration testamentaire :

Je lègue mon cœur à La Patrie, ma probité aux hommes, ils en ont besoin. Mon âme aux femmes, je ne leur fais pas un don d'indifférence.

Et c'est le 3 novembre 1793 qu'elle monta à l'échafaud devant une foule rassemblée sur l'actuelle place de la Concorde où elle s'écria : « Enfants de la patrie, vous vengerez ma mort! »

Références

Blanc, Olivier (2003), *Marie-Olympe de Gouges. Une humaniste à la fin du XVIIIe siècle*, Paris, René Viénet, 272 p.

Denoël, Charlotte « Olympe de Gouges », *L'histoire par image*.
<http://www.histoire-image.org/site/oeuvre/analyse.php?i=952>

Groult, Benoîte (2013), *Ainsi soit Olympe de Gouges*, Grasset, Paris, 205p.

Mousset, Sophie (2006), *Olympe de Gouges et les droits de la femme*, Paris, Pocket, 160 p.

Perfetti, Myriam, (2013), « Olympe de Gouges : une femme contre la Terreur », *Magazine Marianne*
http://www.marianne.net/Olympe-de-Gouges-une-femme-contre-la-Terreur_a231276.html



2

Susan B. Anthony, États-Unis (1820 –
1906)

LIA KHARAZIAN



Susan B. Anthony compte parmi les activistes sociaux américains qui ont mené une lutte significative pour les droits humains au XIXe siècle. Elle a entre autres choses joué un rôle crucial au sein du mouvement des suffragettes.

Une influence paternelle forte

Susan Brownell Anthony est née le 15 février en 1820 à West Grove au Massachusetts. Son père, Daniel Anthony, était un quaker qui fut critiqué lorsqu'on découvrit que sa femme, Lucy Read, n'appartenait pas au mouvement. Malgré les protestations, Daniel Anthony continua d'assister aux réunions de la communauté des quakers, dont les points de vue se situaient souvent à l'avant-garde sociale des États-Unis. Le père de Susan Anthony se prononça notamment en faveur de l'abolition de l'esclavage et de l'interdiction de la vente d'alcool. Ces deux mesures furent adoptées par le gouvernement américain quelques décennies plus tard.

Dès l'âge de trois ans, Susan Anthony apprit à lire et à écrire. À l'école, son père l'encourageait à consacrer du temps à la lecture et à l'étude de la politique. Le chef de famille estimait que les femmes devaient obtenir une éducation similaire à celles des hommes et qu'elles devaient participer activement à la vie en société, s'éloignant ainsi du rôle de femmes au foyer. Daniel Anthony possédait des vues libérales qu'il transmet à ses enfants, en plus de leur apprendre à réfléchir à leurs actions et à prendre de bonnes décisions pas uniquement fondées sur le dogme religieux. Ainsi, les deux frères de Susan prirent part au mouvement abolitionniste et sa sœur Marie devint une alliée fidèle au cœur du mouvement des suffragettes.

Constat d'inégalité

Lorsqu'elle était âgée de 25 ans, Susan Anthony

déménagea à Rochester dans l'État de New York avec sa famille. Elle y décrocha un emploi comme professeure qui lui fit prendre véritablement conscience de l'ampleur des inégalités entre les hommes et les femmes aux États-Unis. Ces dernières ne possédaient alors pas la moitié des droits dont jouissaient les hommes et leur salaire n'équivalait pas au quart de celui de leurs homologues masculins.

Une rencontre qui transforma sa vie

En 1851, Susan Anthony fit la connaissance d'Elizabeth Stanton, une rencontre qui changea complètement sa vie. Ensemble, elles fondèrent la *National Woman Suffrage Association* qui devint une force de premier plan dans le mouvement des suffragettes. Au cours des décennies qui suivirent, les deux militantes donnèrent de multiples conférences dans les universités d'Amérique, exhortant les étudiants à réaliser l'importance d'accepter les amendements qui devaient être faits à la Constitution des États-Unis. Grâce à son éducation et à son érudition, Susan Anthony défendait admirablement bien ses positions sur les droits des femmes. Femme réfléchie, elle savait comment prendre appui sur la Constitution pour soutenir ses prises de position. En 1872, elle tenta même de voter aux élections et reçut une amende de 100 dollars pour avoir violé la loi, amende qu'elle ne paya jamais.

Durant près d'un demi-siècle, Susan Anthony parcourut les États-Unis et l'Europe, donnant de 75 à 100 conférences par an sur les droits des femmes. Ses conférences, qui attiraient des milliers de personnes, lui valurent une place parmi les plus grandes oratrices de l'histoire des États-Unis en plus d'avoir grandement contribué à la démocratie américaine moderne.

Femme libre

Susan B. Anthony ne s'est jamais mariée, car elle était convaincue que le mariage était une institution sociale dont l'objectif principal était la privation de droits. Elle estimait que seules les femmes qui ne voulaient pas profiter de leur liberté se mariaient.

Imaginez-vous, si je m'étais mariée à l'âge de 20 ans, j'aurais été pendant plus d'un demi-siècle le jouet et la fonctionnaire de quelqu'un. Pensez-y!

La morale et le bon sens avant tout

Susan Anthony décéda à sa résidence de Rochester, New York, le 13 mars 1906. De son vivant, Susan Anthony n'aura pas vu l'aboutissement de ses innombrables efforts dans la lutte pour les droits des femmes. Ce n'est que quatorze ans après sa mort que le droit de vote leur fut accordé par l'adoption du XIXe amendement de la Constitution américaine.

Bien que ses actions et ses valeurs aient sans conteste grandement contribué à l'échafaudage d'une société plus juste, Susan Anthony ne s'est jamais considérée comme une figure historique importante. Elle préférait dire qu'elle ne faisait que s'inspirer de la morale et du bon sens.

Le faible laisse passer le fort, et seulement le plus fort fait place à tout le monde.

Une figure marquante de l'histoire américaine

Susan Anthony figure sur la statue *The Woman Movement* réalisée en 1921 par Adelaide Johnson et qui est aujourd'hui exposée au Capitole des États-Unis d'Amérique. Son portrait fut également représenté sur une pièce de monnaie de 1 dollar, faisant d'elle la première figure féminine non

allégorique à être représentée sur une pièce américaine. Des timbres poste commémoratifs de 3 cents à son effigie furent aussi distribués en 1936 et en 1955.

Le compositeur Virgil Thompson ainsi que la poétesse Gertrude Stein lui dédièrent pour leur part en 1947 un opéra intitulé *The Mother of Us All*. Cet opéra s'inspirait de la vie et du combat pour les droits civiques de Susan Anthony. En outre, depuis 1966, sa maison à Rochester fut intégrée à la prestigieuse liste du National Historic Landmark.

(Texte préparé avec la collaboration de Véronique Lalande)

Références

Bio (2014), « Susan B. Anthony Biography ».

<http://www.biography.com/people/susan-b-anthony-194905#synopsis>.

Gordon, Ann (2005), « *The trial of Susan B. Anthony* ».

http://www.fjc.gov/history/home.nsf/page/tu_anthony_background.html.

Peoples.ru (2014), « Susan Anthony ».

http://www.peoples.ru/state/statesmen/susan_anthony/.



3

Emmeline Pankhurst, Grande-Bretagne
(1858–1928)

VALÉRIE CHAMULA PELLERIN



Reconnue comme une des figures de proue du

mouvement des suffragettes, Emmeline Pankhurst fut à l'origine de tactiques controversées visant à obtenir le droit de vote pour les femmes. Elle a souffert en prison pour ses idéaux sans toutefois cesser de se battre pour eux.

Son enfance au sein d'une famille activiste

Ayant grandi au sein d'une famille très politisée, Emmeline Pankhurst (née Goulden) fut destinée par ses parents à se conformer aux rôles attitrés aux femmes de cette époque. Ils désirèrent la marier jeune et ne virent pas la nécessité de s'inquiéter de son éducation. La jeune fille devint tout de même une lectrice assidue et fut dès l'âge de 14 ans introduite à l'enjeu de l'accès au vote des femmes. On l'envoya à l'École Normale de Neuilly où elle apprit le français et continua son apprentissage politique. La lecture de *La Révolution française* de Thomas Carlyle la marqua profondément (Rollyson, 2003 : 327). De retour en Angleterre, elle rencontra et épousa Richard Pankhurst, un avocat de 24 ans son aîné.

La vie avec Richard Pankhurst

Le couple eut cinq enfants. Richard et Emmeline décidèrent rapidement d'engager une aide à la maison afin que la mère de famille puisse s'impliquer dans la vie politique. Elle appuya d'abord la campagne parlementaire infructueuse de son mari, dont les idéaux étaient plutôt radicaux. L'avocat s'intéressait particulièrement au droit de vote des femmes, à la liberté d'expression et à la réforme de l'éducation. Emmeline commença ensuite à s'investir dans l'accession des femmes au droit de vote. Elle devint membre de la section féminine du Parti libéral, puis joignit par la suite le Parti travailliste indépendant.

En 1898, Richard mourut, laissant sa femme et ses enfants

dans une situation financière précaire et obligeant Emmeline à trouver un emploi. Dans les années suivant le décès de son mari, elle s'impliqua néanmoins encore plus activement dans le combat pour l'obtention du droit de vote des femmes.

La fondation du Women's Social and Political Union

En 1903, la veuve fonda la Women's Social and Political Union (WSPU). Cette association acceptait alors uniquement les membres de sexe féminin et se concentrait sur des actions concrètes visant l'accès au vote pour les femmes. Au début, les actions de la WSPU étaient pacifiques. Mais le 12 mai 1905, après qu'un projet de loi sur le droit de vote des femmes fut rejeté, Emmeline et ses co-militantes, dont ses filles, manifestèrent devant le Parlement. Elles prirent alors conscience du pouvoir que les manifestations pouvaient leur apporter. Les journaux leur donnèrent le nom de suffragettes par dérision. Ces journaux, de même que l'opinion publique générale, ne leur furent pas très favorables lorsqu'elles commencèrent à détruire des biens publics comme gestes de revendication. Ceci dit, leurs activités militantes furent toujours exemptes d'atteinte physique ou de violence envers personne. La seule violence physique fut celle dont les suffragettes furent victimes lors de leurs différentes périodes d'emprisonnement, ce qui arriva à trois reprises à Emmeline Pankhurst (Rollyson, 2003 : 329).

La période précédant la Première Guerre mondiale

Durant les années entre son premier emprisonnement en 1908 et le début du conflit mondial en 1914, Emmeline fut de plus en plus déçue du Parti travailliste indépendant. Elle observa que, peu importaient leurs allégeances politiques, les hommes étaient tous inquiets de perdre leur emploi en faveur des femmes si celles-ci obtenaient des droits égaux. De plus,

elle comprit que les partis politiques se servaient de l'enjeu du vote des femmes pour mousser leur popularité au lieu de la mettre au centre de leurs préoccupations. Dans l'optique de demeurer une association composée uniquement de femmes, Emmeline expulsa monsieur et madame Pethick-Lawrence du WSPU, alors que le couple l'avait soutenu financièrement et idéologiquement pendant longtemps. Cet acte valut à la leader une réputation d'autocrate (Rollyson, 2003 : 230). Dans les deux années qui suivirent, la popularité du WSPU et le nombre de ses membres déclinèrent.

Durant le conflit

Si son militantisme pour l'accession au droit de vote s'arrêta avec le commencement de la Première Guerre mondiale, Emmeline Pankhurst ne cessa pas pour autant de se battre pour l'égalité des sexes. Elle voulut que ses consœurs puissent aider leur pays en travaillant dans les usines de munitions. Dans ce but, le premier ministre David Lloyd George l'approcha pour qu'elle organise une démonstration en faveur de l'emploi des femmes dans les usines et dans d'autres domaines de travail reliés à l'effort de guerre. Le prix de cette alliance avec une ancienne ennemie était entendu tacitement : les conservateurs appuieraient l'accession des femmes au droit de vote à la fin de la guerre. Lorsque l'armistice arriva, Emmeline commençait à être considérée comme une alliée du gouvernement et non plus comme une leader pour son genre. En 1918, les femmes de plus de 30 ans obtinrent effectivement le droit de vote.

La période succédant à la guerre

De nombreux voyages en Amérique du Nord la charmèrent et de 1922 à 1925, elle alla habiter Toronto avec ses quatre enfants adoptés. De retour en Angleterre, afin de

tenter d'en faire plus pour les femmes, Emmeline se détacha des activités militantes qui l'avaient occupée avant la guerre afin de se concentrer sur son alliance avec les conservateurs. Elle était consciente que le pouvoir passait inévitablement par l'attachement à un parti. Le socialisme l'avait déçue, les autres partis ne l'inspiraient pas. À la suite de son choix, la conservatrice Nancy Astor, la première femme à siéger au Parlement, proposa à Emmeline de lui céder sa place, en remerciement de tout ce qu'elle avait accompli pour les femmes, chose qu'elle refusa. Elle mourut en 1928, un mois avant que le droit de vote soit accordé aux femmes de plus de 21 ans.

Relations avec ses filles

Bien que son mari Richard Pankhurst fut le membre de sa famille l'ayant appuyé au tout début de ses activités pour le vote des femmes, les deux filles aînées d'Emmeline Pankhurst sont encore aujourd'hui les plus célèbres. Elles furent aux côtés de leur mère lors de la création du WSPU. Mais si Christabel Pankhurst demeura assez proche des idéaux de sa mère, Sylvia Pankhurst s'en détacha rapidement et devint une socialiste radicale. C'est pour cette raison et parce qu'elle avait eu un enfant hors mariage qu'Emmeline déshérita Sylvia. La relation entre cette dernière et sa mère demeura jusqu'à la fin très tendue et ponctuée de conflits.

Héritage

Le rôle d'Emmeline Pankhurst dans l'obtention du droit de vote des femmes ne fait aucun doute et fut reconnu sans réticence par l'ancien Premier ministre Baldwin lors de l'inauguration de la statue d'Emmeline dans les Victoria Tower Gardens en 1930. Toutefois, son soutien à l'Empire britannique et son anticommunisme ont fait de cette femme

une référence politique paradoxale pour le mouvement féministe dans le monde.

Références

- Purvis, June (2003) « Emmeline pankhurst: a biographical interpretation ». *Women's History Review*. Vol.12, n ° 1, p. 73-102.
- Purvis, June (2011) « Emmeline Pankhurst (1858-1928), Suffragette Leader and Single Parent in Edwardian Britain ». *Women's History Review*, Vol. 20, n° 1, p. 87-108.
- Rollyson, Carl (2003) « A conservative revolutionary : Emmeline Pankhurst (1857-1928) ». *VQR*. Vol. 79, n° 2, p. 325-334.





4

Nicole Girard-Mangin, France
(1878-1919)

LILIANA SAMOKHVALOVA



À 36 ans, divorcée et ayant un enfant en bas âge, D^r Nicole Girard-Mangin, enseignante à la Sorbonne et spécialiste de la prophylaxie antituberculeuse, fut la seule femme médecin-major de l'armée française engagée dans la Première guerre mondiale. Portrait d'une femme exceptionnelle.

Études de médecine et premières recherches

Nicole Mangin naquit à Paris en 1878, dans une famille de commerçants. Très précoce, elle obtint en 1896 une licence en sciences naturelles qui lui permit de commencer des études de médecine. Elle fut admise à l'externat des hôpitaux de Paris en 1899. Toutefois, la même année, elle interrompit ce parcours déjà peu ordinaire pour se marier par amour avec André Girard. Elle eut ensuite un fils. Pendant deux ans, elle assista son mari dans le négoce de champagne. Ce dernier étant volage, leur mariage battit de l'aile rapidement.

En 1903, Nicole divorça et, grâce à la pension alimentaire qu'elle reçut, reprit ses études pour finalement soutenir sa thèse de médecine en 1906 sur « les poisons cancéreux ». Professeur libre à la Sorbonne, elle fit paraître des travaux remarquables sur la prophylaxie antituberculeuse. Active dans de nombreux congrès internationaux, elle devint une référence dans son domaine, la tuberculose et les maladies pulmonaires.

En même temps, elle entreprit de lutter contre les inégalités sociales en menant plusieurs projets importants, financés par des mécènes qu'elle sut convaincre : un sanatorium à Bligny, des logements ouvriers sur le Boulevard Bessières, la maison des étudiantes, l'École des infirmières de la rue Amiot.

En 1914, elle prit la direction du Dispensaire anti-tuberculeux du Professeur Robin à Baujon.

Première Guerre mondiale

Symboles de la Première Guerre mondiale, les « gueules cassées » des soldats étaient le résultat de la grande violence des blessures infligées aux combattants, ainsi que des nouveaux types d'armement qui furent utilisés lors des combats : les armes conventionnelles, mais aussi chimiques et biologiques. Les canons et les explosifs devinrent de plus en plus performants, c'est-à-dire meurtriers.

Les armes chimiques furent utilisées pour la première fois à une grande échelle lors de la Grande Guerre. La modernisation de l'armement et la nouvelle intensité de feu provoquèrent des dégâts corporels jamais vus jusqu'alors. La qualité ne primait plus sur la quantité puisqu'il fallait toujours plus, très vite et le moins cher possible (Plancard, 2013).

Le manque de médecins et d'infirmières fut gravement ressenti. Et c'est à ce moment qu'une élégante blonde, D^r Nicole Girard-Mangin, entra en scène.

Du premier coup d'œil, on sentait en elle une indomptable énergie. C'était une petite femme à faire marcher un régiment.

Mobilisation dans l'armée

C'est par erreur que Nicole fut mobilisée. Les autorités militaires qui lui envoyèrent un ordre de mobilisation cherchaient un médecin pour un hôpital thermal et ne remarquèrent pas le prénom « Nicole » derrière le titre de Docteur. Elle figurait sur des listes comme médecin de l'Assistance publique et comme membre du Comité de Secours aux blessés militaires.

Arrivée à Bourbonne-les-Bains, le médecin chef me reçoit avec ahurissement et méfiance : « Une femme! On m'envoie une femme et on m'annonce un homme! ». Elle en avait vu d'autres et elle présenta ses diplômes de médecine et répliqua: « Vous m'en voyez désolée, mais je suis affectée dans votre établissement et je me sens parfaitement apte à remplir les fonctions qui m'incombent. »

Elle écrivit ensuite à sa famille :

Partout, j'étais accueillie comme vous savez. Puis, après quelque temps, nous apprenions à nous connaître. On me faisait des excuses, on admettait que j'étais capable de quelque chose.

Dans l'hôpital militaire de Bourbonne-les-Bains, elle se montra tout à fait apte à remplir ses fonctions et chercha davantage de tâches pour se rendre utile. L'hôpital manquait de matériel, elle fit donc la stérilisation de celui-ci dans un four de boulanger et confectionna des attelles avec des treillages ou de vieilles boîtes.

Le 9 août, à neuf heures du soir, on me dit d'aller à la gare, où quelques réfugiés arrivaient. Je me trouve devant un train de blessés formidable, dont la plupart intransportables : nous dûmes en recevoir 1 073!

Durant l'hiver 1914-1915, elle fut mobilisée dans la région de Verdun. Là, à l'hôpital n° 7, le médecin lui interdit l'entrée des salles puis l'affecta dans des baraquements bombardés où elle dut soigner des personnes atteintes du typhus. Elle y resta pendant toute « l'épopée de Verdun », soignant les non-transportables et les 168 typhiques. Elle coupait du bois et allait aux champs pour traire les vaches afin de les nourrir. Quand les bombardements éclatèrent, Nicole dut évacuer les non-transportables sous la mitraille. Elle fut au volant d'une voiture d'ambulance jour et nuit et c'est à ce moment qu'elle fut blessée à la joue.

Partout, elle affirma son autorité et fut indispensable; ses

compétences étaient indiscutables. Elle fut promue médecin-major en 1916. Cette même année, elle se vit confier la direction de l'hôpital-école Edith-Cavell.

Après la guerre, elle devint responsable de la formation des infirmières, mais continua de rendre visite aux malades, de travailler en chirurgie et de présider le conseil de direction de cet hôpital.

Profitant de son retour à Paris, elle milita à l'Union des femmes françaises, un mouvement féministe, assista aux séances de la Croix-Rouge américaine pour la lutte antituberculose et participa activement à la création de La Ligue contre le cancer. Après l'armistice, le D^r Girard-Mangin fut rendue à la vie civile, sans honneurs ni décoration (De Morant, 2014).

Elle avait 41 ans

Au matin du 6 juin 1919, son corps fut découvert sans vie à son domicile de Paris. Les pots de médicaments vides ne laissèrent aucun doute. Son biographe, le D^r Jean-Jacques Schneider avance une hypothèse :

Nicole se savait atteinte d'un cancer incurable. Après avoir assisté tant et tant de mourants pendant la Grande Guerre, elle aurait préféré, en médecin, abréger ses propres souffrances. Elle avait 41 ans.

Œuvres

- Nicole Girard-Mangin, *Les poisons cancéreux*, 1909, 154 p.
- Nicole Girard-Mangin, *Toxicité des épanchements pleurétiques*, Alcan, 1910, 34 p.
- Nicole Girard-Mangin, *Essai sur l'hygiène et la prophylaxie*

antituberculeuses au début du XXe siècle, Masson, 1913, 356.

- Nicole Girard-Mangin, *Guide antituberculeux du D^r Girard-Mangin*, 3e édition, 1914, 23p.

Références

Les citations sont extraites des références ci-dessous.

Frigon, Sylvie (1996), « Éditorial : homicide conjugal, représentations et discours : contrôle, légitime défense et amour ». *Criminologie*. Vol.29, #2, pp 3-9.

<http://www.erudit.org/revue/crimino/1996/v29/n2/017386ar.html>.

De Morant, Guillaume (2014), « Nicole Girard-Mangin, première femme-médecin sur le front » *Paris match*.

<http://www.parismatch.com/Actu/Societe/Nicole-Girard-Mangin-premiere-femme-medecin-sur-le-front-578852>.

Plancard, Frédéric (2013), « Médecine de guerre », *Vosges Matin*.

<http://www.vosgesmatin.fr/actualite/2013/03/15/medecine-de-guerre>.

O'graphy, Tom (2013), « 1914-1918 : La médecine et la chirurgie pendant la Première Guerre Mondiale » *Epoque contemporaine, Histoire de la médecine*.

<http://thoracotomie.com/2013/11/11/1914-1918-la-medecine-et-la-chirurgie-pendant-la-premiere-guerre-mondiale/>

Riaud, Xavier (2012), « Nicole Girard-Mangin (1878-1919), une femme médecin dans le service de santé des armées », site *Verdun-Meuse*.

<http://www.verdun-meuse.fr/index.php?qs=fr/ressources/>

nicole-girard-mangin-%281878-1919%29,-une-femme-
m

Schneider, Jean-Jacques (2011), *Nicole Mangin : Une Lorraine au coeur de la Grande Guerre – L'unique femme médecin de l'armée française (1914-1918)*. Éditions Place Stanislas, Paris.



5

Idola St-Jean, Québec (1880-1945)

ÉDITH NADEAU-BOLDUC



Idola St-Jean fut l'une des têtes de proue du mouvement des suffragettes et du féminisme au Québec. Elle a fait du vote des femmes son cheval de bataille tout au long de sa vie, s'impliquant pour la cause dès 1922 et en fondant en 1927 l'Alliance canadienne pour le vote des femmes du Québec.

L'avant-gardiste

En 1922, elle était secrétaire de la première délégation du comité du suffrage provincial au Québec. Mais c'est en 1927 qu'elle fonda son propre mouvement, l'Alliance canadienne pour le vote des femmes, afin de pouvoir y exprimer ses idées politiques. En effet, tout en militant aux côtés de Thérèse Casgrain et de Marie Gérin-Lajoie, Idola préconisait une action plus radicale basée sur un idéal de société républicain et démocrate, faisant appel au droit naturel, à l'égalité des êtres humains, au suffrage universel et à la volonté populaire. Elle croyait que la démocratie était le seul système politique capable de faire place aux revendications des groupes sociaux discriminés.

Idola St-Jean avait une conception très contemporaine du féminisme, ce qui lui valut à la fois la critique et l'admiration. C'était avec ferveur qu'elle revendiquait l'égalité des femmes dans tous les domaines de la société. Même si sa lutte principale était consacrée au droit de vote, elle ne souhaitait pas que les femmes demeurent de fidèles épouses à la maison soumises à leur mari. Pour elle, le droit de suffrage n'était qu'une des facettes de l'affirmation sociale des femmes. En 1930, elle eut même l'audace de se présenter aux élections comme candidate indépendante dans la circonscription de St-Denis (Dorion), alors que les femmes n'avaient pas encore le droit de vote! Sa plate-forme politique étant essentiellement féministe, elle n'a évidemment pas été élue, mais 3 000 hommes lui avaient tout de même accordé leur confiance.

Idola St-Jean se distinguait de Thérèse Casgrain et de Marie Gérin-Lajoie. Elle était célibataire, enseignante à l'Université McGill et à la Société St-Jean Baptiste, où elle donnait des cours de langues et de diction : elle gagnait sa vie sans dépendre d'un mari. Peut-être le fait de ne rien devoir à un homme explique pourquoi elle se permettait d'émettre des idées plus radicales que celles de son époque.

Dans les milieux suffragistes québécois, elle fut la seule à développer l'idée d'une action autonome des femmes, ce qui se traduisit à la fois par le type de services dispensés par l'Alliance, par son refus de la séduction comme stratégie et par la théorisation de ses choix féministes dans ses écrits.

Sensible au quotidien des autres femmes qui ne faisaient pas partie de la haute société, elle était soucieuse de justice sociale et appuya plusieurs grèves de travailleuses réclamant l'égalité des femmes dans les sphères sociale, économique et familiale.

L'inlassable

Sans relâche, depuis 1927, Idola St-Jean et les militantes de la Ligue des droits de la femme présidée par Thérèse Casgrain demandaient le droit au suffrage féminin à l'Assemblée nationale, essuyant refus par-dessus refus. En militante active, Idola prenait tous les moyens à sa disposition afin de faire entendre son message de justice sociale et d'égalité des sexes. Elle n'avait pas peur de prendre la parole publiquement en faisant des allocutions radiophoniques ou en organisant des manifestations et des conférences.

En 1931, Idola prononça à la radio un discours marquant dans l'histoire du droit de vote. Son allocution faisait appel au sens de la justice sociale et démontait les arguments contraires au suffrage féminin. Elle montrait à quel point les femmes étaient autant concernées que les hommes dans les décisions

prises par le gouvernement et qu'elles étaient aussi aptes que ceux-ci à comprendre les questions débattues par les législateurs. S'adressant aux députés :

Et dites-nous, dégagés de votre égoïsme, qui vous apporte moins de bonheur que vous semblez le croire, dites-nous si vous seriez satisfaits si, un jour, la femme se proclamait votre souverain arbitre, et se chargeait, comme vous le faites béatement depuis des siècles, de vous dicter totalement votre conduite, se constituant l'unique juge de votre destinée.

Bien qu'il fût marquant, ce discours passionné prononcé la veille d'une délibération parlementaire au sujet du droit de vote des femmes n'a malheureusement pas donné le résultat escompté. Le projet de loi déposé par le libéral Irénée Vautrin fut défait par 47 voix contre 21. Inlassablement, elle reprit cette argumentation, notamment dans la revue *La sphère féminine* en 1935.

Prétend-on refuser aux femmes le droit de vivre et de jouir de la dignité et de l'indépendance que le travail confère à tout être? Que penserait-on d'une législation qui contraindrait tous les hommes à exercer la même profession ou le même métier? Ne commet-on pas la même absurdité en tentant de condamner toutes les femmes au mariage ne leur permettant pas d'autres fonctions que celle de la maternité? (citée dans Lamoureux 1991)

Soulignons que pendant ses temps libres, Idola St-Jean faisait du bénévolat auprès des jeunes délinquants. Elle fut définitivement une femme dévouée à la société et nous lui devons en grande partie le droit de vote des femmes obtenu en 1940. Décédée en 1945, Idola St-Jean a heureusement pu voir le résultat de son travail acharné.

La pionnière

De nos jours, Idola St-Jean est considérée comme une

des pionnières des droits de la personne au Québec. Elle jouit d'une grande reconnaissance pour ses actions en faveur de l'égalité des sexes. Un monument a d'ailleurs été érigé en son honneur près du Parlement à Québec, où elle figure en compagnie de Thérèse Casgrain, de Marie Gérin-Lajoie et de Marie-Claire Kirkland, la première femme députée au Québec.

La Fédération des femmes du Québec a créé un prix portant son nom. Depuis 1991, le prix Idola St-Jean est décerné à une femme ou à un groupe qui contribue d'une façon exceptionnelle au mouvement des femmes. Une plaque commémorative à son effigie, ainsi qu'un bronze la représentant, trônent au Monument national.

Mesdames et Messieurs, le féminisme n'est pas une rêverie d'utopiste, une boutade de cerveaux exaltés, c'est la revendication juste et légitime de la femme à ses droits d'être humain.

Références

- La Fédération des Femmes du Québec. *Idola St-Jean*.
<http://www.ffq.qc.ca/a-propos/vie-associative/prix-idola-st-jean/>.
- UQAM. *Pionnière de la lutte des femmes : Idola St-Jean*.
<http://www.unites.uqam.ca/arir/biographies.htm>.
- Courtois, Charles-Philippe et Danic Parenteau. 2011. *Les 50 discours qui ont marqué le Québec*. Anjou : Les Éditions CEC inc, 333 pages.
- Diane Lamoureux, 1991, « Idola Saint-Jean et le radicalisme féministe de l'entre-deux-guerres » *Recherches féministes*, vol. 4, n° 2, 1991, p. 45-60.



6

Thérèse Casgrain, Québec (1896 – 1981)

VÉRONIQUE LALANDE

Thérèse_Forget_Casgrain

Thérèse Casgrain était une femme de conviction dont les actions militantes ont marqué le Québec des années 1920 à 1980. Cette suffragette qui a obtenu le droit de vote pour ses sœurs québécoises fut aussi la première femme canadienne à devenir chef de parti.

Jeune fille de bonne famille

Thérèse Forget naquit le 10 juillet 1896 dans une somptueuse résidence de la rue Sherbrooke, à Montréal. Son

père, sir Rodolphe Forget, était un avocat et un homme d'affaires important de la métropole. Député conservateur du comté de Charlevoix-Montmorency, sir Forget y possédait un domaine où sa fille côtoya dès son enfance des sommités du milieu politique, des magnats de la haute finance, de même que des artistes et des intellectuels de l'époque.

La jeune Thérèse, à qui ses parents voulaient donner la meilleure éducation, fut pensionnaire de 8 à 16 ans chez les Dames du Sacré-Cœur, où elle reçut une instruction bilingue. Elle aurait bien aimé faire ensuite son entrée au collège classique, mais son père, en vrai conservateur, lui conseilla plutôt de retrouver les domestiques pour apprendre la cuisine et la tenue de maison.

Madame Pierre Casgrain

C'est par l'intermédiaire d'un ami commun que Thérèse Forget fit la rencontre de Pierre Casgrain, un jeune avocat charmant et sérieux. Elle l'épousa en janvier 1916, alors qu'elle était âgée de vingt ans. L'année suivante, il succéda à son beau-père et fut élu député de Charlevoix pour le Parti libéral du Canada. Durant la carrière politique de son mari, Thérèse Casgrain ne se contenta pas de jouer au bridge avec les autres femmes de politiciens. Du haut de la galerie du Parlement, elle assistait aux assemblées et se forgeait une opinion politique. C'est ainsi qu'elle devint une précieuse collaboratrice pour son mari.

En 1921, alité et incapable de donner son discours électoral, Pierre Casgrain désigna sa femme pour le remplacer sur l'estrade. Thérèse Casgrain affirma plus tard que c'est durant cette prise de parole qu'elle éprouva la puissance de l'appel politique. Les années qui suivirent lui ouvrirent les yeux sur les inégalités sociales et particulièrement sur la discrimination que vivaient les Québécoises. Durant les

années 1920, elle plaida pour une pléthore de réformes, mais c'est l'obtention du droit de vote pour les femmes qui fut son cheval de bataille.

La fin justifie les moyens

En 1919, le Parlement d'Ottawa permit à toutes les Canadiennes de voter aux élections fédérales. Les Québécoises se frottèrent pour leur part à des classes politiques et religieuses particulièrement conservatrices qui ne voyaient pas la nécessité de leur accorder ce droit, considérant que la fonction des femmes était la maternité et que leur place était au foyer. Ainsi, la lutte des suffragettes, en plus de bousculer une province engoncée dans une vision traditionaliste, amorça un mouvement de laïcisation de la société québécoise.

Une vague de féminisme revendicateur déferla sur les « années folles ». Thérèse Casgrain se joignit aux militantes montréalaises Marie Gérin-Lajoie et Idola Saint-Jean pour fonder en 1922 le Comité provincial pour le suffrage féminin. Six ans plus tard, Mme Casgrain en devint la présidente et le rebaptisa la Ligue des droits de la femme, une dénomination qui illustrait bien le côté plus affirmé de l'organisation. En effet, son objectif et ses activités ne se limitaient dorénavant plus à réclamer le droit de vote; ils incluaient aussi les aspects familial, social et juridique des droits des femmes. Thérèse Casgrain présida la ligue jusqu'en 1941 et envoya chaque année une délégation de femmes à Québec pour tenter de convaincre tour à tour les premiers ministres Taschereau et Duplessis d'accorder le droit de vote aux femmes.

Durant les années 1930, elle anima *Femina*, une émission de radio sur les ondes de Radio-Canada. De nombreux invités, dont de jeunes avocats et des hommes d'affaires, vinrent l'y appuyer. L'énergie et la ténacité de Thérèse

Casgrain faisaient de cette grande dame une militante infatigable. Pour elle, la fin justifiait les moyens. Élégante, elle n'hésitait pas à utiliser son charisme pour défendre sa cause; éloquente, elle transformait humour et ironie en armes rhétoriques.

Enfin, en 1939, le premier ministre libéral Adélard Godbout promit le droit de vote aux Québécoises s'il était élu. La même année, il accédait au pouvoir et tenait sa promesse. Durant son combat de près de vingt ans pour le suffrage féminin, Thérèse Casgrain emprunta un chemin truffé d'embûches, de mesquinerie et d'incompréhension. Mais pour cette femme d'esprit, cette battante et mère de quatre enfants, le jeu en valut toujours la chandelle.

Un combat qui ne s'arrête pas là

Pour Thérèse Casgrain, l'obtention du droit de vote des femmes ne constituait pas une fin en soi. Après avoir fait ses premières armes dans la lutte pour le suffrage féminin, elle étendit ses actions aux droits des femmes en général. Elle mena un combat important pour transformer le statut juridique de la femme mariée et pour la réforme des régimes matrimoniaux. En effet, selon le code civil de 1866, les femmes mariées possédaient un statut de mineures. Elles ne pouvaient donc ni prendre des actions en justice ni faire affaire avec une banque. La ténacité légendaire de Mme Casgrain lui permit d'obtenir la deuxième grande victoire de sa vie : le versement des chèques d'allocations familiales aux mères de famille.

Toutefois, si les droits de la femme figuraient parmi ses principaux chevaux de bataille, Thérèse Casgrain fut bien plus qu'une féministe. Elle était une humaniste au cœur généreux qui a épousé tout un éventail de causes. Celle qui se qualifiait elle-même d'« affreuse bourgeoise » n'était pas une

intellectuelle, mais bien une femme d'action. Ses célèbres coups de fil mobilisateurs à 7 heures le matin en marquèrent d'ailleurs plus d'un. Sa détermination et son sens profond de la justice sociale la poussèrent à lutter pour l'édification d'une société équitable et égalitaire.

J'ai toujours tenu querelle à tout le monde et c'est ce qui me conserve en santé et qui me donne de la force.

Femme de tête en politique

En 1941, Pierre Casgrain abandonna la politique pour devenir juge à la Cour supérieure. Son épouse, qui croyait fermement que les femmes devaient s'intéresser à la vie politique et y participer activement, se présenta comme candidate libérale indépendante dans le comté que son père et son mari avaient représenté successivement pendant près de quarante ans. Celle-ci perdit l'élection de peu.

Cinq ans plus tard, Thérèse Casgrain adhéra au Parti social-démocrate (PSD), qui devint en 1961 le Nouveau parti démocratique (NPD). Elle dirigea l'aile québécoise du PSD de 1951 à 1957 et devint la première femme canadienne à être chef d'un parti. Cette fonction amena Thérèse Casgrain à prononcer de nombreux discours et à assister à des congrès partout dans le monde. Bien qu'elle ait été défaite huit fois aux élections, jamais sa confiance et ses idéaux ne furent ébranlés.

Une ténacité et un engagement sans âge

Fine observatrice des mœurs politiques et des injustices, Thérèse Casgrain était dotée d'une grande perspicacité. Elle afficha pendant un demi-siècle une détermination à la fois persuasive et novatrice. Les causes marginales pour lesquelles elle milita contribuèrent à la modernisation de l'État québécois. Armée d'un zèle infatigable, elle fut l'instigatrice

d'un nombre impressionnant d'initiatives et s'impliqua dans une quantité étonnante d'organisations. Tout au long de sa vie, elle conserva l'habitude de se reposer d'une activité en se consacrant à une autre. À presque 70 ans, elle fonda même la Fédération des femmes du Québec dans le but de coordonner le travail des différentes associations féminines existantes.

Il y en a plusieurs qui aimeraient me voir finir ma vie en me berçant tranquillement. Qu'ils n'y comptent pas! J'espère être dérangeante longtemps encore.

En 1970, Pierre Elliot Trudeau lui proposa de devenir sénatrice. Elle accepta l'offre et siégea comme indépendante pendant neuf mois avant d'atteindre 75 ans, l'âge limite pour occuper la fonction. Jusqu'à sa mort, Thérèse Casgrain demeura une grande humaniste qui s'activait pour des œuvres de charité canadiennes et pour les droits des consommateurs. Elle mourut le 3 novembre 1981 à l'âge de 85 ans.

Honneurs et récompenses

La Société de criminologie du Canada remit à Thérèse Casgrain la médaille de « la personne qui s'est le plus distinguée dans la défense des droits de la personne et des idéaux de justice dans notre société ». Elle fut également nommée Officier de l'Ordre du Canada (O.O.C.) et Compagnon de l'Ordre du Canada (C.C.) en 1974 en plus de recevoir l'Ordre de l'Empire britannique (O.B.E.) pour ses services en temps de guerre. En 1979, elle obtient le Prix du Gouverneur général en reconnaissance de son leadership inlassable en faveur de l'obtention du droit de vote pour les femmes au Québec. De 1969 à 1981, Thérèse Casgrain reçut des doctorats honorifiques en droit de douze universités canadiennes.

Enfin, en 1982, le premier ministre Trudeau créa en son

honneur le prix Thérèse-Casgrain du bénévolat et prononça ces mots :

Championne des droits de la femme bien avant que le féminisme ne soit à la mode, candidate de gauche dans un Québec qui pensait solidement à droite, Thérèse Casgrain ne s'est jamais résolue à entrer dans le rang et à accepter ce qui lui paraissait le désordre établi.

Références

Toutes les citations sont extraites de l'un ou l'autre des ouvrages suivants.

- Beeby, Dean (2014), « Thérèse Casgrain reléguée aux oubliettes : Le symbole du féminisme du Québec a été retiré d'un honneur canadien ». *Le Devoir*. <http://www.ledevoir.com/politique/canada/414542/therese-casgrain-releguee-aux-oubliettes>.
- Bertrand, Réal (1981), *Thérèse Casgrain*, Montréal, Lidec, 63 p.
- Caron, Anita et Lorraine Archambault (1993), *Thérèse Casgrain : une femme tenace et engagée*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 393 p.
- Casgrain, Thérèse (1971), *Une femme chez les hommes*, Montréal, Éditions du Jour, 296 p.
- Forget, Nicole (2013), *La gauchiste en collier de perles*, Québec, Fides, 534 p.
- Ici Radio-Canada (2014), « Thérèse Casgrain, humaniste ». <http://archives.radio-canada.ca/sports/national/clips/15620/>.
- Roy, Jean (2006), « Les défricheuses de liberté », *100 Québécois qui ont fait le XXe siècle*, Eurêka! Productions, DVD, 51 minutes.



7

Madeleine Sylvain-Bouchereau, Haïti
(1903-1970)

RICARSON DORCE



Madeleine Sylvain-Bouchereau, première haïtienne docteure en sociologie, fut très engagée dans l'éducation à la citoyenneté politique des femmes, dans les activités de mobilisation communautaire et d'assistance sociale et dans le combat en faveur des droits des femmes. Née dans une famille très cultivée et militante, passionnée par la réflexion théorique et le bien commun, elle a contribué à un ensemble d'études très poussées sur les femmes haïtiennes, mettant sa formation académique au service d'un long combat contre la discrimination des femmes liée au mode de formation sociale haïtienne. Son féminisme n'était pas seulement un outil théorique d'analyse des conditions matérielles d'existence des femmes, mais également une pratique de luttes pour l'émancipation des femmes. Elle répondit ainsi aux constituants de 1946 :

Nous avons foi dans le succès. Qu'importe qu'il brille seulement pour ceux et celles qui nous suivront, pourvu que nous ayons contribué à instaurer la justice et la démocratie dans notre pays.

Les droits des femmes en Haïti

En 1804, Haïti était devenue indépendante de la France, mais la révolution n'avait pas abouti à une libération radicale. Les premiers établissements d'enseignement primaire et secondaire visaient d'abord les élites urbaines, au détriment de la masse des paysans et paysannes; mais les femmes de toutes les catégories sociales n'y avaient pas accès.

Les oligarchies économiques locales et internationales, les marqueurs socioculturels du pays, l'échec relatif des institutions en matière de protection des droits des femmes, les difficultés d'accès aux services de base, le chômage chronique et l'extrême pauvreté ont par la suite renforcé

cette situation d'exclusion tout en dégradant les conditions matérielles d'existence des paysannes haïtiennes.

Du début de la première occupation étasunienne au règne dictatorial des Duvalier, les femmes haïtiennes se sont sans cesse battues pour le respect de leurs droits. Comment créer des îlots de résistance citoyenne contre les mécanismes sociaux à la domination masculine? Comment réaliser le désir ardent de vivre ensemble dans l'égalité? Pour Madeleine Sylvain-Bouchereau, ces questions étaient essentielles.

Un parcours académique exceptionnel

Très brillante, Madeleine Sylvain-Bouchereau a étudié en Haïti, à Porto-Rico et aux États-Unis. Elle a reçu un certificat de spécialiste en organisation des communautés rurales. Licenciée à la Faculté de droit de Port-au-Prince, elle a obtenu sur concours une bourse offerte par l'Association internationale des femmes universitaires qui l'a menée à des études de maîtrise en éducation et à un doctorat en sociologie du Bryn Mawr College aux États-Unis.

Madeleine Sylvain-Bouchereau a été tour à tour professeure à l'Institut d'Ethnologie, à l'École nationale d'Agriculture et à l'Université de Fisk. Elle a été aussi consultante au département de l'enseignement rural.

C'est elle qui a publié les premières réflexions théoriques sur le parcours des femmes dans l'histoire haïtienne. *Haïti et ses femmes. Une étude d'évolution culturelle* est le titre de sa thèse de doctorat soutenue en 1941 et publiée en 1957 par les Presses Libres en Haïti.

En 1944, elle a reçu le prix Susan Brownwell Anthony pour son ouvrage *l'éducation des femmes en Haïti*. La même année, elle publia en deux tomes *Lecture Haïtienne : La famille*

Renaud (ouvrage approuvé par le département public d'Haïti).

En 1946, en réponse aux attaques sexistes formulées contre le mouvement féministe à l'Assemblée constituante, elle écrivit *Les Droits des femmes et la nouvelle Constitution*.

En 1950, elle publia un travail bien documenté sur la classe moyenne en Haïti dans « Matériaux pour l'étude de la classe moyenne en Amérique Latine ».

En 1954, son texte *Haïti, portrait d'un pays libre* a été traduit en allemand. Enfin, on ne saurait oublier son bulletin pour les instituteurs ruraux qui était aussi très apprécié.

La Ligue féminine d'action sociale

Il n'y a pas longtemps que les femmes haïtiennes ont la jouissance de certains droits réservés jadis seulement aux hommes. C'est le fruit d'un long combat dont une étape majeure fut la création de la « Ligue Féminine d'Action Sociale » le 3 mars 1934 au lendemain de la désoccupation états-unienne d'Haïti, par plusieurs personnes dont Madeleine Sylvain-Bouchereau.

Les buts de la Ligue étaient clairement formulés dans ses statuts: participer à l'amélioration physique, intellectuelle et morale de l'Haïtienne; la rendre consciente de ses devoirs sociaux; faire valoir son égalité civile et politique; remédier aux problèmes concernant la protection de l'enfant. Ce fut la plus grande organisation féminine que le pays n'ait jamais connue.

Moins d'un an après sa création, la Ligue publia la revue *La Voix des Femmes*, considérée par certains spécialistes de la problématique du genre en Haïti comme un outil de prise de conscience de la condition féminine et un symbole de l'effort des femmes de servir leur communauté. Madeleine

Sylvain-Bouchereau a beaucoup participé au rayonnement de cette revue.

Grâce à l'ardeur impétueuse des leaders de ce mouvement, les actions de la Ligue touchèrent toutes les régions du pays : éducation à la citoyenneté politique des femmes, tournées de conférences et cours du soir pour les ouvrières, assistance sociale, caisse coopérative populaire, l'exigence d'un salaire égal pour un travail égal, plaidoyer auprès des instances relatives à la création des écoles pour les filles...

Malheureusement, le long règne dictatorial des Duvalier mit un terme aux opérations de la Ligue féminine d'action sociale. En 1957, ses archives furent détruites, ses membres et alliées persécutés ou exilés. Après la chute du président Jean Claude Duvalier, les femmes haïtiennes organisèrent une manifestation historique pour protester contre la féminisation de la pauvreté et la grande violence à l'égard des femmes. Même si la Ligue ne fut jamais officiellement dissoute, elle ne réussit pas à redémarrer même après l'effondrement du pouvoir dictatorial.

Toutefois, le foyer Alice-Garoute, créé par Madeleine Sylvain-Bouchereau dans le cadre de la Ligue avec l'objectif de former des jeunes filles rurales, existe toujours. Ce foyer possède encore aujourd'hui une école professionnelle, un centre d'alphabétisation des adultes, un club de mères et un centre nutritionnel.

Engagement social et vie politique

À l'âge de 22 ans, Madeleine Sylvain-Bouchereau participa à la fondation des Pupilles de Saint-Antoine, considérée comme l'une des premières œuvres haïtiennes d'entraide sociale. À 33 ans, elle introduisit ce qu'on appelait le « mouvement des Guides » dans le pays.

Au moment où la Ligue féminine d'action sociale était active, on retrouvait Madeleine partout aux côtés de ses collègues, en train de coordonner des campagnes d'éducation à la citoyenneté politique. Elle fit aussi des propositions en faveur d'avancées très significatives dans le Code Pénal et le Code Civil haïtiens qui faisaient de la femme une incapable et une mineure soumise à son mari.

La Constitution a fini par confirmer la jouissance des droits civils et politiques des femmes haïtiennes. Ainsi, aux élections de 1957, Madeleine Sylvain-Bouchereau se retrouva en lice aux élections sénatoriales du département de l'Ouest. Ce fut un événement sans précédent dans l'histoire politique du pays, reflétant les efforts de Madeleine pour changer la mentalité patriarcale, pour l'obtention de l'égalité au niveau légal afin de promouvoir une société dans laquelle les individus ne sont plus prisonniers d'une condition définie sur la base de leur genre.

Grâce à sa lutte, de grands progrès ont été enregistrés dans le domaine des droits des femmes en Haïti. Toutefois, il faut noter que les engagements pris par l'État en faveur de ces droits ne furent pas toujours suivis d'actions concrètes. Beaucoup de femmes restent appauvries et violentées et sont encore très loin de parvenir à la parité avec les hommes dans les domaines de l'emploi, de la famille, de la propriété, ainsi qu'en matière d'accès aux ressources et aux services publics.

Leadership international

Madeleine Sylvain Bouchereau a été vice-présidente de la Ligue internationale des femmes avocates.

En 1937, elle a été déléguée à la 3e conférence Inter-Américaine sur l'éducation. En 1944, elle a été chargée par les Nations-Unies de l'organisation des services sociaux dans

plusieurs camps de prisonniers polonais déportés en Allemagne.

Au moment où l'Assemblée générale des Nations-Unies adoptait le premier document juridique international affirmant l'égalité des droits politiques de la femme, Madeleine siégeait à sa Commission du statut de la femme.

De 1952 à 1956, elle a été successivement membre du comité pour la planification des cours d'été de la Ligue internationale des Femmes pour la paix et la liberté et co-titulaire des cours de Copenhague et de Hambourg de cette Ligue.

La Ligue féminine d'action sociale s'étant affiliée à l'Alliance internationale des Femmes, cette dernière envoya Madeleine en 1958 faire une enquête sur la situation des femmes pendant les conflits au Moyen-Orient.

De 1966 à 1968, elle a joué le rôle de conseillère pour le développement communautaire auprès du gouvernement du Togo.

Œuvres principales

Madeleine Sylvain-Bouchereau (1944), *Education des femmes en Haïti*, Port-au-Prince, Imp. de l'Etat.

Madeleine Sylvain-Bouchereau (1944), *Lecture Haïtienne : La Famille Renaud*, Port-au-Prince, Editions Henri Deschamps.

Madeleine Sylvain-Bouchereau (1946), « Les Droits des femmes et la nouvelle Constitution », in *La Femme haïtienne répond aux attaques formulées contre elle à l'Assemblée constituante*, Port-au-Prince, Société d'Editions et de Librairie.

Madeleine Sylvain-Bouchereau (1950), « La Classe moyenne

en Haïti », in *Matériaux pour l'étude de la classe moyenne en Amérique Latine*, Washington, Département des Sciences sociales de l'union panaméricaine.

Madeleine Sylvain-Bouchereau (1957), *Haïti et ses femmes. Une étude d'évolution culturelle*, Port-au-Prince, Les Presses Libres.

Références

Jasmine Claude-Narcisse & Pierre-Richard Narcisse, *Mémoire de Femmes*, Port-au-Prince, UNICEF-HAITI, 1997

Haas, Elsie (2010), « Madeleine Sylvain-Bouchereau », site Haïticulture.

http://www.haiticulture.ch/Madeleine_Sylvain-Bouchereau.html





8

Simone de Beauvoir, France
(1908-1986)

JEAN-SÉBASTIEN LAPOINTE



Simone de Beauvoir est une philosophe, romancière, épistolière, mémorialiste et essayiste française. Elle est considérée comme une théoricienne majeure du féminisme et a inspiré le mouvement de libération des femmes dans les années 1970 grâce à son livre fondateur *Le deuxième sexe* (1949).

Enfance

Simone de Beauvoir est née dans une famille aisée vite appauvrie après la Première Guerre mondiale. Son père, qui espérait avoir un fils, a transmis à sa fille son amour de la littérature tout en l'encourageant à faire des études pour gagner sa vie. Simone, à l'âge de 15 ans, avait décidé qu'elle serait un « écrivain célèbre ». Elle écrit effectivement plusieurs romans, notamment autobiographiques.

C'est finalement la philosophie qui devint son domaine principal d'études.

Le couple Beauvoir-Sartre : inédit pour l'époque

Simone de Beauvoir a entretenu pendant plusieurs décennies une relation singulière avec le philosophe Jean-Paul Sartre qu'elle rencontra à la Faculté des lettres de l'Université de Paris en 1928. Cette relation à la fois amoureuse, amicale et intellectuelle aussi unique que particulière pour l'époque ne se termina qu'en 1980, soit au décès de Sartre. En effet, le couple ne se maria jamais, même si Sartre l'avait proposé à Beauvoir en 1929 afin qu'ils puissent tous les deux enseigner dans le même établissement après leur diplôme. Bien qu'étant très attachée à Sartre, Simone de Beauvoir refusa sa demande. Elle a raconté cet épisode dans le second tome de son autobiographie, *La Force de l'âge* (1960) :

Je dois dire que pas un instant je ne fus tentée de donner

suite à sa suggestion [qu'ils se marient]. Le mariage multiplie par deux les obligations familiales et toutes les corvées sociales. En modifiant nos rapports avec autrui, il eût fatalement altéré ceux qui existaient entre nous. Le souci de préserver ma propre indépendance ne pesa pas lourd; il m'eût paru artificiel de chercher dans l'absence une liberté que je ne pouvais sincèrement retrouver que dans ma tête et mon cœur.

Beauvoir et Sartre ne cohabitèrent jamais, contrairement aux usages de l'époque. Ils eurent également une conception assez libertine de la vie amoureuse et sexuelle, surtout à cette époque (années 1930 et suivantes). En effet, ils firent un « pacte » leur permettant de vivre des « amours contingentes » chacun de leur côté. C'est ainsi que Beauvoir entretint des relations avec certains de ses étudiants, autant des hommes que des femmes. Elle fréquenta notamment Olga Kosakiewitz, Bianca Bienenfeld et Jacques-Laurent Bost.

Leur couple se fonda aussi sur une collaboration et un dialogue intellectuel permanent. Ils s'influencèrent donc mutuellement : il y a du Beauvoir dans la pensée de Sartre et il y a du Sartre dans la pensée de Beauvoir! D'ailleurs, les deux se définirent toute leur vie durant comme existentialistes et athées. Mais chacun tint à ne pas fusionner sa pensée avec celle de l'autre; il importa pour chacun d'eux de garder un esprit de liberté et d'indépendance.

Beauvoir et la Seconde Guerre mondiale : résistante, opposante ou collabo?

L'Allemagne nazie envahit les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg France en mai 1940. Le 22 juin, la France s'avoua vaincue et signa l'armistice. Jusqu'à 1944, la France fut occupée militairement par l'Allemagne dans une zone au Nord et à l'Ouest et par l'Italie dans une zone dans le Sud-Est. Une zone libre fut cependant sous l'autorité d'un gouvernement collaborationniste aux forces de l'axe : le

régime de Vichy, dirigé par le maréchal Philippe Pétain et par Pierre Laval. Pendant longtemps, Simone de Beauvoir et son compagnon Jean-Paul Sartre étaient considérés comme des résistants engagés dans la lutte contre Vichy.

Or, des recherches et des travaux récents ont nuancé l'implication de Beauvoir à ce sujet. Plusieurs, dont la professeure Ingrid Galster et Diane Johnson du *New York Times*, considèrent que Beauvoir, à défaut d'avoir pris les armes et le maquis pour joindre officiellement la Résistance, était tout de même une opposante au régime de Vichy : elle et Sartre fondèrent en 1941 *Socialisme et liberté*, un éphémère groupe de résistance intellectuelle. D'autres, comme le philosophe Michel Onfray, croient plutôt qu'elle était une collaborationniste : elle avait en effet travaillé en 1943 comme chroniqueuse consacrée au music-hall à Radio-Vichy et avait pris des vacances avec Sartre en Italie avec des billets gratuits payés par le gouvernement fasciste de Mussolini.

Des écrits et des idées qui choquent!

En 1943, Simone de Beauvoir publia son premier roman, *L'invitée*. Ce dernier raconte, à travers des personnages imaginaires, la relation entre Sartre, Kosakiewitcz et elle-même. Bien qu'il connût un vif succès, le roman choqua. Beauvoir fut suspendue de son poste de professeur à l'Éducation nationale en juin de la même année à la suite de la publication de ce roman, mais aussi en raison d'une plainte d'« excitation de mineure à la débauche » déposée contre elle en 1941. Elle fut toutefois réintégrée après la Libération en 1945, mais jamais plus elle n'enseigna.

« On ne naît pas femme, on le devient »

En 1949, elle publia *Le Deuxième sexe*, ouvrage en deux

tomes, qui est considéré comme le fondement de sa pensée et de sa philosophie, ainsi que comme le fondement de la théorie et de la pratique féministes. Dans cette œuvre, elle a déconstruit le mythe de la féminité, forgé depuis des millénaires par les hommes. Selon elle, la féminité ne constitue en aucun cas une nature ou une essence, mais plutôt une condition imposée par l'histoire et la société. Elle remettait ainsi en cause les préjugés et les stéréotypes qui contribuaient à faire de la femme un objet tandis que l'homme était considéré comme un sujet, un absolu. Dans ce livre, elle considérait le mariage comme une institution bourgeoise aussi répugnante que la prostitution lorsque la femme est sous la domination de son mari. Elle y évoquait également l'avortement, qui était considéré comme un homicide et un acte contre nature à l'époque. Vif succès — 22 000 exemplaires vendus dès la première semaine de sa publication —, *Le Deuxième sexe* a autant été décrié, que ce soit par Armand Hoog et François Mauriac, qu'applaudi, notamment par Francine Bloch. L'œuvre a fait scandale à tel point que le Vatican le mit à l'index.

En 1964, elle publia un court récit autobiographique intitulé *Une mort très douce* où elle décrit les derniers instants qu'elle vécut auprès de sa mère mourante. Dans ce récit, elle évoque les thèmes de l'euthanasie et de l'acharnement thérapeutique. Elle traite également de la mort, de son point de vue athée, et de celui de sa mère, qui était croyante.

Engagement politique

En 1945, avec Sartre, Raymond Aron et quelques autres collaborateurs, elle fonda la revue *Les Temps modernes*. Cette revue politique, littéraire et philosophique, est toujours en activité à l'heure actuelle.

Lors de la Guerre d'Algérie (1954-1962), Simone de

Beauvoir fut très influente pour obtenir la reconnaissance des tortures infligées aux femmes durant ce conflit. Avec la militante féministe franco-tunisienne Gisèle Halimi, elle cofonda en 1971 le mouvement *Choisir* afin de dépénaliser et la légalisation de l'avortement en France. La même année, elle rédigea le *Manifeste des 343*, une pétition comprenant 343 femmes françaises qui avaient eu le courage de signer le manifeste « Je me suis fait avorter », s'exposant ainsi à l'époque à des poursuites pénales pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement. Le *Manifeste des 343* commence ainsi :

Un million de femmes se font avorter chaque année en France. Elles le font dans des conditions dangereuses en raison de la clandestinité à laquelle elles sont condamnées, alors que cette opération, pratiquée sous contrôle médical, est des plus simples. On fait le silence sur ces millions de femmes. Je déclare que je suis l'une d'elles. Je déclare avoir avorté. De même que nous réclamons le libre accès aux moyens anticonceptionnels, nous réclamons l'avortement libre.

Ce manifeste en inspira un autre publié en 1973 : le *Manifeste des 331*, où 331 médecins français se déclaraient pour la liberté de l'avortement. Ces deux manifestes contribuèrent à la dépénalisation de l'avortement en France en 1975 par la *loi Veil*.

Simone de Beauvoir est aujourd'hui considérée comme une philosophe et penseuse marquante de l'existentialisme et comme une théoricienne et militante féministe incontournable. Ses écrits sur sa vision de l'homme et de la femme, sa vie conjugale inédite pour l'époque et ses nombreuses implications en ont marqué plusieurs. D'ailleurs, à ses funérailles en 1986, la philosophe et féministe Élisabeth Badinter avait déclaré : « Femmes, vous lui devez tout! ».

Hommage

Le *Prix Simone de Beauvoir* a été créé en France en son honneur en 2008 et est décerné aux personnes qui se sont illustrées, par leur œuvre artistique et leur action, à promouvoir la liberté des femmes dans le monde.

Références

- Braunstein, Florence. « *Le deuxième sexe*, livre de Simone de Beauvoir », *Encyclopædia Universalis* [en ligne].
<http://www.universalis-edu.com.acces.bibl.ulaval.ca/encyclopedie/le-deuxieme-sexe/>
- Chrisafis, Angelique (2008), « Academic tug-of-love over De Beauvoir legacy », *The Guardian*, 4 janvier 2008.
<http://www.theguardian.com/world/2008/jan/04/highereducation.books>
- Dupuis, Jérôme (2008), « Ce qu'on n'ose pas voir sur Beauvoir », *L'Express*, 3 janvier 2008.
http://www.lexpress.fr/culture/livre/ce-qu-on-n-ose-pas-voir-sur-beauvoir_822547.html
- Galster, Ingrid (2013), « Beauvoir: les pillages et les déformations de Michel Onfray », *Le Monde*, 19 février 2013.
http://www.huffingtonpost.fr/ingrid-galster/beauvoir-michel-onfray-polemique_b_2709362.html
- Lecarme-Tabone, Éliane. « Beauvoir Simone De (1908-1986) », *Encyclopædia Universalis* [en ligne].
<http://www.universalis-edu.com.acces.bibl.ulaval.ca/encyclopedie/simone-de-beauvoir/>
- Johnson, Diane (1990), « The Life She Chose », *The New York Times*, 15 avril 1990.

<http://www.nytimes.com/books/98/12/06/specials/bair-simone.html>

Musset, Shannon. « Simone de Beauvoir (1908—1986) », *Internet Encyclopedia of Philosophy* [en ligne]
<http://www.iep.utm.edu/beauvoir/>

« Bataille de France », *Encyclopédie Wikipédia* [en ligne]
http://fr.wikipedia.org/wiki/Bataille_de_France

« Claude Askolovitch face à Michel Onfray », émission *Avant-Premières*, 2 février 2012 [vidéo].
https://www.youtube.com/watch?v=5_ZYboo_T7k

« Jean-Paul Sartre », consulté en ligne :
<http://www.histoiredumonde.net/Jean-Paul-Sartre.html>

« Les Temps modernes », *Encyclopédie Wikipédia* [en ligne].
http://en.wikipedia.org/wiki/Les_Temps_modernes

« On n'est pas couché : extrait de l'entrevue avec Michel Onfray », 26 janvier 2013, [vidéo].
http://www.youtube.com/watch?v=q0p_AXiDgMI

« Simone de Beauvoir », *Encyclopédie Wikipédia* [en ligne]
http://fr.wikipedia.org/wiki/Simone_de_Beauvoir





9

Irena Sendler, Pologne (1910-2008)

EMMY RUEL



Née le 15 février 1910 à Otwock en Pologne, Irena Sendlerowa, plus connue sous le nom d'Irena Sendler, a contribué à libérer 2 500 enfants juifs des ghettos pour les mettre en sécurité dans différentes familles et monastères. Sa participation au groupe clandestin Zegota lui permit d'être nommée « Justes parmi les Nations » en 1965.

Une période sombre de l'histoire

Bien que les mots « plus jamais » aient été prononcés à la fin de la Première Guerre mondiale, la paix qui découla de cet accord n'eut qu'une brève durée (20 ans). En effet, la France et l'Angleterre déclarèrent la guerre à l'Allemagne après que celle-ci eut envahi la Pologne le 1er septembre 1939. À peine quatre jours après le début de l'invasion de la Pologne, le gouvernement polonais avait quitté la Capitale. En moins d'un mois, le pays fut divisé; l'ouest de la Pologne était occupé par les Allemands et les Russes se trouvaient à l'est.

Par la suite, de 1941 à 1945, la Pologne hébergea plusieurs camps de concentration, ainsi que la majorité des camps d'extermination nazis. Il s'agit des lieux où plus de 3 000 000 d'individus (majoritairement des Juifs, mais aussi des personnes atteintes d'un handicap mental, des homosexuels, des vieillards, etc.) ont vécu leurs derniers moments.

« Si un homme se noie, il faut l'aider »

Le père d'Irena, Stanisław Krzyżanowski, était médecin à Otwock, un village près de Varsovie; il était membre du Parti socialiste Polonais. Avant de mourir du typhus en 1917, il avait enseigné à sa fille les principes de l'égalité selon lesquels les origines ethniques et les croyances religieuses n'avaient aucune importance. Ainsi, lorsque les Juifs furent placés dans

le ghetto de Varsovie et que la malnutrition ainsi que la maladie causèrent la mort de 5 000 individus en un mois, Irena leur vint en aide grâce à son emploi d'infirmière au sein du Département de la protection sociale de Varsovie. Elle avait obtenu l'autorisation de se rendre au ghetto quotidiennement, habillée en nourrice et arborant une étoile de David en signe de solidarité. Ces visites lui permirent d'apporter clandestinement de la nourriture, des vêtements et des médicaments. Aussi, de 1939 à 1942, Irena contribua à la confection des quelque 3 000 faux papiers d'identité qui permirent de sauver des familles juives.

À partir de 1942, Sendler s'engagea dans le groupe Żegota. Il s'agit d'un nom de code pour le « Conseil d'aide aux Juifs », un mouvement polonais de résistance clandestin financé par le gouvernement polonais. Irena fut l'une de ses premières recrues et dirigea ses efforts vers les enfants juifs du ghetto. Adoptant l'identité de Jolanta et accompagnée de près de 25 autres travailleurs sociaux, elle utilisa le prétexte de vouloir arrêter la propagation des maladies dont souffraient les Juifs pour pouvoir entrer et sortir du ghetto, à la recherche d'enfants qu'elle pourrait sauver.

Au début, elle porta secours à des orphelins qui se trouvaient dans les rues, puis elle alla voir les parents pour leur offrir son aide. Lorsque les parents lui demandaient si la survie de leurs enfants était garantie, elle ne put répondre qu'ils mourraient assurément s'ils restaient au ghetto. Lors d'une entrevue, Irena affirma :

Dans mes rêves, j'entends encore les cris des enfants quand ils quittèrent leurs parents.

Elle raconta ces scènes :

Nous avons assisté à des scènes terribles. Le père était d'accord, mais la mère non. Quelques fois, nous devons quitter

ces familles malchanceuses sans prendre leurs enfants. Je revenais le lendemain et, souvent, je m'apercevais que tout le monde avait pris le train à Umschlagplatz qui les avait acheminés aux camps d'extermination.

Pour parvenir à sortir du ghetto, Jolanta/Sendler dut faire preuve d'ingéniosité. Les gardes nazis qui se trouvaient à l'entrée devaient effectuer le contrôle de tous les véhicules. Afin de faire sortir les enfants, elle utilisa divers objets anodins. Elle parvint à cacher les plus petits dans des coffres à outils ou des sacs. Pour les enfants plus âgés, elle utilisa des sacs plus grands, ainsi que des sacs mortuaires. Certains enfants sortirent dans des sacs de pommes de terre, d'autres dans des cercueils. Dans l'enceinte du ghetto se trouvait un tunnel qui menait de l'autre côté des murs et qui permit également à plusieurs enfants de fuir. Un de ses grands problèmes était de trouver une façon de camoufler tous les sons que les enfants faisaient.

Encore une fois, Jolanta trouva une solution; elle dressa un chien pour qu'il jappe sans arrêt dès qu'ils se trouvaient en présence d'un garde, de sorte que les sanglots, les mouvements ou les respirations des enfants passaient inaperçus. Les gardes ne pouvaient rien faire contre le chien et ne remarquèrent pas qu'il s'agissait d'une diversion. Dès que les enfants arrivaient de l'autre côté du mur, ils recevaient des papiers indiquant leur nouvelle identité et furent accueillis dans des couvents, des orphelinats ou dans des familles d'adoption.

Un silence qui en dit long

Le stratagème d'Irena prit fin brutalement lorsqu'un informateur révéla l'identité secrète de Jolanta, ainsi que son adresse, à la police secrète, la Gestapo. Le 20 octobre 1943, la Gestapo emmena Irena à la prison de Pawiak où elle fut

torturée. Toutefois, elle garda le silence sur ses complices, les cachettes des enfants et leurs nouvelles identités. Pour sa trahison, la Gestapo la condamna à mort. Lorsque le groupe Zegota apprit sa situation, il parvint à corrompre l'un des gardes de la prison qui permit son évasion le jour de son exécution. Peu de temps après, Irena put lire un article dans les journaux annonçant qu'elle avait été exécutée. La police secrète continua quand même à la rechercher après avoir annoncé son décès, si bien qu'elle continua à se cacher jusqu'à la fin de la guerre. Toutefois, sa situation ne l'empêcha pas de participer à la coordination des autres missions de sauvetage que mena Zegota.

2 500 vies dans un bocal

Pendant toute cette période, Irena prit soin d'enterrer dans son jardin deux bocaux au contenu identique. À l'intérieur se trouvaient les noms de tous les enfants qu'elle avait réussi à faire sortir du ghetto, ainsi que la nouvelle identité que Zegota leur attribua. Irena avait instauré ce système afin de retrouver ces enfants après la Guerre et de leur permettre de reprendre leur vraie identité. Les informations indiquées sur chaque morceau de papier avaient également pour objectif de réunir les familles survivantes.

À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, lorsque vint le moment d'ouvrir ces bocaux, Irena y trouva les noms de 2 500 enfants. Elle commença alors les recherches afin de retrouver ces enfants. Elle prit également soin de copier la liste puis l'envoya à l'organisation Zegota pour que les dirigeants puissent l'aider à repérer tous ces gens. Ils ne parvinrent qu'à réunir que très peu de familles.

Hommages

Même si son histoire resta longtemps inconnue, Irena

Sendler a reçu plusieurs hommages depuis la fin de la Guerre. En 1965, elle obtint le titre de « Juste parmi les Nations » de l'organisation Yad Vashem. Un arbre fut planté dans l'Allée des Justes à Jérusalem en 1983. Aussi, elle fut nommée « Citoyenne d'Honneur » de l'État d'Israël en 1991.

Par la suite, elle remporta deux prix en 2003. Le gouvernement polonais lui attribua l'Ordre de l'Aigle blanc et elle gagna le prix Jan Karski pour sa bravoure et son courage dont elle a fait preuve au cours de ces années.

En 2007, elle obtint la distinction de l'Ordre du Sourire. Il s'agit d'un prix attribué chaque année à des personnalités qui œuvrent pour « Le bonheur et le sourire des enfants ». Cette même année, le gouvernement polonais envoya sa candidature en vue de lui attribuer le Prix Nobel de la Paix dont Al Gore fut le vainqueur.

Malgré son décès en 2008, Irena reçut le prix humanitaire Audrey-Hepburn en 2009. Ce prix est remis à ceux qui ont aidé des enfants de manière exceptionnelle.

Références

Jewish Virtual Library (2008), *Irena Sendler*. Récupéré en ligne sur Jewish Virtual Library.
<http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsourc/biography/irenasendler.html>

Kroll, C. (s.d.), *Irena Sendler : Rescuer of the Children of Warsaw. The Jewish Woman*.
http://www.chabad.org/theJewishWoman/article_cdo/aid/939081/jewish/Irena-Sendler.htm

Anonyme (2008), « Portrait d'Irena Sendler » *Le Nouvel Observateur*.
<http://tempsreel.nouvelobs.com/culture/20080512.OBS3470/portrait-d-irena-sendler.html>

- Rakotoarison, S. (2008), « La grande résistante polonaise Irena Sendlerowa n'aura pas le prix Nobel de la paix ». *Agoravox*.
<http://www.agoravox.fr/actualites/europe/article/la-grande-resistante-polonaise-40648>
- Strzelczyk, S., Bieniek, J., & Zieliński, P. (2011), *Biographie d'Irena Sendler*.
<http://agapol.ayz.pl/joomla25/images/pdf/patron/BiografiaFrancuska.pdf>
- The Jewish Foundation for the Righteous. (s.d.), *Poland // Irena Sendler*.
<http://www.jfr.org/pages/rescuer-support/stories/poland/-irena-sendler>



10

Mary Two-Axe Early, Québec
(1911-1996)

MARIE-HÉLÈNE DUBÉ



Mary Two-Axe Early est une figure de proue du

mouvement de mobilisation des femmes autochtones au Canada et aux États-Unis. Dès les années 1960, elle a milité pour que ces femmes aient les mêmes droits que les hommes autochtones. Ses actions ont eu un immense rayonnement dans toute l'Amérique du Nord.

Une jeunesse partagée entre deux pays

Mary Two-Axe est née le 4 octobre 1911 sur la réserve iroquoise de Kahnawake (Canada). Fille d'un père mohawk et d'une mère oneida du Wisconsin, elle a d'abord vécu à Kahnawake avant de déménager dans le Dakota du Nord avec sa mère après la séparation de ses parents. Elle avait alors une dizaine d'années. Sa mère mourut quelques années plus tard de la grippe espagnole. Mary revint alors à Kahnawake où elle vécut avec ses grands-parents. Ceux-ci lui firent découvrir l'histoire de la nation iroquoise et lui transmirent les valeurs d'égalité et de démocratie qui y figuraient. Cette histoire eut beaucoup d'impact sur les décisions à venir de Mary.

À l'âge de 18 ans, Mary Two-Axe déménagea à New York où elle épousa Edward Early, un Américain d'origine irlandaise, avec qui elle eut deux enfants. Elle devint alors Mary Two-Axe Early. Ce mariage avec un homme qui n'était pas un Autochtone lui fit perdre le statut d'Indienne qu'elle détenait selon la Loi sur les Indiens (*Indian Act*) de 1876, mais elle ne s'en soucia pas dans l'immédiat. Pendant plusieurs années, la famille Early vint tout de même passer tous ses étés à Kahnawake.

Prise de conscience

En 1966, une amie de Mary ayant aussi épousé un homme non-autochtone mourut d'une crise cardiaque. Mary fut alors convaincue que la cause de cette mort était le stress

vécu par son amie à la suite de la perte de son statut d'Indienne. En effet, la perte de ce statut avait obligé son amie à déménager, car elle ne pouvait plus habiter à Kahnawake; elle ne put non plus y être enterrée. Outrée, Mary Two-Axe Early entreprit alors un voyage à travers le Canada pour récolter des témoignages de femmes dans la même situation. C'est donc à l'âge de 55 ans que Mary devint véritablement une activiste, fondant entre autres, deux années plus tard, le mouvement Equal Rights for Native Women.

Le statut d'Indien

Selon la Loi sur les Indiens en vigueur à cette époque, un homme d'origine autochtone qui épousait une femme non-autochtone faisait gagner à celle-ci et à leurs enfants le statut d'Indiens. À l'inverse, une femme autochtone qui épousait un homme non-autochtone perdait son statut d'Indienne et leurs enfants n'en héritaient pas. Privées de leurs droits, ces femmes devenaient en quelque sorte des « non-personnes ». Elles n'avaient plus le droit de résider sur une réserve, d'y être propriétaires d'une maison, de voter aux élections de bande, de recevoir des soins de santé ou d'éducation sur la réserve, ni d'y être enterrées. Ce déséquilibre de la Loi n'était pas dû aux conceptions amérindiennes sur les femmes, mais plutôt à celles des Européens de l'ère victorienne qui écrivirent cette loi.

Une lutte pour la reconnaissance

Edward Early mourut en 1969. Mary déménagea alors à Kahnawake où elle avait hérité de la maison de ses grands-parents. Le conseil de bande l'y laissa vivre avec réticence. Finalement, c'est la fille de Mary qui, ayant épousé un homme mohawk et ayant ainsi gagné le statut d'Indienne, devint la

propriétaire de la maison. Mary Two-Axe Early se disait alors « invitée dans sa propre maison ».

En 1971, elle participa à la création de l'Association des femmes autochtones du Canada, puis, en 1973, devint la porte-parole officielle de l'*Indian Rights for Indian Women* – le pendant canadien de l'association *Equal Rights for Native Women*. Pendant plusieurs années, elle écrivit aux politiciens, aux médias, au gouvernement afin de faire changer les choses. Elle consulta la sénatrice féministe Thérèse Casgrain et déposa une plainte à la Commission royale d'enquête sur le statut de la femme.

Toutefois, en 1975, Année internationale de la femme, alors qu'elle participait à la Conférence de Mexico sur le statut de la femme, Mary apprit que le conseil de bande de Kahnawake avait décidé de l'expulser de la réserve. Elle profita alors de l'occasion créée par la Conférence et de la présence de nombreux médias internationaux pour attirer l'attention sur la situation des femmes amérindiennes ayant perdu leurs droits.

L'aboutissement

En 1982, le Canada adopta sa Charte des droits et libertés. Par la suite, et bénéficiant du soutien du premier ministre québécois René Lévesque, Mary Two-Axe Early put prendre la parole lors de la Conférence constitutionnelle de 1983. Voyant que les politiciens lui refusaient le droit de parole, René Lévesque lui céda son propre siège. Lors de son discours, Mary prononça sa phrase la plus célèbre :

S'il vous plaît, cherchez en vos cœurs et en vos esprits, suivez ce que vous dicte votre conscience, libérez mes sœurs.
Please search your hearts and minds, follow the dictates of your conscience, set my sisters free.

En 1985, le gouvernement du Canada adopta la loi C-31 qui redonnait le statut d'Indiennes aux femmes ayant épousé des non-autochtones, ainsi qu'à leurs descendants. Ce furent ainsi 16 000 femmes et 46 000 descendants qui purent demander à récupérer leur statut d'Indiens. Mary Two-Axe Early fut la première dont le statut fut restauré, le 5 juillet 1985, à l'occasion d'une cérémonie spéciale à Toronto. Le ministre des Affaires indiennes et du développement nordique, David Crombie, lui remit en main propre le papier attestant de ce changement.

La lutte de toute une vie

Mary Two-Axe Early n'arrêta pas de se battre à ce moment-là. Comme certaines bandes refusaient de mettre en application les changements légaux, elle continua à lutter. En effet, parmi les principaux opposants que Mary rencontra dans son parcours pour la justice, on retrouve des leaders autochtones de sexe masculin. Ceux-ci prétendaient que les changements dans la reconnaissance du statut d'Indien seraient beaucoup trop coûteux pour les bandes. Ils soutenaient également que cette ouverture pourrait encourager davantage de femmes autochtones à épouser des hommes non-autochtones, ce qui, craignaient-ils, nuirait à l'autonomie et à l'identité des Amérindiens, voire mènerait à leur assimilation.

Mary Two-Axe Early témoigna, entre autres, devant la Cour fédérale à ce sujet, à l'âge de 83 ans. Elle mourut le 21 août 1996 et fut enterrée sur la réserve de Kahnawake, ce qui est considéré comme sa « dernière victoire ».

Prix et hommages

1979 : Prix du Gouverneur général en commémoration de l'affaire « personne »

1981 : Doctorat *honoris causa* en droit de l'Université de York

1985 : Officière de l'Ordre du Québec

1996 : *National Aboriginal Achievement Award*

Références

La citation est extraite de la transcription de la Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres sur les questions constitutionnelles intéressant les autochtones, 16 mars 1983, Ottawa.

Indépendantes (2013), « Mary Two-Axe Early ». <http://www.independantes.org/2013/01/02/mary-two-axe-early/>.

Brown, Wayne (2003), « Mary Two-Axe Earley [*sic*]. Crusader for Equal Rights for Aboriginal Women », *Electoral Insight*. http://www.elections.ca/res/eim/article_search/article.asp?id=29&lang=e.

Femmes autochtones du Québec, « Historique. Étapes de la lutte politique, juridique et sociale ». http://www.faq-qnw.org/fr/Qui_sommes-nous/Historique.

Forster, Merna (2011), « Set my Sisters Free. Mary Two-Axe Early. 1911-1996 », *100 More Canadian Heroines. Famous and Forgotten Faces*, Toronto, Dundurn, pp. 134-136.

Gouvernement du Canada (2013), *Loi sur les Indiens*. <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/i-5/>.

Gouvernement du Québec, « Mary Two-Axe Early (1911-1996) », *Ordre national du Québec*. <http://www.ordre-national.gouv.qc.ca/membres/membre.asp?id=160>.

Mohawk Council of Kahnawá:ke (2014), « Tsi nitiohtón:ne

oká:ra. History of Kahnawá:ke ». <http://www.kahnawake.com/community/history.asp>.

Parlement du Canada (1983), compte rendu textuel de la *Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres sur les questions constitutionnelles intéressant les autochtones*, Ottawa, p. 226.



11

Lucie Aubrac, France (1912-2007)

ZOÉ KAVVADIAS



Lucie Aubrac, née Lucie Bernard, fut une femme engagée. Fervente militante contre le fascisme, elle s'engagea dans la résistance active à l'occupation nazie durant la

Seconde Guerre mondiale. Elle fut à l'origine de la création du journal et du mouvement clandestin *Libération*.

Début de vie et formation

Lucie Bernard naquit à Paris en 1912. Sa jeunesse fut rythmée par les déménagements de ses parents, Louis Bernard et Louise Vincent, originaires de Saône-et-Loire. Blessé pendant la guerre, le père de Lucie devint partiellement invalide en 1918. Lucie et sa sœur Jeanne furent alors reconnues pupilles de la nation et obtinrent une bourse leur permettant de poursuivre des études.

Pour les études de Lucie, la petite famille déménagea à Vitry-sur-Seine en 1928. Lucie intégra l'École normale des Batignolles pour devenir institutrice. Elle échoua par deux fois, avant de réussir enfin le concours d'entrée. À la surprise de ses proches, elle fit cependant le choix de ne pas y rentrer. Lucie quitta alors le domicile familial pour s'installer seule. Ce fut le début d'une période marquée par les difficultés matérielles.

Durant les années qui suivirent, Lucie côtoya des professeurs qui lui donnèrent le goût d'entreprendre des études supérieures d'histoire. Malheureusement, la formation qu'elle avait obtenue ne suffisait pas pour entrer à l'Université. Il lui fallut redoubler d'efforts et passer son baccalauréat pour pouvoir entrer à la Sorbonne. Elle obtint sa licence de lettres à l'âge de 26 ans. Elle pouvait alors préparer l'agrégation d'histoire afin de pouvoir enseigner.

Début de l'engagement

En dehors de ses études, Lucie fréquentait le Cercle international de jeunesse, une association pacifiste qui organisait des conférences sur des sujets variés. C'est grâce

au Cercle que Lucie voyagea entre autres en Angleterre et à Berlin.

Jeune femme engagée, Lucie milita également aux Jeunesses communistes.

J'ai adhéré aux Jeunesses en 1932. Mes contacts avec les quakers m'avaient donné de premières idées pacifistes. Les difficultés matérielles que j'ai connues m'ont fait adapter mon pacifisme à des idées plus combattives et j'ai adhéré aux Jeunesses Communistes sans savoir rien de plus sur le Parti Communiste que son côté alors antimilitariste.

Elle s'inscrit également à l'Union fédérale des étudiants de la Sorbonne. Elle y côtoya alors des grands noms tels que Victor Leduc, Joseph Epstein ou encore Jean-Pierre Vernant, tous résistants communistes durant la guerre.

La rencontre de sa vie

Après plusieurs années d'engagement, Lucie mit de côté le Parti communiste pour se concentrer sur ses études et son agrégation. Elle fut nommée professeure d'histoire et de géographie. Elle partit enseigner à Strasbourg en 1938 puis à Vannes.

Cette année-là, elle rencontra Raymond Samuel qui faisait son service militaire comme officier du génie des ponts et chaussées à l'aube de la Seconde Guerre mondiale.

Cette rencontre fut marquante dans la vie de Lucie puisque ce dernier devint son mari le 14 décembre 1939 à Dijon. Éperdument amoureuse, elle refusa de partir préparer sa thèse aux États-Unis puisque Raymond devait rester en France.

Le début de la Résistance

Engagé dans la Résistance qui commençait à s'organiser,

Raymond fut fait prisonnier par les Allemands le 21 juin 1940. C'est grâce à sa femme qu'il s'évada. En effet, elle lui fit parvenir un médicament qui lui provoqua une forte fièvre. Transféré à l'hôpital, il était alors plus facile à faire évader. Ils gagnèrent ensuite ensemble la ville de Lyon où Lucie enseignait au lycée de jeunes filles Edgar-Quinet.

L'engagement dans la Résistance, personne ne l'oblige. On est volontaire. On est dans un pays qui avait une tradition démocratique, où on avait l'habitude d'écrire, de parler. On se sent responsable, surtout quand on enseigne l'Histoire. Je ne me suis pas sentie du courage en faisant ces choses-là. J'ai toujours pensé que les gens qui avaient raison avaient forcément la force et le succès. Si bien que j'ai toujours été optimiste et je ne me suis jamais engagée en pensant que je n'allais pas gagner.

À l'automne 1940, Lucie rencontra Jean Cavaillès, professeur de philosophie et Emmanuel D'Asier de la Vigerie, journaliste. Ce dernier avait créé une organisation antinazie et anti-gouvernement de Vichy : la dernière Colonne. Raymond et Lucie décidèrent alors de s'investir alors dans les activités de cette organisation. Ainsi, après la naissance de leur premier enfant, Jean-Pierre, en mai 1941, le couple aida Emmanuel D'Astier à créer un journal résistant. La création de ce journal marqua le début du mouvement Libération-Sud.

Le couple adopta alors différents pseudonymes, dont celui d'Aubrac que l'on retient aujourd'hui. Leurs activités ne cessaient pas et le mouvement Libération devint bientôt le plus important en zone-Sud après le mouvement Combat

Les évasions

En novembre 1942, les Allemands envahirent la zone au sud de la ligne de démarcation. Les résistants de cette partie de la France furent traqués par la Gestapo mais aussi par une

milice française qui s'était mise en place dès 1943. Raymond fut une nouvelle fois arrêté. Lucie, en femme déterminée, chercha par tous les moyens à faire libérer son mari. Déclarant faire partie des services gaullistes, elle menaça de mort le procureur chargé de l'affaire. Raymond fut libéré provisoirement. Quelques jours plus tard, le couple de résistants organisa l'évasion des compagnons de Raymond qui étaient encore emprisonnés. Lucie leur fit parvenir des médicaments les rendant malades. Ils furent alors transférés à l'hôpital d'Antiquaille où l'évasion fut plus aisée à organiser.

Enfin libre, le groupe de résistants put alors reprendre ses activités. Mais alors qu'ils étaient réunis à Caluire dans la maison du Docteur Dugoujon avec d'autres participants à la Résistance, ils furent de nouveau arrêtés par la Gestapo. Raymond Aubrac fut emprisonné à la prison Montluc de Lyon. Lucie fut très affectée par cet emprisonnement, étant à l'époque enceinte de leur deuxième enfant. Mais elle savait ce qu'elle voulait :

Résister à l'oppression, résister à l'injustice, et rechercher la liberté.

Courageuse, Lucie ne se laissa pas abattre. Elle décida d'aller voir le chef de la Gestapo Klaus Barbie en personne. Pour se faire, elle se fit appeler Guillaîne de Barbentane. Elle expliqua à Klaus Barbie qu'elle connaissait depuis peu Raymond, son fiancé, de qui elle attendait déjà un enfant. Elle voulait donc qu'il lui donne la permission de se marier pour ne pas mettre au monde un enfant hors mariage. La supercherie a bien fonctionné. Lucie rencontra Raymond quelques jours plus tard dans les murs de la prison. Lors de cette entrevue, elle lui fit parvenir les plans d'évasion. Comme prévu, lors d'un transfert des prisonniers, Lucie et ses acolytes attaquèrent le camion qui transportait quatorze résistants, dont Raymond.

Après cette dernière évasion, Lucie, Raymond et leur fils Jean-Pierre partirent clandestinement à Londres.

Après la Libération

À peine arrivée à Londres, Lucie Aubrac fut désignée pour siéger à l'Assemblée consultative provisoire d'Alger. Sa récente maternité l'empêcha d'assumer cette fonction et c'est son mari qui la remplaça. Elle intégra toutefois le Comité exécutif de la propagande de la France Libre et prendra de nombreuses fois la parole en public. Elle profita de sa notoriété non seulement pour soutenir les femmes, mais aussi pour leur parler. Elle fonda même un hebdomadaire, *Privilèges des femmes*, qui évoquait les nouveaux droits acquis par les femmes, dont le droit de vote.

J'ai bien compris alors que j'avais fait les bons choix dans ma vie de résistante et de militante. J'ai enseigné l'histoire avec passion. J'ai remarquablement réussi ma vie conjugale. Mais il me reste maintenant à accompagner dans leurs revendications toutes les femmes d'ici et d'ailleurs pour qui le temps de la Libération n'est pas encore tout à fait venu.

Après la Libération, Lucie poursuit son engagement pacifiste. Elle intervint fréquemment dans les réunions du Mouvement pour la paix, créé par Raymond Aubrac. Le couple s'expatria ensuite quelques années à l'étranger au Maroc, à Rome et à New York. Durant ces années-là, Lucie reprit son tablier d'enseignante.

De retour en France en 1976, Lucie, alors à la retraite, renoua avec la vie militante et s'engagea à la Ligue des droits de l'homme. Les dernières années de sa vie furent rythmées par ses témoignages autant dans les médias que dans les écoles pour évoquer la Résistance.

Après une vie de combattante, Lucie mourut à l'âge de 94 ans à l'hôpital suisse de Paris à Issy-les-Moulineaux.

Hommages et distinctions

Pour rendre hommage à cette femme engagée tout au long de sa vie et pour honorer son engagement militant, plusieurs établissements scolaires et médicaux ainsi que des rues portent le nom de Lucie Aubrac.

De nombreux titres et reconnaissances lui ont été octroyés : Grand officier de la Légion d'honneur, Grand-Croix de l'ordre national du Mérite, Croix de guerre 1939-1945, Médaille de la Résistance avec rosette ou encore Commandeur des Palmes académiques.

Après son décès, elle reçut les honneurs nationaux aux Invalides.

Oeuvres

Lucie Aubrac (1945) *La résistance : (naissance et organisation)*, Paris, Lang, 1945

Lucie Aubrac (1997) *Ils partiront dans l'ivresse : Lyon, mai 43, Londres, février 44*, Paris, Éditions du Seuil, 1997

Lucie Aubrac (2000) *La Résistance expliquée à mes petits-enfants*, 2000, Le Seuil.

Références

Amat Jorge, *L'histoire au présent – Lucie Aubrac*, film 2002.

<https://www.youtube.com/watch?v=cVIgl5p4cYw>

Berri Claude, *Lucie Aubrac*, film de 1997, avec Carole Bouquet et Daniel Auteuil

Douzou Laurent (2009), *Lucie Aubrac*, éd. Perrin, Paris, 376 p.

Extraits de l'émission «Les Grands entretiens » diffusée sur France 5 : « Lucie Aubrac : La Résistance, la peur, le courage ».

<http://education.francetv.fr/videos/lucie-aubrac-la-resistance-la-peur-le-courage-v104435>

Libération.fr (2007), « Une conscience s'est éteinte ».

http://www.liberation.fr/societe/2007/03/15/lucie-aubrac-une-conscience-s-est-eteinte_13984

Page Wikipédia sur Lucie Aubrac : http://fr.wikipedia.org/wiki/Lucie_Aubrac

Page Wikipédia sur Raymond Aubrac : http://fr.wikipedia.org/wiki/Raymond_Aubrac

Peron Julie (2007), *Lucie de tous les temps*, <http://www.luciedetouslestemps.com>

Rochefort Florence et Laurence KLEJMAN, *Lucie AUBRAC*, Clio, numéro 1-1995, *Résistances et Libérations France 1940-1945*, <http://clio.revues.org/index529.html>.

Site internet des archives de France.

<http://www.archivesdefrance.culture.gouv.fr/action-culturelle/celebrations-nationales/recueil-2012/institutions-et-vie-politique/lucie-aubrac>

Site du musée de la Résistance en ligne :

<http://www.museedelaresistanceenligne.org/media.php?media=1311>





12

Rosa Parks, États-Unis (1913-2005)

WISNIQUE PANIER



Rosa Parks fut une femme ordinaire aux actions exceptionnelles. Elle est devenue le symbole de la lutte antiségrégationniste aux États-Unis. Elle fut à la fois témoin et victime de la ségrégation raciale qui y a fait rage. Après son geste historique dans un autobus à Montgomery (Alabama), à l'origine d'une longue marche pour les droits civiques dans ce pays, elle a consacré toute sa vie à ce combat.

Enfance

Rosa Louise McCauley, devenue Rosa Parks après son mariage, est née le 4 février 1913, à Tuskegee, Alabama (États-Unis). C'était la fille aînée d'une famille très modeste de deux enfants. Son père James et sa mère Leona McCauley étaient respectivement charpentier et institutrice. Son enfance fut marquée par des problèmes de santé (amygdalite chronique) et par le divorce de ses parents. Voilà pourquoi elle grandit dans une ferme avec sa mère, son frère cadet et ses grands-parents.

En raison des problèmes relatifs à la scolarisation des Noirs américains à cette époque, elle fut éduquée par sa mère à la maison jusqu'à l'âge de 11 ans. Elle fut ensuite envoyée à « l'Industrial School for Girls », à Montgomery, où habitait sa tante, une institution qui avait été fondée par des familles blanches du Nord des États-Unis pour les enfants noirs. Puis Rosa Parks alla faire ses études secondaires à l'*Alabama State Teachers College for Negroes*. Néanmoins, elle ne put aller au bout de ses études, car elle dut prendre soin de sa grand-mère puis de sa mère qui était tombée malade.

En 1932, Rosa Parks épousa un barbier adepte de la cause des droits civiques, Raymond Parks. Il était membre de l'Association de l'Alabama pour la promotion des gens de couleur (*National Association for the Advancement of Colored*

People, NAACP). Rosa a travaillé en tant que couturière de 1930 à 1955, entre autres emplois.

Témoign et victime de la ségrégation raciale aux États-Unis

Rosa Parks et ses parents ont vécu l'oppression de la ségrégation raciale. Son grand-père avait d'ailleurs l'habitude de monter la garde la nuit devant leur ferme contre les actions du Ku Klux Klan qui avait brûlé à deux reprises la *Montgomery Industrial School for Girls*.

Enfant, je pensais que l'eau des fontaines pour les Blancs avait meilleur goût que celles des Noirs .

Pour Rosa, les autobus étaient l'un des symboles de cette ségrégation. Elle devait aller à l'école à pied, alors que les enfants blancs avaient droit à l'autobus scolaire.

Je voyais passer le bus chaque jour. Mais pour moi, c'était comme ça. Nous n'avions d'autre choix que d'accepter ce qui était notre quotidien, un très cruel quotidien. Le bus fut un des premiers éléments par lesquels je réalisais qu'il y avait un monde pour les Noirs et un monde pour les Blancs.

À l'âge adulte, elle s'est impliquée dans quelques organisations de lutte pour les droits civils, comme la *National Association for the Advancement of Colored People* et l'*American Civil Rights Movement*, mais de manière discrète.

Le geste qui changea l'histoire

Un jour de décembre 1955, Rosa Parks sortit de l'ombre par un simple geste qui allait marquer sa vie et l'histoire des États-Unis d'Amérique : elle refusa de céder sa place à un passager blanc dans un autobus à Montgomery (Alabama) alors que le chauffeur le lui demandait.

Assise dans le bus, Rosa ne bougeait pas. Le conducteur a crié de nouveau : « Les Noirs doivent se lever pour laisser la place aux Blancs. Toi, là-bas, lève-toi et laisse ta place au monsieur! »

En principe, les quatre premiers rangs des bus de Montgomery étaient réservés aux passagers blancs. Les Noirs devaient s'asseoir à l'arrière alors qu'ils représentaient les trois quarts des utilisateurs. Rosa avait déjà subi ce genre d'humiliation à plusieurs reprises. Son refus de céder sa place n'a pas été un acte spontané. Elle était bien consciente de la violation de ses droits, tout comme ceux de tous les Noirs des États-Unis de l'époque. Voici deux extraits de son témoignage qui en disent long.

D'abord, j'avais travaillé dur toute la journée. J'étais vraiment fatiguée après cette journée de travail. Mon travail, c'est de fabriquer les vêtements que portent les Blancs. Ça ne m'est pas venu comme ça à l'esprit, mais c'est ce que je voulais savoir : quand et comment pourrait-on affirmer nos droits en tant qu'êtres humains? Ce qui s'est passé, c'est que le chauffeur m'a demandé quelque chose et que je n'ai pas eu envie de lui obéir. Il a appelé un policier et j'ai été arrêtée et emprisonnée.

Les gens racontent que j'ai refusé de céder mon siège parce que j'étais fatiguée, mais ce n'est pas vrai. Je n'étais pas fatiguée physiquement, ou pas plus que d'habitude à la fin d'une journée de travail. Je n'étais pas vieille, alors que certains donnent de moi l'image d'une vieille. J'avais 42 ans. Non, la seule fatigue que j'avais était celle de céder.

Arrêtée pour son refus de céder sa place à un Blanc

Rosa Parks était-elle la première personne à poser cet acte? La réponse est non. D'autres personnes avaient bel et bien déjà dit non à l'inacceptable, à la ségrégation raciale. Par exemple, en 1944, Jackie Robinson, joueur noir de la ligue professionnelle de base-ball, avait lui aussi refusé d'être

cantonné dans la partie du bus réservée aux « non-Blancs » au Texas. Il fut acquitté en cour martiale.

À la suite à son arrestation, Rosa reçut une amende de 15 dollars. Quelques jours plus tard, soit le 5 décembre 1955, elle fit appel de ce jugement. Comme l'a si bien signalé Jesse Jackson :

Elle s'est assise pour que nous puissions nous lever. Paradoxalement, son emprisonnement ouvrit les portes de notre longue marche vers la liberté.

En effet, cet acte courageux constitua la dernière goutte qui allait faire déborder le vase. Ce fut l'élément déclencheur, le catalyseur, le point de départ de la grande marche vers la liberté, la justice et le respect des droits civiques aux États-Unis.

Le boycottage des autobus

La réaction fut immédiate à la suite de l'arrestation de Rosa Parks. Les associations de défense des droits civiques entreprirent un mouvement visant à boycotter les compagnies ségrégationnistes d'autobus. Les différentes associations et églises ne tardèrent pas à rejoindre le Mouvement pour le progrès de Montgomery. Un pasteur de vingt-sept ans venu d'Atlanta, Martin Luther King, s'afficha rapidement comme le chef de file du mouvement. Trois revendications furent formulées immédiatement : « la liberté pour les Noirs comme pour les Blancs de s'asseoir où ils veulent dans les autobus; la courtoisie des chauffeurs à l'égard de tout le monde; l'embauche de chauffeurs noirs ». Le boycottage de Montgomery joua un rôle majeur dans le leadership de Martin Luther King.

Le chemin a été long. Une décennie de combat. Ce vaste mouvement pour les droits civiques a été couronné

avec le fameux discours de Martin Luther King « I Have a Dream ». Cette campagne qui a duré 381 jours a abouti, le 13 novembre 1956, à la cessation des lois ségrégationnistes dans les bus, décrétée par la Cour suprême qui les déclara anticonstitutionnelles. Le président démocrate Lyndon Johnson signa, respectivement en 1964 et 1965, la loi sur les droits civiques puis la loi sur le droit de vote.

Une vie consacrée aux droits civiques

Rosa Parks continua pendant toute sa vie à défendre les droits civiques. Elle est devenue une icône pour le mouvement des droits civiques. Elle a notamment travaillé avec le représentant afro-américain du Michigan, John Conyers. En 1987, elle a créé le *Rosa and Raymond Parks Institute for Self Development*. Elle est devenue une figure emblématique de la lutte contre la ségrégation raciale aux États-Unis, ce qui lui a valu le surnom de « mère du mouvement des droits civiques » de la part du Congrès américain.

Une fin de vie difficile

Rosa Parks a vécu une fin de vie très difficile. Elle fut hospitalisée à la suite d'un vol à main armée commis le 30 août 1994 par un jeune homme de 28 ans, du nom de Joseph Skipper, qui lui vola 53 dollars.

Elle résida à Détroit jusqu'à son dernier soupir le 24 octobre 2005. De 2004 à sa mort, elle a souffert de démence dégénérative. Elle connut des difficultés financières et dut faire appel à l'aide de son Église.

La mort de Rosa Parks : un événement majeur aux États-Unis

Rosa Parks est morte le 24 octobre 2005 à Détroit, Michigan. De nombreuses initiatives ont marqué son départ. Le président américain d'alors a décrété la mise en berne des drapeaux à travers tous les États-Unis le jour de son enterrement. Sa dépouille est restée exposée pendant deux jours dans le pavillon du Capitole pour un hommage public. Toute la classe politique américaine lui a rendu hommage, y compris le président George W. Bush dans une allocution télévisée, alors qu'un tel privilège est habituellement réservé aux hommes politiques et aux soldats. En fait, elle est devenue la première femme et la 31^e personne à recevoir cet honneur après l'ancien président Ronald Reagan en juin 2004.

Ses funérailles ont réuni des milliers de personnes. Le nombre d'Américains qui lui ont rendu hommage dans les premiers jours suivant ses obsèques est estimé à 60 000. De nombreuses personnalités, entre autres, l'ancien président Bill Clinton, la sénatrice de New York Hillary Clinton, le pasteur noir Jesse Jackson, des élus noirs du Congrès et des dirigeants du mouvement des droits civiques ont assisté à ses funérailles. Les premières places des bus de Montgomery sont restées vacantes depuis l'annonce de son décès jusqu'à ses funérailles. On y trouve une photo de Rosa Parks entourée d'un ruban et cette inscription : « La société de bus RTA rend hommage à la femme qui s'est tenue debout en restant assise. »

Hommages et distinctions

De son vivant, Rosa Parks a été honorée à plusieurs reprises. Elle a reçu, par exemple, en 1979 la Spingarn Medal et la médaille d'or du Congrès américain. Elle a reçu de nombreux hommages et distinctions. Plusieurs écoles, rues et

autres institutions portent son nom. De nombreux ouvrages et articles lui sont dédiés. Elle reste et demeure le symbole de la lutte pour les droits civiques aux États-Unis.

Références

Les citations sont extraites des ouvrages suivants.

Deroubaix, Christophe (2013). « Rosa Parks, la femme qui s'est tenue debout en restant assise ».

<http://www.humanite.fr/rosa-parks-la-femme-qui-sest-tenue-debout-en-restant-assise#sthash.6Dvd0kB5.dpuf>.

Livia (2008). *Rosa Parks, une femme battante*.

<http://www.femmescelebres.com/rosa-parks-une-femme-battante/>.

Silei, Fabrizio et Maurizio A.C. Quarello (2011). *Le bus de Rosa*. Sarbacane, Amnesty international.

Simard, Éric et C. Gourat. (2013). *La femme noire qui refusa de se soumettre. Rosa Park*, Paris, OSKAR Edition.

Simard, Éric (2012). *Rosa Parks, la femme qui changea l'Amérique* (nouvelle édition). Paris. OSKAR Edition.





13

María Eva Duarte (Evita) Perón,
Argentine (1919 – 1952)

MARILYN GRENIER



Eva Perón a marqué à jamais le cœur du peuple argentin. N'étant pas uniquement la femme derrière l'homme au pouvoir, elle a su livrer un véritable combat en faveur des plus démunis, ceux qu'elle appelait avec affection ses *descamisados*. Malgré sa mort arrivée trop vite, Evita laisse derrière elle 35 hôpitaux toujours fonctionnels, 450 écoles, 5 foyers pour personnes âgées, 5 foyers pour enfants, sans oublier la féminisation de la politique en Argentine. María Eva Duarte, c'est le visage argentin de l'égalité.

Une enfance illégitime

C'est dans une pauvre ferme de La Unión, le mercredi 7 mai 1919, qu'est née María Eva Duarte. Sa mère célibataire venait de mettre au monde la cinquième enfant de Juan Duarte. Juana Ibarguren eut bien du mal à faire inscrire la petite Eva sur le registre civil de Los Toldos étant donné que son amant refusait de reconnaître sa paternité, bien qu'il ait accepté de le faire pour les frères et sœurs aînés de la fillette. Ceci n'était que le commencement de l'enfance difficile de la jeune Eva. Sa mère, qui avait toujours bien du mal à subvenir aux besoins de ses enfants, était la risée du village qui la traitait souvent de putain en raison de son concubinage.

La relation entre Juana et Juan continua pendant quelques années après la naissance d'Eva, mais s'arrêta brutalement lorsque Duarte mourut dans un accident de voiture. C'est à ce moment que la jeune fille fut pour la première fois exposée à la marginalité sociale de sa famille, puisque les filles légitimes de son père leur refusèrent, à sa mère et ses frères et sœurs, l'accès à la chambre mortuaire.

Une Argentine en grève générale

La situation du pays n'était guère plus réjouissante en 1919. Une grève des acteurs et d'autres catégories de

travailleurs paralysait les théâtres et la ville de Buenos Aires. Elle suivait de quelques mois l'hécatombe de la grève des ouvriers des ateliers métallurgiques. En effet, quatre mois auparavant, au cours d'une « semaine tragique », l'armée et la police avaient fait des centaines de morts et de blessés dans les rues de Buenos Aires parmi des travailleurs en grève. Le chômage affectait alors plusieurs milliers de travailleurs, résultat de la baisse des exportations après la fin de la Première Guerre mondiale.

Les années qui suivirent ne furent pas plus reluisantes pour le pays. En 1930, un coup d'État mit fin à 16 années de légalité constitutionnelle et ouvrit une période d'intrusion militaire dans la vie politique. Puis, lors de la Seconde guerre mondiale, l'Argentine fut la plaque tournante du Reich en Amérique latine. Au moment où la victoire s'avérait incontestable, l'Allemagne envisageait un avenir prometteur pour le pays. Or, les années passèrent et la défaite imminente des nazis força l'Argentine, menacée par les Alliés, à réviser ses positions. Ceci eut lieu alors qu'Eva entretenait déjà des relations d'importance avec les dirigeants du pays. Certains racontent même qu'elle aurait fait partie des services secrets allemands.

Une arrivée précaire à Buenos Aires

La pauvreté de sa famille força Eva à quitter son village natal à 15 ans, en 1934. C'est d'ailleurs en raison de cet événement qu'elle a toujours voulu défendre les injustices dont elle a été elle-même souvent victime :

D'aussi loin que je me souviens, chaque injustice blesse mon âme comme si on y clouait quelque chose. Chaque âge m'a laissé le souvenir d'une injustice qui me bouleversa, me déchirant au plus profond de moi-même.

Elle partit donc pour Buenos Aires afin de devenir actrice, un rêve qu'elle chérissait depuis son plus jeune âge.

Son arrivée en ville n'a pas été facile. Elle n'avait pas d'argent, avait souvent faim et était sans logis. Les contrats se faisaient rares et son état de santé fragile, ainsi que son corps maigre ne l'aidaient en rien. Cependant, la détermination d'Eva allait faire en sorte que sa situation allait s'améliorer. Elle commença à s'impliquer dans le syndicalisme et, en 1943, fut l'une des fondatrices de l'*Asociación Radial Argentina* (Association radiophonique argentine, syndicat des travailleurs de la radiodiffusion), dont elle fut élue présidente l'année d'après.

Une rencontre prédestinée

Je me marierai avec un prince ou un président.

Elle l'avait choisie, sa route. Et c'est le 22 janvier 1944 que tout se déclencha. Alors qu'un tremblement de terre avait dévasté la ville de San Juan quelques jours auparavant, l'Argentine se mobilisait pour venir en aide aux sinistrés et aux familles des 8 000 disparus. Le secrétariat au Travail et à la Prévision sociale, dirigé par le colonel Juan Perón, fut chargé de centraliser l'aide et de coordonner les initiatives de volontaires. Perón convoqua les artistes de cinéma, de théâtre et de radio et leur demanda d'effectuer une collecte publique dans les rues de Buenos Aires. Le 22 janvier 1944, l'Association Radiophonique Argentine donnait rendez-vous à ses membres pour une soirée de bienfaisance au Luna Park. C'est là qu'Eva et une amie furent présentées à Perón. « Si comme vous l'affirmez la cause du peuple est votre cause, je resterai à vos côtés, quelle que soit l'ampleur du sacrifice exigé, jusqu'à en perdre mes forces. Il accepta mon offre ». Et ils ne se quittèrent plus jamais.

Une femme politique, un espoir du peuple

C'est en faisant des discours à la radio où elle expliquait les enjeux politiques de l'époque qu'Eva s'était ralliée à la cause de Perón qui se présentait comme militant pour les pauvres. Ce qu'elle ne savait pas, c'est que c'était pour elle-même qu'elle parlait. Elle sut tout de suite gagner le cœur du peuple. Elle ne mit pas de temps à comprendre qu'elle pouvait également avoir une influence importante en politique. Dans un environnement dominé par les hommes, elle s'est immiscée dans les discussions politiques privées de Perón pour faire valoir son point de vue. Bien que son influence sur Juan ne fût pas l'unanimité, elle sut aussitôt capter l'imagination et la sympathie des foules. Partout où elle allait, elle attirait de nombreuses femmes, éblouies par son exubérance et par sa dévotion à des activités politiques que l'on réservait autrefois aux hommes.

Alors qu'elle épaulait la campagne électorale de son mari en 1946, elle prépara soigneusement son premier discours. Prononcé par une femme, ce discours ne fut pas très bien accueilli par les hommes du public qui avaient organisé un chahut pour couvrir sa voix. Mais les femmes ne les laissèrent pas faire. La foule se souleva à un tel point que les policiers furent obligés de lancer les gaz lacrymogènes. Les femmes résistèrent, au grand étonnement des hommes, faisant ainsi naître une Argentine féministe.

Eva joua d'ailleurs un rôle décisif dans le processus d'acceptation de l'égalité politique et civile entre hommes et femmes en Argentine. Alors que le droit de vote fut finalement accordé aux femmes en septembre 1947 par le gouvernement de son mari élu en février 1946, elle fit cette déclaration :

Femmes de ma patrie, je viens de recevoir des mains du

gouvernement de la nation la loi consacrant nos droits civiques, et je la reçois devant vous avec la certitude que je le fais au nom et en représentation de toutes les femmes argentines, sentant avec jubilation mes mains trembler au contact de cette consécration qui proclame la victoire. Ici, mes sœurs, se trouve résumée, dans la typographie serrée d'articles peu nombreux, une longue histoire de luttes, contrariétés et espérances, ce pourquoi cette loi est lourde de crispations d'indignation, d'ombres de péripéties hostiles, mais aussi du réveil joyeux d'aurores triomphales, et de ce présent triomphe, qui traduit la victoire de la femme sur les incompréhensions, les refus, et les intérêts établis des castes répudiées par notre réveil national.

Les actions politiques d'Eva se multiplièrent rapidement. Le 20 février 1946 fut constitué le Comité Féminin « María Eva Duarte Perón », un groupement politique faisant la promesse d'éliminer les déséquilibres et de donner le droit de vote aux femmes. Ainsi, les femmes se politisèrent pour la première fois dans l'histoire de l'Argentine en se rangeant derrière Eva qui créa en 1949 un parti politique, le Parti péroniste féminin qui fit élire 23 députées en 1951.

Bien que devenue la première dame d'Argentine et vivant désormais dans le luxe, elle n'oublia jamais ce qu'avait été la vie d'une enfant pauvre et illégitime. Après un voyage en Europe en 1947, elle décida d'entreprendre une campagne pour les pauvres, qui devient une croisade de charité. C'est finalement le 8 juillet 1948 que fut créée la fondation Eva Perón pour coordonner ses efforts de lutte contre la pauvreté en Argentine, allant de la construction d'hôpitaux, de refuges, d'écoles, de colonies de vacances, jusqu'à l'attribution de bourses d'études. Elle invitait les pauvres à la visiter directement à son bureau et à lui écrire. Elle pouvait recevoir des centaines de personnes chaque jour.

Je veux terminer avec une phrase qui est très à moi, et que je dis chaque fois à tous les *descamisados* de ma patrie, mais je ne veux pas que ce ne soit qu'une phrase de plus, mais que vous y

voyiez le sentiment d'une femme au service des humbles et au service de tous ceux qui souffrent : « Je préfère être Evita, plutôt que d'être l'épouse du président, si cet Evita est dit pour apaiser quelque douleur en quelque foyer de ma patrie » (discours du 1er mai 1949).

Une marque indélébile

Le pouvoir et la popularité d'Eva ne cessèrent de grandir, à un point tel que la population souhaita qu'elle soit officiellement nommée vice-présidente du pays. Passionnée, elle laissa entendre qu'elle accepterait. Malheureusement, elle dut se raviser quand elle apprit qu'elle avait un cancer du col de l'utérus. Ce cancer fulgurant l'emporta à l'âge de 33 ans.

L'État organisa des funérailles nationales où tous se ruèrent pour pouvoir toucher sa tombe : 200 personnes furent blessées et 8 personnes y perdirent la vie. Perón fut forcé de constater à quel point le peuple l'aimait, ce qu'il n'avait jamais réalisé. Privé de l'adoration du peuple pour sa femme, il perdit de sa popularité. À peine 3 ans après la mort d'Evita, il fut victime d'un complot et son gouvernement fut défait.

Evita a légué au peuple tous ses biens personnels en guise de preuve d'amour. Elle n'a jamais eu d'enfants : dans son autobiographie, elle disait que c'était parce que ses vrais enfants étaient les gens du peuple.

Hommages

Elle fut nommée *Chef spirituelle de la Nation* (en esp. *Jefa Espiritual de la Nación*), le 7 mai 1952, sous la présidence de son mari Juan Perón, le jour où elle eut 33 ans. Elle reçut de nombreux autres prix dans d'autres pays en reconnaissance de son œuvre sociale.

De nombreuses statues et images d'Evita parsèment la ville de Buenos Aires où elle est devenue une icône.

Références

Crespo, Alfonso (1982), *Evita, Le destin extraordinaire d'Eva Perón*. Montréal : France-Amérique, 304 p. (Traduction de : *Eva Perón, viva o muerta*. Traduit de l'espagnol par Édouard Jimenez)

The official Evita Perón website (2011), E.P. Historical Research Foundation
<http://www.evita-peron.org>

Eva Perón 1919-1952 https://www.youtube.com/watch?v=o_8JuzC-rDY

Page Wikipedia : Eva Perón (2014), http://fr.wikipedia.org/wiki/Eva_Perón

Eva Perón: Intimate Portrait (1999), *Lifetime television*
<https://www.youtube.com/watch?v=DdPzp6KcQhI>





14

Simonne Monet-Chartrand, Québec
(1919-1993)

SIMON LA TERREUR-PICARD



Patiente, maternelle, affectueuse, tolérante, conciliante,
tenace et courageuse – Michel Chartrand

Militante dès son plus jeune âge, des jeunesses catholiques aux causes syndicales, elle a toujours lutté pour les droits et la dignité humaine. Guidée par le désir d'informer, de sensibiliser et de mobiliser ses concitoyennes et concitoyens, la maladie, la mort et les embûches politiques ont fait d'elle une femme phare pour le Québec de sa génération et de celles à venir.

Héritage familial

Simonne Monet naquit à Montréal le 4 novembre 1919. Elle était la troisième de quatre enfants (bien que le premier décédât en bas âge et le deuxième à l'adolescence). Elle était la petite-fille de Dominique Monet (avocat, juge, député et ministre) et la fille d'Aurore-Berthe Alain et d'Amédée Monet qui suivit les traces de son père, à savoir la magistrature et la politique. Le frère aîné de Simonne Monet fit les mêmes choix et devint magistrat à son tour. Simonne était donc issue d'une famille bourgeoise, certes, mais progressiste. Son père, comme elle le mentionna lors de nombreuses entrevues, était son « premier amour ». Il y a fort à parier que les discussions de nature artistique et politique qu'ils purent avoir ensemble ont mis la table au parcours de cette femme.

Au pensionnat

Chez les Sœurs du Saint-Nom de Jésus, au pensionnat Marie-Rose, il allait de soi que Simonne devait recevoir la meilleure éducation. Elle écrivait beaucoup, dès l'âge de 11 ans, dans un journal personnel. Elle y rapportait ses constats et ses réflexions. Elle se rendit rapidement compte notamment de l'inégalité du choix d'activités offert pour les garçons et filles.

Elle fréquenta aussi l'Université Laval à Montréal (devenue l'Université de Montréal) et plus tard l'Université Concordia. Elle y étudia, entre autres, la littérature, la science politique et l'histoire, le tout par-delà son brevet d'enseignement.

Militantisme catholique

Ses premières armes militantes se firent au sein de la frange féminine des jeunes étudiantes catholiques (JEC). N'ayant pas envie de prêter serment et de dévouer sa vie à un ordre religieux, elle chercha plutôt à investir les organisations catholiques de manière laïque afin d'en faire vivre les valeurs. Ce souci l'anima toute sa vie : elle s'affichait fièrement comme catholique, mais en conservant son esprit critique.

Devenue présidente de l'aile féminine des JEC, elle voyagea beaucoup au Québec, au Canada et ailleurs, afin d'aller à la rencontre des moins bien nantis (cause lui tenant à cœur), mais aussi des gens d'influence. Au nombre de ces derniers, mentionnons Daniel Johnson (qui devint premier ministre du Québec) et Michel Chartrand (qui devint plus tard leader syndical et son mari).

Elle décrivit les JEC de la manière suivante lors d'une entrevue à la SRC en 1972 :

Ce mouvement a permis aux laïcs de jouer un rôle important à une époque où le clergé était tout-puissant. Il a aussi favorisé l'émergence de la jeunesse comme un groupe autonome, avec son identité propre. La pédagogie originale de la JEC, entièrement tournée vers l'action sociale, se résume dans la formule « Voir, juger, agir ».

Vie de famille

J'existais avant Michel Chartrand!

Elle devint Simonne Monet-Chartrand après que le syndicaliste Michel Chartrand ait gagné son cœur. Malgré la farouche opposition de ses parents, Simonne et Michel se fiancèrent en catimini puis se marièrent en 1942. Leur union donna 7 enfants, mais surtout un militantisme commun puisqu'elle se sentait attirée et en total accord avec les convictions nationales et religieuses et l'idéal de justice sociale et politique de son mari.

Choisir de rompre avec un milieu bourgeois pour devenir la compagne de Michel, pour le meilleur et pour le pire. Opter avec Michel, dans un esprit de revendication et de pauvreté, de nous associer aux luttes des citoyens et citoyennes les plus défavorisés d'ici et d'ailleurs. Essayer de bâtir ici une société socialiste, c'était et c'est encore aller au-devant des difficultés (extrait de son autobiographie).

Toutefois, malgré la notoriété de Michel Chartrand, Simonne Monet a tenu à affirmer haut et fort qu'elle existait sans Michel. La vie familiale était selon elle une négociation (des occupations et de la gestion monétaires).

Féminisme

Féministe, battante, mais toujours pacifiste, tel était son *leitmotiv*. C'est lorsqu'elle atteignit l'âge de majorité (21 ans) qu'elle embrassa la cause féministe, pour ne plus la lâcher. L'impossibilité pour elle de pouvoir voter la plaça devant une réalité choquante : la notion de citoyenne est incomplète sans droit de vote! Son engagement militant la mena à travailler avec des femmes de grévistes, à la Voix des femmes (aux côtés de Thérèse Casgrain et de femmes du monde entier) et à la Fédération des femmes du Québec dont elle participa à la création. Elle fut d'ailleurs membre du premier conseil d'administration. Elle fut coauteure du *Rapport de la Commission royale sur le statut de la femme*. Elle contribua enfin

à fonder l'Institut Simone de Beauvoir consacrée aux études féministes à l'Université Concordia.

Pacifisme

Les combats de Simonne Monet ont toujours été habités d'un profond pacifisme. Elle se proclamait féministe, radicale et pacifique. Elle participa à plusieurs mouvements mondiaux pour la paix, le désarmement, l'antimilitarisme et, nécessairement, les droits humains. Elle fut notamment codirectrice de la Ligue des droits et libertés. C'est d'ailleurs à son initiative qu'en 1978 ce nom fut adopté pour remplacer le nom masculiniste « Ligue des droits de l'Homme ».

Œuvres

Outre de nombreuses contributions à des parutions ponctuelles de différentes organisations et piges dans de plusieurs médias, Simonne Monet fut l'auteure de quelques titres sur le féminisme et le pacifisme, en plus de publier, en quatre tomes, son autobiographie.

Simonne Monet-Chartrand (1981 – 1982 – 1988 – 1992) *Ma vie comme rivière*. Les éditions du remue-ménage.

Simonne Monet-Chartrand (1988) *L'Espoir et le défi de la paix*.

Simonne Monet-Chartrand (1990) *Pionnières québécoises et regroupements de femmes d'hier à aujourd'hui*. Éditions du remue-ménage.

Simonne Monet-Chartrand (1993) *Les Québécoises et le mouvement pacifiste : 1939–1967*. Éditions Écosociété.

Simonne Monet-Chartrand (1994) *Pionnières québécoises et regroupements de femmes : 1970–1990*. Éditions du remue-ménage.

Homages

Outre un certain nombre d'institutions nommées en son nom (maison Simonne Monet-Chartrand, bibliothèque, école, et salles à son nom), elle reçut deux distinctions majeures en 1992 : le titre d'Artiste pour la paix et le prix Idola-Saint-Jean.

References

- Dupont, Micheline et Louise toupin (2003), *La pensée féministe au Québec*, Montréal, Éditions du remue-ménage, Fides, 750 p.
- Pelletier-Baillargeon, Hélène (dir.) (1993), *Simonne Monet-Chartrand : un héritage et des projets*, Montréal, Éditions du remue-ménage, Fides, 381 p.
- Les Archives de Radio-Canada (2009), *Simonne Monet-Chartrand*.
<http://archives.radio-canada.ca/societe/syndicalisme/dossiers/1477/>
- Pelletier-Baillargeon, H. R. (2008), « Simonne Monet-Chartrand », *The Canadian Encyclopedia*,
<http://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/simonne-monet-chartrand/>.
- Yanacopoulos, Andrée (2010), *Simonne Monet-Chartrand et Michel. Un couple engagé*, Montréal, Point de fuite, 61 p.





15

Estela Barnes de Carlotto, Argentine
(1930-)

AMADOU DIA



La vie d'Estela Barnes de Carlotto est digne d'un biopic hollywoodien. Cette femme combattit avec persévérance pendant des décennies afin de retrouver son petit-fils enlevé durant la dictature militaire en Argentine. Elle est un exemple d'abnégation et de bravoure pour le monde d'aujourd'hui.

Vie personnelle

Estela Barnes de Carlotto est née le 22 octobre 1930 à Buenos Aires au sein d'une famille d'origine anglaise. Son père Miguel Alejandro Barnes était receveur des Postes tandis que sa mère Edwig Frances May Wauer était femme au foyer.

Estela de Carlotto devint institutrice puis directrice d'une école à Brandsen (subdivision de la province argentine de Buenos Aires).

Estela est mère de quatre enfants issus de son mariage avec Guido Carlotto.

La dictature militaire (1976-1983)

Trois ans après la fin de la dictature de la Révolution argentine (1966-1973), une junte militaire prit le pouvoir dans un contexte tendu d'affrontements entre les péronistes de gauche et de droite. Après le renversement du gouvernement d'Isabel Perón le 24 mars 1976 par un coup d'État, le général Videla dirigea la junte formée de trois représentants respectivement de la Marine, de l'Armée de terre et de l'Aviation.

Dans son histoire, l'Argentine a connu quatre juntes militaires (1976-1980, 1980-1981, 1981-1982 et 1982-1983). Durant ces sept années de dictature, on a dénombré 30 000 disparus, 15 000 fusillés, 9000 prisonniers politiques et 1,5 million d'exilés sur une population de 30 millions d'habitants. De plus, 500 bébés ont été séparés de leurs parents qui étaient

pour la plupart des opposants politiques. Ces bébés furent élevés par des familles proches du pouvoir.

Arrestation puis exécution de sa fille Laura

Le 26 novembre 1977, Laura, une des enfants d'Estela de Carlotto, qui était membre des « Montoneros » (organisation militaire argentine péroniste) fut arrêtée par la junte militaire. Au moment de son arrestation, elle était enceinte de son compagnon Oscar, lui aussi opposé à la dictature. Malheureusement, ce dernier sera exécuté par le pouvoir en place.

Afin d'obtenir la libération de sa fille, Estela de Carlotto tenta d'intercéder auprès du président de la Nation en la personne de Reynaldo Bignone par l'entremise de la sœur de ce dernier. Cette tentative resta vaine et sa fille fut exécutée.

Toutefois deux mois avant son exécution, Laura de Carlotto donna naissance à un garçon qui fut ensuite confié à une autre famille.

Ce drame marqua un tournant dans la vie d'Estela de Carlotto. En effet, elle s'engagea alors dans un militantisme très actif afin de faire respecter les droits de la personne dans son pays, tout en se lançant dans une recherche effrénée pour retrouver son petit-fils.

Dans le but d'accroître ses chances de le retrouver, elle rejoignit en avril 1978 l'association des « Grands-mères de la place de Mai », une ONG fondée en 1977 dans le but de retrouver les enfants volés par la dictature militaire et de les rendre à leurs familles légitimes. Elle se consacra entièrement à cette ONG lorsqu'elle prit sa retraite en août 1978. En 1989, elle en devint la présidente.

Association des « Grands-mères de la place de Mai »

Parmi leurs réussites, les « Grands-mères de la place de Mai » ont milité pour faire adopter la loi 23.511 portant création de la Banque Nationale des données génétiques. Ce qui fut fait en mai 1987. La Banque abrite les cartes génétiques de toutes les familles dont un enfant a disparu. Aujourd'hui, cette banque contient les portraits génétiques de 352 familles, soit près de 3000 personnes.

Grâce au travail de l'Association et à ces outils, 107 des 500 enfants enlevés ou nés en détention durant la dictature et clandestinement adoptés par les familles de militaires ou de policiers, ont pu être identifiés.

Avec la collaboration de scientifiques et d'institutions internationales (Blood Center de New York University de Berkeley), les « Grands-mères de la place de Mai » ont rendu possible la preuve de la filiation d'un enfant à 99,99 %, et ce, en l'absence même de parents. Ce taux est appelé indice de *abuelidad* (taux de grand-maternité) en référence à la démarche de ces femmes.

Retrouvailles avec son petit-fils 36 ans après

À 84 ans, Estela de Carlotto put enfin serrer dans ses bras son petit-fils qui avait décidé un peu par hasard, de passer un de ces tests génétiques.

J'ai maintenant mes quatorze petits-enfants près de moi.
Le siège qui était vide ne le sera plus.

Guido, 36 ans, né dans un hôpital militaire de Buenos Aires le 28 juin 1978, est aujourd'hui pianiste. Il dirige une école de musique à Olavarria. Il est marié et tout comme sa grand-mère, il s'est lui aussi engagé dans le combat pour retrouver les enfants disparus sous la dictature.

Lors de ces retrouvailles, Estela de Carlotto affirma que cet événement ne faisait que renforcer sa volonté de poursuivre le combat pour obtenir la vérité sur les enfants disparus sous la dictature.

Décoration et Hommages

En 2003, Estela de Carlotto reçut le prix des Droits de l'homme des Nations Unies. L'association les « Grands-mères de la place de Mai » a reçu le prix Félix-Houphouët Boigny pour la recherche de la paix en 2010.

En l'honneur des « Grands-mères de la place de Mai », un jardin portant le nom « Jardin des Mères et Grands-mères de la Place de Mai » fut inauguré le 7 avril 2008 à Paris en présence d'Estela de Carlotto, de Cristina Kirchner (présidente de l'Argentine) et du Maire de Paris Bertrand Delanoë à cette période.

Références

Pages de wikipédia :

http://fr.wikipedia.org/wiki/Estela_Barnes_de_Carlotto

http://fr.wikipedia.org/wiki/Grands-mères_de_la_place_de_Mai

http://fr.wikipedia.org/wiki/Jardin_des_Mères-et-Grands-Mères-de-la-place-de-Mai

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Dictature_militaire_en_Argentine_\(1976-1983\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Dictature_militaire_en_Argentine_(1976-1983))

Bèle, Patrick (2014) Estela de Carlotto retrouve son petit-fils 36 ans après, *Blog Le Figaro*
<http://blog.lefigaro.fr/amerique-latine/2014/08/argentine-estela-de-carlotto-retrouve-son-petit-fils-36-ans-apres.html>



16

Lise Payette, Québec (1931-)

JEAN-MICHEL POIRIER



125

La politique a longtemps été un milieu d'hommes. Alors que la représentativité féminine au sein de l'appareil gouvernemental est un débat plutôt moderne, le combat des femmes pour être reconnues au même titre que les hommes dans les postes décisionnels, lui, ne date pas d'hier. Il y a eu de ces femmes qui ont lutté toute leur vie active, dans un contexte social et politique difficile pour le sexe féminin. Lise Payette, journaliste et ex-ministre, fait partie de celles qui ont mené le combat d'une vie pour la reconnaissance des femmes dans la société civile québécoise. Dans la lignée de femmes d'envergure comme Thérèse Casgrain, Lise Payette a marqué profondément la société québécoise par ses idées, son travail acharné et sa détermination. Pauline Marois, ancienne première ministre du Québec, dira d'ailleurs « qu'elle a donné un élan incroyable aux femmes de ma génération ».

De journaliste...

Lise Payette, née Lise Ouimet, provient d'une famille ouvrière de Montréal.

À l'âge de 23 ans, elle commença sa carrière de journaliste dans une station de radio de Trois-Rivières. Elle travailla également à Rouyn-Noranda, Québec et Montréal.

En 1958, elle s'envola pour Paris où elle collabora avec plusieurs magazines, dont *Châtelaine*, *le Nouveau Journal* et *le Petit Journal*, d'où elle anima l'émission *Interdit aux hommes*, avec Martine De Barsy.

De retour au Québec, en 1965, elle anima l'émission *Place aux femmes*, à la radio de Radio-Canada jusqu'en 1972. Puis elle fut à la barre de la célèbre émission télévisée *Appelez-moi Lise*. Ces deux émissions firent d'elle une figure marquante du mouvement féministe québécois.

En 1975, Lise Payette s'imposa dans une émission de

variétés, un *talk-show* de fin de soirée, intitulée *Appelez-moi Lise*. Coanimée avec Jacques Fauteux, l'émission était diffusée à 23h et obtenait plus d'un million de téléspectateurs par diffusion. Abordant des sujets parfois tabous pour l'époque, elle n'a jamais hésité à exhorter les Québécoises à se tenir « debout ». Intervieweuse de talent, elle se démarqua par son écoute. Elle dira d'ailleurs à ce propos, sur les ondes de Radio-Canada :

L'entrevue, ce n'est pas poser des questions, c'est écouter des réponses. Et à partir des réponses que l'on reçoit, la route se trace petit à petit vers la confiance, la découverte de l'autre, l'acceptation de l'autre, l'interrogation de l'autre.

C'est dans le cadre de cette émission qu'elle lança le célèbre concours du plus bel homme du Canada, où le journaliste Bernard Derome se classa troisième. *Appelez-moi Lise*, c'était aussi une émission menée par une femme, qui choisissait elle-même ses sujets et ses invités. Pour beaucoup de femmes, enfin, un modèle féminin fort faisait son apparition à la télévision québécoise. Il s'agissait d'un pas important, puisque la femme de l'époque était souvent représentée comme une femme soumise à son mari. Le fait que son faire-valoir sur le plateau soit un homme a contribué à renverser les rôles traditionnels à la télévision.

... à politicienne

En 1975, elle présida la première Fête nationale du Québec sur le Mont-Royal à Montréal. Le succès de l'évènement lui donna envie de se lancer en politique. Elle contacta René Lévesque pour lui offrir de se présenter aux élections législatives de 1976.

Élue, Lise Payette fit son entrée à l'Assemblée nationale sous la bannière du Parti québécois dans la circonscription

de Dorion. Elle fut immédiatement nommée au Conseil des ministres, héritant du ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, de 1976 à 1979. Elle devint ensuite ministre d'État à la Condition féminine de 1979 à 1981 — un poste de ministre créé spécialement pour elle. Elle fut enfin ministre d'État au Développement social de 1980 à 1981. Elle était aux côtés de René Lévesque lorsqu'il prononça son fameux discours de défaite référendaire : « si j'ai bien compris, vous êtes en train de me dire : à la prochaine fois ». Elle ne se représenta pas aux élections générales de 1981.

Aussitôt nommée sur le Conseil des ministres, Lise Payette insista pour être désignée comme *la* ministre plutôt que *le* ministre, comme il était coutume de faire à l'époque.

Une ministre active

Ministre pendant plus de cinq ans, Lise Payette a piloté plusieurs dossiers d'envergure. Cependant, il y en a deux qui ressortent particulièrement du lot. En tant de ministre des Consommateurs, elle fit adopter en 1977 la Loi 67, créant un organisme public de gestion de l'assurance automobile, la Régie de l'assurance automobile du Québec — qui deviendra la Société de l'assurance automobile du Québec en 1990. Cette loi, fortement critiquée par l'opposition libérale et les compagnies d'assurances, est basée sur le système du *no fault* qui précise qu'un conducteur ne peut en poursuivre un autre pour des dommages matériels ou physiques, les dommages physiques étant couverts par une mutuelle.

Lise Payette contribua fortement à l'émancipation des femmes. En tant que ministre d'État à la condition féminine, elle implanta une quantité de mesures pour le mieux-être des femmes. Elle fut responsable de l'implantation de la première politique d'ensemble sur la qualité de vie féminine, *Pour les*

Québécoises : Égalité et indépendance, un rapport important du Conseil du statut de la femme, qui analyse les rapports à la femme dans la société, l'égalité des sexes, la division du travail, le partage des responsabilités et l'éclatement du mariage et l'accès aux postes de pouvoir. Le rapport se définit ainsi :

Au problème de la représentation stéréotypée des personnages dans les manuels d'enseignement, s'ajoute celui du silence gardé par les sciences humaines au sujet des femmes, en tant qu'individus et en tant que groupe social. La condition spécifique des femmes, leurs luttes passées et présentes y sont oubliées; leurs contributions diverses à l'économie, à la science, à la culture, aux arts, à l'histoire, aux structures du pouvoir y sont passablement escamotées. L'ensemble des médias, la publicité et les autres représentations sociales et culturelles n'illustrent à peu près jamais de telles réalités, ce qui a pour effet de renforcer dans l'esprit des jeunes le caractère universel et immuable des modèles imposés à la société. (Payette, 1978 : 45)

En outre, elle fut responsable d'une multitude d'autres réformes, dont des modifications importantes au code civil qui l'ont rendu plus équitable envers les femmes.

Toujours active pour la cause des femmes, Lise Payette insiste sur le fait que les acquis en matière d'égalité des sexes sont fragiles. Elle dira d'ailleurs, dans une entrevue au *Soleil*, que «malgré les gains qu'on fait, on est toujours menacées de retourner en arrière.»

L'affaire des « Yvette »

Bien entendu, femme de cœur et de tête qu'elle était, Lise Payette a connu une vive opposition à ses idées parfois tranchées. C'est le cas de l'affaire des Yvette, lors de la campagne référendaire des années 1980. Lors d'un rassemblement partisan en faveur du Oui à l'indépendance du Québec, elle qualifia la femme de Claude Ryan, alors chef

du Parti libéral de l'époque et général du camp du Non au référendum de 1980, d'Yvette, du nom d'une fillette docile et soumise figurant dans un manuel scolaire en vigueur à l'époque.

Accusée de mépriser les femmes au foyer, un important mouvement de contestation s'organisa, les « Yvette », visant à s'opposer à ce qui était qualifié de « mépris » de la femme au foyer. Lise Payette fut fortement écorchée et blessée par ce mouvement de contestation.

Dans le documentaire *Lise Payette : un peu plus haut, un peu plus loin*, réalisé par sa petite fille, Flavie Payette-Renouf, et le cinéaste Jean-Claude Lord, Mme Payette revint sur cet incident, mentionnant qu'elle n'avait jamais méprisé les femmes au foyer et qu'elle regrettait cette interprétation de ses propos. Il est même dit par plusieurs analystes que le mouvement des « Yvette » a été le point tournant de la campagne du Non de 1980, ce qui a mené au premier échec référendaire.

Dans les médias

Lise Payette retourna enfin à la télévision, où elle devint auteure de séries télévisées. Au total, c'est plus de 900 épisodes qu'elle coucha sur papier. Elle écrivit plusieurs séries à succès comme *La Bonne Aventure*, *Des dames de cœur* et *Un signe de feu*. Elle fut également l'auteure du premier feuilleton quotidien, *Marilyn*.

En 2004, Lise Payette obtint une chronique dans le *Journal de Montréal*, mais elle y mit un terme en 2007 en raison du *lock-out* imposé à ce journal. Depuis 2007, il est possible de lire ses chroniques dans le quotidien *Le Devoir*.

Une femme décorée

Lise Payette fut honorée de nombreux prix à travers sa carrière. En 1997, elle fut récipiendaire du prix Florence-Bird, décerné par le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique à Montréal à une journaliste canadienne qui a fait la promotion des droits des femmes tout au long de sa carrière. Elle reçut, en 2000, la Médaille d'or du Mouvement national des Québécois, médaille remise tous les dix ans à une Québécoise et à un Québécois qui ont suscité la fierté et la reconnaissance de l'ensemble du peuple québécois. En 2001, elle fut faite Officier de l'Ordre national du Québec. Puis, en 2009, elle obtint un doctorat *honoris causa* de l'Université du Québec à Montréal. En 2014, elle a reçu le prix Guy-Mauffette du gouvernement du Québec.

Références

- Auger, Samuel (2014), « Entrevue avec Lise Payette: un vide politique pour les femmes ». In *Le Soleil*. Québec. 23 novembre 2014.
- Behiels, Michael (2011), *Contemporary Quebec : Selected Readings and Commentaries*. Montréal : McGill-Queen's University Press. 797 p.
- Collectif Clio, *Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Quinze, 1982, 521 p.
- Conseil du statut de la femme (1978), *Pour les Québécoises: égalité et indépendance*, Québec, Éd. officiel du Québec. 335 p.
- Page Wikipédia : http://fr.wikipedia.org/wiki/Lise_Payette
- Jean-Claude Lord et Flavie Payette-Renouf, 2014, *Lise*

Payette : un peu haut, un peu plus loin. Documentaire,
Productions J et Argus Film.

17

Wangari Maathai, Kenya (1940-2011)

JULIE LACHANCE-TROTTIER



Cette femme de sciences kenyane n'était en rien prédisposée à une carrière politique et encore moins à recevoir un prix Nobel de la paix. Pourtant, après des années de travail acharné, c'est ce qu'elle réalisa. Sa lutte pour l'égalité des sexes, la liberté, la justice sociale, l'environnement et la démocratie fut le combat de toute une vie. Face à la discrimination et à l'intimidation perpétrée contre elle, surtout de la part du régime autoritaire d'Arap Moi, elle s'est toujours tenue debout. Portrait d'une femme d'exception dont le courage et la détermination ont été exemplaires.

Enfance kikuyu

Wangari Muta Maathai est née le 1er avril 1940 dans un petit village kenyan du nom d'Ihithi, en plein cœur d'une réserve indigène délimitée par les Britanniques. Muta est le nom de son père et Mathai est le nom de famille de son mari, auquel elle ajouta un « a » après qu'ils aient divorcé.

Ses parents étaient des paysans de la tribu des Kikuyu, l'ethnie majoritaire au Kenya. Elle était la troisième de six enfants. À l'époque, la tribu vivait de la terre fertile, qui leur fournissait de belles récoltes de blé, de maïs et de canne à sucre ainsi que du bétail en abondance. La culture kikuyu inculquait aux enfants, dès leur plus jeune âge, un profond respect de la nature, de l'eau et de la terre. Cette culture a aussi transmis une valeur essentielle à Wangari : le sens de la justice.

École et études universitaires

Comme beaucoup d'enfants de cette époque, Wangari fut scolarisée et évangélisée par des missionnaires britanniques. À 11 ans, elle entra au collège Sainte-Cécile, un pensionnat de filles où elle se convertit au catholicisme et choisit de porter le nom Mary-Jo, diminutif de Mary-

Josephine, abandonnant son prénom kikuyu. À 16 ans, elle décida de poursuivre ses études au lycée de filles Loreto à Limuru, dans les environs de Nairobi. Trois ans plus tard, ayant terminé ses études secondaires, elle se trouva devant les deux seules perspectives de carrière possibles pour une fille de son âge : enseignante ou infirmière. Les deux possibilités ne la tentaient guère.

En 1960, Wangari fut sélectionnée pour le « pont aérien » de John F. Kennedy, qui permettait d'envoyer les meilleurs élèves des jeunes nations africaines étudier aux États-Unis. Elle partit donc à l'âge de 20 ans faire ses études universitaires au *Mount Saint Scholastica College* dans la ville d'Atchison, au Kansas. Sa matière principale était la biologie et les sous-dominantes, la chimie et l'allemand. Elle obtint sa licence de sciences quatre ans plus tard et fut ensuite admise à l'université de Pittsburgh, en Pennsylvanie, pour faire une maîtrise de biologie.

Ses études aux États-Unis lui offrirent une perspective différente; s'ensuivirent réflexions et remises en question. Elle reprit son prénom kikuyu Wangari, ayant compris qu'en favorisant l'anglais, les jeunes générations kenyanes dépréciaient leurs langues maternelles et discréditaient leur culture, et donc, une partie d'eux-mêmes. Les multiples expériences de la vie dans la société américaine avaient nourri en elle « une farouche volonté d'apprendre, d'écouter, de réfléchir avec un esprit critique et analytique et de poser des questions », une volonté qui ne l'a jamais quittée par la suite (Maathai, 2007 : 126).

Wangari retourna au Kenya en 1966 quand elle fut approchée par des représentants de l'Institut universitaire de Nairobi afin d'y être assistante de recherche pour le département de zoologie. Par un concours de circonstances, elle n'obtint pas le poste et dut attendre quelques mois avant

d'intégrer l'Institut, mais cette fois-ci à titre d'assistante de laboratoire pour le département d'anatomie vétérinaire.

De 1967 à 1969, elle alla poursuivre une partie de ses études doctorales à l'Université de Giessen, ainsi qu'à celle de Munich, en Allemagne. Finalement, à l'âge de 31 ans, elle fut « la première femme d'Afrique de l'Est et d'Afrique centrale à obtenir le titre de docteur ès sciences » (Maathai, 2007 : 149).

À l'âge de 29 ans, Wangari se maria à un homme politique du nom de Mwangi Mathai. Ils eurent trois enfants ensemble : deux garçons, Waweru et Muta, et une fille, Wanjira. En 1976, elle fut la première femme à accéder à la direction du département d'anatomie vétérinaire de l'Université de Nairobi et, un an plus tard, au poste de professeure associée. Par la suite, son mari demanda le divorce en l'accusant faussement d'adultère et ils divorcèrent en 1979.

Mouvement de la ceinture verte

L'engagement citoyen de Wangari Maathai ne cessa de croître avec le temps. Elle était active dans plusieurs associations telles que la Croix-Rouge du Kenya, l'Association kenyane des femmes universitaires et le Centre de liaison sur l'environnement (CLE). En siégeant au CLE, Wangari comprit que pour proposer « des solutions durables aux problèmes de l'eau et de l'énergie », il fallait d'abord s'attaquer aux causes premières, c'est-à-dire « la déforestation à outrance, le défrichage et les pratiques agricoles non durables » (Wangari, 2007 : 164). Après avoir analysé les problèmes et compris leurs origines, une solution s'imposa d'elle-même, c'est-à-dire planter des arbres à grande échelle. C'est de l'idée de faire participer les femmes au reboisement qu'est né le Mouvement de la ceinture verte, le *Green Belt Movement* (GBM). À ce sujet, elle a dit :

L'idée, partie de mes racines, s'est nourrie d'autres sources de connaissance et d'action dont la confluence a pris des proportions qui ont dépassé mes plus folles espérances.

Elle put concrétiser son projet en étant élue au comité exécutif du Conseil national des femmes du Kenya (NCWK), puis comme vice-présidente et présidente. En juin 1977, la première ceinture verte fut plantée avec l'opération *Save the Land Harambee*. Le Mouvement commença à petite échelle, sur une base communautaire, pour ensuite s'agrandir et former de véritables ceintures vertes dans le paysage. Plus de 30 millions d'arbres ont été plantés depuis.

Elle tenta un saut dans l'arène politique aux législatives partielles de 1982 afin de faire avancer la cause des femmes, mais elle fut jugée non habilitée à se présenter par la Commission de surveillance des élections. Pour ce faire, elle avait démissionné de l'université et se retrouva donc sans emploi, sans maison, sans salaire et sans pension à l'âge de 41 ans.

Combat pour la démocratie

Toutes ces années lui prouvèrent que l'action militante était incontournable pour faire avancer les choses. Dès lors, le Mouvement ne sema plus seulement des arbres, mais aussi des idées. Il fit comprendre aux villageois que ceux-ci détenaient un réel pouvoir local et qu'ils pouvaient apporter eux-mêmes des solutions à leurs problèmes sans attendre l'aide du gouvernement. Des séminaires sur la sensibilisation civique et environnementale étaient organisés afin de débattre « de démocratie, de droits de l'homme, d'égalité des sexes et de pouvoir » (Maathai, 2007 : 223). En 1986, le Réseau panafricain de la Ceinture verte vit le jour et le Mouvement s'étendit à l'international.

Avec d'autres associations citoyennes, le Mouvement de la ceinture verte menait diverses actions en faveur de la démocratie, engageant les électeurs à s'inscrire sur les listes et militant activement pour les réformes politiques et le respect des libertés de pensée et d'expression. Au-delà de sa mission écologique, le Mouvement s'engageait ouvertement sur le terrain politique et dans le combat pour la démocratie.

Son propre combat pour la démocratie débuta en 1989 et fut marqué par trois événements majeurs.

Premièrement, elle s'opposa farouchement au projet immobilier de la tour Kenya Times de 60 étages au cœur du parc Uhuru, le seul « poumon vert » de Nairobi. Elle multiplia les lettres adressées au président du *Kenya Times*, aux administrations concernées et aux investisseurs étrangers. Après un ouragan médiatique, le projet fut totalement abandonné environ deux ans plus tard.

Deuxièmement, elle s'engagea dans l'association Release Political Prisoners (RPP) afin d'appuyer les femmes et les mères qui demandaient la libération de leurs fils. Après une année entière de grève de la faim et plusieurs interventions policières musclées, le régime autoritaire finit par libérer les prisonniers politiques en 1993.

Troisièmement, elle lutta contre le défrichage de la forêt de Karura en 1998. Elle affirma qu'elle ne pouvait pas « rester les bras croisés face à des atteintes aussi flagrantes aux droits des citoyens et à la destruction de l'un [des] plus beaux espaces verts » du Kenya (Maathai, 2007 : 333).

Réussite politique

Wangari tenta sa chance pour une deuxième fois en politique en 1997, alors qu'elle se présenta aux législatives pour la circonscription de Tetu et à la présidence, sous la bannière du parti libéral. Elle prôna le multipartisme, mais

rapidement on déforma ses intentions et elle perdit ses élections.

Quelque temps après, elle fonda le parti Vert Mazingira. Son troisième essai fut le bon. Le président Daniel Arap Moi ayant enfin abandonné les rênes du pays et l'opposition ayant accepté de s'unir et de former la Coalition nationale arc-en-ciel (NARC), le rêve d'obtenir une démocratie représentative devint réalité. Wangari se présenta donc aux législatives avec un slogan fort évocateur : « Lève-toi et marche! ». Elle remporta son siège avec 98 % des votes et, en janvier 2003, fut nommée ministre déléguée à l'Environnement et aux Ressources naturelles. Elle resta à ce poste jusqu'en 2005 et décéda en 2011.

Reconnaissance internationale

En 2004, à l'âge de 64 ans, elle reçut le prix Nobel de la paix. Elle était la première Africaine à recevoir cette distinction. Elle fut choisie pour son approche holistique du développement durable et sa contribution à la démocratie et à la paix.

Je ne voyais qu'une façon de fêter dignement l'événement : en plantant un arbre, bien sûr! [...] Un employé s'empressa de creuser un trou tandis qu'une foule de curieux et de journalistes s'attroupaient pour assister à la scène et l'immortaliser : Wangari Maathai, prix Nobel de la paix, plantant un flamboyant de Nandi. (raconté dans Maathai 2005, p.401)

Elle fut louangée aussi pour sa mentalité « globale », c'est-à-dire son choix de penser globalement en agissant localement. Elle n'a jamais arrêté de se battre et ne s'est jamais découragée. Elle a sacrifié son confort personnel, son intimité et sa sécurité la majeure partie de sa vie pour défendre ses convictions et pour aider les citoyens. À 52 ans, avec l'arthrite aux jambes et un mal au dos, elle dormait sur le béton froid

d'une cellule de prison, qui lui valut un séjour à l'hôpital. Elle eut de nombreux démêlés avec la justice tout au long de sa carrière, ce qui la mit souvent en danger tant physiquement que mentalement. Toutefois, elle sut garder confiance en l'opinion publique et chercher les bons appuis au sein de la population.

Prix obtenus

Outre le prix Nobel, elle a reçu des dizaines de prix tels que le Prix Nobel alternatif (*Right Livelihood Award*) (1984), le Prix du leadership africain pour la fin durable de la faim (*The Hunger Project*) (1991), le Prix Goldman pour l'environnement (1991), le Prix Sophie (2004), la Légion d'honneur de la France (2006) et le Grand Cordon de l'Ordre du Soleil Levant du Japon (2009).

Elle a également reçu de nombreux honneurs, titres et doctorats honorifiques notamment d'universités japonaises et américaines.

Depuis 2012, un prix porte son nom, le *Wangari Maathai Award*. Ce prix a été lancé par le consortium international *Collaborative Partnership on Forests*. Elle a également obtenu d'autres doctorats honorifiques, tels que celui de la Syracuse University de New York en 2013. L'Université de Pittsburgh lui a rendu hommage en 2013 en créant un monument vivant (arbres et jardins) à sa mémoire.

Œuvres

Maathai, Wangari (2005), *Pour l'amour des arbres*. Préface de Nicolas Hulot et Gro-Harlem Brundtland. Paris : Éditions de l'Archipel, 164 p.

Maathai, Wangari (2010), *Un défi pour l'Afrique*. Essai,

traduit de l'anglais (Kenya) par Isabelle Taudière.
Paris : Éditions Héloïse d'Ormesson, 362 p.

Références

Maathai, Wangari (2007), *Celle qui plante les arbres*.
Autobiographie, traduite de l'anglais (Kenya) par Isabelle
Taudière. Paris : Éditions Héloïse d'Ormesson, 380 p.

Nobel Media (2004), « The Nobel Peace Prize for 2004 ».
Wangari Maathai. Nobel Prizes and Laureates.
[http://www.nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/
2004/press.html](http://www.nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/2004/press.html).

Stiehm, Judith Hicks (2006), *Champions for Peace: Women
Winners of the Nobel Peace Prize*. Maryland : Rowman &
Littlefield Publishers, Inc., 233 p.



Françoise David, Québec (1948-)

CATHERINE NAZAIR

Françoise David

Cumulant plus de 40 années d'engagement politique et social, Françoise David est un modèle d'engagement citoyen et de défense du bien commun au Québec. Militante féministe et citoyenne engagée, cette femme inspirante continue d'œuvrer à transformer la société de manière durable pour en faire un monde juste, égalitaire et solidaire.

Je continue de croire que le peuple québécois mérite mieux que des injustices perpétuées de génération en génération. *Discours d'assermentation de Françoise David*

Une famille aisée

Née le 13 janvier 1948 à Montréal, Françoise David est la deuxième de six enfants de la célèbre famille David. Son père, Paul David (1919-1999), était un cardiologue de réputation internationale, fondateur de l'Institut de cardiologie de Montréal. Descendant de ministres et de sénateurs, il a lui-même été sénateur du Parti progressiste conservateur de 1985 à 1994. Sa mère, Nellie Maillard (1917-1969), était la fille de Charles Maillard, ancien directeur de l'École des Beaux-Arts de Montréal.

Une mère inspirante

Femme de cœur et d'esprit, Françoise David a trouvé son inspiration auprès de sa mère. Depuis son enfance, cette dernière lui a transmis des valeurs d'entraide et de partage, notamment l'importance de redonner à ceux et celles qui n'avaient pas eu la chance de naître dans un milieu aisé, comme celui de la famille David. De plus, sa mère lui a appris que « quelque soit leur milieu social, [tous et toutes] ont droit à la même considération ». Tout au long de sa carrière et même aujourd'hui, l'héritage des enseignements de sa mère touche et motive Françoise David dans ses choix et ses engagements.

Un parcours engagé

Détenant un baccalauréat en service social de l'Université de Montréal, Françoise David a longtemps travaillé comme organisatrice communautaire, notamment à l'Agence de service social du quartier centre-sud de Montréal et au Centre de services sociaux du Montréal métropolitain (CSSMM) où elle occupait également la fonction de présidente de son syndicat. De 1987 à 1994, elle a occupé

le poste de coordonnatrice du Regroupement des centres de femmes du Québec. Par la suite, de 1994 à 2001, Françoise David est devenue présidente de la Fédération des femmes du Québec, où elle a mis sur pied la Marche des femmes contre la pauvreté « Du pain et des roses » et la Marche mondiale des femmes contre la pauvreté et la violence.

Selon Françoise David, l'un des plus beaux cadeaux de cette lutte féministe au Québec dont elle a été une leader est de pouvoir permettre aux jeunes filles d'aujourd'hui de choisir leur champ d'études, leurs milieux de travail et avec qui elles voudront vivre. Cependant, elle soutient que les femmes doivent continuer la lutte pour faire respecter leurs droits, et ce, avec patience, ténacité et persévérance, notamment pour l'égalité au niveau économique et pour éliminer les formes de violence à l'égard des femmes.

Françoise David a écrit deux livres qui expriment ses convictions tout en soulevant plusieurs questions touchant notamment la société, la démocratie et les options alternatives envisageables. D'une part, son premier livre, intitulé *Bien commun recherché* (2004), explore des pistes de changement vers une société plus juste, plus égalitaire et plus écologique. D'autre part, le livre *De colère et d'espoir* (2011) relate le parcours, les rencontres et les luttes de Françoise David. Elle y parle de sa vision d'un Québec reflétant le bien commun et l'égalité entre tous et toutes, un Québec indépendant, vert, démocratique et où l'on vit en français. Dans sa réflexion, elle appelle à la lutte et au changement qui doit passer, selon elle, par la responsabilité de tous et toutes à s'occuper de la politique, la mobilisation citoyenne et la participation du public aux débats qui touchent la société.

À l'Assemblée nationale

Au fil de son expérience professionnelle et de ses

différents engagements, Françoise David a développé sa compréhension des enjeux politiques québécois. Sa volonté de défendre ses idéaux l'a amenée à fonder en 2004 le mouvement politique Option citoyenne, un mouvement féministe et altermondialiste, qui a fusionné en 2006 avec l'Union des forces progressistes pour former Québec Solidaire. Co-porte-parole du parti avec Amir Khadir, député de Mercier, Françoise David a fait son entrée à l'Assemblée nationale en 2012, après avoir été élue dans la circonscription électorale de Gouin. Aux élections de 2014, elle a obtenu plus de 50 % des votes et a fait son entrée à l'Assemblée nationale pour un deuxième mandat, cette fois-ci en compagnie de sa sœur, Hélène David, députée libérale dans la circonscription électorale d'Outremont.

Prix et hommages

Pour souligner son implication et sa passion de faire avancer les choses, Françoise David a été nommée Chevalier de l'Ordre national du Québec en 1999 et a reçu le prix du Gouverneur général en commémoration de l'affaire « personne » en 2002. Ces distinctions témoignent de l'apport important de son engagement envers les femmes notamment sur les questions liées à la pauvreté et la violence qui fait de cette femme remarquable une chef de file et un modèle pour toutes les femmes au Québec comme à l'étranger.

Œuvres

Françoise David (2004), *Bien commun recherché*. Éditions Écosociété.

Françoise David (2011) *De colère et d'espoir*. Éditions Écosociété.

Références

- Assemblée nationale du Québec (2014), « Biographie Françoise David ».
<http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/david-francoise-12205/biographie.html>.
- Benoit, Monique, sans date, L'affaire « Personne », Bibliothèque et Archives Canada
<http://www.collectionscanada.gc.ca/publications/002/015002-2100-f.html>
- Châtelaine (2013), « Femmes de parole ».
http://www.femmesdeparole.com/femmes/Francoise_David.
- Châtelaine (2013), « Femmes de parole ». Capsule vidéo.
http://www.femmesdeparole.com/femmes/Francoise_David/videos/616413501001.
- Gouvernement du Canada, Condition féminine Canada (2013), « Prix du Gouverneur général en commémoration de l'affaire « personne » ». <http://www.swc-cfc.gc.ca/initiatives/gg/recipient-laure/2002-fra.html>.
- Ordre national du Québec (2014), « Françoise David : Chevalière (1999) ».
<http://www.ordre-national.gouv.qc.ca/membres/membre.asp?id=372>.
- Québec Solidaire (2014), « Françoise David ».
<http://www.quebecsolidaire.net/equipe/francoise-david/>.
- Radio-Canada (2011), « La famille David ».
<https://www.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2010/12/22/001-fratrie-david.shtml>.
- Radio-Canada (2014), « Qui est Françoise David? ».
<http://ici.radio-canada.ca/sujet/elections-quebec-2014/2014/03/04/001-francoise-david-qs-biographie.shtml>.

Université de Sherbrooke (2014), « Bilan du siècle : Françoise David ».
<http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/biographies/250.html>.

19

Nadine Poinot, France (1951-)

MARION DUVAL



Histoire d'une femme discrète qui n'a pas eu peur de

s'exposer dans l'espace public pour défendre sa cause, née d'une tragédie personnelle.

Une vie de famille ordinaire

Nadine Poinot est née le 11 mars 1951 à Bois Colombes, en région parisienne. Après avoir eu trois garçons d'une première union, Nadine épousa Philippe Poinot avec qui elle eut une fille, Marilou, la seule enfant issue de leur union et l'unique fille de Nadine Poinot. Nadine est aussi l'heureuse grand-mère de deux petits garçons.

Dans un premier temps, elle fut professeure de sport avant de reprendre ses études, à 35 ans, afin de devenir psychologue. Aujourd'hui, elle consacre sa vie à l'Association Marilou qu'elle a créée avec son mari Philippe.

Une tragédie

Au petit matin du 1er janvier 2002, un tragique accident frappa Nadine Poinot et sa famille. Elle était en voiture avec son mari et sa fille, alors âgée de neuf ans, lorsqu'une voiture sortit de sa trajectoire et les heurta de plein fouet. Son mari, qui conduisait, eut les côtes cassées, alors qu'elle eut une clavicule cassée qui nécessita une opération. Malheureusement, leur fille Marilou décéda sur le coup.

Le responsable de l'accident est un jeune homme de 18 ans qui conduisait sans permis de conduire et sous les effets du cannabis. Il sortit indemne de l'accident et ne passa que 9 mois en prison pour son crime. En 2002, ce n'était pas illégal de conduire sous « ivresse cannabique », comme le dit Philippe Poinot, bien que cette drogue ait été illégale. Le fait que le responsable de la mort de leur fille s'en tire à si bon compte révolta les parents de Marilou qui se sont alors lancés dans ce qui est aujourd'hui le combat de leur vie.

Une femme révoltée

La première révolte de Nadine Poinot la conduisit à instaurer un monument en mémoire de sa fille sur le lieu de l'accident.

Ce n'était pas prémédité. Quand j'ai vu que ma fille était réduite à deux lignes dans la rubrique « faits divers » du canard local, je n'ai pas supporté. Je n'ai pas supporté du tout. Alors, le panneau et les fleurs, ça s'est fait comme ça. Sans le savoir, c'était notre premier geste symbolique de révolte.

C'est aussi avec cette première révolte qu'elle se heurta à l'administration française quand elle chercha à obtenir l'autorisation d'instaurer ce monument et de le garder en place : « Je n'avais pas du tout envie qu'ils le virent, explique-t-elle. Déjà, pour avoir la bonne personne au bout du fil, je ne vous dis pas! Quand je l'ai enfin eue, elle m'a dit, texto : “ Si vous voulez l'autorisation, vous ne l'aurez jamais. Mais si vous mettez votre panneau, on ne vous le retirera pas ” ». Aussi, elle a admis dans une entrevue accordée au *Parisien* que c'est la révolte qui lui a permis de tenir le coup : « C'est mon carburant vital, pour ne pas laisser tout tomber ».

Le 25 avril 2002, jour où Marilou aurait dû fêter ses 10 ans, Nadine et son mari ont fondé *l'Association Marilou* afin de lutter pour des routes plus sûres et de venir en aide aux familles victimes et aux victimes d'accidents de la route. Nadine mit alors un terme à sa pratique de psychologue pour se consacrer à l'Association.

Encore aujourd'hui, elle en est la présidente et s'occupe de leurs deux sites Internet : l'un pour commémorer Marilou et l'autre pour fournir les informations qui leur ont tant manqué suite à l'accident.

Cette bataille, c'est ce qui me permet de me maintenir un peu vivante. Une façon pour moi de m'occuper encore d'elle.

Association Marilou : pour les routes de la vie

Leur premier combat fut celui du cannabis au volant. Il leur aura fallu un an de lutte et de mobilisation sur tous les fronts, notamment auprès des médias ainsi que des élus, incluant Jacques Chirac alors Président de la République. C'est ainsi qu'un an après la création de l'Association, une loi fut votée qui fit de la conduite sous l'effet de produits stupéfiants un délit en France. Grâce à eux et à leurs actions, une personne qui conduit sous l'emprise du cannabis peut écoper jusqu'à 2 ans de prison et d'une peine plus lourde si, en plus, il y a eu consommation d'alcool.

Symboliquement, le Garde des Sceaux de l'époque, Dominique Perben, a dédié cette loi à la mémoire de Marilou Poinot. La loi s'appelle donc : Loi Marilou.

Mais la lutte anti-cannabis du couple ne s'arrêta pas là. Avec l'Association Marilou, Nadine Poinot a décidé de sensibiliser le public aux dangers de la route et à la conduite sous l'influence d'alcool ou de substance psychotrope. Elle a entamé un grand pèlerinage à travers la France pour y donner des conférences dans les écoles, collèges, lycées, universités, entreprises, forums, salons... Elle y livre un témoignage touchant et très apprécié autant par les jeunes que les moins jeunes. Ses interventions en milieu scolaire sont victimes de leur succès, la demande est trop grande, elle ne peut plus y répondre seule.

Le soutien aux familles est la deuxième mission que le couple s'est donnée pour l'Association. Après l'accident, Nadine et son mari se sont retrouvés seuls, sans aide et sans soutien. Puisqu'ils ne connaissaient rien aux procédures et démarches administratives, du soutien psychologique aurait été bienvenu après l'accident et la perte traumatisante de leur fille. Nadine confiait au *Parisien* :

Toute notre énergie s'est concentrée sur la douleur. C'est comme si on avait reçu un bloc de béton d'une tonne sur la figure. On s'est retrouvés complètement isolés, sans rien pour se raccrocher.

C'est pourquoi aujourd'hui il est possible de retrouver sur le site de l'Association les informations nécessaires pour les victimes ou familles de victimes, mais aussi sur le cannabis et les adolescents. Nadine Poinot prend sa mission de soutien à cœur et va jusqu'à assister aux procès pour épauler les familles.

Un combat sans fin

Bien que Nadine Poinot suive de près toutes les avancées technologiques et scientifiques sur le cannabis et les moyens de le dépister, elle se défend d'être une experte. Malgré tout, en avril 2003, en tant que présidente de l'Association Marilou, on lui a demandé de participer à l'Audition de la Commission d'enquête sénatoriale française sur la politique nationale de lutte contre les drogues illicites.

Déterminée à rendre les routes françaises plus sécuritaires, elle s'attaque maintenant à un nouveau fléau moderne : les textos au volant.

Références

Association Marilou : <http://www.association-marilou.org/>

Renou, Aymeric (2004), « Un chauffard a pillé notre vie », *Le Parisien*.

<http://www.leparisien.fr/societe/un-chauffard-a-pille-notre-vie-16-10-2004-2005378253.php>

Van Renterghem, Marion (2005), « Requiem au bord de la route », *Le Monde*.

http://www.lemonde.fr/a-la-une/article/2005/05/06/requiem-au-bord-des-routes_646870_3208.html

Le site *Pour Marilou* : <http://www.marilou.org/>

Le Sénat français : http://www.senat.fr/evenement/drogues_illicites.html

20

Doreen Lawrence, Grande-Bretagne
(1952-)

PRISCILLIA LEROY



L'amour indéfectible d'une mère pour son enfant a

permis de transformer un système judiciaire peu équitable envers une couche de la société anglaise. Le combat et le militantisme de Doreen Lawrence, c'est avant tout l'histoire d'une femme noire qui a lutté contre l'injustice et la complaisance du système britannique. Ce portrait est celui d'une femme ayant combattu avec dignité, une ténacité et une détermination tranquille pour élucider le meurtre cruel de son enfant de 18 ans.

Une famille bien ordinaire

Doreen Lawrence est née en Jamaïque en 1952. Quand elle eut 9 ans, sa famille immigra en Grande-Bretagne. Elle fit ses études universitaires à l'Université de Greenwich où elle obtint un diplôme de baccalauréat en sciences humaines, un diplôme en techniques de counselling et un diplôme en thérapeutique-conseil. Elle travailla ensuite dans une banque. Elle se maria en 1972 avec Neville Lawrence et ils eurent trois enfants : Stephen, Stuart et Georgia.

Tragédie

Le 22 avril 1993, la vie de Doreen Lawrence et de sa famille changea de façon irrévocable. Stephen Lawrence, son fils aîné âgé de 18 ans, fut assassiné alors qu'il attendait son bus pour rentrer chez lui. Il fut attaqué par un groupe de six jeunes hommes blancs dans le sud-est de Londres pour des motifs désormais reconnus comme racistes.

Toutefois, en 1993, la Police métropolitaine n'a pas mené son enquête avec autant de rigueur et de professionnalisme qu'il aurait fallu, selon la famille Lawrence. Doreen Lawrence milita alors de manière infatigable pour que la lumière soit faite sur le meurtre à caractère raciste de son fils et pour que justice soit rendue. Finalement, en 1999, une Enquête publique de grande envergure, présidée par Sir William

Macpherson, fut ouverte sur les circonstances de la mort de Stephen. L'assassinat du jeune homme devint une affaire très médiatisée. L'Enquête publique révéla que la Police métropolitaine était « intrinsèquement raciste » et que ce facteur constituait l'une des principales causes de leur échec à résoudre le meurtre de Stephen Lawrence. Après cette Enquête publique, le nombre de policiers issus de groupes ethniques minoritaires augmenta.

En 2012, deux des assaillants de son fils furent traduits en justice, reconnus coupables et condamnés à la prison à vie.

Implication politique et notoriété

Doreen Lawrence continua ensuite de militer contre les incohérences du système judiciaire à l'endroit des minorités ethniques et des crimes racistes. Militante en faveur de la justice rendue aux victimes de crimes racistes, elle est à la fois membre du conseil d'administration de l'organisme *Liberty* et à la tête de l'association *Stop Hate UK*.

Prix

Doreen Lawrence a été considérée comme la femme la plus puissante de Grande-Bretagne en 2014 par la *BBC Woman's Hour Power List*. Elle est devenue membre de la Chambre des Lords sous le nom de Baroness of Clarendon le 6 septembre 2013, en reconnaissance de son travail inlassable en faveur de la justice et de l'égalité raciale. Elle est également membre de l'Order of the British Empire (OBE).

Elle est la première personne n'étant pas avocate à recevoir le LALY Awards depuis la création du prix en 2003.

L'Université de Greenwich a reconnu les réalisations extraordinaires de Doreen Lawrence en lui attribuant un doctorat *honoris causa* en 2006.

Doreen Lawrence fait aussi partie de la culture britannique. Une œuvre de l'artiste Chris Ofili datant de 1998 dépeint Doreen Lawrence en pleurs. L'œuvre est désormais exposée à la Tate Gallery. En 1999, dans un documentaire intitulé *The Murder of Stephen Lawrence*, Doreen Lawrence est interprétée par l'actrice Marianne Jean-Baptiste.

Références

Baroness Lawrence of Clarendon (2013, septembre 6).

<http://www.parliament.uk/biographies/lords/baroness-lawrence-of-clarendon/4290>

Page *Wikipedia, the free encyclopedia*.

http://en.wikipedia.org/w/index.php?title=Doreen_Lawrence,_Baroness_Lawrence_of_Clarendon

Furness, H. (2014, avril 9), Doreen Lawrence « most powerful woman » in Britain. <http://www.telegraph.co.uk/women/womens-life/10753336/Doreen-Lawrence-most-powerful-woman-in-Britain.html>

Lawrence, D. (2007), *And Still I Rise* (New Ed edition.). London: Faber & Faber.

Stephen Lawrence Charitable Trust – Official Site of. (s. d.).

<http://www.stephenlawrence.org.uk/>

The story of Doreen Lawrence and her son, Stephen. (2009, mai 20), OHCHR.

<http://www.ohchr.org/EN/NEWSEVENTS/Pages/storyofDoreenLawrenceandherson.aspx>





21

Vivian Labrie, Québec (1953-)

LAURIE GOSSELIN-BÉLANGER



Femme d'action, Vivian Labrie a donné et continue de donner sa vie pour les personnes marginalisées et les plus

démunies de notre société. Elle a changé les mentalités et a influencé les groupes politiques afin que les gouvernements encadrent la pauvreté et l'enrayent de façon définitive. C'est grâce à sa détermination que la Loi 112 sur l'élimination de la pauvreté est entrée en vigueur au Québec en 2002.

Une jeunesse marquée par l'engagement social

Née à Sherbrooke en 1953, Vivian Labrie a par la suite grandi à Québec. Aînée d'une famille de trois filles, sa jeunesse est marquée à la fois par une éducation catholique traditionnelle et son implication au sein du mouvement scout. C'est d'ailleurs au cœur de ce regroupement qu'elle découvrit le pouvoir du groupe et de l'individu. Déjà toute jeune, elle comprenait l'importance de l'engagement collectif.

Son engagement envers les autres prit davantage d'ampleur lors de son entrée au collège (Cégep de Sainte-Foy), lorsqu'elle s'impliqua activement dans la Marche des jeunes et dans le Rallye Tiers-Monde. L'idée de « prendre soin de l'autre » était, déjà à cette époque, fortement ancrée dans le quotidien et les valeurs de Vivian Labrie.

Un parcours académique sous le sceau de la collectivité

Forte de ses expériences collégiales, Vivian poursuivit ses études supérieures à l'Université Laval. Titulaire d'un baccalauréat et d'une maîtrise en psychologie (1974), elle s'envola, après l'obtention de son diplôme de deuxième cycle, à l'Université René-Descartes (Paris V) afin de compléter, en 1979, un *doctorat ès lettres et sciences humaines*. Ses travaux mettaient en lumière une corrélation pour le moins particulière : les liens existants entre le savoir populaire (domaine du conte) et le savoir universitaire. Vivian Labrie s'est en effet intéressée d'une part à la tradition du conte, la transmission du savoir populaire et de l'autre, à la culture

écrite et bureaucratique. C'est à travers le savoir des gens, souvent très pauvres, qu'elle comprit toute l'importance qu'une société doit accorder à la parole de ses citoyens et citoyennes.

1980 : le début du militantisme

Dès son retour en sol québécois, au début des années 1980, Vivian Labrie renoua avec ses anciennes amours : l'engagement social qui prit une place accrue dans sa vie puisqu'elle embrassa le militantisme. Dès 1984, elle coupa tout lien avec le milieu universitaire, préférant nettement se définir comme une chercheuse autonome, sans obligations envers un système qu'elle juge trop corporatiste. Elle mit alors ses qualités au profit d'organismes sociaux.

Elle joignit tout d'abord ses obligations familiales à son désir de voir bouger les choses en s'impliquant auprès de la garderie Saint-Jean-Baptiste, la garderie de sa fille. En 1979, elle fit partie d'un groupe de parents qui posa diverses actions d'occupation de locaux et d'information citoyenne afin que les élus comprennent leurs besoins et accèdent à leur requête d'ouvrir une garderie dans le quartier.

Puis, en 1988, elle commença un travail d'animation au Carrefour de pastorale en monde ouvrier, à Québec. Au début des années 1990, elle s'impliqua, toujours dans les quartiers centraux de Québec, au sein d'un projet visant à mettre en place des stratégies de développement économique communautaire. De 1995 à 1996, elle rédigea, conjointement avec d'autres acteurs du milieu, le rapport *Chacun sa part*, tout en participant au Comité externe de réforme de la sécurité du revenu. Vivian Labrie contribua, par ses diverses implications et projets, « à faire avancer la cause des personnes les plus fragiles de notre société ».

Le Collectif pour un Québec sans pauvreté

C'est en 1998 que Vivian Labrie entama son rôle de coordonnatrice au sein du Collectif pour un Québec sans pauvreté. Cette implication citoyenne, qui poursuivait une longue lignée déjà bien établie, fut toutefois excessivement marquante pour celle-ci puisqu'elle lui permit de réellement changer les choses. Sa présence au sein du Collectif mena effectivement à une révolution sans précédent au Québec dans le domaine de la justice sociale : la Loi 112 sur l'élimination de la pauvreté. Cette dernière s'inscrit dans la foulée de la déclaration de l'ONU de 1997.

Cette déclaration, qui se veut un véritable levier pour la lutte contre la pauvreté, rappelle que cette dernière « représente un impératif moral, politique, social et économique de l'humanité. L'ONU a estimé que l'élimination de la pauvreté est techniquement possible, financièrement réalisable et moralement obligatoire. Mais il faut pour cela construire un véritable partenariat mondial, ce qui suppose une réelle volonté politique des gouvernements, en particulier dans les États développés, qui doivent alléger la dette des pays en développement, augmenter leur aide publique au développement et réorienter l'investissement privé ».

C'est justement cette déclaration qui alluma davantage l'espoir chez Vivian Labrie : l'espoir que les instances politiques québécoises s'inscrivent dans cette vision d'un monde plus égalitaire, plus juste et équitable.

Une réalisation hors du commun : la Loi 112 sur l'élimination de la pauvreté

La façon dont a été conçue cette loi est tout à fait à contre-courant de ce qui s'est auparavant fait en matière de

législation. En effet, Vivian Labrie et le Collectif pour un Québec sans pauvreté ne se contentèrent pas de faire pression sur les institutions gouvernementales en place pour changer les choses; ils assumèrent eux-mêmes le changement en créant et rédigeant de façon complètement autonome le projet de loi devant mener le Québec vers l'éradication de la pauvreté. Loin des rêves utopistes, la Loi, vérifiée et contre-vérifiée par un conseiller juridique, était profondément ancrée dans le réel, truffée de moyens concrets et de pistes de solution pour parvenir au but initial. Des mesures telles que l'instauration d'un revenu plancher pour tous, un soutien accru à l'emploi, le rétablissement de la gratuité des médicaments pour les assistés sociaux et les personnes âgées, etc. ne sont quelques exemples proposés au tournant de l'an 2000 par les membres du Collectif.

Le leadership de Vivian Labrie fut palpable tout au long de ce projet de société. Non seulement elle consulta les membres formant le Collectif, mais, dans un souci encore plus vaste de représentativité, elle tint une vaste consultation populaire qui mena à 5 000 suggestions et commentaires de 1 200 organismes. Une pétition circula également à travers l'espace public, récoltant le nombre incroyable, pour un projet de cette nature, de 170 000 signatures.

Puis, en 2003, après des années de pourparlers, de rencontres entre les divers acteurs impliqués, ce fut la consécration : la loi sur l'élimination de la pauvreté fut adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale. Un grand pas, même s'il restait beaucoup de chemin à parcourir, venait d'être fait. Enfin, l'État reconnaissait le besoin criant des gens démunis. Enfin, la société civile avait réussi, à force de discussions, de calmes réflexions et de consultations publiques à influencer les décideurs. Cette victoire, nous la devons en grande partie à Vivian Labrie, une femme de convictions et d'idées.

Vivian Labrie assumait les fonctions de coordonnatrice du Collectif jusqu'en 2006, date à laquelle elle retourna à ses recherches sur les finances publiques, les inégalités socio-économiques et les croisements des savoirs entre divers acteurs. Elle a depuis participé à de nombreuses mobilisations citoyennes telles le Parlement de la rue, la Nuit des taons qui piquent, le Carrefour des savoirs sur les finances publiques, etc.

Vivian Labrie, une femme de cœur

Vivian Labrie a toujours donné et continue, encore aujourd'hui, de vivre pour les autres. Femme de raison, mais surtout de cœur et d'engagement, elle était destinée à une carrière dans la recherche institutionnelle régie par le savoir universitaire. Pourtant, elle a déjoué tous les pronostics en prenant une place de choix dans l'espace public québécois, tendant la main aux laissés pour compte et aux personnes marginalisées. Elle refusa les dogmes, repoussa les conventions et offrit tout son cœur, ses connaissances et ses idées au profit d'une classe de la société trop souvent forcée de se taire.

Pour les plus pauvres, elle déplaça les barrières, elle fit le pont entre le gouvernement et la rue, sans jamais pourtant tomber dans la partisanerie ou la violence. Elle répéta son message de paix. Elle discuta avec tous, se fit la porte-parole d'un groupe qui rêvait d'un monde meilleur. Elle se fit également, à travers ses recherches et ses implications, porteuse d'un message d'engagement. Pour elle, toute société ne peut survivre si chaque personne qui la compose ne s'implique pas activement pour changer les choses, apporter de nouvelles idées. Tous doivent se lever et exprimer leur opinion. Dans une société où le marasme politique est évident, Vivian Labrie fait office de « bouffée d'air frais ».

Comme elle le dit si bien, elle veut renverser la vapeur parce qu'un « militant, c'est comme un escargot. Il avance doucement, certes, mais il ne recule jamais ».

Références

- À Babord! Revue sociale et politique (Vivian Labrie) (2004), « Tromperies et recul à l'aide sociale ».
<http://www.ababord.org/Tromperies-et-reculs-a-l-aide>.
- Gouvernement du Québec (2014), « Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale ».
http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/L_7/L7.html.
- L'autre parole (2001), « Madame Vivian Labrie ».
<http://www.lautreparole.org/articles/219>.
- Anonyme (2003), « Lois 112 et 143 vers une société plus égalitaire : Le plan d'action à venir décrira le sérieux de Québec dans la lutte contre la pauvreté ». *Le Devoir*.
<http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/21850/lois-112-et-143-vers-une-une-societe-plus-egalitaire>.
- Nations-Unies (2014), « L'élimination de la pauvreté est techniquement possible, financièrement réalisable et moralement impérative ».
<http://www.un.org/press/fr/1997/19971112.AGEF247.html>.
- Observatoire international du bonheur (2014), « À propos de Vivian Labrie ».
<http://www.oib-france.com/a-propos-de-vivian-labrie/>.
- Sentiers de foi (2014), « Une terrienne ouverte dans sa quête d'humanité ».
<http://sentiersdefoi.info/une-terrienne-a-lidentite-ouverte-dans-sa-quete-dhumanite/>.

Université Laval, 2005. « Vivian Labrie, passeuse de paroles :
Comment passe-t-on du doctorat au militantisme? Portrait
d'une femme en lutte contre la pauvreté ».

<http://archives.contact.ulaval.ca/articles/vivian-labrie-passeuse-paroles-44.html>.

Voir Québec, 2000. « Debout! Vivian Labrie ».

<http://voir.ca/societe/2000/05/17/debout-vivian-labrie/>.





22

Rigoberta Menchu, Guatemala (1959-)

NADÈGE WUESTENBERGHS



171

Prix Nobel de la paix en 1992, cette Guatémaltèque a défendu toute sa vie les droits des peuples autochtones. Elle connut une enfance difficile sous un régime militaire, un engagement politique qui couta la vie à plusieurs membres de sa famille et un exil forcé au Mexique.

Son enfance dans les *fincas*

Rigoberta Menchu naquit le 9 janvier 1959 au Guatemala dans le hameau de Chimel, petit village situé dans le nord-ouest du pays. Comme 60% des habitants de son pays, elle est autochtone : elle provient de l'ethnie K'iche', apparentée aux Maya.

Dès sa plus tendre enfance, Rigoberta travailla avec ses parents et ses frères et sœurs dans les *fincas*, de grandes propriétés terriennes où l'on cultivait du coton, mais aussi du café. Des familles entières de son village étaient transportées par camion vers ces plaines côtières. Malnutrition, maltraitance, pauvreté, telles étaient les conditions de vie des familles autochtones guatémaltèques de l'époque. Un des petits frères de Rigoberta mourut devant ses yeux après une longue agonie due à la malnutrition, ce qui l'a amenée à réfléchir sur son avenir. Un avenir qui, de l'avis de ses parents, n'allait pas être des plus réjouissants.

Mes parents me disaient que j'allais avoir à faire face à de nombreuses ambitions, mais que, malgré ça, je n'allais pas avoir la possibilité de les réaliser. Que ma vie n'allait pas changer, elle allait continuer pareil, le travail et la souffrance.

Rigoberta était désespérée à l'idée que les conditions de vie de son peuple soient les seules possibles. Elle se mit à haïr les propriétaires terriens, les *ladinos*, qui exploitaient son peuple.

Cette exploitation était d'autant plus intolérable que très

peu d'Autochtones savaient s'exprimer en espagnol, la langue des autorités du pays, si bien qu'il était impossible pour la plupart d'entre eux de se plaindre des traitements qu'ils subissaient dans les *fincas*. Rigoberta apprit l'espagnol à l'âge de 20 ans pour dénoncer ces abus et pour pouvoir défendre son peuple.

Premiers engagements

Le Guatemala connut dans les années 1970 une répression militaire de grande ampleur qui toucha directement les peuples autochtones et donc la famille de Rigoberta.

En particulier, ce gouvernement se livra à une oppression des peuples autochtones afin de prendre leurs terres. Dans de nombreux villages, des jeunes femmes étaient violées et tuées par les soldats. Des familles entières ont été expulsées de leurs terres. Pour réagir à cette dictature, des paysans autochtones se réunirent pour former le Comité d'Union Paysanne (CUC), parmi lesquels se trouvait le père de Rigoberta. Cette dernière rejoignit le mouvement quelques années plus tard alors qu'elle était encore adolescente. Dans son village, les familles unies réussissaient à repousser l'armée. Mais partout ailleurs, des atrocités se déroulaient tous les jours.

Moi, ça me faisait honte de rester dans mon coin si isolé parce que j'étais tranquille et ne de pas penser aux autres. Alors j'ai décidé de m'en aller.

Rigoberta voyagea dès lors dans plusieurs *fincas* dispersées dans des régions différentes du Guatemala pour parler aux autres femmes et pour leur apprendre à diriger leur communauté dans ses rapports avec le gouvernement. Très engagée dans ce mouvement, elle participa également à de

nombreuses manifestations pour demander à l'armée d'arrêter ces tortures.

Toute sa famille était aussi impliquée dans cette cause : son frère de 16 ans était secrétaire de la communauté et sa mère apportait la bonne parole dans de nombreux villages. Mais le gouvernement guatémaltèque les traquait; il devenait dangereux pour les membres de sa famille de se réunir. En 1979, son frère fut torturé et brûlé vif par l'armée. Ensuite, ce fut le tour de sa mère qui fut séquestrée et violée par des chefs militaires. Après avoir été torturé, son père mourut en 1980 dans un incendie provoqué par les forces de l'ordre. Ce fut un véritable choc pour la jeune Rigoberta.

Elle partit alors en exil en 1981. Elle se rendit au Mexique, ce qui la brisa. Elle ne comprenait pas pourquoi elle devait quitter son pays à cause du gouvernement qu'elle qualifia de « meurtrier ».

De l'exil au prix Nobel de la paix

Cet exil marqua une nouvelle phase dans sa vie. Bien que loin, elle continua à combattre la répression au Guatemala et à défendre les droits des peuples autochtones de son pays, avec son histoire. Deux ans après son exil, parut le livre *Moi, Rigoberta Menchu*. Elizabeth Burgos, anthropologue originaire du Venezuela, a rédigé cet ouvrage biographique à partir de nombreux entretiens avec Rigoberta.

Sur base de cette biographie et de l'histoire de Rigoberta, celle-ci reçut le prix Nobel de la paix en 1992, « en reconnaissance de son travail pour la justice sociale et la réconciliation ethno-culturelle basées sur le respect pour les droits des peuples autochtones ». Rigoberta Menchu est d'ailleurs la première femme autochtone à obtenir un prix Nobel de la paix. Elle collabora également à l'élaboration de

la déclaration des droits des peuples autochtones. Elle est aussi ambassadrice de bonne volonté de l'ONU.

Elle aurait voulu faire juger l'ex-dictateur militaire guatémaltèque Efraín Ríos Montt devant les tribunaux en Espagne pour crime de génocide contre le peuple indigène du Guatemala. Mais elle n'y parvint pas.

En 2006, Rigoberta Menchu devint une des fondatrices du « *Nobel women's initiative* » avec notamment Jody Williams et Shirin Ebadi. Cette organisation composée de six femmes « nobélisées » œuvre afin d'apporter la paix, l'égalité et soutient les droits des femmes dans de nombreux pays à travers le monde.

Rigoberta Menchu est également membre de « Peacejam », une fondation qui permet aux lauréats du prix Nobel de la paix de s'adresser aux jeunes et de leur inculquer des valeurs comme la défense des droits de l'homme et la paix.

Alors qu'elle intensifia ses actions pour protéger les peuples minoritaires et les femmes, Rigoberta Menchu se présenta deux fois, en 2007 et en 2011, aux présidentielles du Guatemala. Elle créa le parti politique WINAQ, qui représente les communautés autochtones du pays. Mais ce fut un échec. Elle ne récolta que 3% des voix en 2007 et en 2011. Elle revint sur cette défaite dans une interview de 2008 pour le « Talk de Paris » et déclara :

Nous avons l'intention d'ouvrir une brèche pour créer un instrument politique plus indigène du Guatemala, nous sommes en train de construire notre mouvement.

Malgré cet échec, Rigoberta Menchu s'impose comme une figure emblématique dans la défense des peuples autochtones. Elle voyage toujours à l'heure actuelle à travers le monde pour parler de son vécu, toujours vêtue du costume traditionnel K'iche'.

Sa vision de la lutte des femmes

Rigoberta Menchu a longtemps œuvré à l'égalité entre hommes et femmes dans son pays. Plus jeune, quand elle travaillait pour le mouvement CUC, Rigoberta s'aperçut que les hommes de sa communauté ne la prenaient pas au sérieux. Elle eut des difficultés à imposer ses choix alors qu'elle était très active dans le comité. Certains hommes avaient du mal à accepter la participation des femmes dans ce mouvement et empêchaient leurs épouses de combattre à leurs côtés ce qui révoltait Rigoberta. Cependant, pour celle-ci, il n'était pas question de créer une organisation seulement pour les femmes.

Créer une organisation pour les femmes, c'est donner une arme de plus au système qui nous opprime.

Selon elle, cela alimenterait le machisme mis en place. Rigoberta pensait que les hommes devaient participer aux discussions tournant autour des problèmes femmes et contribuer aux débats. Elle continua ensuite à défendre les droits des femmes, à changer les mentalités concernant leurs devoirs et leurs droits et à combattre le machisme dans son pays.

Œuvres

- Rigoberta Menchu (1998), *Crossing borders*, (trad. Ann Wright), Verso, 252p
- Rigoberta Menchu, Dante Liano (2005), *The Girl from Chimel*, (trad. David Unger), Groundwood Books, 56 p.
- Rigoberta Menchu, Dante Liano (2006), *The Honey Jar*, (trad. David Unger), Groundwood Books, 56 p.

Rigoberta Menchu, Dante Liano (2008), *The secret legacy*, (trad. David Unger), Groundwood Books, 64p.

Références

Les citations sont tirées des références ci-dessous.

Burgos E. (1983), *Moi, Rigoberta Menchu*, (traduit de l'espagnol par Michèle Goldstein), France, Editions Gallimard, 508 p.

Club Quetzal, « Rigoberta Menchu, sa vie, son œuvre ». <http://www.clubquetzal.org/decouvrir-le-club-quetzal/116>

Encyclopédie Universalis, « Menchu Rigoberta (1959-) ». <http://www.universalis.fr/encyclopedie/rigoberta-menchu/>

Interview Talk de Paris (2008) sur France24, « Rigoberta Menchu, Nobel de la Paix ». http://www.dailymotion.com/video/x5sv64_rigoberta-menchu-nobel-de-la-paix_news

L'association Peacejam dont fait partie Rigoberta Menchu : <http://www.peacejam.org/>

Nobel Prize, "Rigoberta Menchu Tum – Biographical". http://www.nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/1992/tum-bio.html



23

Erin Brockovich, États-Unis (1960-)

MARIE-PIER MALOUIN-DUCHARME



Erin Brockovich a mené un combat qu'on compare à

179

celui de David contre Goliath. Cette mère de trois enfants, monoparentale, qui n'a jamais eu de formation en droit, a trouvé le courage d'affronter la compagnie Pacific Gas and Electricity qui effectuait des déversements illégaux de chrome à Hinkley en Californie et qui polluait la nappe phréatique. Ce sont des millions de dollars qui ont été versés en indemnité aux familles des victimes.

De l'enfance à l'âge adulte

Erin Brockovich est née et a grandi à Lawrence au Kansas dans une famille très unie où elle affirme avoir forgé son caractère, car elle était la cadette. Son père était ingénieur industriel et sa mère journaliste. Erin aurait souhaité devenir médecin, mais sa dyslexie l'a découragée très tôt de poursuivre son rêve. Ses parents ont toujours cru qu'elle pourrait accomplir de grandes choses, mais que, pour y arriver, elle devrait apprendre à se concentrer et à canaliser son énergie débordante.

Après avoir fréquenté quelques universités sans y trouver un programme vraiment à son goût, elle décida d'aller vivre en Californie. Elle y a d'abord obtenu un poste de stagiaire en gestion chez le détaillant K-Mart. Après quelque temps, elle décida de retourner étudier en génie électrique, mais, là encore, elle n'y trouva pas son compte. Sur un coup de tête, elle décida de participer au concours de beauté *Miss Pacific Coast*, qu'elle remporta sans grande surprise.

Malgré cette victoire au concours de beauté, elle ne se sentait pas heureuse dans ce milieu et elle comprit rapidement que les concours de beauté n'étaient pas faits pour elle. Elle a donc déménagé à Reno, au Nevada, avec son mari et ses enfants. Après un divorce difficile, elle a trouvé un emploi comme secrétaire dans une firme de courtage où elle rencontra ensuite son second mari. Ce fut un court mariage;

Erin, qui était maintenant mère de trois enfants, se retrouva seule à nouveau, essayant tant bien que mal de faire vivre sa famille en cumulant les emplois précaires.

Sa vie changea le jour où elle croisa le chemin de l'avocat Edward L. Masry.

Une rencontre qui changea sa vie

Après avoir été sérieusement blessée dans un accident d'auto à Reno, Erin retourna vivre dans la vallée de San Fernando en Californie. Elle y engagea les avocats Masry et Vititoe pour la représenter dans sa cause. Malheureusement, ils ne gagnèrent qu'une petite compensation, si bien qu'Erin ne reçut aucune compensation financière. Elle se retrouva donc une fois de plus dans la même situation précaire : mère monoparentale sans emploi stable. L'avocat Edward L. Masry décida alors de lui offrir un poste d'assistante juridique à son bureau. C'est dans le cadre de ce travail, en organisant des dossiers immobiliers, qu'elle tomba par hasard sur des dossiers médicaux qui allaient mener à un des plus grands procès en recours collectif de l'histoire américaine.

Déversement de chrome à Hinkley : les preuves

En effet, en analysant certains de ces dossiers alors qu'elle n'avait jamais eu de formation en droit, Erin Brockovich leva le voile sur un déversement illégal de chrome hexavalent par la compagnie Pacific Gas and Electricity (PG&E) à Hinkley, en Californie. Elle participa ensuite au procès en recours collectif intenté contre la compagnie qui se solda par une indemnité de 333 millions à verser aux 600 familles victimes. Du jamais vu!

Le recours contre PG&E fut un combat difficile, car très peu de gens s'intéressaient au dossier. Beaucoup de questions

restaient sans réponse. Erin Brockovich, Edward L. Masry et les habitants de Hinkley ont dû trouver les réponses par eux-mêmes, car plusieurs données compromettantes pour PG&E étaient gardées secrètes. Or, si la Pacific Gas and Electricity avait fait ce qu'elle avait à faire au lieu de cacher des informations, il n'y aurait pas eu de cancers ni de poursuite. Erin Brockovich avoue maintenant n'avoir aucune confiance envers les gens de l'industrie.

En 2000, un film relatant l'histoire d'Erin Brockovich a été produit : *Erin Brockovich, seule contre tous*. Cette dernière était interprétée par l'actrice Julia Roberts qui a été oscarisée pour ce rôle. C'est d'ailleurs ce long métrage qui a fait connaître au monde entier les exploits d'Erin Brockovich, ce qui l'a élevée au rang d'héroïne nationale aux yeux des Américains.

L'après Hinkley

Erin Brockovich n'a plus jamais laissé de côté cette première cause environnementale, c'est-à-dire la contamination de l'eau. Elle s'implique maintenant dans d'autres causes environnementales, comme l'exposition à l'amiante. Comme elle l'avait fait pour les familles de Hinkley, elle continue de constituer des dossiers, d'accumuler des preuves et de motiver les familles qui sont au cœur de la tourmente afin de leur donner la force de se battre pour leur collectivité. Elle a fondé une firme de défense de l'environnement, *Brockovich Research & Consulting*, qui est actuellement impliquée dans de nombreux projets environnementaux à travers le monde. C'est avec détermination qu'elle continue de prêter sa voix à ceux qui n'en ont pas, afin de dénoncer des injustices.

En 2001, Erin Brockovich a dominé le monde de l'édition avec son livre, consacré *Best Seller* par le *New York*

Times, qui s'intitule *Take It from Me: Life's a Struggle But You Can Win*. Dans cet ouvrage, Erin raconte son histoire et propose des conseils pour affronter les obstacles de la vie. Aujourd'hui, elle fait également beaucoup de conférences à travers le monde.

Malheureusement, le combat qu'Erin a mené à Hinkley est tombé dans l'oubli avec les années. Le film a laissé une marque positive dans la mémoire collective. Par contre, malgré le gain de cause devant les tribunaux et les 333 millions de dollars versé par la compagnie Pacific Gas and Electricity aux habitants de la ville en 1996, les lieux n'ont jamais été dépollués. La petite ville de Hinkley devient tranquillement une ville fantôme où les maisons disparaissent, comme si elles n'avaient jamais existé auparavant. Le combat de la beauté du Kansas contre les industries polluantes est donc loin d'être terminé.

Références

- Bérubé, Nicolas (2013), « L'héritage gâché d'Erin Brockovich ». *La Presse*. En ligne. 5 mai.
<http://www.lapresse.ca/international/etats-unis/201305/05/01-4647741-lheritage-gache-derin-brockovich.php>.
- Bérubé, Nicolas (2013), « Qui est Erin Brockovich? ». *La Presse*. 4 mai, p. A27.
- Brockovich, Erin (s.d.), *Erin Brockovich, My story*. En ligne.
<http://www.brockovich.com/my-story/>.
- Lesnes, Corine (2012), « Erin Brockovich, toujours en lutte contre les pollueurs ». *Le Monde*. 14 mai, p. PEH8.
- Soderbergh, Steven (2000), *Erin Brockovich, seule contre tous : Suppléments* [Entrevue]. États-Unis : Jersey Films.



24

Sylvianne Spitzer, France

AUDE BROSTIN-SOTO



Sylvianne Spitzer, criminologue et psychologue

185

française, est une chercheuse et une citoyenne engagée qui a décidé de créer une association pour aider les hommes victimes d'agressions conjugales : SOS Hommes Battus.

Une formation originale

Sylvianne Spitzer a tout d'abord suivi une formation initiale en psychologie du travail, ainsi qu'en psychologie clinique et pathologique. Elle obtint ensuite un diplôme de troisième cycle dans les domaines de la science du comportement criminel, de la science de la recherche d'indices et de la science de l'étude des victimes, à l'Université Paris V. Ensuite, la jeune femme décida de suivre les cours du Diplôme d'études supérieures spécialisées d'ingénierie de la sécurité de l'Institut des Hautes Études de la Sécurité Intérieure. Sylvianne Spitzer y a étudié autant le droit que la sociologie, les langues, les dépendances et la biologie de la communication animale.

Experte en criminologie

Sylvianne Spitzer est aujourd'hui une experte bien connue en criminologie. Elle pratique l'analyse psychologique de scènes de crime et étudie le profil comportemental des criminels.

D'ailleurs, le 14 novembre 2001, l'Association nationale des « Profilers » et Analystes Criminels vit le jour grâce à Sylvianne Spitzer, qui en devint la présidente. Elle s'impliqua également à l'« International Profilers Network », réseau autour du thème du profilage qui effectue des profils de suspects via Internet dans le but d'aider les forces de l'ordre de différents pays.

Sylvianne Spitzer intervient également comme conseillère et formatrice en analyse comportementale,

comportementaliste et psychologique, auprès d'entreprises et institutions. Depuis 2010, elle est enseignante au sein du Département de criminologie appliquée de l'Université de Toulouse Capitole 2 où elle donne un cours intitulé « Les tueurs en série ». En plus de ces nombreuses occupations, Sylvianne Spitzer reçoit en consultation des personnes victimes d'agressions, notamment plusieurs hommes victimes de violence conjugale. Réalisant qu'il n'existait aucune structure ou organisation pouvant leur offrir du support, elle décida de créer en 2008 l'association SOS Hommes Battus afin de proposer une aide psychologique aux victimes de la violence au féminin.

SOS hommes battus

C'est en janvier 2008 que Sylvianne Spitzer créa l'association SOS Hommes Battus, dont elle devint présidente. Cette association propose un soutien psychologique aux hommes victimes de violence conjugale. Avec une autre psychologue, Sylvianne Spitzer conseille et répond bénévolement aux appels et aux courriels d'hommes en détresse. Une assistance juridique est mise à disposition de ces hommes grâce au partenariat avec une avocate.

Sylvianne SPITZER est la précurseure de l'aide aux hommes violentés. Son association est la seule qui existe sur ce sujet. Cette innovation lui a valu des réactions fortes, notamment de la part de féministes.

J'ai été contactée par de nombreuses féministes qui m'ont traitée de "traîtresse" à la cause des femmes. Quant aux nombreuses organisations d'aides aux conjointes battues, elles ont toujours refusé de mettre sur leurs pages un lien vers notre site, ou de le référencer.

L'association SOS Hommes Battus est souvent ignorée. Mais Sylvianne Spitzer est convaincue de l'importance de son

œuvre et aimerait que son association permette à d'autres structures d'être créées.

Si on prône la parité, il se doit d'exister des organisations qui se penchent sur les hommes victimes ET sur la violence des femmes.

En novembre 2010, l'association saisit l'Autorité de régulation professionnelle de la publicité (ARPP) à propos d'une publicité dans laquelle une femme faisait disparaître un homme (sûrement son compagnon) dans le vide d'une falaise, ce qu'elle jugeait « sexiste et dégradant » et portant atteinte à la dignité humaine. Une autre publicité dénoncée par l'Association montre un homme qui passe par la fenêtre, poussé par sa conjointe. Sylvianne Spitzer souhaite dénoncer ces « caricatures sociales » qui ont une grande signification symbolique mettant en péril la sécurité de certains hommes. Malheureusement, cette action n'a eu aucune réponse.

Sylvianne Spitzer veut combler un retard de plusieurs décennies en matière de prévention de la violence conjugale contre les hommes, en comparaison de la situation des femmes. Elle souhaite que les hommes osent parler du problème, qu'ils brisent la glace pour dénoncer un tabou encore trop présent. Cette lutte commence à être mise en lumière.

SOS Hommes Battus a récemment envoyé une lettre au député Guy Geoffroy qui a été Membre de la délégation aux droits des femmes et l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. La réponse n'a malheureusement pas été convaincante puisqu'on y demandait à Sylvianne Spitzer des données sur les violences faites aux hommes, alors que ces données sont accessibles à tous. Son combat continue.

Sylvianne Spitzer est l'auteure de deux livres : *Guide des*

hommes victimes de violences conjugales et Esprits cannibales criminels.

Références

ADF (2012), « Hommes battus, les oubliés des violences conjugales », site AEUD info.

<http://aeud.fr/Hommes-battus-les-oublies-des.html>

Blog de l'association SOS Hommes Battus :
<http://soshommesbattus.over-blog.com/>.

Flavie Flament (2013), « Entretien avec Sylvianne Spitzer »,
Émission *On est fait pour s'entendre*, RTL.

<http://www.rtl.fr/culture/bien-etre/on-est-fait-pour-s-entendre-mardi-08-octobre-les-hommes-victimes-de-violence-conjugale-7771234653>



25

Taslima Nasreen, Bangladesh (1962-)

STÉPHANIE JULIEN



Cette femme de lettres a mis en péril sa vie pour dénoncer la situation des femmes dans son pays d'origine, ainsi que pour instaurer la laïcité au Bangladesh. Luttant toujours pour sa survie en 2014, cette combattante courageuse n'a négligé aucun moyen pour appuyer ses convictions.

Enfant de mots

Taslina Nasreen est née le 15 juillet 1962 à Mymensingh au Bangladesh. Issue d'une famille bien nantie et connue, Taslima s'intéressa dès son tout jeune âge à la littérature. De nature rêveuse et d'un tempérament artistique, Taslima adorait le dessin et l'écriture. À l'adolescence, la rédaction de poèmes et la publication d'articles dans un magazine dont elle était éditrice faisaient partie des activités qu'elle chérissait. Dès cet instant s'éveilla le désir de faire les choses autrement, grâce à l'écriture.

Il y a beaucoup de gens qui font de la littérature; [...] je crois que je dois utiliser la littérature comme un moyen pour transmettre un message, pour dire quelque chose de plus.

La médecine pour commencer

Sans mettre de côté l'écriture, Taslima Nasreen fit d'abord des études de médecine, selon le modèle de son père qui l'avait fortement encouragée dans cette voie. Elle se spécialisa en gynécologie et exerça son métier pendant plusieurs années dans une clinique de sa ville natale, puis à Dhaka dans les années 1990. C'est par la suite qu'elle développa son engagement envers des causes qui lui tenaient à cœur et qu'elle quitta le domaine de la médecine de son plein gré, même si elle aimait ce métier.

Le livre *La honte*

Elle écrit de nombreux éditoriaux, des chroniques et des poèmes qui portaient le plus souvent sur la situation des femmes au Bangladesh. Selon elle, les femmes de ce pays n'ont aucun droit de base, ne vivent pas comme des êtres humains. La popularité de ses écrits suscita en elle la volonté d'écrire un livre questionnant notamment le rôle des religions dans la soumission de la femme à l'homme et prônant la laïcité du pays. Ce livre, intitulé *La honte* et paru en 1992, transforma la vie de Taslima.

Au Bangladesh, le livre eut un certain succès, mais les fondamentalistes religieux le jugèrent blasphématoire. Le 24 septembre 1993, le Conseil des soldats de l'Islam émit une *fatwa*, un avis juridique issu de la loi islamique, contre Taslima. Le Conseil promit une récompense monétaire à qui serait en mesure de l'exécuter.

L'enfer ne faisait que commencer pour Taslima. Jusqu'à cette *fatwa*, l'auteure était sous la protection de son pays. Mais à la suite de la publication de deux autres romans et de la pression des fondamentalistes, le gouvernement lança un mandat d'arrêt contre elle pour avoir heurté volontairement les sentiments religieux d'une partie de la population. Taslima se cacha tant bien que mal pendant que plus de 100 000 personnes manifestaient contre elle en juillet 1994 et que la prime d'assassinat monta à près de 5 000 dollars.

Un départ obligé

N'ayant pas d'autres choix pour survivre, elle plia bagage en août 1994 et quitta son pays afin d'échapper à la véritable campagne de salissage et d'appel à sa mise à mort au nom de l'Islam. Même à ce moment, ne reculant devant rien, elle clamait qu'elle refusait de revenir sur ses propos. Selon elle, le

Bangladesh se devait de devenir un État laïque afin d'assurer aux femmes des droits égaux à ceux des hommes.

Installée d'abord en Suède, elle se déplaça de nombreuses fois dans divers pays d'Europe. Dans les années 2000, elle tenta d'habiter à Kolkata, la capitale de l'État indien du Bengale-Occidental (Inde). Mais l'État refusa sa demande de nationalisation indienne. À la suite d'une conférence en 2007 et de manifestations contre elle, une nouvelle prime d'environ 10 000 dollars pour sa décapitation fut offerte par un groupe islamiste. En 2008, elle se réfugia officiellement en terre européenne et devint citoyenne d'honneur de Paris.

Réalisations et prix

Taslina Nasreen a écrit plus de 30 livres de poésie. Que ce soit ses essais, ses nombreuses nouvelles et ses mémoires, un bon nombre de ses projets ont été traduits dans plus de 20 langues différentes et sont diffusés un peu partout dans le monde dont *Libres de le dire*, *Lajjā : La Honte*, *Femmes, manifestez-vous!*, *Une autre vie : poèmes*, *Un retour; suivi de Scènes de mariage* et *l'Alternative; suivi de Un destin de femme*, *Femmes : poèmes d'amour et de combat*.

Elle a été lauréate de nombreux prix. En voici quelques-uns :

- 1991 : Ananda Literary Award
- 1994 : Prix Sakharov pour la liberté de penser
- 10 décembre 2007 : Prix des Droits de l'homme de la République française – Liberté – Égalité – Fraternité décerné par la Commission nationale consultative des droits de l'homme
- 2008 : Prix Simone de Beauvoir pour la liberté des femmes

- 2 février 2011 : Doctorat *honoris causa* de l'Université catholique de Louvain

Bravoure et persévérance

Perçue comme une héroïne et une combattante en Occident, cet avis sur Taslima Nasreen n'est clairement pas partagé par tous dans son pays d'origine. Certains lui reprochent ses critiques envers le gouvernement bangladais et d'autres l'accusent d'avoir caricaturé la situation des femmes.

J'ai payé cher pour mes idées, pour avoir dit que les femmes ont droit à l'égalité et à la justice et qu'elles n'auront ni l'une ni l'autre tant que l'État ne sera pas séculier et que le droit sera un droit religieux.

Tout de même, elle s'ennuie de sa culture et elle caresse toujours le souhait de retourner en Inde où elle a vécu.

Je ne peux avoir mon oxygène, mon inspiration que dans mon pays [...] Je ne voulais pas quitter mon pays, on m'a forcée à partir, on m'a jetée dehors. J'aimerais y vivre, mais ça m'est interdit.

Ses accomplissements ouvrent la porte aux changements et, espérons-le, permettront l'enchaînement d'actions d'autres personnes qui sauront améliorer la situation déplorée. Taslima Nasreen dénonce des points qui lui tiennent à cœur et elle voue sa vie à ces différentes causes pour le bien de sa patrie, au détriment de sa propre sécurité. Encore aujourd'hui, elle compte

continuer à se battre pour les droits de l'homme et la liberté plutôt que pour la réforme de l'Islam, pour l'instauration de démocraties laïques, où il y a une claire séparation entre la religion et l'État.

Sa vie est la démonstration impressionnante de la

recherche d'une certaine congruence entre une réalité et ses propres valeurs, ainsi que d'un profond souhait d'instaurer la justice entre les sexes. Taslima Nasreen est un véritable symbole, un exemple inspirant quant aux désirs prononcés de vouloir changer les choses.

Références

Les citations de Taslima Nasreen ont été extraites des entrevues ci-dessous.

Chanda, Tirthankar (2008), « Taslima Nasreen reçoit le prix de Simone de Beauvoir ».

http://www1.rfi.fr/actufr/articles/101/article_66489.asp.

Fulda, Anne (2008), « Taslima Nasreenne, écrivaine sdf ». *Le Figaro*.

<http://www.lefigaro.fr/international/2008/05/21/01003-20080521ARTFIG00013-taslima-nasreen-ecrivaine-sdf.php>.

Gervais, Lisa-Marie (2011), « L'entrevue – Taslima Nasreen refuse toujours de se taire ».

<http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/322403/l-entrevue-taslima-nasreen-refuse-toujours-de-se-taire>.

Guillite, Françoise (2003), « Taslima Nasreen ou la force de la plume ».

<http://www.amnestyinternational.be/doc/nos-campagnes-beta/violences-contre-les-femmes-649/droits-des-femmes/Temoignages/article/taslima-nasreen-ou-la-force-de-la>.





26

Ann Njogu, Kenya

LAÏTY MBASSOR NDOUR



Originaire du Kenya, Ann Njogu est une avocate,

ardente militante de la défense des libertés des personnes, notamment des femmes. Au sein de la société civile, Ann Njogu s'active pour la justice sociale, les réformes institutionnelles et la lutte contre les violences sexuelles et sexistes. Le succès de son engagement citoyen a fait d'elle une des personnalités publiques incontournables du continent africain que la population kenyane surnomme « la dame de fer » du Kenya. Femme leader et engagée, elle prône une solidarité des organisations et mouvements non gouvernementaux dans le combat pour la justice.

Études et début de carrière

Maintenant âgée d'une cinquantaine d'années, Anne Njogu a fait ses études au lycée des jeunes filles Bahati Girls Nakuru à Nairobi, la capitale du Kenya, où elle est née. La jeune fille a connu une enfance modeste avant d'accéder à l'Université de Nairobi où elle a décroché un diplôme de maîtrise en droit. Son parcours brillant à l'université n'a pas empêché la jeune femme de s'investir activement dans les mouvements étudiants. Ann Njogu est aujourd'hui avocate, diplômée de la Kenya School of Law.

Après son apprentissage du militantisme syndical à l'université et une dizaine d'années d'expérience comme juriste dans l'une des plus grandes compagnies d'assurances du Kenya, Ann Njogu a décidé de rejoindre la société civile de son pays, expliquant ce choix par un désir de mettre ses compétences et ses talents au service de la communauté et de s'interroger sur la façon dont la pratique juridique est utilisée pour défendre et protéger les droits humains.

Tout d'abord, choquée et indignée par l'ampleur de l'inégalité et des injustices que subissent les femmes au Kenya, notamment les violences sexuelles et sexistes, un phénomène très répandu dans la société kenyane marquée par la pauvreté

et les inégalités sociales, Ann a décidé de mettre en place le Centre de réadaptation et d'éducation des femmes victimes de violence. Depuis 2010, elle est également directrice du Centre pour l'éducation et la sensibilisation aux droits de la personne, en anglais Center for Rights Education and Awareness (CREAW), dont elle est la fondatrice. Revenons sur l'histoire de son engagement.

Une militante engagée pour la justice sociale

Pour cette militante des droits de la personne, la justice sociale et le respect des droits humains sont la base d'une société libre, démocratique et prospère. Pourtant, dans son pays, le viol est banalisé, laisse-t-elle entendre en s'indignant des multiples cas d'agressions sexuelles non punis dans son pays, comme le cas « Justice for Liz ». Liz est un nom fictif donné par la presse à une adolescente de 16 ans victime d'un viol collectif. Après quelques jours de détention seulement, les présumés agresseurs sexuels ont recouvré la liberté après avoir seulement coupé l'herbe autour des locaux de la police, en guise de punition. Une preuve, s'il en fallait une, de l'impunité du viol et autres délits de violences faites aux femmes kenyanes. En plus de ces actes graves, la ville de Nairobi connaît aussi un taux élevé de harcèlement sexuel et de violences physiques commises sur des femmes.

Ce problème social n'a pas laissé indifférente l'avocate Ann Njogu qui, dès son admission au Barreau de Nairobi, s'est distinguée dans la défense des droits et libertés des personnes victimes de violence.

Déterminée et engagée, l'avocate a opté pour une stratégie d'activisme basée sur une large campagne de plaidoyer et de sensibilisation au respect des droits humains et à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes. Elle a d'abord commencé par dénoncer la discrimination entre les

sexes et les différentes formes d'abus (physique, sexuel ou psychologique) dans la communauté, à l'école, au travail et ailleurs. Ann Njogu soutient que ce combat crée une base juridique solide en faveur des droits des femmes et que la législation est seulement une première étape, qui doit être suivie par un effort constant. L'information, la sensibilisation et les publications axées sur les droits et les libertés constituent la base des efforts d'Ann Njogu.

Un engagement actif sur le terrain

Au sein de cette campagne pour mettre fin à la violence contre les femmes, Ann Njogu a également intégré un volet de réadaptation visant l'autonomisation des femmes pour qu'elles deviennent des leaders. Elle a parcouru le pays pour « renforcer le mouvement et dégager la voie du progrès ». Cet engagement pour la démocratie et le respect des droits a commencé dans les bidonvilles de la capitale, notamment à Kibera, le plus gros bidonville de Nairobi. Ce mouvement s'est ensuite implanté partout dans le territoire national, où la militante a facilité la mise en place de centres de sensibilisation, d'aide juridique et de soutien psychosocial aux femmes, dont celles victimes de violence sexuelle et sexiste.

En parallèle, Ann s'est engagée dans une vaste recherche sur les dispositifs et les mécanismes institutionnels de lutte pour les droits humains, ce qui la conduisit à faire de la réforme constitutionnelle son cheval de bataille et à ne pas hésiter à dénoncer les dérives du pouvoir. Prête à sacrifier sa vie pour la réussite de sa mission, Ann disait être consciente des risques qu'impliquait son combat, mais elle restait attachée à sa philosophie et à sa mission. Sa formation de juriste l'aida beaucoup dans ses démarches, car de tribune en tribune, elle a participé à de nombreuses réflexions sur l'élaboration de

réformes ou de cadres juridiques pour le compte d'organisations nationales ou internationales.

Son combat pour la mise en place d'un cadre réglementaire a conduit à l'institutionnalisation par le Kenya de la Loi sur les infractions sexuelles de 2006. En partenariat avec les autorités gouvernementales et des partenaires pour le développement, l'avocate a ensuite participé à la formation du personnel judiciaire et s'est investie activement dans une vaste campagne de sensibilisation et de vulgarisation de la loi, ciblant entre autres les institutions scolaires.

Cette mission de la « dame de fer » connut une réussite exemplaire, notamment dans les banlieues de la capitale, d'autant plus que l'avocate associait à ses mandats des femmes impliquées dans les instances de décisions locales.

La grève du sexe, facteur de paix

En 2007, à la suite d'un conflit post-électoral opposant le président kenyan, Mwai Kibaki, et son premier ministre, Raila Odinga, une contestation populaire est née après la proclamation des résultats des élections présidentielles qui donnaient vainqueur le président sortant. En l'absence de consensus au terme d'un long blocage institutionnel, le conflit dégénéra en violences partisans entre 2007 et 2008, causant plus de 1 500 morts et environ 300 000 déplacés, selon les chiffres de la police. Les femmes et les enfants furent les premières victimes de cette catastrophe qui gagna la capitale, Nairobi, et plusieurs autres localités du pays.

En février 2008, les deux hommes politiques signèrent un accord de partage de pouvoir qui dura quelques mois avant que leurs relations ne se dégradent à nouveau. La tension monta petit à petit jusqu'au moment où les intérêts du pays et la paix sociale apparurent menacés. Préoccupées par ce conflit meurtrier, des femmes issues d'associations féministes créèrent

une coalition dénommée G10 pour exiger des négociations entre les protagonistes. Ann Njogu en était l'une des leaders.

En mai 2008, face à l'impasse, ces femmes décrétèrent une grève du sexe exigeant la résolution immédiate de la crise par les deux hommes politiques. Leur slogan était « Pas de réforme, pas de sexe! », une manière d'inviter les femmes kenyanes à s'abstenir pour exiger la paix dans leur pays. Pour les leaders du mouvement, cette forme de protestation pacifique était l'ultime recours des femmes pour se faire entendre.

Après cinq jours d'abstinence sexuelle, la campagne a pris une ampleur extraordinaire et suscité l'adhésion massive de femmes de toutes les couches sociales. Les responsables du mouvement ont même proposé un dédommagement aux femmes prostituées afin qu'elles s'associent à la grève. Même les épouses du président de la République et de son premier ministre se sont jointes au mouvement. Au bout de quelques heures, les deux hommes se sont rencontrés pour faire la paix et ouvrir des négociations en vue d'une réforme constitutionnelle. Ann Njogu, en qualité de porte-parole de la coalition des femmes, n'avait alors aucun doute sur la réussite de la grève. Un projet de réforme institutionnelle et un plan d'action pour la lutte contre la faim et contre les clivages ethniques ont été proposés par les femmes kenyanes à leurs dirigeants. Madame Njogu et d'autres femmes juristes ont même pu participer activement à la réflexion qui a mené à une réforme de la constitution, adoptée par référendum en août 2010.

Cette forme de protestation pacifique qu'est la grève du sexe, est, depuis quelques années, pratiquée par des femmes partout dans le monde pour faire entendre leur voix.

Les dangers du militantisme

Toutefois, à la fin de cette célèbre grève du sexe, la « dame de fer » du Kenya a été traduite en justice à la suite d'une plainte déposée contre des leaders du mouvement G10. Ann Njogu et ses trois coaccusées ont été poursuivies devant un tribunal par un homme qui réclamait réparation, car « son épouse a refusé sept jours durant de se donner à lui. L'époux éconduit affirme avoir souffert d'anxiété, de stress, de douleurs dorsales, de problèmes de concentration au travail, de colère et de manque de sommeil » (Bangré, 2009).

En 2008, Ann Njogu a été arrêtée pour avoir dénoncé les hausses salariales des parlementaires de son pays. Son arrestation a été très brutale, la dame ayant été battue et agressée sexuellement par la police. Elle a été libérée 24 heures plus tard.

Prix et distinctions

Après une vingtaine d'années d'expérience à différents niveaux de direction dans diverses organisations, Ann Njogu a reçu plusieurs distinctions honorifiques, soulignant son militantisme pour la cause des femmes et son fort engagement citoyen.

En 2009, l'avocate a ainsi reçu une prestigieuse distinction de l'association des entrepreneurs sociaux Ashoka en reconnaissance de son engagement dans la lutte contre les violences faites aux femmes et dans la promotion des droits humains.

En 2010, elle a reçu le prix international Femme de courage, décerné chaque année par le Département d'État américain à des femmes du monde entier qui ont fait preuve de leadership, de courage, d'ingéniosité et de volonté à se sacrifier pour les autres, en particulier pour la défense des

femmes. Figurant parmi les dix récipiendaires de cette édition, madame Njogu a reçu son prix de la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton.

(Chapitre rédigé en collaboration avec Marie-Hélène Dubé)

Références

- Ashoka (2009), « Ann Njogu ». <https://www.ashoka.org/fellow/ann-njogu>.
- Bangré, Habibou (2009), « La grève du sexe se termine devant la justice », *Jeune Afrique*. <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20090513122634/>.
- Bonal, Cordélia (2013), « Au Kenya, “le viol est banalisé” », *Libération*. http://www.liberation.fr/monde/2013/10/30/au-kenya-le-viol-est-banalise_943121.
- Huri-Age (2011), « Entrevista a Ann Njogu ». <http://www.tiempodelosderechos.es/en/component/content/article/165.html>.
- Page *Wikipédia* sur Ann Njogu. http://en.wikipedia.org/wiki/Ann_Njogu.
- Reichel, Carlyn (2010), « Ann Njogu, fer de lance d'un mouvement de base pour le changement au Kenya », *Département d'État des États-Unis*. <http://iipdigital.usembassy.gov/st/french/article/2010/03/20100318164500aclehcier0.2873651.html#axzz3KYwkMZRN>.
- Sempère, Claude (2009), « Kenya les femmes et la grève du sexe », *INA.fr*. <http://www.ina.fr/video/3893079001025>.
- The African Women's Economic Summit (2014), « Ann

Njogu ».

<http://awes2014.org/content/ann-njogu>.

Walsh, Janet (2010), « Courage, and Heart, on Behalf of Kenya's Women », *The World Post*.

http://www.huffingtonpost.com/janet-walsh/courage-and-heart-on-beha_b_493648.html.



Irène Frachon, France (1963-)

HÉLOÏSE KERMARREC

Irène-FRACHON-12

Le docteur Irène Frachon est une femme à l'allure classique qui pourrait passer relativement inaperçue. Elle se décrit elle-même comme « grande gueule, bavarde, bordélique ». C'est pourtant cette médecin française qui s'est retrouvée à la une de tous les médias en 2010 pour son rôle majeur dans un des plus gros scandales biomédical et pharmaceutique du 21^e siècle. « Je suis quelqu'un de très ordinaire qui s'est retrouvé embarquée dans une histoire extraordinaire », résume-t-elle, aujourd'hui. Elle n'a fait, selon elle, que son travail de médecin.

Le Mediator

La docteur Irène Frachon est une pneumologue française, mère de quatre enfants, qui menait une existence paisible en Bretagne, à Brest, où elle exerce au Centre hospitalier universitaire. Un soir de 2007, un de ses collègues cardiologues l'appela pour lui parler d'une patiente diabétique.

Elle n'allait pas bien, elle avait des lésions valvulaires, cela me faisait penser à ces patients qui avaient pris de l'Isoméride (un coupe-faim des laboratoires Servier, interdit en 1997) et quand j'ai demandé ce qu'elle prenait, mon collègue a juste lâché : « Du Médiator ».

Le Mediator est un médicament coupe-faim produit par les laboratoires Servier depuis les années 1970 et largement prescrit depuis les années 1990. Irène Frachon décida alors de se renseigner et découvrit que la France était, en 2007, l'un des derniers pays au monde où le Mediator était encore autorisé. Elle s'interrogea, tenta des recoupements. Pendant l'hiver 2009, elle se pencha à nouveau sur des dossiers de valvulopathies, cherchant des liens avec le Mediator. Le premier cas décelé sur une patiente prenant le médicament remontait à 1997. Les dossiers présentant des similitudes s'accumulèrent.

J'ai d'abord cru à une erreur. C'était dingue. Comme un nez au milieu de la figure que l'on ne voyait pas.

Lanceuse d'alerte

Irène Frachon alerta alors l'Afssaps (Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé), mais elle obtint peu de réactions. Elle monta par elle-même une étude témoin, révélant un risque très élevé de valvulopathie chez les personnes ayant pris du Mediator.

Les laboratoires Servier eurent vent de ses recherches. Ils tentèrent alors d'attaquer sa crédibilité, remettant en cause son intégrité et sa légitimité scientifique. Elle fit profil bas pour se protéger et continua à accumuler les preuves, mettant à jour une longue série de connivences entre experts et industriels.

L'Afssaps prit son temps pour réagir. Il fallut attendre le 25 novembre 2009 pour que l'autorisation de la mise en marché du Mediator soit suspendue par l'agence. À ce moment-là, plus de 300 000 patients consommaient ce produit.

Les médias lui ont souvent demandé ce qui l'avait motivé à se dresser, seule, contre un groupe aussi puissant que Servier, fleuron de l'industrie pharmaceutique française.

Mon unique motivation est la révolte suscitée par l'injustice que j'ai découverte, un peu par hasard. Toutes ces vies sacrifiées. J'ai pensé qu'il était de mon devoir de citoyen de témoigner. Et pourtant, certains continuent à se demander ce qui fait courir le Dr Frachon. L'argent? La notoriété? Des ambitions politiques? Des ententes secrètes avec des concurrents de Servier? Cela en dit long sur le cynisme de notre époque. Bien sûr, c'est gratifiant de se sentir utile, mais je ne nourris pas une ambition de carrière.

Elle rectifie aussi une croyance erronée.

Je n'ai jamais été seule. Par mon caractère, j'ai une capacité à fédérer. Je porte ce combat, je l'incarne, mais j'ai trouvé le soutien de mes collègues du CHU de Brest, de mon éditeur, et de tant d'autres. C'est mon côté chef de bande.

Le reste semble une affaire de passion pour la médecine et de ténacité.

Je ne suis pas une militante née. Je pense que mon refus de la compromission vient de la manière dont j'ai été éduquée, des principes que ma famille m'a transmis.

Y compris les principes religieux.

Il y a une tradition de résistance très forte chez les protestants. Et les chrétiens disent que notre place est auprès des plus faibles.

Un livre retentissant

L'histoire ne s'arrêta pas fin 2009. Le combat d'Irène Frachon ne faisait que commencer.

Je n'ai aucune vocation à être une redresseuse de torts, mais j'ai vu les conséquences de ce produit, le déni qu'on opposait aux malades. Il fallait leur donner les moyens de se défendre. Je n'avais qu'une solution : écrire un livre.

Elle écrivit *Mediator 150 mg. Combien de morts?* dans l'urgence, pour que les victimes, souvent sans ressources, puissent s'en servir devant les tribunaux.

Quand le livre sortit, il fut aussitôt attaqué en justice par Servier, qui en contestait le titre. Le tribunal la contraignit à retirer le sous-titre *Combien de morts?* Plus important, le scandale sanitaire éclata en France. Irène Frachon fut invitée sur tous les plateaux de télévision, on salua ses recherches, on condamna la pharmaco-délinquance et les conflits d'intérêts, on fit d'elle une héroïne des temps modernes. Les médias se régalerent de cette histoire, énième déclinaison contemporaine du combat de David contre Goliath. Frachon contre Servier, une femme seule, ou presque, armée de ses simples connaissances médicales et de sa pugnacité, face à des laboratoires tout puissants aux ressources illimitées, financières comme juridiques. Après la télévision, le cinéma lui fit de l'œil.

J'ai reçu une dizaine de propositions d'adaptation de mon livre. Au début, je craignais le film édifiant, avec son héroïne au

cœur pur qui ferait trembler les méchants, alors que ce que je vis ressemble plutôt à un polar sombre, violent et absurde.

Elle en a finalement accepté une. Le film est en préparation.

En 2010, tout ses écrits ont été confirmés avec la parution de l'étude de la Caisse nationale d'assurance maladie, parlant d'au moins 500 morts. Après le scandale, une loi sur la sécurité sanitaire a été votée en France le 29 décembre 2011. Cette loi consacre son premier chapitre à la transparence des liens d'intérêts. Elle oblige les professionnels de santé et les décideurs publics à déclarer leurs liens d'intérêts, faute de quoi ils s'exposent à des poursuites pénales. À terme, le Dr Frachon souhaite placer la barre plus haute et exiger que ceux qui décident pour la santé publique n'aient aucun lien avec les laboratoires pharmaceutiques.

Nous devons rompre avec un système où le profit des fabricants prime sur la santé des patients. J'espère que la loi va y aider.

Solidarité avec les victimes

Alors qu'elle pensait que son rôle allait se limiter à celui de lanceuse d'alerte et qu'il prendrait fin avec l'interdiction du Mediator, Irène Frachon est, en 2014, toujours plongée dans l'affaire jusqu'au cou, à cause du procès.

De pneumologue, je suis devenue, sans le vouloir, Mediatorologue! Les victimes et leurs avocats se tournent vers moi pour savoir quoi répondre aux laboratoires.

Jacques Servier, le fondateur des laboratoires du même nom, est décédé en avril 2014. Les procédures judiciaires suivent néanmoins toujours leur cours.

En ce qui me concerne, le plus dur est derrière moi. La

période la plus éprouvante a été celle où j'ai mené mon enquête scientifique, de 2007 à 2009, alors que le Mediator continuait à tuer. J'ai cru devenir dingue. Ce que je vis aujourd'hui n'est rien à côté de ce qu'endurent les victimes.

Irène Frachon estime que cette affaire lui a vraiment ouvert les yeux.

Je savais qu'il existait des gangsters sur le modèle du groupe Servier, mais je pensais naïvement que ceux-ci finissaient par se faire attraper par les gendarmes. Je découvre l'existence de la collusion dans notre démocratie. Tout cela me plonge dans des réflexions profondes sur la nature humaine et la banalité du mal.

Sa médiatisation lui a aussi valu d'être courtisée politiquement.

J'ai été très sollicitée par les partis de gauche, mais je m'interdis de prendre une position partisane qui pourrait parasiter mon combat pour la santé publique.

Un combat qui l'a, en quelque sorte, sanctifiée de son vivant.

Le philosophe Pierre Le Coz, spécialiste de l'éthique en médecine, m'a écrit que j'étais condamnée, désormais, à une vie héroïque. Il y va fort. Mais c'est vrai que je ne lâcherai pas tant que justice n'aura pas été rendue aux victimes du Mediator.

Références

Favereau, Eric (2010), « Du cœur au ventre », *Libération*, 19 novembre 2010.

http://www.liberation.fr/societe/2010/11/19/du-coeur-au-ventre_694706.

Frachon, Irène (2010), *Mediator 150 mg. Combien de morts?*, Éditions Dialogues.fr.

Frachon, Irène et Pierre Le Coz, « Vaincre le conflit d'intérêts médical », *Le Monde*, 5 août 2014.

http://www.lemonde.fr/idees/article/2014/08/05/vaincre-le-conflit-d-interets-medical-par-irene-frachon-et-pierre-le-coz_4409614_3232.html.

Non signé, « Irène Frachon : Être une femme libre “c’est agir et raisonner selon sa conscience” », *Marie-Claire*, non daté.

<http://www.marieclaire.fr/irene-frachon-etre-une-femme-libre-c-est-agir-et-raisonner-selon-sa-conscience,20161,631033.asp>.

Non signé, « Mort de Servier : “la justice ne s’arrête pas”, selon Irène Frachon », *Le Monde*, 17 avril 2014.

http://www.lemonde.fr/sante/article/2014/04/17/la-procedures-judiciaires-contre-le-groupe-servier-continueront-apres-la-mort-de-son-fondateur_4402690_1651302.html.

Non signé, « Mediator : bientôt le film », *L’Express.fr*, 25 mai 2011.

http://www.lexpress.fr/culture/mediator-le-film-en-preparation_996535.html.

Saget, Estelle (2012) « Irène Frachon : “Je suis devenue sans le vouloir Mediatorologue ” », *L’Express*, 14 mai 2012.

http://www.lexpress.fr/actualite/societe/sante/irene-frachon-je-suis-devenue-sans-le-vouloir-mediatorologue_1113103.html.



28

Dambisa Moyo, Zambie (1969-)

ABIDÉ M. GRACE ASSOUMA



Femme africaine, femme noire, Dambisa Moyo est une

217

économiste qui dénonce la souffrance profonde de la population africaine engendrée par la mauvaise gestion de l'économie et par l'aide internationale qu'elle juge « mortelle », du nom de son célèbre livre. Elle essaie de toutes ses forces de réveiller la conscience du peuple africain et de ses dirigeants, ainsi que du monde entier, par sa plume redoutable.

Naissance d'une non-personne

Zambienne d'origine et de naissance, Dambisa Felicia Moyo est née le 2 février 1969. Elle a grandi à Lusaka (la capitale de la Zambie), élevée par des parents universitaires. Elle se considère comme une Africaine qui a eu la chance d'avoir des parents éduqués qui lui ont montré l'importance des études. Ses parents, tout comme elle, sont issus d'une époque où l'État de la Zambie ne considérait pas les Noirs comme étant des personnes. Lorsqu'on naissait de parents noirs, on n'avait pas droit au certificat de naissance. Dambisa ne détient pas de certificat de naissance parce qu'elle n'était pas une « personne » à l'époque de sa naissance.

Cheminement académique et carrière

Elle commença ses études par un baccalauréat en chimie à la American University de Washington D.C. Elle fit ensuite une maîtrise en administration publique à l'Université Harvard puis un M.B.A. (maîtrise en administration des affaires) en finance. Elle obtint ensuite un doctorat en économie de l'Université d'Oxford.

Après ce parcours remarquable, elle devint consultante pour la Banque mondiale et le groupe « Goldman Sachs ». Elle a souvent pris la parole à l'OCDE, à la Banque Mondiale, au Fonds monétaire international, au Council on Foreign Relations et à l'American Enterprise Institute.

Elle a publié trois livres : *Dead Aid* (2009), *How the West Was Lost* (2011) et *Winner Take All* (2012).

Son premier livre, *Dead Aid*, est traduit en français par la maison d'édition Jean-Claude Lattes sous le titre *L'aide Fatale : Les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique*.

L'aide fatale au développement

L'assistance a été et continue d'être, pour la plus grande partie du monde en développement, un total désastre sur le plan politique, économique et humanitaire. [Elle] maintient l'économie dans un état de paralysie... [car] l'argent n'est pas utilisé pour des activités économiques durables en Afrique.

C'est ce que démontre Dambisa Moyo dans *Dead Aid*. Selon elle, cette aide contribue au ralentissement des structures de franchises (détruit l'entrepreneuriat africain), à l'éloignement de l'Afrique au reste du monde et pour couronner le tout, corrompt les dirigeants et dirigeantes du continent africain, les rendant paresseux et non imputables. *L'aide fatale* au développement en provenance des pays occidentaux fait reculer l'Afrique en l'enfonçant de plus en plus dans la pauvreté, sans porte de sortie. Pourtant, on sait comment aider un pays à se développer, dit-elle en faisant allusion au plan « Marshall », le plan d'aide économique de 1947 qui a sorti l'Europe occidentale d'une situation économique très difficile à la suite de la Seconde Guerre mondiale.

Dr. Dambisa Moyo s'efforce de faire comprendre ce diagnostic aux leaders africains qui aiment leur continent et leur pays. Selon elle, l'un des aspects les plus déprimants de ce fiasco de l'aide est que donateurs, politiciens, gouvernements, universitaires, économistes et spécialistes, tous savent, au plus profond d'eux-mêmes, que l'aide ne marche pas, qu'elle n'a

jamais marché et qu'elle ne marchera pas. En effet, à force de voir l'aide internationale venir pourvoir les soins de santé, l'éducation, la nutrition, les infrastructures de base, etc., les dirigeants africains ne sentent pas le besoin de faire quoi que ce soit pour leur pays. La formule d'aide au développement pour l'Afrique ne fonctionne pas et ne responsabilise pas les gouvernements africains, paralysant leur pays ainsi que les populations. Elle ne crée pas non plus d'emplois pour les jeunes. Par conséquent, l'Afrique régresse.

La lutte de Dambisa Moyo propose d'inverser les choses. Selon elle, l'Afrique doit tout faire afin d'obtenir son autonomie économique. Le besoin du continent est avant tout son indépendance économique.

Ses idées ont intéressé de nombreux leaders africains. En revanche, Bill Gates, dont la Fondation est très active en aide internationale, s'y est opposé. Dambisa Moyo lui a répondu sur son site Web :

Rejeter les arguments que je soulève dans *Dead Aid* à une époque où j'ai constaté la réussite économique de transformation des pays tels que la Chine, le Brésil et l'Inde, dévalorise mes expériences, celles de centaines de millions d'Africains et d'autres à travers le monde qui, jour après jour, subissent les conséquences du système d'aide.

Prix, reconnaissance et adhésions

Dr. Dambisa Moyo a été récipiendaire en 2013 du prix « Hayek Lifetime Achievement Award ». Elle a été citée dans le magazine *Time* comme faisant partie des 100 personnes les plus influentes dans le monde. Le Forum économique mondial l'a reconnue en 2009 comme une des « Yong Global Leaders ». Elle figure aussi sur la liste de l'animatrice américaine Oprah Winfrey comme l'une des 20 femmes visionnaires les plus influentes.

Références

- Moyo, Dambisa, site personnel. <http://dambisamoyo.com>
- Pages wikipedia : http://fr.wikipedia.org/wiki/Dambisa_Moyo et http://en.wikipedia.org/wiki/Dambisa_Moyo
- Nahapétian, Naïri (2009) « L'aide fatale. Les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique par Dambisa Moyo » *Alternatives économiques* numéro 285
http://www.alternatives-economiques.fr/l-aide-fatale-les-ravages-d-une-aide-inutile-et-de-nouvelles-solutions-pour-l-afrique-par-dambisa-moyo_fr_art_875_45456.html
- Rivalland, Johan (2013) « L'aide fatale, de Dambisa Moyo » *Contrepoints*
<http://www.contrepoints.org/2013/11/17/146499-laide-fatale-de-dambisa-moyo>
- Vuillemeys, Guillaume (2009) Dambisa Moyo, l'aide fatale. *Libre Afrique*
http://www.librefrique.org/Vuillemeys_Moyo_aide_FR_240909



29

Leymah Gbowee, Libéria (1972-)

ARMANDE KOFFI-KRA



223

Née à Monrovia au Libéria le 1er février 1972, Leymah Roberta Gbowee est assistante sociale de formation. Militante et activiste des droits humains, elle a reçu en 2011 le prix Nobel de la Paix pour son engagement pacifique en faveur de la paix et du respect des droits humains. Ce prix est en fait le couronnement d'un long combat pour le retour de la paix dans son pays.

Le Libéria, une histoire difficile

Situé en Afrique de l'Ouest, le Libéria a connu deux guerres civiles qui ont provoqué la mort de nombreuses personnes. Lorsque Charles Taylor reprit le pouvoir en 1989 en succédant à Samuel Do, le pays s'enfonça dans une violente crise à caractère ethnique et économique. Sous sa gouverne, des meurtres et tueries furent perpétrés contre ses supposés opposants. Leymah Gbowee n'avait alors que 17 ans et fut obligée de fuir le pays avec sa famille et de se réfugier au Ghana.

Au cœur du conflit qui faisait rage, les enfants étaient utilisés comme armes de guerre et esclaves sexuels et devenaient de véritables machines à tuer. Bravant les dangers de la guerre, Leymah Gbowee décida de regagner son pays en 1991 et de s'engager comme travailleuse sociale au côté des ex-enfants soldats : les *Taylor's boys*.

Devant le drame qui se jouait sous ses yeux, Leymah Gbowee décida de dire non aux manipulations des politiciens et de protéger les enfants, mais aussi les femmes qui subissaient viols et agressions sexuelles. De 1989 à 1996, l'ONU dénombra plus de 150 000 personnes tuées et près de 850 000 réfugiés. Les affrontements s'estompèrent dans le courant de l'année 1997 puis reprirent en 1999.

Leymah Gbowee initia alors en 2002 des rencontres avec les femmes de sa localité. Réunies pour trouver un moyen

de ramener la paix au Liberia, les femmes de confessions musulmanes et chrétiennes organisèrent des marches pacifiques à travers la ville, ainsi que des séances de prière pour faire flancher le gouvernement de Charles Taylor. Vêtues de blanc, elles paradèrent à travers la ville en chantant et en dansant pour se faire entendre dans l'espace public, notamment dans les marchés où elles se réunirent pour interpeller la communauté libérienne. Elles initièrent également une grève du sexe qui, même si elle a été de faible ampleur, assura une grande visibilité au mouvement.

Construire la paix

Devant la ténacité de ces femmes fatiguées de subir violences sexuelles et tueries, Charles Taylor n'eut d'autre choix que de les rencontrer en avril 2003. Il accepta par la suite de prendre part à des pourparlers de paix au Ghana. Leymah Gbowee, en tant que leader du mouvement *Women of Liberia Action for Peace*, fut présente au Ghana lors des négociations de paix. Alors que Charles Taylor et les chefs rebelles bloquaient l'avancée des négociations et souhaitent se retirer, Leymah Gbowee et les membres de sa délégation décidèrent de leur barrer le passage. Cet acte obligea les protagonistes du conflit à se séparer sur un accord de paix.

En représailles à son interposition aux chefs de guerre, les forces armées de Taylor envisagèrent d'arrêter Leymah. Elle menaça alors de se dévêtir devant tout le monde. Dans la tradition libérienne, une femme en colère qui se met nue en public attire sur l'homme qui l'y a poussé une grande malédiction. Pris de peur, les militaires finirent par la laisser s'en aller.

Le militantisme de ces femmes fut décisif dans le processus de paix du Liberia, car le 11 août 2003, Charles Taylor démissionna du pouvoir et partit en exil. Il se fit

arrêter en 2006 au Nigéria. Reconnu coupable de crime de guerre, de crime contre l'humanité et de violation du droit International Humanitaire par le Tribunal spécial pour la Sierra Leone, un pays touché par les affres de ses actions, il purge une peine de 50 ans dans une prison britannique.

Celle que la communauté internationale appelle la *guerrière de la paix* est considérée comme une activiste ayant contribué à ramener la paix dans son pays de manière pacifique. Pour avoir lutté pour le respect des droits des femmes, Leymah Gbowee reçut le prix Nobel de la Paix en 2011 au côté de Ellen Johnson, première femme présidente du Libéria et de Tawakkul Karman du Yemen, activiste pour les droits humains.

Combattre pour le droit des femmes

Si Leymah Gbowee manifesta un si grand engagement pour la cause des femmes, c'est aussi en partie à cause de son vécu personnel. En effet, mère de six enfants, elle a connu le quotidien douloureux de la vie aux côtés d'un mari alcoolique et violent. Loin de la freiner dans son élan, ce triste épisode de sa vie, au contraire, renforça son engagement auprès de sa communauté, ce qui l'amena à dépasser les frontières du Libéria et à étendre son action aux femmes de l'Afrique de l'Ouest. Ainsi, en 2006, elle participa à la création du Réseau des Femmes pour la Paix et la Sécurité en Afrique – *Women Peace and Security Network Africa (WIPSEN-A)* – afin de permettre aux femmes et aux jeunes filles d'être des actrices de paix en Afrique. Ce réseau de femmes militantes s'étend non seulement au Liberia, mais aussi au Ghana, en Côte d'Ivoire, en Sierra Leone et dans bien d'autres pays de la sous-région. Cette organisation se spécialise dans le maintien de la paix et la promotion du leadership féminin. Leymah Gbowee y occupa le poste de directrice exécutive durant 6 ans.

Prix et reconnaissance

En octobre 2007, l'Université de Havard lui décerna le Prix du Ruban Bleu de la Paix. Puis, en janvier 2008, Leymah Gbowee fut reconnue leader du 21^e siècle par le site *Women's eNews* à cause de ses actions en faveur de la paix et de sa capacité à mobiliser les femmes afin de prévenir et gérer les conflits. Son histoire fit l'objet d'un film documentaire en 2008 intitulé *Pray the Devil Back to Hell*, réalisé par Abigail Disnet et Gini Reticker.

Ce film résume assez bien l'engagement de ces femmes du Liberia et leurs actions afin de retrouver la paix dans leur pays. En 2009, Leymah Gbowee reçut le Prix des droits des femmes (Women's Rights Prize) de la fondation Gruber de l'Université Yale. Cette même année lui fut décerné le Prix John Kennedy du courage pour sa prise de position et son rôle d'éveilleur de conscience. Elle reçut en 2010 un prix (Jolie Humanitarian Award) de l'école de Riverdale pour Service rendu à l'Humanité. En 2011, ce fut au tour de l'Université Villanova en Pennsylvanie de récompenser l'engagement de Leymah Gbowee. Bien d'autres prix lui furent décernés pour son engagement humanitaire et ses actions en faveur de la justice sociale.

Elle publia en 2011 un mémoire — *Mighty Be Our Powers* — écrit par la journaliste Carole Mithers. Ce livre très personnel donne plus de détails sur la manière dont elle a vécu ces 14 années de crise qui ont bouleversé de nombreuses vies au Libéria. Il y est relaté également son déchirement, celle d'une mère de famille devant choisir entre ses six enfants et son travail, mais surtout ses motivations profondes d'entraide et ses actions concrètes aux côtés des femmes de son pays afin de ramener la paix au Libéria au péril de leur vie.

Afin de contribuer au leadership des femmes et des

jeunes filles, Lemah Gbowee a mis sur pied en 2012 une fondation à but non lucratif du nom de *Gbowee Peace Foundation Africa (GPFSA)*. Elle y travaille pour la prévention et la gestion des conflits, mais aussi pour la scolarisation des jeunes filles et leur rayonnement social.

reçu deux doctorats honorifiques : celui de l'Université Rhodes en Afrique du Sud et de l'Université de l'Alberta au Canada (2012). Elle a également reçu le titre de spécialiste en gestion et résolution de conflits de l'Université polytechnique du Mozambique en 2013. Leymah Gbowee vit toujours au Libéria et continue d'utiliser sa foi en Dieu pour l'assister dans chacune de ses missions de solidarité.

Références

Nobel Prize and Laureates (2011), « Leymah Gbowee – Biographical ».

http://www.nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/2011/gbowee-bio.html

Union Afrique (2003), *Rapport du président intérimaire sur le processus de paix au Liberia*.

<http://www.peaceau.org/uploads/report-290803libfr.pdf>

Sites complémentaires :

<http://www.leymahgbowee.com>

<http://www.gboweepeaceusa.org>

<http://www.mightybeourpowers.com>

<http://www.praythedevilbacktohell.com>





Laure Waridel, Québec (1973-)

AMÉLIE GOURDE



Considérée comme une des 25 jeunes Canadiennes et Canadiens qui veulent et qui vont changer le monde, l'éco-sociologue Laure Waridel propose des options d'économie sociale et d'achat responsable à la population québécoise et

désire l'inciter à suivre le mouvement vers un monde plus équitable.

Rien n'est permanent, pour le meilleur et pour le pire. Nous sommes tous des acteurs de changement beaucoup plus importants qu'on serait portés à le croire. On a tous beaucoup plus de pouvoir qu'on nous le laisse croire en général dans la société.

Parcours

Laure Waridel est née en Suisse en 1973. Sa famille immigra au Québec en 1975 pour exploiter une ferme laitière à Mont St-Grégoire, en Montérégie. Dès son plus jeune âge, Laure découvrit les nombreux défis auxquels le monde de l'agriculture fait face, occupant même un premier emploi dans une ferme biologique à l'adolescence. Elle devint rapidement consciente de la précarité et de la vulnérabilité qui entourent le monde agricole.

Jeune adulte, elle entreprit des études universitaires à l'Université McGill en sociologie et en étude du développement international. Par la suite, elle réalisa une maîtrise en environnement à l'Université Victoria, en Colombie-Britannique. En 1993, à la suite du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992, elle co-fonda, en compagnie d'autres jeunes, Équiterre, un organisme à but non lucratif qui se donna comme mission de contribuer à bâtir un mouvement de société en incitant la population à faire des choix écologiques, équitables et solidaires. Aujourd'hui, bien que Laure ne travaille plus de façon active chez Équiterre depuis 2006, elle en est membre honoraire depuis 2013 pour son implication au sein de l'organisation qui ne cesse de grandir.

Femme de mots

En 1997, à l'âge de 24 ans, Laure Waridel publia son premier essai portant sur le commerce équitable, *Une cause café*. Son ouvrage fut présenté comme la bible du commerce équitable et de la consommation responsable au Québec. S'ensuivirent *L'envers de l'assiette* et *Acheter, c'est voter*. En 2005, ce livre lui valut une place parmi les « 25 jeunes Canadiens qui changent déjà notre monde » du magazine *Macleans*.

Communicatrice hors pair, elle se fit connaître en écrivant dans plusieurs magazines dont l'hebdomadaire *Voir*, le *Magazine UdeS* et le *Sélection du Reader's Digest* ainsi qu'en faisant des chroniques à la radio de Radio-Canada à l'émission *Indicatif présent*, puis par sa présence sur certains plateaux de télévision, dont celui de *Tout le monde en parle*. Elle enseigna pendant quelques temps à la Faculté de gestion de l'Université McGill et devint porte-parole de nombreux événements à caractère environnemental et social, comme la coalition *Eau Secours!* avec Hubert Reeves.

Femme de parole

Conférencière aguerrie, ses exposés sur le commerce équitable, l'agriculture durable, l'alimentation et la mondialisation sont appréciés tant au Québec et au Canada qu'à l'étranger. Elle est présentement doctorante en anthropologie et sociologie du développement à l'Institut de hautes études internationales et du développement de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM), ce qui l'a menée à Genève durant un an. Boursière de la Fondation Trudeau, son projet de recherche s'intitule « Du développement durable à la construction d'une économie écologique et socialement équitable, le début d'une transition

». Le développement du transport en commun partout au Québec, l'agriculture urbaine et périurbaine ainsi que l'écohabitation sont tous des sujets qui l'intéressent particulièrement.

Militante engagée, elle n'hésite pas à soutenir ouvertement Québec Solidaire et sa porte-parole Françoise David, qui est d'ailleurs sa voisine de palier lorsqu'elle réside à Montréal avec sa famille. Laure est cosignataire du *Manifeste pour un Québec solidaire* en compagnie de Mme David et plusieurs autres.

Femme et mère de famille

Mère de deux enfants, Colin et Alphée, Laure jongle également avec une vie personnelle bien remplie, sa fillette étant atteinte d'une maladie génétique rare. Son conjoint, le cinéaste Hugo Latulippe, a d'ailleurs réalisé un documentaire sur le développement de leur fille, le très beau et criant de vérité *Alphée des étoiles*. Le documentaire, tourné lors du séjour d'un an de la famille en Suisse dans le cadre des études doctorales de Laure, présente leur vie de famille alors qu'elle choisit de s'installer dans sa ville natale afin de préparer le mieux possible la petite Alphée à l'intégration d'une classe normale. Un pari plutôt risqué, mais qui semble avoir fait ses preuves puisqu'à son retour, la famille quitte la métropole pour s'installer en Estrie, où la fillette intègre une classe normale.

Femme de distinction

Laure croit fermement à l'égalité des chances et à l'économie sociale. C'est pour cette raison qu'elle est la porte-parole du Placement à rendement social, un produit d'épargne propre à la Caisse d'économie solidaire. Le

Placement permet d'orienter les épargnes des membres pour développer une économie québécoise dans laquelle les coopératives et les associations jouent un rôle déterminant. D'ailleurs, la bourse de recherche Laure Waridel a été créée en son honneur par Équiterre en collaboration avec la Caisse d'économie solidaire afin d'encourager des étudiants à suivre sa voie.

Les reconnaissances fusent de toutes parts et de tous les milieux pour Laure. Considérée comme une des leaders de sa génération par le quotidien *La Presse*, elle est nommée au Cercle des Phénix de l'environnement du Québec ainsi que membre honorifique du *Golden Key Honour Society* à l'Université McGill, en plus d'être décorée Chevalier de l'Ordre de la Pléiade par l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. En 2011, l'Université du Québec à Rimouski lui remettait un doctorat honorifique alors que *Earth Day Canada* lui a décerné le « *Outstanding Commitment to the Environment Award* ». En 2013, elle a été nommée fellow au Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM) et a reçu l'Ordre du mérite de cette même université.

Femme engagée

Laure reste cependant très critique face à ces décorations; en septembre 2014, alors qu'elle recevait l'Ordre du Canada pour sa contribution au mouvement écologique et social, elle n'hésita pas à écorcher le gouvernement fédéral en écrivant dans *La Presse* :

La recherche et l'analyse scientifique doivent orienter les politiques publiques, et non pas les lobbys pétroliers et financiers, comme c'est le cas actuellement. Il est urgent de s'attaquer aux causes des problèmes sociaux et environnementaux auxquels nous sommes confrontés. Ce qui

nous mène obligatoirement à questionner le modèle économique dominant qui externalise les coûts environnementaux et sociaux tout en privatisant les bénéfices économiques.

Elle en profita également pour souligner l'engagement de ses collègues et amis ainsi que celui de tous les citoyens dans l'ombre qui œuvrent à rendre le monde plus équitable et plus écologique. Comme elle le dit, tous sont des acteurs des changements et c'est ensemble que les changements s'opèrent.

Références

- Caisse d'économie solidaire (2014), « Placement à rendement social ».
<http://www.caissesolidaire.coop/epargne/placement-rendement-social.html>.
- Écohabitation (2014), « Laure Waridel, une écologiste (presque) sans failles! », Colloque 2014 écohabitation.
<http://www.ecohabitation.com/actualite/nouvelles/laure-waridel-ecologiste-presque-failles>.
- Équiterre (2013), « 20 ans... déjà ». <http://www.equiterre.org/20-ans-deja>.
- Femmes de parole (2010), « Laure Waridel ». http://www.femmesdeparole.com/femmes/Laure_Waridel.
- Fondation Trudeau (2014), « Laure Waridel ». <http://www.trudeaufoundation.ca/fr/communaute/laure-waridel>.
- Le Devoir (2005), « Pour un Québec solidaire ». <http://www.ledevoir.com/non-classe/93922/pour-un-quebec-solidaire>.
- Les Phénix de l'environnement (2014), « Laure Waridel », Cercle des Phénix.

http://www.phenixdelenvironnement.qc.ca/fr/cercle-des-phenix/membres/laure_waridel.php.

Office National du Film (2012), « Alphée des étoiles ».
http://www.onf.ca/film/alphee_des_etoiles/.

Provencher, Normand (2012), « *Alphée des étoiles* : une année en Alphélie », *Le Soleil*.
<http://www.lapresse.ca/le-soleil/arts-et-spectacles/cinema/201210/12/01-4582826-alphee-des-etoiles-une-annee-en-alphelie.php>.

RueMasson.com (2012), « Alphée de Rosemont ».
<http://ruemasson.com/2012/11/15/alphee-de-rosemont/>.

Waridel, Laure (2014), « Pour une patrie meilleure », site d'Équiterre.
<http://www.equiterre.org/actualite/pour-une-patrie-meilleure>.

Wikipedia (2014), « Laure Waridel », http://en.wikipedia.org/wiki/Laure_Waridel.



31

Malala Yousafzai, Pakistan (1997-)

CHLOÉE BERNOS



239

Malala Yousafzai est une adolescente pakistanaise qui s'est illustrée par son courage dès son plus jeune âge. Son combat est celui du droit à l'éducation et des droits des femmes dans son pays et dans le monde. Un combat si fortement mené qu'il a failli lui coûter la vie lorsqu'elle a été la cible d'un attentat perpétré par les talibans.

La Vallée du Swat, Pakistan

En 1947, à la suite de la partition de l'ancienne colonie anglaise des Indes, le Pakistan est fondé comme nation musulmane. Situé en Asie du sud, le Pakistan a longtemps entretenu des rapports conflictuels avec son voisin direct, l'Inde, marqués notamment par trois guerres en moins de 25 ans. Ce pays connaît aussi une instabilité politique, marquée par plusieurs coups d'État, de la corruption permanente et un État de droit qui peine encore à être instauré. Les choses n'ont cessé d'empirer avec, notamment, l'invasion soviétique du pays voisin, l'Afghanistan, en 1979 et le conflit qui a suivi les attentats du 11 septembre 2001. La Vallée du Swat, au nord du Pakistan, est un ancien État princier. Ses ressources naturelles ont longtemps fait la fierté de son peuple et attiré les touristes. La ville principale est Mingora, où Malala vit le jour en 1997.

Une enfance à l'école

Dès son plus jeune âge, Malala a baigné dans le monde de l'éducation. Le plus grand rêve de son père était d'ouvrir une école. La première qu'il put construire se trouvait juste en face de l'habitation familiale. Avant même de commencer à suivre des classes, Malala y était constamment, c'était son terrain de jeu. Elle adorait l'école. C'était sa vie, son univers. Plus grande, elle voua une véritable passion aux études et se révéla extrêmement brillante.

Malala a toujours aimé prendre la parole, débattre ou réciter des poèmes devant ses camarades. Dès son enfance, elle rêvait de devenir politicienne ou inventrice même si la plupart des femmes pakistanaises restaient enfermées à la maison. En effet, au Pakistan, les droits des femmes étaient très limités et, en tout cas, n'étaient en rien semblables à ceux des hommes. Mais Malala n'en avait que faire et voulait lutter pour la liberté des femmes. Elle sentait qu'elle avait un rôle à tenir dans son pays, et qu'elle devait œuvrer pour la démocratie.

Le soutien d'un père à contre-courant

La famille de Malala constitue un soutien inébranlable pour la jeune fille. Sa mère, bien qu'illettrée et très peu éduquée, l'a toujours soutenue dans sa vie et son combat tandis que son père en est un réel moteur. Déjà à sa naissance, ses parents se distinguaient des familles pakistanaises traditionnelles. Alors qu'au Pakistan, la naissance d'un garçon était synonyme de joie et donnait lieu à des fêtes, la naissance des filles demeurait cachée et signifiait un jour triste. Pourtant, celle de Malala apporta une joie immense à sa famille et surtout à son père. C'était comme si ce dernier avait pressenti un destin hors du commun pour sa fille et l'aimait d'un amour particulier : « Tous les enfants sont exceptionnels pour leurs parents, mais pour mon père, j'étais tout son univers » (Yousafzai, 2013 : 346).

Son père est un fervent militant pour la paix et l'éducation au Pakistan. Son rêve est d'ouvrir des écoles et de propager l'instruction et la paix dans tout le pays. Il milite sans vergogne, participe à des débats politiques, donne des conférences, des interviews à la télévision et à la radio, crée des comités et organise des manifestations. Malala l'a suivi partout et a rapidement pris la parole à son tour. Elle a

commencé toute jeune à donner des interviews, à participer à des émissions et à intervenir publiquement dans des assemblées politiques. Son père, d'un soutien indéfectible, l'a toujours poussée à poursuivre ses rêves et à lutter pour la justice. Contrairement à la majorité des pères pakistanais, il a poussé sa fille à s'instruire, à se défendre et à argumenter en public. Aujourd'hui, Malala lui doit son combat :

J'ai beaucoup de chance d'avoir un père qui a respecté ma liberté de pensée et d'expression et m'a fait participer à sa caravane pour la paix.

Une adolescente qui s'oppose aux talibans

Le Pakistan et tout particulièrement la Vallée du Swat ont vécu une époque terrible à partir de la fin des années 1990. Ce fut la prise de contrôle progressive de la Vallée par les talibans. Une radio très influente menée par un *mollah* (dirigeant religieux) vit le jour et commença insidieusement à instaurer une véritable dictature islamique au milieu d'échanges de tirs quotidiens entre militants et soldats et d'enlèvements de policiers et de femmes considérées comme des prostituées. Des tribunaux islamiques punissaient tous ceux qui, selon les talibans, déshonoraient l'Islam. Des gens étaient flagellés publiquement, d'autres étaient tués et les cadavres décapités étaient exposés en exemple dans les rues. Les écoles étaient particulièrement visées et prises d'assaut. À la fin de 2008, 400 écoles avaient été détruites par des explosions, des attentats suicide ou brûlées. Ce fut la fin du tourisme. La terreur gagna le peuple : « Certains ont peur des fantômes, d'autres des araignées ou des serpents. À cette époque, nous avons peur de notre prochain » (Yousafzai, 2013 : 192).

Malala et son père, qui continuaient de militer activement, furent rapidement l'objet de menaces de mort.

Mais Malala n'en démordit pas : « ... apprendre que j'étais une cible ne m'effraya pas » (2013 : 258). Au contraire, les attaques des talibans ne faisaient que renforcer son combat :

Les talibans pouvaient nous prendre nos crayons, nos livres, mais ils ne pouvaient pas nous empêcher de penser.

Et de renchérir :

Je connais l'importance de l'éducation, car on m'a pris de force mes stylos et mes livres (...), mais les filles du Swat n'ont peur de personne.

Elle continua de faire parler d'elle. En janvier 2009, elle commença à donner des interviews hebdomadaires pour alimenter un blog de la BBC. Ces récits eurent un retentissement bien au-delà du Swat, ce qui l'encouragea à persévérer :

Je commençais à voir que la plume et les mots peuvent être bien plus puissants que les mitraillettes, les tanks et les hélicoptères.

Le jour où tout a basculé

Un mardi 9 octobre de l'année 2012, ce que tout le monde avait redouté arriva. Les talibans mirent leurs menaces à exécution même si plusieurs pensaient qu'ils n'oseraient pas attaquer une enfant. Malala n'avait alors que 15 ans et se fit tirer dessus à bout portant sur le chemin du retour de l'école. Elle fut touchée à la tête et grièvement blessée. Toutefois, elle échappa miraculeusement à la mort. Après un cafouillis de décisions politiques quant à son lieu d'hospitalisation à l'étranger, elle fut finalement transférée à Birmingham pour se faire soigner. Elle en sortit dévisagée, un souvenir qu'elle gardera à jamais : « Je ne pense pas souvent à l'attentat, mais

tous les jours un regard dans le miroir suffit à me le rappeler » (Yousafzai, 2013 : 349).

Malgré son jeune âge, Malala a fait preuve d'une force de caractère inébranlable. Elle est devenue une icône médiatique mondiale. L'attentat ne l'a pas stoppée, au contraire. Depuis sa récupération, elle ne cesse de se répéter ces paroles : « Malala, tu as déjà affronté la mort, c'est ta seconde vie, n'aie pas peur. Si tu as peur, tu ne pourras pas avancer » (Yousafzai, 2013 : 349). Elle a tenu un discours qui fut ovationné à l'ONU en 2013 en adressant à tous les enfants du monde ce message :

Prenons nos livres et nos stylos... Ce sont nos armes les plus puissantes. Un enfant, un professeur, un livre et un stylo peuvent changer le monde.

Par la suite, elle créa la Fondation Malala (<http://www.malala.org/>) dont le but est le suivant :

« ... investir dans des initiatives pour donner des moyens à des collectivités locales, développer des solutions innovantes reposant sur des approches traditionnelles, et offrir non pas simplement l'alphabétisation, mais les outils, les idées et les réseaux qui peuvent aider les filles à prendre la parole et à forger un avenir meilleur » (Yousafzai, 2013 : 357).

Une reconnaissance mondiale : nominations et prix reçus

L'attentat fut condamné à travers le monde et des millions de personnes manifestèrent leur soutien et leur admiration envers Malala. Cet événement malheureux donna une résonance mondiale au combat de Malala qui, depuis le Pakistan jusqu'à aujourd'hui et à travers le monde, a reçu plusieurs distinctions et hommages. Pour ne citer que ceux-là :

- En 2009, elle est nominée pour le prix international des enfants pour la paix qu'elle obtient finalement en 2013.
- En 2011, elle fait partie des cinq personnes pressenties pour le Prix international de la paix de la Fondation pour les droits de l'enfant d'Amsterdam.
- La même année, elle reçoit le premier Prix national de la paix au Pakistan qui sera par la suite renommé « prix Malala ».
- En 2012, elle reçoit le prix Simone de Beauvoir pour la liberté des femmes.
- La même année, le Prix international pour la justice sociale en mémoire de Mère Teresa lui est attribué.
- En 2013, elle reçoit le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit décerné par le Parlement européen.
- La même année, elle est pressentie pour le prix Nobel de la paix et l'obtient finalement en 2014.

À ceux qui accuse Malala de n'avoir mené sa lutte pour l'éducation que pour la gloire et s'exiler du Pakistan, elle répond avec l'aplomb qui la caractérise : « Il ne s'agit ni d'argent ni de distinction. J'ai toujours prié Dieu : Je veux aider les gens, je t'en prie, aide-moi à le faire » (Yousafzai, 2013 : 341).

Références

- Bobin, F. (2013, 7 septembre). Au Pakistan, “un faucon” nommé à la tête des talibans. *Le monde*.
http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2013/11/07/le-mollah-fazlullah-nouveau-chef-des-talibans-du-pakistan_3510072_3216.html
- Ellick, B.A. (2009). *Malala Yousafzai Story: The Pakistani Girl*

- Shot in Taliban Attack.*
<https://www.youtube.com/watch?v=9F5yeW6XFZk>
- McCarney, R. (2014). *Chère Malala*. Montréal : Bayard Canada.
- United Nations. (2013, 12 juillet). *Malala addresses United Nations Youth Assembly.*
<https://www.youtube.com/watch?v=3rNhZu3ttIU>
- Yousafzai, M. (2009). « Diary of a Pakistani schoolgirl ». *BBC news.*
http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/7834402.stm
- Yousafzai, M. (2013). *Moi, Malala, je lutte pour l'éducation et résiste aux talibans*. Paris : Calmann-Lévy

32

Fatima Mernissi, sociologue, écrivaine
et féministe marocaine (1940-2015)

LAMIAE BELARBI



Fatima Mernissi est une sociologue, écrivaine et

féministe marocaine, la seule Marocaine à figurer dans le classement de 2012 des 100 femmes les plus influentes du monde arabe, réalisé par le magazine *Arabian Business*. Elle est de plus passée de la 76^e position à la 15^e place en 2013.

Fatima Mernissi est devenue, autant au Maghreb qu'ailleurs, une icône pour toute une génération d'intellectuels.

Si les droits des femmes sont un problème pour certains hommes musulmans modernes, ce n'est ni à cause du Coran, ni à cause du prophète (Mohammed) et encore moins à cause de la tradition islamique, c'est simplement que ces droits sont en conflits avec les intérêts d'une élite masculine.

Une enfance au harem... Portrait d'une féministe arabo-musulmane

Née en 1940 à Fès dans une famille de propriétaires terriens et d'agriculteurs et décédée le 30 novembre 2015 à Rabat, elle suivit des études dans l'une des premières écoles privées mixtes du Maroc.

Bien qu'elle ait grandi dans un environnement privilégié, son enfance se déroula dans les limites de la structure du « harem ». Non pas le harem comme lieu où les femmes sont réservées pour le plaisir des hommes, mais un harem domestique traditionnel composé de la famille élargie, conçu pour maintenir les femmes à l'abri des hommes qui ne sont pas de la famille (*Arab Women's Solidarity Association*, Belgique, 2014).

L'éducation de Mernissi dans cet environnement a beaucoup affecté son travail de chercheuse. Elle a longtemps bataillé pour l'émancipation de la femme arabe, en commençant par transgresser les règles au sein de sa propre famille en choisissant de poursuivre ses études. Elle fit une bonne partie de ses études dans des écoles coraniques et, après

avoir obtenu un diplôme en sciences politiques à l'Université Mohammed V de Rabat au Maroc, elle reçut une bourse pour étudier à la Sorbonne à Paris. Elle partit ensuite aux États-Unis pour compléter un doctorat en sociologie à la Brandeis University. Elle tira de sa thèse une première publication, *Beyond the Veil*, qui s'imposa rapidement aux États-Unis comme un classique.

Après ses études, elle retourna au Maroc où elle devint professeure de sociologie à l'Université Mohammed V de Rabat.

Ses combats dans la société civile

En étant l'une des féministes arabo-musulmanes les plus puissantes, l'influence de Fatima Mernissi s'étendit au-delà d'un cercle étroit d'intellectuels. Elle écrivit régulièrement sur les problèmes des femmes dans la presse populaire, elle anima des ateliers sur le terrain, elle participa à des débats publics pour promouvoir la cause des femmes musulmanes à l'échelle internationale. Elle a également supervisé la publication d'une série de livres sur le statut juridique des femmes au Maroc, en Algérie et en Tunisie.

Le travail de Fatima Mernissi explore la relation entre l'idéologie et l'identité sexuelle, entre l'organisation sociopolitique et le statut des femmes dans l'islam et dans la culture marocaine. Elle utilisait deux stratégies : la première était de contester l'image du mâle sexiste par rapport aux femmes et leur sexualité, et la seconde était d'offrir aux femmes silencieuses une « voix » pour raconter leur propre histoire ¹.

1. Inspiré de « découvrir Fatima Mernissi », *Arab Women's Solidarity Association*, Belgique, 2014

Au service du féminisme, de la modernité et de l'amour

Fatima Mernissi mena, en parallèle à sa carrière littéraire, un combat pour le féminisme dans la société civile : elle a fondé les « Caravanes civiques » où s'exprimaient toute la société civile désireuse de démocratie, ainsi que le collectif « Femmes, familles, enfants ».

Fatima Mernissi dénonçait le patriarcat dans la société arabe en montrant que l'islam encourage l'égalité des sexes, comme l'indique ce passage : « Les épouses du Prophète discutaient politique et allaient à la guerre ».

Outre « Sexe, idéologie, islam », son œuvre la plus lue, elle a publié notamment « Islam et démocratie » et « Le Harem politique », dans lequel elle s'interroge sur la place des femmes en terre d'islam en faisant remarquer qu'au VIII^e siècle :

Lorsque naît l'islam en 622, l'intention du Prophète est d'instaurer une communauté religieuse et démocratique où hommes et femmes discuteront les lois de la cité. À partir d'un tel projet, quels méandres ont mené jusqu'à cette figure prégnante de la femme voilée, mise à l'écart de la vie politique, confinée dans l'espace privé au nom de la foi religieuse?

À partir des années 1990, Mernissi s'engagea dans la vie associative au Maroc. Elle anima des ateliers d'écriture avec des amateurs, des militants des droits humains, d'anciens prisonniers des « années de plomb » marocaines (années 1960 à 1980) et des journalistes.

Prix et reconnaissance

En 2003, l'intellectuelle reçut, avec Susan Sontag, le prix Prince des Asturies en littérature. La même année, elle conçut une exposition du musée d'histoire naturelle-Guimet de Lyon et rédigea l'introduction du catalogue « Fantaisies du harem

et nouvelles Shéhérazade ». Un an plus tard, l'écrivaine reçut le prix Erasmus aux Pays-Bas dans la catégorie « Religion et modernité ». Elle était également militante des droits des femmes dans son pays et membre du Groupe des Sages sur le dialogue entre les peuples et les cultures de l'Union européenne.

Cette large reconnaissance n'empêcha pas des moments plus douloureux, un isolement parfois, qui a influencé positivement son écriture et son engagement civique. La parution de son œuvre « Le Harem politique » (Albin Michel, 2010), l'exposa à la poursuite des islamistes marocains et de certains oulémas. Dans ses écrits, la sociologue plaidait fortement, après avoir démontré qu'il avait été falsifié, pour une réappropriation du message du prophète Mohammed, qu'elle opposait à la « misogynie » de son successeur, le calife Omar².

Ses œuvres

Elle publia une multitude d'ouvrages traitant de la question des femmes en terre d'islam sous divers angles (politique, social, moral, culturel). Fatima Mernissi écrit principalement en français, mais ses ouvrages furent traduits en plusieurs langues telles que l'anglais, l'allemand, le néerlandais et le japonais.

- Sexe, Idéologie, Islam, Éditions Maghrébines, Éditions Le Fennec, 1985
- Al Jins Ka Handasa Ijtima'iyā, Éditions Le Fennec, Casablanca 1987
- Le monde n'est pas un harem, édition révisée, Albin Michel, 1991

2. Inspiré d'un article de Youssef Ait Akdim, Le Monde, novembre 2015

- Sultanes oubliées : femmes chefs d'État en Islam, Albin Michel / Éditions Le Fennec, 1990
- Le harem politique : le Prophète et les femmes, Albin Michel, 1987, Paperback, 1992
- La Peur-Modernité : conflit islam démocratie, Albin Michel / Éditions Le Fennec, 1992
- Nissa Ala Ajnihati al-Hulmt, Éditions Le Fennec, Casablanca, 1998
- Rêves de femmes : une enfance au harem, Éditions Le Fennec, Casablanca, 1997, Éd. Albin Michel, 1998
- Êtes-vous vacciné contre le harem?, Texte-Test pour les messieurs qui adorent les dames, Éditions Le Fennec, Casablanca, 1998
- Le harem et l'occident, Albin Michel, 2001
- Les Sindbads marocains, Voyage dans le Maroc civique, Éditions Marsam, Rabat, 2004

Références

Le harem et l'occident, Albin Michel, 2001

Nancy Auer Falk, Rita M. Gross (1993), La religion par les femmes, Labor et Fides, 448 pages

Alya Baffoun, (1982) Women and Social Change in the Muslim World. Women's Studies International Forum, V.

Arab Women's solidarity Association, Belgium,
<http://mernissi.net/>

<http://Femmedumaroc.ma>

<http://www.iesr.ephe.sorbonne.fr>

Le Monde, 2015, <http://www.lemonde.fr/afrique>



33

Madeleine Parent, militante féministe
et syndicaliste (1918-2012)



Madeleine Parent fut une femme de conviction avec une « volonté de fer et un collier de perles » (Elkouri, 2012) qui a combattu les mœurs et les idées dogmatiques de son époque pour défendre les droits des travailleuses. Elle fut l'instigatrice

de plusieurs grèves au travers du Canada et principalement pour les tisserandes du Québec qui travaillaient dans des situations exécrables. Sa ténacité, ainsi que sa volonté qui transparaissent dans l'ensemble de son œuvre, n'eurent d'autres choix que d'inspirer les femmes dans leurs luttes, car Madeleine leur a permis de s'autodéterminer dans le milieu du travail à une époque où la disparité entre les hommes et les femmes était omniprésente.

Mouvement étudiant

Le parcours scolaire de Madeleine fut prépondérant dans son parcours de militante. D'abord, elle fut élevée dans une famille anticléricale. La citation suivante illustre l'origine de son esprit laïque :

Quand je suis devenue pensionnaire, je me suis aussi rendu compte de la condition des femmes laïques : c'étaient des jeunes filles qui étaient servantes dans les couvents. (Lacelle, 2005 : 21)

Cet état d'esprit face à la religion et son bilinguisme ont motivé son choix d'étudier à l'Université McGill, une institution laïque, contrairement à l'Université de Montréal. Son militantisme scolaire débuta dès le début de son parcours universitaire. Elle s'impliqua dans des associations catholiques et dans la branche contestataire du milieu étudiant (Lévesque, 2003 : 11). En 1937, elle participa à la création du *Canadien Student Assembly*, une organisation exigeant l'octroi de 500 bourses pour les étudiants issus des milieux ruraux. Elle fit la rencontre de professeurs grandement inspirants, ainsi que de futures collègues militantes comme Laura Sabia, qui devint présidente du Comité d'action canadien sur le statut de la femme, et Helen McMaster, qui devint organisatrice syndicale des Ouvriers unis du textile de l'Ontario. Ces mouvements étudiants furent l'occasion pour Madeleine d'échanger avec plusieurs étudiants sur des sujets tels que

« [l'autonomie] provinciale, [le] corporatisme, [le] syndicalisme, [les] relations entre l'église et l'État [...] » (Lévesque, 2003 : 32-33), grâce aux échanges entérinés par le *Student Christian Movement (SCM)*, notamment. Sa présence dans les milieux étudiants lui a permis de voyager et de faire de belles rencontres. C'est à ce moment qu'elle a rencontré sa meilleure amie Léa Roback, une syndicaliste et féministe engagée (Lévesque, 2003 : 37). Malgré son jeune âge, la volonté et la détermination de Madeleine se ressentait à l'université. Ainsi, « en 1939, Madeleine Parent se [rendit] à Québec afin de demander [au premier ministre Duplessis] son appui pour la déconfessionnalisation de la Confédération des travailleurs du Canada (CTCC) » (Lévesque, 2003 : 42).

Contexte sociopolitique de l'époque

Toutefois, le contexte politique de l'époque était coercitif. En effet, il s'agissait de la période de la Grande Noirceur avec Maurice Duplessis et son idéologie conservatrice antisyndicale. La loi du cadenas (mesure anti-communiste) demeure le meilleur exemple de l'idéologie politique de l'Union Nationale. Il était alors difficile pour Madeleine et l'ensemble des syndicalistes d'exercer des moyens de pression sans être dépeints comme des communistes par ledit Premier Ministre qui associait fallacieusement tout mouvement syndical à cette idéologie. Elle était constamment victime de répression (Lévesque, 2003 : 15). Pire encore, Duplessis poussa l'audace en trafiquant le processus de vote syndical afin de cesser la grève de la *Dominion textile* en 1952 (Lacelle, 2005 : 46-47). Dans ce climat sociopolitique, les revendications de Madeleine Parent et de ses acolytes incarnaient la lutte pour un syndicalisme revendicateur et le mouvement nationaliste de gauche (Lévesque, 2003 : 16-17) représentait davantage l'idéologie de l'époque de la révolution tranquille.

Mouvement syndical canadien

Dès la fin de ses études, Madeleine débuta sa carrière dans le milieu syndical. Elle devint organisatrice syndicale à la *Merchant Cotton* de Saint-Henri, à Côte Saint-Paul, à Hochelaga, ainsi qu'à Valleyfield (Lévesque, 2003 : 13). Elle y rencontra son mari Kent Rowley qui était aussi dans le domaine (Lévesque, 2003 : 16-17).

Sensibilisée aux problèmes des travailleurs depuis son action dans les filatures où elles formaient 40 % de la main-d'œuvre, Madeleine s'est retrouvée dans le mouvement féministe par le biais du mouvement syndical. (Lévesque, 2003 : 18)

Madeleine a grandement aidé à organiser les grèves du textile au Québec, entre 1946 et 1952, notamment la grève des tisserandes de la *Dominion textile* de Valleyfield, ainsi que celle de l'*Ayers Woolen Mill* de Lachute. Ces ouvriers, composés principalement de femmes, étaient les plus exploités des travailleurs de l'époque (semaines de travail de 60 h, mauvaises conditions dans les usines, salaires dérisoires, etc.). Elle s'est battue contre vents et marées afin de défendre ces femmes et d'améliorer leurs conditions. Leurs emplois n'étaient pas garantis et les congés maternités étaient inexistantes (Lacelle, 2005 : 27). En 1946, les dirigeants de la compagnie s'amuserent à dire qu'elle était une ressortissante russe (Lévesque, 2003 : 52), tandis que Duplessis tenta de la faire emprisonner l'année suivante (Lévesque, 2003 : 53). Selon elle, « ils cherchaient à démontrer qu'il y avait quelque chose de pas naturel, d'étranger chez une femme qui se bat pour les travailleurs » (Lévesque, 2003 : 55). Cela témoigne des injustices que vivaient les femmes au quotidien à cette époque. Heureusement, malgré les efforts des policiers et de Duplessis, Madeleine et les 900 travailleuses et travailleurs du textile remportèrent leur grève à Valleyfield, tandis que les

moyens de pression des employés de Lachute se soldèrent par une défaite.

Elle s'impliqua également dans des revendications de l'Ontario et des Maritimes. À la suite de la défaite contre la *Dominion textile*, elle alla s'installer à Sudbury afin d'aider la lutte du syndicat *Mine-Mill* (organisation des mineurs et des fondeurs de Sudbury) dans leur campagne de maraudage contre les Métallurgistes unis d'Amérique (MUA/USWA). En adéquation avec ses valeurs féministes, elle porta une attention particulière aux francophones, ainsi qu'aux femmes, filles et mères des syndiqués (Lévesque, 2003 : 61-62).

Kent et Madeleine avaient un profond désir de parvenir à former une centrale syndicale indépendante des centrales américaines. Le CSC (Confédération des syndicats canadiens) qu'ils chapeautaient était une réponse à l'isolement de certaines factions du syndicat des textiles (OUTA) (Lévesque, 2003 : 71). Leur désir était d'unir leur force syndicale indépendamment de la volonté des centrales américaines, afin d'éviter des défaites comme celle de Valleyfield : « Son principal intérêt restait l'organisation : elle ne manquait pas de saisir au bond l'occasion de faire avancer les choses » (Lévesque, 2003 : 68-70). Elle amena une nouvelle façon de penser le syndicalisme.

Le fait de poser [des] questions et de considérer les luttes syndicales dans une optique politique nationale et internationale témoignent de la conception du syndicalisme mis de l'avant par Madeleine. (Lévesque, 2003 : 78)

Toutes les luttes syndicales menées par Madeleine caractérisent cette militante combative et déterminée.

Après toute une nuit de négociation, c'était habituellement les avocats qui étaient abattus et épuisés alors qu'elle paraissait toute fraîche, calme et coiffée, avec son collier de perles, continuant de se battre pour chaque principe. (Elkouri 2012)

Elle consacra sa vie à plusieurs causes. Dans la majorité de ses campagnes syndicales, « la menace de la syndicalisation a suffi à inciter les employeurs à augmenter les salaires et à bonifier les avantages afin d'acheter les travailleurs et les travailleuses » (Lévesque, 2003 : 91). On peut qualifier les changements amenés par Madeleine de « renouveau syndical », considérant qu'elle a réussi à implanter des branches syndicales dans plusieurs provinces canadiennes (Québec, Ontario et Nouvelle-Écosse) avec des valeurs différentes du syndicalisme d'affaire des centrales internationales (Lévesque, 2003 : 93).

Féminisme au travers de son militantisme

Le caractère singulier des luttes de Madeleine s'illustre dans sa détermination à protéger et donner des acquis aux travailleuses. Selon elle, « ces travailleuses avaient besoin du soutien des féministes dans leurs rapports avec les administrateurs et les conseils d'administration des mai sons d'hébergement » (Lévesque, 2003 : 88). Les résultats de ces luttes étaient forts positifs.

Et cette confiance que les femmes acquéraient en elles-mêmes, le sens de leur autonomie et de leurs possibilités, les initiatives qu'elles prenaient pour s'organiser, c'était beau à voir. (Lacelle, 2005 : 27)

Toute sa vie, elle milita pour les droits des femmes. Sa motivation à travailler avec les groupes féministes provenait du fait que les ouvrières devenaient également féministes en se syndiquant.

Les ouvrières [...] revendiquaient non seulement des salaires, mais une indépendance, une dignité au travail. (Lacelle, 2005 : 82)

Notamment, elle était présente à la marche « Du pain et

des roses » de 1995, ainsi qu'à la Marche des femmes contre la pauvreté et la violence faite aux femmes en l'an 2000 (Lévesque, 2003 : 19). Au cours de sa vie, elle s'impliqua dans plusieurs comités tels que le comité directeur du Comité ontarien sur le statut de la femme, ainsi qu'au comité exécutif du Comité canadien d'action sur le statut de la femme (CCA) et au *National action committee* (NAC). En outre, elle s'impliqua dans les projets de loi provincial et fédéral d'équité salariale (Lévesque, 2003 : 95-96). De plus, elle a fermement défendu les droits des femmes autochtones en soutenant la cause de Mary Pitawanakwat qui se battait contre les tribunaux en raison d'abus, d'agressions sexuelles et de discrimination basée sur ses origines autochtones. Elle fut également présente lors des revendications autochtones contre la Loi sur les Indiens qui amenuisa les droits de certaines autochtones. Dans son désir profond d'égalité des sexes, Madeleine n'a jamais discriminé quelconque femme. Surprenamment, elle s'est dissociée de Lise Payette qui était alors présidente du 50^e anniversaire des cérémonies entourant le droit de vote des femmes en refusant sa proposition d'être marraine lors des célébrations, en raison des propos à connotation raciste tenu s lors d'un reportage (Lévesque, 2003 : 105).

Dans toutes ces luttes, Madeleine Parent n'a jamais négligé la relève et elle a assuré l'éducation de futures générations militantes. Elle n'a pas seulement déterminé les priorités parmi les questions de l'heure, elle a aussi accompli un travail didactique, enseignant à ses consœurs le contexte politique, la capacité d'analyse, les tactiques de lobbying et les stratégies d'organisation aux femmes plus jeunes. (Lévesque, 2003 : 102)

Conclusion

Ce qui m'intéressait, c'était de faire du travail avec les gens, directement. Pour moi, ce processus de discuter avec les gens, de comprendre et de convaincre, de débattre des idées de se concerter pour revendiquer, je trouve ça merveilleux! (Lacelle, 2005)

Les batailles menées par Madeleine Parent ont forgé le Québec d'aujourd'hui et de demain. Cette grande dame qu'on peut qualifier de « combative, engagée, non opportuniste, déterminée, stratège, têtue, lucide, courageuse... et avant-gardiste » est la plus grande figure de l'époque, celle qui a fait changer le Québec (Elkouri, 2012). Solidaire de plusieurs causes sociales, elle marcha à côté de 60 000 contestataires lors du sommet des Amériques afin de s'opposer à la ZLÉA (Lévesque, 2003 : 19).

Celle qui a œuvré pour le droit d'accès universel à l'éducation dans les années 1930 aurait beaucoup aimé voir jusqu'au bout la fière lutte menée par les étudiants du Québec et tous leurs alliés (Elkouri, 2012).

Références

Breault, Normand. (2012). *Madeleine Parent, inspiratrice de nos luttes*. Relations, n° 758, 2012, p.19-20. Repéré à <http://id.erudit.org/iderudit/66908ac>

Elkouri, Rima. (2012, 17 mars). L'héritage de Madeleine Parent. *La Presse*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/debats/chroniques/rima-elkouri/201203/16/01-4506487-lheritage-de-madeleine-parent.php>

Lacelle, Nicole. (2005). *Entretiens avec Madeleine Parent et Léa Roback*. Montréal, Québec : Les éditions du remue-ménage. 173 p.

Lévesque, André. (2003). *Madeleine Parent, militante*.
Montréal, Québec : Les éditions du remue-ménage. 128p.

34

Louise Michel, anarchiste (1830-1904)

265

SAMUEL FOURNIER



La République française de 1871 fut marquée par le mouvement révolutionnaire des blanquistes dont l'objectif était d'établir une société meilleure, une société dans laquelle les idéologies anarchistes et socialistes se croiseraient. Ces révolutionnaires, pendant plusieurs mois, contrôlèrent Paris et tentèrent d'appliquer leurs idées. Louise Michel fut l'une d'entre eux. Pour sa participation à cette révolte, elle fut condamnée à l'exil. Ce fut durant son périple vers la terre de son exil qu'elle devint anarchiste.

CITOYENNES

Toujours
l'homme
est
obligé
de
briser
la
loi
dont
il
s'enveloppe
comme
d'un
filet
et
qu'il
étend
sur
les
autres.
Nul
homme
ne
serait
un
monstre
ou
une
victime
sans
le
pouvoir
que
les
uns
donnent
aux
autres
pour
la
perte

de
tous.
(Louise
Michel)

Son enfance

Louise Michel naquit en 1830 au château de Vroncourt en France. Sa mère était la servante Marie-Anne Michel et son père, probablement Laurent Demahis, un noble. Elle était considérée, à l'époque, comme une bâtarde, une enfant née d'une union illégitime. Elle eut la chance de vivre son enfance avec sa mère dans le domaine des Demahis. Elle reçut une bonne éducation, chose plutôt rare à l'époque pour une enfant de son rang. Elle s'initia, entre autres, aux ouvrages de Voltaire et de Rousseau.

À la mort du châtelain en 1850, Louise Michel quitta Vroncourt. Elle entreprit des études pour devenir enseignante. Elle enseigna à divers endroits en France. En 1856, elle s'établit à Paris, une ville où misère et pauvreté régnaient. Louise Michèle voulait donner l'éducation aux classes opprimées, notamment aux femmes qui gagnaient peu et trop souvent devaient se prostituer pour arrondir les fins de mois. À Paris, elle enseigna pendant plusieurs années et y fonda même une école gratuite, l'école des Batignolles. Son parcours à Paris fut bien rempli. En 1862, elle devint sociétaire de l'Union des poètes. Elle entretint une correspondance avec l'écrivain Victor Hugo pendant plusieurs années. En 1869, elle devint secrétaire de la Société démocratique de moralisation dont l'objectif était d'aider la classe ouvrière à trouver du travail.

La chute de Napoléon III

Le 19 juillet 1870, Napoléon III, l'empereur de France,

déclara la guerre à la Prusse. La guerre fut de courte durée. Le 2 septembre, à Sedan, il fut capturé par les Prussiens. Cette journée-là, la France perdit 20 000 hommes, 100 000 chevaux et 650 pièces de canon, selon les dires de Louise Michel. Le 4 septembre, la République était déclarée. Le gouvernement fut formé de plusieurs hauts membres de l'État qui, rapidement, devint celui d'Adolphe Thiers.

Pour Louise Michel, cette proclamation représenta l'espoir d'un monde meilleur. Elle écrivit : « La République seule pouvait délivrer la France de l'invasion, la laver des 20 ans d'empire qu'elle avait subis, ouvrir toutes grandes les portes de l'avenir fermées par des monceaux de cadavres » (Michel, 1898 : En ligne, p. 79).

Cependant, la proclamation de la République n'empêcha pas les Prussiens d'avancer vers Paris. La ville refusa de capituler devant l'envahisseur prussien. Le 5 septembre, la ville organisa sa défense et dressa une quinzaine de forts. Chaque arrondissement fut doté d'un comité de vigilance chargé de défendre et d'assurer le bon fonctionnement de Paris. Les comités étaient constitués d'ouvriers et d'écrivains issus des mouvements révolutionnaires de l'époque.

Louise Michel, alors âgée de 40 ans, fut la présidente d'un des comités de vigilance chargés de défendre la ville, le Comité de vigilance du 18^e arrondissement de Paris. Le 18 septembre, les Prussiens atteignirent les forts de Paris. Le gouvernement voulut mettre fin à l'hécatombe française et envoya l'un de ses représentants négocier avec les Prussiens. Le 20 septembre, Jules Favre revint en vain. Pour grand nombre de Parisiens, la capitulation était inacceptable, un acte de trahison et de lâcheté.

Ainsi, la République qui, au départ, semblait

prometteuse pour Louise Michel devint rapidement le continuum impérial. Louise Michel écrivit :

Des bruits de trahison du gouvernement commençaient à circuler, il n'était qu'incapable. Le pouvoir faisait son œuvre éternelle, il la fera tant que la force soutiendra le privilège [...] Bientôt le lent fonctionnement des administrations, les mêmes que sous l'Empire, eut tout paralysé (Michel, 1898 : en ligne, p. 100).

La Commune de 1871

Ce fut de cet élan patriotique face à l'envahisseur et de cet écœurement face au gouvernement républicain que naquit la Commune. Karl Marx mentionna à propos de la Commune : « Le Paris des ouvriers de 1871, le Paris de la Commune sera à jamais célébré comme l'avant-coureur d'une société nouvelle. La mémoire de ses martyrs vivra, comme en un sanctuaire, dans le grand cœur de la classe ouvrière » (Lissagaray, 1929 : En ligne, p. 379).

En tout, la Commune dura 72 jours. Un État dans l'État que le gouvernement français ne pouvait tolérer. Pendant son existence, la Commune fut prise entre, d'un côté, les Prussiens et, de l'autre, l'armée du gouvernement français. Louise Michel y joua son rôle.

Dans la nuit du 17 au 18 mars 1871, l'armée gouvernementale tenta de reprendre les canons de Montmartre à Paris. Louise Michel, responsable de la surveillance du 18^e arrondissement et des canons, courut chercher la garde nationale, une armée parisienne constituée de citoyens. Entretemps, les femmes présentes s'interposèrent entre l'armée gouvernementale et les canons. Les généraux ordonnèrent aux hommes de fusiller les femmes, mais les soldats étaient incapables de tirer. Les généraux furent fusillés

par les soldats gouvernementaux et les gardes nationaux qui sympathisèrent.

Officiellement, la Commune fut proclamée le 28 mars 1871 à l'Hôtel de Ville de Paris devant une foule estimée à 200 000 personnes :

La proclamation de la Commune fut splendide [...] Un océan humain sous les armes, les baïonnettes pressées comme les épis d'un champ, les cuivres déchirants l'air, les tambours battant sourdement et entre tous l'inimitable frapement des deux grands tambours de Montmartre, ceux qui la nuit de l'entrée des Prussiens et le matin du 18 mars, éveillaient Paris de leurs baguettes spectrales, leurs poignets d'acier éveillaient des sonorités étranges (Michel, 1898 : En ligne, p. 213).

Pendant la Commune, les femmes furent sur tous les fronts. Sur les barricades, elles furent cantinières et ambulancières. Pour sa part, Louise Michel fut ambulancière et fit partie de la garde nationale au 61^e bataillon de Montmartre. Elle anima aussi plusieurs soirées du Club de la Révolution à l'église Saint-Bernard. Lors de la Semaine sanglante du 21 au 28 mai 1871, elle prit les armes pour défendre la Commune contre l'armée gouvernementale, chose qui n'était pas habituelle pour une femme à cette époque. Les combats de la Semaine sanglante furent impitoyables. Selon les sources, ils firent de 8 000 à 30 000 morts. Certains mentionnèrent que l'eau de la Seine devint même rouge.

Louise Michel ne fut pas tuée lors de ces affrontements. Elle se rendit à l'armée gouvernementale de son propre gré le 24 mai 1871. Les forces gouvernementales détenaient Marie-Anne Michel, sa mère.

L'exil

Louise Michel fut emprisonnée pendant près de deux ans dans le camp de Satory, près de Versailles. Les conditions de détentions y étaient difficiles. Louis Michel écrivit à ce sujet :

L'hiver, dans les sentiers du jardin, sous les sapins verts, sonnaient tristement les sabots, aux pieds fatigués des prisonnières, ils frappaient en cadence la terre gelée, tandis que la file silencieuse passait lentement. L'hiver est rude dans cette contrée, la neige épaisse, les branches qu'elle alourdit s'inclinent vers le sol, pareilles à des rameaux de pierre (Michel, 1898 : En ligne, p. 443).

Le mardi 24 août 1873, elle prit le chemin des docks de Rochefort pour embarquer sur la *Virginie*, une vieille frégate de guerre à voiles sur laquelle elle passa quatre mois avant d'arriver dans son pays d'exil, la Nouvelle-Calédonie. À cette époque, la Nouvelle-Calédonie faisait partie des nombreuses colonies françaises. La France y envoyait ses prisonniers, ainsi que tous les indésirables comme Louise Michel. Toutefois, pour cette dernière, l'exil en Nouvelle-Calédonie ne représentait pas nécessairement un problème. Malgré les circonstances, la Nouvelle-Calédonie apparaissait comme un nouveau départ. Elle mentionna : « Je devais trouver bons les sauvages après ce que j'avais vu; là-bas, je trouvai meilleur le soleil calédonien que le soleil de France » (Michel, 1886 : En ligne, p. 204). Sur le navire, cette dernière fit la rencontre de Nathalie Lemel. Ce fut au contact de cette femme qu'elle devint anarchiste.

Les conditions de transport à l'intérieur des navires étaient horribles. Les prisonniers étaient enfermés dans des

cages et vivaient entassés. Ils recevaient peu de nourriture. La plupart du temps, ils n'avaient pas le droit de parler.

Devant les cages, les gardiens grognent, menacent du cachot. Un trou à fond de cale, sans ouverture que la porte à demi grillagée. [...] Au cachot les femmes comme les hommes; les religieuses qui les garent sont plus mauvaises que les chiourmes. [...] Pendant cinq mois et plus, il faut tenir dans cette promiscuité de la cage, dans l'ordure du voisin, secoué par le roulis, meurtri par le tangage, vivre de biscuit souvent pourri, de lard, d'eau presque salée; torréfié sous les tropiques, glacé par les fraîcheurs du sud ou l'embrun qui balaie la batterie. Aussi, quels spectres arrivent (Lissagaray, 1929 : En ligne, p. 434).

Lors de son arrivée, Louise Michel fut placée sur la presqu'île de Ducos qui était affectée aux déportés politiques. La presqu'île de Ducos, à l'époque, était un milieu hostile. Il s'agissait d'un milieu « sans eau vive, sans verdure, [et] sillonnée de petites collines arides entrecoupées de deux vallées, Numbo et Tendu, se terminant vers la mer en marécages où croissent de chétifs palétuviers et de rares niaoulis. Jamais colons ne voulut perdre une heure sur cette terre morte » (Lissagaray, 1929 : En ligne, p. 434).

Sur la presqu'île, les prisonniers comme Louise Michel furent installés à l'intérieur d'une enceinte fortifiée entourée de soldats.

Par la plus étroite des brèches de la double ceinture de corail, la plus accessible, nous entrons dans la baie de Nouméa. Là, comme à Rome, sept collines bleuâtres, sous le ciel d'un bleu intense; plus loin, le Mont-d'Or, tout crevassé de rouge terre aurifère. Partout des montagnes, aux crêtes arides aux gorges arrachées, béantes d'un cataclysme récent; l'une des montagnes a été

partagée en deux, elle forme un V dont les deux branches, en se réunissant, feraient rentrer dans l'alvéole les rochers qui pendent d'un côté à demi-arrachés, tandis que leur place est vide de l'autre (Michel, 1898 : En ligne, p. 456).

Lorsque les prisonniers arrivaient dans leur nouveau domicile, ils n'y trouvèrent que des huttes en paille pour mobilier. Souvent, les prisonniers devaient construire eux-mêmes leurs habitations.

L'administration devait fournir à tous les condamnés les vêtements indispensables; aucune prescription réglementaire ne fut suivie. Les képis et les chaussures s'usèrent bien vite. L'immense majorité des déportés n'ayant aucune ressource subirent, tête et pieds nus, le soleil et la saison des pluies. Ni tabac, ni savon, ni vin, ni eau-de-vie pour couper l'eau saumâtre. Comme nourriture, des légumes souvent refusés par la commission sanitaire du bagne, du lard et du biscuit; très rarement un peu de viande et de pain. Les vivres étaient crus et on n'allouait au déporté ni combustible ni substance grasse; la préparation des vivres devenait un problème journalier (Lissagaray, 1929: En ligne, p. 435).

Même en exil, il n'y eut pas de repos pour Louise Michel. La révolte des Canaques de 1878 fut une autre occasion pour Louise Michel de faire la démonstration de ses convictions de justice sociale. Alors que pratiquement l'ensemble des prisonniers politiques présents en Nouvelle-Calédonie était contre la révolte des Canaques, Louise Michèle supporta les Canaques. Elle leur aurait, entre autres, montré à couper les câbles télégraphiques qui permettaient à l'administration française de communiquer rapidement. Si les Canaques se révoltèrent, c'était en raison du fait que les colons s'accaparaient les terres les plus fertiles à leur profit. Elle mentionna : « Tous les Canaques ne sont pas corrompus

de cette manière, ils ne purent supporter les vexations qu'on leur faisait endurer et engagèrent une révolte qui comprenait plusieurs tribus » (Michel, 1898 : En ligne, p. 485).

Le retour en France

Ce fut en juillet 1880 que la France déclara l'armistice général pour les condamnés à la déportation en Nouvelle-Calédonie. Louise Michel quitta la terre de son exil le 4 septembre 1880. Elle revint en France en novembre 1890. Louise Michel habita l'Angleterre pendant cinq ans. Pendant le reste de sa vie, elle se dévoua à la cause de la révolution sociale. Elle fit de nombreuses conférences et manifestations défendant la classe ouvrière, les femmes et l'abolition de la peine de mort. À son retour d'exil, Louise Michel fut incarcérée à deux reprises, la première fois pendant deux ans et demi de juillet 83 à janvier 86 et la deuxième fois pendant deux mois en juin 1890. Elle mourut en 1905 à Marseille à l'âge de 74 ans. Durant sa vie, elle rédigea de nombreux ouvrages.

Référence

Donet-Vincent, Danielle, 2011. « Louise Michel, de la déportation à l'aventure. Les transfigurations d'un châtement ». *Criminocorpus*. En ligne. URL : <http://criminocorpus.revues.org/1089>. Consulté le 9 octobre 2016.

Giraud, J. Didier. « Louise Michel, d'hier à aujourd'hui ». En ligne. URL : <http://ceimsa.org/colloques/pdfPatri/ch-13.pdf>. Consulté le 3 octobre 2016.

Label Histoire. 2014. « Documentaire sur Louise Michel – Avec J.-L. Mélenchon ». Dailymotion. En ligne. URL : <http://www.dailymotion.com/video/>

x1m0mwl_documentaire-sur-louise-michel-avec-j-l-melenchon_news. Consulté le 26 octobre 2016.

Lissagaray, Prosper Olivier. 1929. *Histoire de la Commune de 1871*. Paris. Librairie du travail. 579 p. En ligne. URL : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5493707p>. Consulté le 31 octobre 2016.

Michel, Louise. 1886. *Les mémoires de Louise Michel écrits par elle-même*. Paris. F. Roy, Libraire-Éditeur. 490 p. En ligne. URL : <https://cras31.info/IMG/pdf/louise-michel-memoires.pdf>. Consulté le 3 octobre 2016.

Michel, Louise. 1898. *La Commune*. Dans *Les classiques des sciences sociales*. Paris. 504 p. En ligne. URL : http://classiques.uqac.ca/classiques/michel_louise/la_commune/michel_la_commune.pdf. Consulté le 3 octobre 2016.

Secours Rouge. 2013. « Louise Michel déportée et les Canaques insurgés ». En ligne. URL : <http://www.secoursrouge.org/Louise-Michel-deportee-et-les>. Consulté le 3 octobre 2016.

Terrier, Christian. 2010. *L'histoire de la Nouvelle-Calédonie*. Paris. Maison de la Nouvelle-Calédonie. 44 p. En ligne. URL : <http://www.mncparis.fr/uploads/histoire-mnc.pdf>. Consulté le 9 octobre 2016.

Wikipédia. « Louise Michel ». En ligne. URL : https://fr.wikipedia.org/wiki/Louise_Michel. Consulté le 3 octobre 2016.

35

Nise da Silveira, médecin et psychiatre
(1905 – 1999)

FADUA LIMA MATUCK



Première femme brésilienne à obtenir un diplôme en

médecine, la psychiatre Nise da Silveira refusa d'utiliser l'électrochoc pour traiter des schizophrènes et créa une section de thérapie occupationnelle dans un hôpital à Rio de Janeiro. Plus tard, elle fonda le Musée des images de l'inconscient, un centre de recherche pour conserver les œuvres de ces patients en tant que documents pouvant améliorer la compréhension du monde intérieur des schizophrènes

Les débuts dans la psychiatrie

Née au début du XX^e siècle à Maceió dans le nord-est du Brésil, Nise da Silveira fut l'une des toutes premières femmes brésiliennes à obtenir un diplôme en médecine en 1926, la seule femme d'une promotion comptant 120 hommes à la Faculté de Salvador de Bahia. Dans les années 1930, elle se spécialisa en psychiatrie et, en 1933, elle intègra l'ancienne Assistance de prophylaxie mentale de Rio de Janeiro.

En 1936, la jeune psychiatre voit sa carrière interrompue. Elle fut dénoncée de posséder des livres de Karl Marx par une infirmière – il faut noter que c'était « l'État nouveau », la dictature du président Getulio Vargas, qui a décrété le Parti communiste illégal au Brésil –, et Nise passa un an et demi en prison. En sortant, elle ne pouvait pas reprendre son poste. Ce n'est qu'en 1944, huit ans plus tard, qu'elle put retourner au travail, cette fois au Centre psychiatrique national de Rio de Janeiro, connu comme l'hôpital Dom Pedro II, dans une banlieue pauvre de la ville, qui comptait 2 000 schizophrènes chroniques.

La rebelle

De retour, elle découvrit avec horreur les nouvelles méthodes thérapeutiques en vigueur, comme l'électrochoc et la lobotomie, qui présentaient des risques de séquelles au

cerveau des patients. Elle refusa d'adopter ces traitements qu'elle considérait comme une forme de violence.

Pendant toutes ces années passées loin, est entré en vogue dans la psychiatrie un certain nombre de traitements et de nouveaux médicaments qui n'étaient pas utilisés auparavant. Ce misérable portugais Egaz Muniz, qui a remporté le prix Nobel, avait inventé la lobotomie. D'autres nouveautés sont les électrochocs et le choc de l'insuline. Je travaillais dans une infirmerie avec un médecin intelligent, mais qui s'était adapté à ces innovations. Il m'a dit : « Vous allez apprendre les nouvelles techniques de traitement. Commençons par l'électrochoc ». Nous nous sommes arrêtés en face du lit d'un patient qui était là pour un électrochoc. Le psychiatre a appuyé sur le bouton et l'homme est venu en convulsion. Le patient a été amené à l'infirmerie. Lorsqu'un nouveau patient fut prêt, le médecin m'a dit d'appuyer sur le bouton. Et je lui ai dit « Non, je n'appuierai pas ». Là commença la rebelle.

Pendant son expérience comme prisonnière, elle put constater combien l'absence de toute activité favorisait la ruine mentale des prisonniers. D'autre part, les patients vivaient eux aussi comme des prisonniers dans les hôpitaux psychiatriques, éloignés de leurs familles et de la société. En 1946, elle parvient à mettre en place une section de thérapie occupationnelle qui proposait des ateliers de musique, d'artisanat, de théâtre, de jardinage, de modelage et de peinture. C'était, selon elle, une manière non violente, plus humaine, de traiter les schizophrènes. Très vite, la peinture et le modelage se distinguèrent comme des moyens pour accéder au monde intérieur de ces personnes. Grâce à la peinture, le schizophrène, qui est souvent une personne hermétique, difficile d'accès, laissait ses émotions les plus profondes venir en surface et, de cette manière, Nise croyait pouvoir comprendre un peu son monde intérieur. De plus, les travaux manuels des schizophrènes l'impressionnaient par leur quantité et leur qualité.

Le Musée des images de l'inconscient

Nise da Silveira a donc commencé à étudier ces images et à les collectionner comme matériel de recherche pour essayer de comprendre la maladie. En 1952, elle fonda le *Museum de Imagens do inconsciente* (Musée des images de l'inconscient) à Rio de Janeiro : un centre de recherches pour conserver les œuvres des patients, en tant que documents pouvant améliorer la compréhension du monde intérieur des schizophrènes. Quelques années plus tard, en 1956, elle met en forme un projet révolutionnaire pour l'époque, la *Casa das Palmeiras* (Maison des Palmiers), une clinique de réhabilitation pour malades psychiatriques graves où les malades étaient considérés comme des visiteurs (venant de l'extérieur), complétant des étapes pour se réinsérer complètement dans la société et, donc, n'étaient pas enfermés. Aucune marque extérieure ne permettait de distinguer le personnel d'encadrement des patients. C'était un petit territoire de liberté, comme Nise aimait le dire.

Les mandalas et Carl Gustav Jung

Au milieu d'œuvres à l'esthétique et aux contenus si divers, un certain type d'images attira l'attention de Nise. Il s'agissait de formes géométriques circulaires. Influencée par les théories psychiatriques de l'époque, Nise supposait que la psyché dissociée des schizophrènes était incapable d'organiser des images aussi harmonieusement structurées. Elle se demandait comment ces malades pouvaient peindre de telles images. En quête d'une réponse, elle décida de photographier une dizaine de ces images et de les envoyer à Carl Gustav Jung en 1954, qu'elle considérait comme le plus grand psychanalyste vivant. Quelques semaines plus tard, Nise reçut une réponse d'Aniela Jaffé, collaboratrice de Jung : « Le P^r Jung me prie de vous remercier pour les intéressantes

photographies de mandalas dessinés par des schizophrènes que vous lui avez envoyées depuis l'autre côté du monde ». Et il expliquait qu'il s'agissait là de mouvements naturels de la psyché, de véritables forces autocuratives, dont le but est d'organiser ce qui est désorganisé.

Jung lui avait fait découvrir en effet qu'il restait une force vivante de défense dans la psyché du schizophrène, qui travaillait dans le but du rassemblement. C'était comme une tentative de l'inconscient du psychotique pour compenser sa dissociation interne, en lui faisant composer instinctivement des figures de mandalas, symboles orientaux qui représentent l'unité, pour le ramener vers un centre unique. Pour Nise, il s'agissait là d'un chemin qu'il était absolument nécessaire d'explorer. La psychiatre, qui étudiait les rarissimes textes de Jung au Brésil, fut alors convaincue qu'elle allait trouver dans les propositions théoriques de son maître les outils pour prendre véritablement en considération et interpréter la production des malades. Ces œuvres qu'ils réalisaient spontanément étaient pour elle l'expression d'émotions internes, c'est-à-dire un langage.

En 1957, Nise rencontra Jung à Zurich, au II^e Congrès international de psychiatrie. Le thème était « L'état actuel de nos connaissances sur le groupe des schizophrènes » et, pour l'occasion, une sélection de peintures du Musée des images de l'inconscient occupait cinq grandes salles du lieu où se tenait le Congrès, sous le titre « La schizophrénie en images ». La psychiatre brésilienne avait classé les images selon les différents thèmes de ses études. Dans « Les mondes fantastiques et le monde réel retrouvé », par exemple, c'était possible de suivre, à travers des séries d'images, le cheminement de différents malades dans leurs univers imaginaire jusqu'à leur retour à la réalité.

Jung manifesta un grand intérêt pour ces œuvres qui

constituaient une impressionnante documentation sur les émotions des schizophrènes, en même temps qu'elles étaient associées à un travail de l'inconscient collectif. Pour Jung, ces formes d'expression spontanées confirmaient ses propres recherches et découvertes sur les structures de base du psychisme humain.

Après le Congrès, Jung reçut Nise da Silveira chez lui. Celle-ci essaya alors de lui expliquer combien elle-même, dans l'approche thérapeutique différente qu'elle avait mise en place, se trouvait souvent désemparée face à certaines productions des ateliers d'expression plastique, lorsqu'elle tentait de les interpréter. Jung lui demanda si elle étudiait la mythologie. Elle lui répondit que non. Mais il insista : « Si vous voulez développer un autre type de psychiatrie et mieux comprendre les délires de vos malades, ainsi que les images qu'ils peignent, il vous faut étudier la mythologie ». Tout le reste de sa vie, Nise s'attachera à suivre ce conseil de Jung, qui lui servit de fil conducteur dans ses recherches ultérieures sur les expressions les plus énigmatiques de l'inconscient, « dans ces régions mystérieuses qui sont de l'autre côté de notre monde réel », comme elle disait.

Les oeuvres

- Jung : vida e obra, Rio de Janeiro, José Álvaro Ed., 1968
- Imagens do inconsciente, Rio de Janeiro, Alhambra, 1981
- Casa das Palmeiras. A emoção de lidar. Uma experiência em psiquiatria, Rio de Janeiro, Alhambra, 1986
- O mundo das imagens, São Paulo, Ática, 1992
- Nise da Silveira, Brasil, COGEAE/PUC-SP 1992

- Cartas a Spinoza, Rio de Janeiro, Francisco Alves, 1995
- Gatos, A Emoção de Lidar, Rio de Janeiro, Léo Christiano Editorial, 1998

Références

Soci Maria Rosa, 2003. « Une pionnière de la thérapie par l'expression plastique spontanée, la Doutora Nise da Silveira », *Cahiers jungiens de psychanalyse* 2/2003 (n° 107), p. 93-107
 URL : www.cairn.info/revue-cahiers-jungiens-de-psychanalyse-2003-2-page-93.htm.

Melo, Walter et Ferreira, Ademir Pacelli. 2013. « Clínica, pesquisa e ensino: Nise da Silveira e as mutações na Psiquiatria Brasileira », *Revista Latinoamericana de Psicopatologia Fundamental*, 16(4), 555-569.

Le site du Centro Cultural Ministério da Saúde sur Nise da Silveira et le Musée des images de l'inconscient : <http://www.ccms.saude.gov.br/nisedasilveira/index.php>

Vidéos

Vidéo sur le Musée des images de l'inconscient réalisé par l'UNESCO :

https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=eY8g0j8gyu8

Bande-annonce du film « Nise, le cœur de la folie », de 2015, réalisé par Roberto Berliner :

<https://www.youtube.com/watch?v=gzz8NMBhcS4>

36

Élisabeth Badinter, philosophe,
féministe et femme de lettres et
d'affaires (1944 -)

JEANNE LODS



Élisabeth Badinter est une philosophe, femme de lettres et d'affaires, laïque affirmée, connue pour son engagement et ses réflexions sur le féminisme, et en particulier sur la condition des femmes immigrées. Elle écrit de nombreux ouvrages sur la place de la femme dans la société. Elle est aussi une spécialiste du siècle des Lumières.

Origines

Née Élisabeth Bleustein-Blanchet à Boulogne-Billancourt (France), elle épousa Robert Badinter en 1966, homme à l'origine de l'abolition de la peine de mort en France en 1981. Il s'agit donc là d'un couple d'humanistes affirmés! Ils ont d'ailleurs toujours refusé de se voir remettre l'ordre national du mérite ou encore la légion d'honneur.

Le grand-père paternel d'Élisabeth Badinter, fils

d'immigré russe juif, a fondé en 1926 la société publicitaire Publicis qui est aujourd'hui le 3^e groupe mondial dans ce domaine. À ce jour, Élisabeth Badinter est la présidente du conseil de surveillance. Blanchet était le nom que son grand-père avait choisi pendant la résistance, et qu'il a finalement décidé de garder en complément de son vrai nom.

Premier combat : l'instinct maternel n'existe pas

Dès son premier livre en 1980, intitulé *L'Amour en plus*, Élisabeth Badinter jette un pavé dans la mare en affirmant que l'instinct maternel n'existe pas ou, du moins, qu'on ne le retrouve pas chez toutes les femmes. Pour elle, l'instinct maternel n'est pas issu de la nature, mais plutôt de la culture et également de la personnalité propre de chaque femme.

L'instinct maternel n'existe pas. Tout amour est construction. C'est l'un des acquis du féminisme.

Une femme peut aimer être enceinte, et je la comprends, mais sans avoir envie d'assumer un enfant.

Une déclaration qui a fait bondir les fervents défenseurs du modèle familial classique, pour lesquels avoir un enfant est, et doit être, la plus belle chose du monde et l'objectif de chaque homme et surtout de chaque femme.

La ressemblance des sexes

C'est dès 1989, dans son livre *Qu'est ce qu'une femme?*, qu'Élisabeth Badinter aborde pour la première fois son idée de « ressemblance des sexes ». Mais c'est en 2001, dans un article écrit pour le journal *Le Monde*, qu'elle détaille sa pensée. Au delà d'une simple égalité, Élisabeth Badinter veut démontrer que les hommes et les femmes sont égaux dans les valeurs, mais aussi dans l'horreur.

À elle la modestie, la générosité, le souci des autres et de la vie en général. À lui le goût du paraître, l'égoïsme et la violence. [...] Le 12 novembre, les radios nous apprennent que trois journalistes ont trouvé la mort en faisant leur métier en Afghanistan. Parmi eux, une jeune femme de 35 ans, Johanne Sutton, journaliste à RFI. Y a-t-il une différence de nature entre elle et ses deux compagnons? On imagine la même peur au ventre, le même courage et leur commune capacité à mettre leur vie en jeu pour un idéal : nous informer. [...] Une certaine Ana Belen Egües Gurruchaga, dite « Dolores », dirigeait ces dernières années les actions du sanglant commando Madrid et qu'elle-même venait de faire sauter une voiture piégée dans la capitale espagnole, blessant ainsi 90 personnes. De surcroît, l'organisation dont Dolores est le chef avait presque mené à terme, en décembre 1999, le projet de détruire la tour Picasso, dans laquelle travaillent 5 000 personnes. [...] Affaire de testostérone ou d'histoire individuelle qui transcende la différence sexuelle? [...] Certaines femmes, comme certains hommes, osent affronter la mort et certaines, à l'égal des hommes peuvent l'infliger à d'autres. La grandeur, comme l'ignominie, n'a pas de sexe.

Élisabeth Badinter publiera finalement en 2012 une analyse plus complète sous forme de livre divisé en cinq essais intitulé *La ressemblance des sexes : De l'amour en plus au conflit – La femme et la mère*, dans lequel elle prône la liberté et l'égalité des sexes, que ce soit pour les femmes, mais aussi les hommes, car les deux sont indissociables.

La parité hommes/femmes en politique

La parité, c'est LE grand combat des féministes. Seulement, chaque féministe ne veut pas y accéder par n'importe quel moyen. Doit-on l'imposer par une loi? Doit-on laisser faire le temps? En juin 2000, Élisabeth Badinter s'opposa à la loi sur l'égal accès des femmes aux mandats électoraux. Une loi qui revenait à dire que les femmes ne sont pas capables d'obtenir la parité par elles-mêmes, même si

le combat est difficile et long. Dès 1999, Élisabeth Badinter s'opposait à cette loi, en compagnie d'autres femmes. Leur pensée pouvait se résumer en une phrase : « Oui à l'égalité, non à la parité ».

Même si cela peut sembler scandaleux, je pense très sincèrement que le volontarisme politique aurait été la meilleure arme pour rétablir une égalité. Cela aurait peut-être pris dix ans de plus, c'est vrai, mais qu'est-ce que c'est que dix ans!

Plus encore, Élisabeth Badinter va même jusqu'à critiquer les féministes françaises contemporaines qui se posent sans cesse en victimes. Ce constat, elle l'écrit dans un livre sorti en 2003, intitulé *Fausse route*. Elle y parle même de misandrie, ce qui lui a valu d'être fustigée par d'autres femmes se disant féministes et qui lui contestent son propre statut de féministe.

Le féminisme d'aujourd'hui

Pour Élisabeth Badinter, le féminisme d'aujourd'hui doit se concentrer sur les populations immigrées et notamment maghrébines, notamment à cause de la question du port du voile. La philosophe a écrit de nombreux articles et essais sur la question du port du voile, mais le plus marquant reste sans doute son « *Adresse à celles qui portent volontairement la burqa* » publiée dans *Le Nouvel Observateur* en 2009, puis relayé dans de nombreux médias.

Après que les plus hautes autorités religieuses musulmanes ont déclaré que les vêtements qui couvrent la totalité du corps et du visage ne relèvent pas du commandement religieux, mais de la tradition wahhabite (Arabie Saoudite) pour l'un, pachtoune (Afghanistan/Pakistan) pour l'autre, allez-vous continuer à cacher l'intégralité de votre visage?

Ainsi dissimulée au regard d'autrui, vous devez bien vous rendre compte que vous suscitez la défiance et la peur, des

enfants comme des adultes. Sommes-nous à ce point méprisables et impurs à vos yeux pour que vous nous refusiez tout contact, toute relation et jusqu'à la connivence d'un sourire?

Dans une démocratie moderne, où on tente d'instaurer transparence et égalité des sexes, vous nous signifiez brutalement que tout ceci n'est pas votre affaire, que les relations avec les autres ne vous concernent pas et que nos combats ne sont pas les vôtres.

Alors je m'interroge : pourquoi ne pas gagner les terres saoudiennes ou afghanes où nul ne vous demandera de montrer votre visage, où vos filles seront voilées à leur tour, où votre époux pourra être polygame et vous répudier quand bon lui semble, ce qui fait tant souffrir nombre de femmes là-bas?

En vérité, vous utilisez les libertés démocratiques pour les retourner contre la démocratie. Subversion, provocation ou ignorance, le scandale est moins l'offense de votre rejet que la gifle que vous adressez à toutes vos soeurs opprimées qui, elles, risquent la mort pour jouir enfin des libertés que vous méprisez. C'est aujourd'hui votre choix, mais qui sait si demain vous ne serez pas heureuses de pouvoir en changer. Elles ne le peuvent pas... Pensez-y.

En 2016, Élisabeth Badinter continue son combat en appelant à boycotter les marques développant des habits islamiques. « Les féministes islamiques oublient qu'en guise d'égalité, elles doivent rester à la maison, que l'héritage est divisé par deux dans les pays musulmans et la polygamie admise dans le Coran dont elles se réclament », déclare notamment Élisabeth Badinter, profondément convaincue que les principes de la République doivent passer avant toute revendication religieuse, et ce, quelle que soit la religion. Mais sa prise de position lui vaudra d'être taxée d'islamophobe.

Être traité d'islamophobe est un opprobre, une arme que les islamo-gauchistes ont offerte aux extrémistes. Taxer d'islamophobie ceux qui ont le courage de dire « Nous voulons que les lois de la République s'appliquent à tous et d'abord à toutes est une infamie ».

Elle est également venue en aide à Nadia Remadna, essayiste, militante et fondatrice de *La brigade des mères*. Élisabeth Badinter considère que « Nadia Remadna, au même titre qu'un nombre croissant d'intellectuels arabo-musulmans qui prennent la parole avec courage, [...] sont les représentants actuels des Lumières. »

Élisabeth Badinter est donc loin de choisir la facilité en terme de féminisme, c'est à dire se contenter d'essayer d'obtenir l'égalité par la force, avec des lois. Son féminisme, c'est avant tout de l'humanisme, mais aussi un combat pour une laïcité pure et sans concessions.

Références

L'Amour en plus, Élisabeth Badinter (1980)

Thomas, Diderot, Madame d'Épinay : Qu'est-ce qu'une femme?, débat préfacé par Élisabeth Badinter, 1989

Fausse route : Réflexions sur 30 années de féminisme, Élisabeth Badinter, 2003

Le Nouvel Observateur du 9 juillet 2009 : *Adresse à celles qui portent volontairement la burqa*, Élisabeth Badinter

Blog *Les Hommes Libres*
(<http://hommelibre.blog.tdg.ch/archive/2009/07/27/elisabeth-badinter-s-exprime-sur-la-burqa.html>)

Elle du 2 novembre 2012 (<http://www.elle.fr/Societe/Les-enquetes/Elisabeth-Badinter-la-liberte-des-femmes-ne-va-pas-sans-celle-des-hommes-2239714>)

L'Express du 11 février 1999 (http://www.lexpress.fr/actualite/politique/oui-a-l-egalite-non-a-la-parite_492514.html)

Les Inrocks du 8 avril 2016 (<http://www.lesinrocks.com/>)

2016/04/08/actualite/question-voile-divise-t-feministes-11818356/)

Le Monde du 3 avril 2016 (http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/04/03/elisabeth-badinter-la-tolerance-s-est-retournee-contre-elles-que-l-on-croyait-aider_4894712_3232.html)

Media-Web.fr du 24 juillet 2013 (<http://www.media-web.fr/elisabeth-badinter-et-le-port-volontaire-du-voile-integral-78-104-1167.html>)

Le Monde du 14 novembre 2001 : *La ressemblance des sexes*, Élisabeth Badinter

La cause des hommes (<http://www.la-cause-des-hommes.com/spip.php?article61>)

Le Monde du 6 décembre 2007
(http://www.lemonde.fr/savoirs-et-connaissances/son/2007/12/06/elisabeth-badinter-de-la-difference-a-la-ressemblance-des-sexes-de-la-dualite-a-la-multiplicite-des-genres-un-debat-aveugle-par-les-enjeux-politiques_986492_3328.html)

Wikipedia (https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lisabeth_Badinter)

37

Claudette Pitre-Robin, instigatrice du
réseau des CPE au Québec (1948 -)

HÉLÈNE POTVIN



L'instigatrice méconnue du réseau
des centres de la petite enfance au
Québec.

Il y a de ces femmes, sous les feux de la rampe, que nous connaissons. Il y a les autres, très nombreuses, qui pas à pas, avec persévérance et engagement travaillent dans l'ombre pour qu'avance la cause qui leur tient à cœur. Claudette Pitre-Robin fait partie de cette seconde catégorie. Sa cause? L'accès à des services de garde de qualité pour les tout-petits. Pour y arriver, elle choisit l'implication citoyenne : le travail collectif où l'objectif passe avant la reconnaissance individuelle. C'est

elle qui a imaginé et proposé le concept du réseau des centres de la petite enfance (CPE).

Des modèles qui teintent sa personnalité

Claudette, née le 14 juillet 1948 dans un quartier populaire de Montréal, est l'aînée d'une famille où l'amour et les marques d'affection étaient monnaie courante. Son père, peu instruit, occupait deux emplois. Il s'endettait tous les ans pour offrir à ses quatre enfants des cadeaux à Noël et des vacances estivales.

Dès l'école primaire, Claudette pensait au sens de la vie : « Cela ne se peut pas que nous vivions et qu'il ne reste rien de notre passage ». Ainsi à l'âge de 14 ans, outre le gardiennage d'enfants, elle fait du bénévolat auprès de jeunes ayant des problèmes de comportement, retirés de leur famille ou placés dans des centres de rééducation. Des enfants qui ont des besoins.

À l'image de sa grand-mère maternelle qui, malgré ses 11 enfants, était sur le marché du travail à une époque où la femme n'y avait pas sa place, Claudette est une battante. Jeune adulte en plein cœur de la révolution sexuelle au Québec, elle voulait être égale aux hommes.

J'ai eu la chance de vivre mon enfance auprès de parents très ouverts. Je rends hommage à nos mères. Elles se sont affranchies de leur cadre et ont préparé le terrain pour que nous puissions à notre tour travailler à faire progresser la société.

Cette époque et ces expériences sont le ciment des valeurs et des attitudes de Claudette. Travailler, être disponible, aimer, s'occuper et défendre les autres, surtout les enfants, sont les verbes qui la définissent.

Implication plurielle pour la petite enfance

Chargée de cours en petite enfance et en services de garde tant au niveau collégial (1985-1996) qu'universitaire (1997-2014), elle dirige le Regroupement des CPE de la Montérégie depuis 1976. Elle n'achèvera aucun des trois certificats universitaires entrepris : « Pas le temps. Trop de choses à faire! ». Son *curriculum vitae* en témoigne : une seule page pour ses emplois et 17 pour ses implications diverses!

Son action pour la cause des tout-petits prend son envol dans les années 70. Pour elle, l'accès des femmes au marché du travail est un droit. Son leitmotiv? Il faut des services de garde qui répondent aux besoins des enfants pour que les femmes puissent exercer une profession sans se culpabiliser.

Cet accès est intrinsèque à l'accès des femmes au marché du travail.

Claudette joint donc sa voix aux groupes qui revendiquent un réseau québécois de garderies sans but lucratif, financé par l'État et géré par les parents.

Les 70 garderies populaires de l'époque étaient perçues comme des crèches soviétiques. Cela teintait certains échanges... Les femmes sur le marché du travail qui faisaient garder leurs enfants étaient critiquées : c'était perçu comme un abandon de leur part.

C'est pourquoi elle s'investit dans des dizaines de groupes communautaires qui défendent les droits des femmes et qui réclament haut et fort des changements, notamment le Groupe des 13¹ au sein duquel elle s'engage de 1986 à 1995.

1. Formé dès 1986, le Groupe des 13 est une coalition de groupes, de regroupements et de tables de groupes de femmes qui œuvrent à l'échelle provinciale et régionale à la défense des droits des femmes dans des domaines variés. Ce lieu d'échange a pour objectifs la circulation de l'information, le soutien de ses membres et la prise de positions communes.

Pour arriver à ses fins, elle sait qu'il faut également semer des graines. Elle saisit donc toutes les opportunités pour livrer son message et s'implique auprès des groupes qui ont les mêmes préoccupations. Elle propose des textes de pétitions, organise ou prend part à de multiples manifestations. Elle décide de siéger à de nombreux conseils d'administration et participe à moult comités de travail, au sein d'organismes publics notamment.

C'est ainsi que nous la retrouvons à la Table sectorielle du mouvement familial (1994 à 1997), au Comité provincial pour l'intégration des enfants handicapés dans les services de garde (1995-2000), au Conseil de la Famille et de l'Enfance (1997, 2001-2005), à l'Office des services de garde à l'enfance (1997, 1982-1986), au Chantier de l'économie sociale (1999-2005, 2011 à aujourd'hui) et au Comité de suivi du Plan concerté pour les familles du Québec (2000) pour n'en citer que quelques-uns.

Autres moyens? Soumettre des projets ou des mémoires lors de débats publics. Sa plus grande réalisation : la présentation au Sommet socioéconomique 1996 de projets-pilotes qui furent la bougie d'allumage de la Politique familiale québécoise et la naissance du réseau des CPE.

L'histoire ne la cite nulle part et, pourtant, c'est Claudette qui a été l'instigatrice des CPE!

La qualité : non négociable

Mettre en place des services de garde, c'est bien, mais pour Claudette le travail n'est pas terminé. Ils doivent être de grande qualité. C'est pourquoi elle fonde ou soutient la création d'organismes régionaux tels que le Regroupement des CPE de la Montérégie, ou nationaux tels que Concertation interrégionale des garderies du Québec², pour

qu'ils donnent des services et de la formation aux services de garde du Québec.

Elle s'implique entre autres auprès du Groupe de recherche et d'action sur la victimisation des enfants et de l'Alliance de recherche en développement des enfants dans leur communauté de l'Université du Québec à Montréal (2002), ainsi qu'au Conseil d'agrément sur la qualité (2006-2008). Elle propose en 2008 à l'Association québécoise des CPE (AQCPE) de créer BRIO, une campagne nationale de perfectionnement sur le programme éducatif. Elle fonde également l'Institut Québécois sur la sécurité dans les aires de jeu (depuis 2009).

Parce que la qualité passe aussi par les conditions de travail, Claudette devient membre de très nombreux groupes de travail mis en place par le gouvernement qui abordent ces sujets : loi, règlements, financement, redressement salarial, équité salariale, régime de retraite, assurances. Par ricochet, des gains pour le bénéfice des milliers de femmes qui travaillent auprès des enfants d'âge préscolaire au Québec.

Claudette le dit humblement : ce sont des réalisations collectives. Mais son apport est indéniable.

Les CPE au Québec sont des fleurons de l'économie sociale québécoise!

Et... les autres causes

Désirant donner un sens au décès d'un de ses trois fils en 1995, elle proposa la création d'un comité, toujours existant, d'humanisation des soins à l'Hôpital Sainte-Justine de Montréal. Elle s'implique par ailleurs à Leucan, une

2. Organisme abolit devenu l'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPE)

association québécoise pour les enfants atteints de cancer et leur famille. Elle créa aussi le comité des parents endeuillés.

Conclusion

Claudette Pitre-Robin est décidément une femme d'action qui donne, par ses implications, un sens à sa vie. Elle a été une actrice déterminante dans la mise en place du réseau des CPE au Québec. Craignant l'appauvrissement des enfants par le retour des femmes à la maison et la poursuite des reculs dans les fondements du réseau des services de garde du Québec, elle est encore active à 68 ans!

Son rêve?

Comme pour la maternelle, il faut que les CPE soient accessibles partout et gratuits. Rien de moins!

Références

Fondation Lucie et André Chagnon. 2011. *Sommes-nous encore fous de nos enfants?* Compte-rendu Forum 2011. 22 p.

Lalonde-Graton, Micheline. 2002. *Des salles d'asile aux centres de la petite enfance. La petite histoire des services de garde au Québec.* Québec. Presses de l'Université du Québec. 412 p.

Lalonde-Graton, Micheline, Pitre-robin, Claudette. 1996. *Une enfance à préserver : réflexion sur les dangers de la scolarisation précoce.* St-Lambert. Editions Concertaction inter-régionale des garderies du Québec. 132 p.

Lépine, Brigitte, Pitre-Robin, Claudette, Sapina, Nathalie et Lévesque, Carole. 2014. *Les centres de la petite enfance, un vaste chantier économique.* St-Hubert. Éditions du RCPÉM. 20 p.

Internet

Secrétariat du CIRIEC. *Appel en faveur d'une économie sociale et solidaire*. En ligne. URL : [https://unites.uqam.ca/econos/Appel en faveur.htm](https://unites.uqam.ca/econos/Appel%20en%20faveur.htm). Consulté le 31 décembre 2016.

Gaudel, Muriel. 2013. *Politique familiale au Québec*. Encyclopédie Canadienne. En ligne. URL : <http://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/politique-familiale-au-quebec/>. Consulté le 20 décembre 2016.

Groupe des 13. 2014. En ligne. URL: <http://www.rcentres.qc.ca/public/G-13.html>. Consulté le 20 décembre 2016.

Gazette officielle du Québec. 2001. En ligne. URL : <http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=36513.PDF>. Consulté le 20 décembre 2016.

Institut Québécois de la Sécurité dans les Aires de Jeu. 2009. En ligne. URL : <http://www.iqsaj.com>. Consulté le 20 décembre 2016.

La petite enfance au Canada. 2016. *Bâtissons le futur: Les données probantes qui appuient l'investissement dans l'éducation préscolaire au Canada*. En ligne. URL : http://ecincanada.ca/fr/petition/signatures_fr/natures. Consulté le 31 décembre 2016.

Musée québécois de culture populaire. *Le début d'un temps nouveau*. En ligne. URL : <http://larevolutiontranquille.ca/fr/les-femmes-a-lassaut-du-monde-du-travail.php>. Consulté le 31 décembre 2016.

Ormones.ca. *L'Histoire du réseau des CPE : quelques dates clé*. En ligne. URL : http://ormones.ca/Histoire_des_CPE. Consulté le 30 décembre 2016.

Site du premier ministre du Québec. 1996. *Le Sommet sur l'économie et l'emploi : Une grande semaine pour le Québec, pour l'emploi, pour l'avenir*. En ligne. URL : <https://www.premier-ministre.gouv.qc.ca/actualites/communiqués/1996/novembre/1996-11-01.asp>. Consulté le 20 décembre 2016.

Solidarité rurale du Québec. *Lettre ouverte : Fin de l'universalité pour les services de garde*. (2014). En ligne. URL : <http://www.ruralite.qc.ca/fr/dossiers-ruraux/Actualites/Lettre-ouverte-Fin-de-l-universalite-pour-les-services-de-garde>. Consulté le 30 décembre 2016.

Wikipédia, L'encyclopédie libre. *Centre de la petite enfance*. En ligne. URL : https://fr.wikipedia.org/wiki/Centre_de_la_petite_enfance. Consulté le 30 décembre 2016.



38

Pauline Marois, politicienne (1949 -)

AUDREY-ANNE SAUVÉ BOUCHARD



303

En 1985, Madame Pauline Marois fut la première femme au Canada à se lancer dans une course d'investiture d'un parti officiel. En 2007, elle fut la première femme à devenir chef d'un parti politique au Québec. En 2012, elle devint la première femme à diriger le Québec, 72 ans après l'obtention du droit de vote des femmes (en 1940). Pauline Marois constitue une figure politique québécoise qui a aidé la cause féministe et souverainiste. Voici le portrait d'une femme qui suit ses instincts et ses valeurs.

Vie personnelle

Native de la ville de Québec, Pauline Marois, née le 29 mars 1949, fut la première enfant de Marie-Paule Gingras, institutrice, et Grégoire Marois, mécanicien. Pour ces derniers, il était primordial que leurs enfants aient accès à l'instruction. Les parents de Pauline Marois ont fait de nombreux sacrifices pour qu'elle accède à un niveau d'éducation supérieur. Cette valeur fondamentale d'accès à la connaissance la suivra tout au long de sa vie. C'est lors de ses études, à 16 ans, que Pauline Marois rencontra et tomba amoureuse de Claude Blanchet. Ils se marièrent en septembre 1969. Ils ont quatre enfants : Catherine (1979), Félix (1981), François-Christophe (1983) et Jean-Sébastien (1985).

Claude Blanchet occupa de nombreux postes à caractère économique tels que celui de directeur de la Société de développement coopératif (SDC), de président-directeur général du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ), de président du conseil et de président-directeur général de la Société générale de financement du Québec (SGF). Les réalisations de Claude Blanchet sur le plan économique et les réalisations de Pauline Marois sur le plan politique forment une équipe épanouie. Le couple se définissait auparavant comme antinomique, « lui dans le

capitalisme immobilier et elle dans l'engagement social » (Marois, 2008). Pour Pauline, il était impératif que leurs valeurs se rejoignent, se complètent. C'est la Crise d'octobre en 1970 qui provoque « une prise de conscience profonde déterminante pour les orientations politiques » (Marois, 2008) du couple. Ainsi, ils se sont rapprochés et se définissaient, et se définissent encore aujourd'hui, comme québécois et non comme canadiens-français, avec des valeurs fondamentalement sociales-démocrates.

Éducation

Issus d'un milieu modeste, les parents de Pauline lui inculquèrent dès un jeune âge l'importance de « l'apprentissage et de l'acquisition de connaissance » (Marois, 2008). Elle débuta sa formation classique au collège privé Jésus-Marie de Sillery, à Québec. Ensuite, poussée par son désir d'égalité et de justice sociale, elle compléta un baccalauréat en service social à l'Université Laval (1971). Après, Pauline Marois se rendit en Outaouais où elle devint une des premières femmes à diriger un CLSC. En 1973, « grâce à son engagement social et à son enracinement dans la collectivité, elle est élue directrice générale du tout nouveau CLSC de l'Île-de-Hull, Pointe-Gatineau-Touraine » (Marois, 2008). Ensuite, elle fit son entrée à l'École des hautes études commerciales de l'Université de Montréal (1976) pour compléter un MBA.

Vie professionnelle

Un journaliste m'a déjà traitée de femme ambitieuse. Dans sa bouche, il s'agissait d'un défaut, voire d'une insulte.

En 1978, lors de son entrée en politique active, Pauline Marois croisa le chemin de Jacques Parizeau en acceptant d'être son attachée politique. Ce fut le début d'une longue

histoire avec le Parti Québécois. Pour Pauline Marois, son passage au cabinet de Lise Payette lui fit prendre conscience de « toute la mesure du pouvoir politique, de sa capacité de changer les choses, de son influence énorme sur la vie des gens, mais aussi de l'abnégation nécessaire pour l'exercer avec un véritable sens du service public » (Marois, 2008).

Liste de postes politiques occupés par Pauline Marois dans les 30 dernières années :

Attachée politique de Jacques Parizeau (1978-1979)	
Directrice de cabinet d'État à la condition féminine (1979)	Ministre de la Famille et de l'Enfance (1997-1998)
Députée de La Peltrie (1981-1985)	Ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux, ministre de la Famille et de l'Enfance (1998-2001)
Ministre d'État à la Condition féminine (1981-1983)	Vice-première ministre (2001-2003)
Vice-présidente du Conseil du trésor (1982-1985)	Ministre d'État à l'Économie et aux Finances (2001-2002)
Ministre de la Main d'Œuvre et de la Sécurité du revenu (1983-1985)	Ministre des Finances et ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie (2001-2002)
Députée de Taillon (1989-2006)	Ministre de l'Industrie et du Commerce (2002)
Ministre déléguée à l'Administration et à la fonction publique (1989-1994)	Ministre des Finances, de l'Économie et de la Recherche (2002-2003)
Présidente du Conseil du trésor (1994-1995)	Chef du Parti Québécois (2007-2014)
Ministre des Finances et ministre du Revenu (1995-1996)	Députée de Charlevoix (2007-2014)
Ministre de l'Éducation (1996-1998)	Chef du deuxième groupe d'opposition (2007-2008)
	Chef d'opposition officielle (2008-2012)
	Première ministre du Québec (2012-2014)

Un héritage important

Le premier grand dossier de Pauline Marois lorsqu'elle devint ministre de l'Éducation en 1996 fut la réforme des commissions scolaires confessionnelles. Dans la perspective d'une meilleure intégration des nouveaux arrivants, Lucien Bouchard, chef du Parti Québécois, voulait déconfessionnaliser les commissions scolaires. Celles-ci étaient en place depuis 1867. C'est l'année d'après, en 1997, que Pauline Marois présenta les modifications à la Loi sur l'instruction publique à l'Assemblée nationale. Le projet a été adopté à l'unanimité. De ce fait, cette imposante réforme fut un succès, car selon Pauline Marois, « nous avons pris soin de consulter patiemment tous les groupes concernés, de les écouter et d'aplanir au fur et à mesure où elles se présentaient les principales aspérités » (Marois, 2008). Ainsi, Pauline Marois acquit un respect et une notoriété dans le milieu de l'éducation, mais aussi dans le milieu syndical grâce à son écoute, son respect et sa capacité de négociation.

En 1997, « le gouvernement du Québec a mis sur pied un programme de places à contribution réduite offrant des services de garde éducatifs pour les enfants âgés de moins de 5 ans à coûts minimes pour les parents » (Ministère de la Famille, 2015). Les CPE, instaurés par Pauline Marois, sont une grande fierté pour elle. Les données économiques le prouvent : « En 2008, la disponibilité de services de garde à contribution réduite au Québec a incité près de 70 000 mères de plus à détenir un emploi qu'en l'absence d'un tel programme. Sur cette base [il est possible de calculer] que le revenu intérieur (PIB) du Québec a été majoré de 5 G\$ » (Fortin, Godbout et St-Cerny, 2012).

De temps en temps, des femmes m'accostent pour me dire que, si elles sont aujourd'hui à la fois des mères et des

professionnelles accomplies, c'est à cause de tout ça. C'est ma paye. (Proulx, 2015).

L'héritage de Pauline Marois est riche et diversifié. Néanmoins, depuis son départ de la vie politique en 2014, Pauline Marois voyage, passe du temps avec sa famille, mais se consacre surtout aux causes qui lui tiennent à cœur comme la politique, la souveraineté et le féminisme.

Pauline Marois : féministe et fière

Pauline Marois se dit féministe « depuis un long moment. Il y a toutes sortes de façons d'être une féministe. Pour moi, l'important, c'est qu'on fasse la bataille pour faire avancer le droit des femmes » (Ici Radio-Canada Première, 2016). Elle voit l'égalité primordiale au féminisme : « L'égalité économique et sociale sera réelle quand le revenu des femmes sera égal à celui des hommes. L'égalité sera atteinte quand autant de femmes que d'hommes occuperont des postes en direction. L'égalité sera concrète quand une jeune femme se sentira aussi en sécurité qu'un jeune homme en marchant seule le soir dans la rue » (Ruel-Manseau, 2016).

Après 30 ans en politique, Pauline s'est fait reprocher d'être « trop élégante », « trop figée », trop ci, trop ça... Elle pense que « les partis politiques sont durs avec les femmes, mais tous les partis, pas seulement le PQ. La politique est un sport extrême, elle est macho, et les partis le sont! Une femme ambitieuse, ce n'est pas beau, ce n'est pas bon. L'ambition, c'est malsain... Mais, christie, ça en prend pour diriger le Québec, ça en prend pour faire un pays! » (Bazzo, 2012). Pour se rendre là où elle s'est rendu et briser tous les plafonds de verre, il est sans conteste que Pauline Marois a bel et bien de l'ambition, qu'elle rêve d'un pays souverain et qu'elle est rempli d'amour pour servir la population.

Femme de distinction

Je ne connais aucun autre parlementaire qui a occupé à la fois les fonctions de ministre des Finances, vice-première ministre, ministre de l'Éducation, ministre de la Santé et vice-présidente du Conseil du Trésor... un jour sait-on jamais, peut-être un homme fera la même chose. (Jean Charest, chef du Parti libéral en 2006)

Prix

Pauline Marois a « reçu le prix MBA en 2001 décerné par l'Association des MBA du Québec, le grade de commandeur de l'Ordre de la Pléiade le 17 mars 2004, le prix Louis-Joseph-Papineau le 28 mars 2011, une *Appreciation plaque* de l'*Asian Citizen's Center for Environment and Health School of Public Health* le 21 décembre 2012 et le grade de Grand Croix de l'Ordre de la Pléiade le 18 mars 2015 » (Assemblée Nationale, 2015).

Témoignages

L'ancien premier ministre québécois, Lucien Bouchard, a déjà fait un éloge de taille à Pauline Marois : « Tu es un modèle de conscience professionnelle, jamais prise en défaut dans la préparation de tes dossiers, impeccablement intègre et d'une loyauté sans faille... C'est ainsi que je t'ai connue et c'est le souvenir que je garde de toi » (Marois, 2008).

Le journaliste Vincent Marissal à *La Presse* a déclaré : « Pauline Marois est le genre de personne qui écoute vraiment les autres, s'y intéresse. Ce qui n'est pas donné à tout le monde dans le merveilleux monde politique. (...) Je dois à Pauline Marois l'instauration des CPE et la déconfessionnalisation des commissions scolaires, les pièces majeures de son héritage politique » (Marissal, 2014).

La coordonnatrice du Centre des femmes de Charlevoix, Chantal Dufour, souligne le travail de Pauline Marois : « On ne peut pas avoir un plus bel exemple d'une femme qui fonce. Elle, c'est au niveau du Québec, au niveau provincial, mais les femmes peuvent s'identifier à ça et ça peut être au niveau de leur maison, au niveau de leur famille, au niveau de leur travail » (Larouche, 2016).

Le journaliste Michel David a écrit en 1995 : « On dit souvent que les femmes qui veulent réussir en politique doivent se comporter comme des hommes. On donne toujours l'exemple de Margaret Thatcher ou de Lise Bazon. Pauline Marois démontre que ce n'est pas obligatoire . (...) Il ne faut pas s'y tromper. Mme Marois est aussi une politicienne aguerrie, qui a su naviguer habilement dans les eaux agitées du PQ. Je ne sais pas si la paix dans les secteurs public et parapublic va pouvoir résister aux prochaines négociations, mais il faut reconnaître que le climat s'est considérablement amélioré depuis l'arrivée de madame Marois » (Marois, 2008).

On peut sortir une femme de la politique, mais peut-on sortir la politique d'une femme?

Je suis venue en politique pour changer le monde, et je crois que j'ai réussi à le faire un petit peu!

J'ai vécu directement les politiques en éducation de Pauline Marois, j'ai vécu les « réformes ». À Québec, Pauline Marois s'adressa à nous et dit « c'est ici que les choses changent, c'est ici que le citoyen a un pouvoir et c'est ici que votre avenir prend forme ». J'étais encore trop jeune pour saisir l'importance et l'influence de ce moment dans ma vie.

Références

Assemblée Nationale. (2015). *Pauline Marois*. Repéré à

<http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/marois-pauline-79/biographie.html>

Bazzo, Marie-France. (2012, 16 avril). Pauline l'incroyable. *Châtelaine*. Repéré à <http://fr.chatelaine.com/societe/entrevues/pauline-lincroyable/>

Clermont-Dion, Léa et Marie-Hélène Poitras. (2016). *Les superbes, une enquête sur le succès et les femmes*. Montréal: VLB Éditeur. 253p.

Fortin, Pierre, Luc Godbout et Suzie St-Cerny. (2012). *L'impact des services de garde à contribution réduite du Québec sur le taux d'activité féminin, le revenu intérieur et les budgets gouvernementaux*. [PDF]. Repéré à http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http%3A%2F%2Fwww.usherbrooke.ca%2Fchaire-fiscalite%2Ffileadmin%2Fsites%2Fchaire-fiscalite%2Fdocuments%2FCahiers-de-recherche%2Fétude_femmes_travail.pdf

Ici Radio-Canada Première. (2016, 7 mars). *Entrevue avec Pauline Marois au 15-18*. Repéré à http://ici.radio-canada.ca/emissions/le_15_18/2015-2016/chronique.asp?idChronique=400031

Larouche, Andréanne. (2016, 8 mars). Retour de Pauline Marois dans Charlevoix. *TVA Nouvelles*. Repéré à <http://www.tvanouvelles.ca/2016/04/08/retour-de-pauline-marois-dans-charlevoix>

Lebel, Dominique. (2015). *Dans l'intimité du pouvoir*. Montréal: Boréal. 432p.

Marissal, Vincent. (2014). *Nos amis les politiciens*. Montréal: Les éditions La Presse. 250p.

Marois, Pauline. (2008). *Québécoise!* Québec: Fides. 261p.

Marois, Pauline. (2016, 21 septembre). Les enfants au coeur de nos choix. *Le Devoir*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/societe/education/480450/les-enfants-au-coeur-de-nos-choix>

Ministère de la Famille. (2015) *Portrait des services de garde*. Repéré à <https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/services-de-garde/portrait/Pages/index.aspx>

Parti Québécois. (2015). *Pauline Marois*. Repéré à <http://pq.org/depute/pauline-marois/>

Proulx, Marie-Hélène. (2015, 19 octobre). Pauline Marois et la peur d'avoir déçue les femmes. *Châtelaine*. Repéré à <http://fr.chatelaine.com/societe/pauline-marois-et-la-peur-davoir-decu-les-femmes/>

Ruel-Manseau, Audrey. (2016, 8 mars). Pauline Marois reçoit des honneurs et se dit «totalement féministe». *La Presse*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201603/08/01-4958373-pauline-marois-recoit-des-honneurs-et-se-dit-totalement-feministe.php>

Télé-Québec. (2014). *Rencontre avec Pauline Marois – Une femme, un destin*. [Vidéo]. Repéré à <http://zonevideo.telequebec.tv/media/16141/rencontre-avec-pauline-marois-une-femme-un-destin/rencontre-avec-pauline-marois-une-femme-un-destin>

39

Michèle Audette, femme politique,
militante et dirigeante amérindienne
canadienne (1971-)

LAURIE LALANCETTE



Source : Twitter de Michèle Audette

Michèle Audette est une militante féministe engagée dans la défense des droits des femmes autochtones. On la connaît surtout pour le combat qu'elle a mené pour la tenue d'une commission d'enquête nationale sur les femmes autochtones disparues ou assassinées. Elle revendique depuis des années l'autonomie gouvernementale des premières nations, la fin de la discrimination à l'endroit des femmes autochtones inscrite dans la Loi sur les Indiens et dénonce le cycle de la violence qui touche particulièrement les femmes et les enfants autochtones. Son action résonne à l'intérieur des communautés autochtones comme à l'extérieur. Elle a

travaillé sa vie durant afin que les enjeux touchant les femmes soient pris en compte par les leaders des premières nations et compris par les Canadiens. Elle est récipiendaire du prix Femme de mérite du YWCA 2004, a obtenu la médaille du jubilé de diamant de la reine Élisabeth II en 2012 et a été choisie comme femme de l'année 2014 par le Conseil des femmes de Montréal.

Enfance

Née en 1971 dans la petite ville de Wabush au Labrador, Michèle Audette a passé ses premières années de vie à Schefferville, où travaillait son père. À la suite du divorce de ses parents, elle vécut en alternance à Montréal et dans la communauté de Mani-Utenam, sur la Côte-Nord. Née d'une mère innue et d'un père blanc, elle a pris conscience très tôt dans sa vie des injustices découlant du fait d'être une femme métis, le statut d'autochtone lui étant refusé parce que sa mère avait marié un blanc.

En étant femme et autochtone, on est déjà doublement discriminée à cause de la Loi sur les Indiens (Castonguay 2012 : 0.50).

Cette disposition de la Loi sur les Indiens, qui déniait aux femmes le droit de transmettre à leur descendance le statut d'indien, fut abandonnée en 1985, car jugée assimilatrice et sexiste. Son identité métisse lui a, dès l'adolescence, causé du rejet de la part des deux mondes auxquels elle appartenait, ni tout à fait innue aux yeux des uns, et une Amérindienne parmi les blancs pour les autres.

Sa mère, Evelyne St-Onge, lutta des années afin d'avoir le droit de vivre parmi la communauté innue dont elle fut rejetée en raison de son mariage, pour finalement obtenir le droit de résidence.

Vie adulte et engagement

À ses 18 ans, sa mère, inquiète de la mauvaise influence de certains jeunes de la réserve, l'inscrivit à Jeunesse Canada Monde. Ce périple la mena jusqu'au Brésil, lui permettant de s'ouvrir sur le monde. Cet éveil donnera un nouveau sens à sa vie et à sa quête identitaire.

Mère éduquant seule son fils à 20 ans, elle entama des études au Cégep. Michèle Audette étudia par la suite les beaux-arts à l'Université Concordia, rêvant déjà à l'époque de pouvoir présenter son peuple aux Québécois. Elle apparaîtra également au grand écran dans le film *Le silence des fusils* d'Arthur Lamothe.

De l'art militant, elle fera le saut vers l'engagement politique. Dès l'âge de 26 ans, Michèle brigua la présidence de l'organisation Femmes autochtones du Québec, apprenant du même coup que sa mère était une des membres fondatrices. Elle resta en poste pendant six ans, de 1998 à 2004. Par son implication au sein de Femmes autochtones du Québec, elle souhaitait remettre les pendules à l'heure par rapport au retard de la condition des femmes autochtones vis-à-vis des femmes québécoises. Par son implication, elle combattit la violence faite aux femmes et l'impunité dans laquelle elle a trop souvent lieu sur les réserves. Elle travailla à ce que plus de femmes soient présentes sur les conseils de bandes et à ce que leur voix soit entendue. Son combat en est aussi un d'éducation populaire, pour faire connaître les inégalités de droits au grand public et dans les communautés. D'ailleurs, elle milite toujours pour que l'histoire des autochtones soit obligatoirement enseignée aux jeunes Québécois et des premières nations. Elle critique le fait qu'on n'enseigne pas la Loi sur les Indiens et les recours juridiques possibles aux jeunes des réserves.

Sollicitée par des partis politiques, elle décida de changer le système de l'intérieur et fut sous-ministre au Secrétariat de la condition féminine de 2004 à 2009. Pendant son mandat au sein de l'administration publique québécoise, elle mit sur pied une politique pour contrer la violence envers les femmes spécifiquement adaptée à la situation des femmes autochtones.

En 2010, outré que son fils aîné ne puisse recevoir le statut d'indien parce que sa grand-mère ne s'était pas enregistrée en 1985, Michèle décida d'organiser la Marche pour Amoun, 500 kilomètres de Wendake au Parlement d'Ottawa pour protester contre la discrimination qui perdure à l'endroit des femmes autochtones et leurs enfants. L'héritage de son fils et de 45 000 autres fut par la suite reconnu par un nouvel amendement à la Loi sur les Indiens.

Après la naissance de ses jumelles, elle retourna dans le milieu associatif et fut élue à la tête de l'Association de Femmes autochtones du Canada en 2012. C'est à ce moment qu'elle mena de front avec l'association le combat pour mettre fin à l'indifférence politique entourant les femmes autochtones disparues et assassinées. Avec son équipe, elle fit la recension de nombreux cas non résolus (582 depuis 2008 et plus de 2 000 dans les 30 dernières années) et informa les médias des statistiques alarmantes sur le risque élevé des femmes des premières nations d'être victimes de violences et d'agressions. Elle joignit au même moment sa voix au mouvement *Idle No More*.

Devant l'inaction du gouvernement Harper, Michèle Audette choisit de se présenter en 2015 sous la bannière du parti libéral du Canada. Bien qu'elle n'ait pas été élue, elle influença le gouvernement Trudeau. L'enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues ou assassinées fut lancée.

Conclusion

Malgré son parcours remarquable, Michèle Audette vécut des épreuves : elle raconte avoir connu la dépression et avoir tenté de s'enlever la vie.

Si on devait retenir une contribution de Michèle Audette à la société canadienne, ce serait l'exemple d'une femme qui défia avec courage, qui fit entendre sa voix malgré les bâillons et qui lutta jusqu'à ce que les injustices d'une société qui se dit égalitaire soient reconnues et corrigées. Sa démarche a quelque chose de moderne et d'authentique. Elle confronta l'héritage colonial et patriarcal se dressant entre elle et son identité en demeurant fondamentalement confiante dans l'avenir. Ainsi, elle parvint à créer un pont entre deux mondes qui peinaient à se comprendre.

Références

Castonguay, Jaquelin. 2012. *Michèle Audette, la militante nomade* [En ligne]. *Le 21^e*. Disponible sur : http://ici.radio-canada.ca/emissions/le_21e/2011-2012/chronique.asp?idChronique=213811 (Consulté le 17 décembre 2016).

Corriveau, Jeanne. 2003. « L'entrevue – Le gène du militantisme | Le Devoir ». *Le Devoir* [En ligne]. Disponible sur : <http://www.ledevoir.com/non-classe/20675/l-entrevue-le-gene-du-militantisme> (Consulté le 12 octobre 2016).

García, Leani. 2013. « Politics Innovator: Michèle Audette, Canada | Americas Quarterly ». Dans : *Americas Quarterly* [En ligne]. Disponible sur : <http://www.americasquarterly.org/content/politics-innovator-mich%C3%A8le-audette-canada> (Consulté le 19 décembre 2016).

Lévesque, Fanny. 2016. « Michèle Audette a repoussé la mort ». *Le Soleil* [En ligne]. Disponible sur : <http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/societe/201607/01/01-4997225-michele-audette-a-repousse-la-mort.php> (Consulté le 12 octobre 2016).

Lévesque, Fanny. 2016. « Entrevue avec Michèle Audette : rêver à la sécurité des jeunes filles ». *LeSoleil* [En ligne]. Disponible sur : <http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/societe/201608/03/01-5007035-entrevue-avec-michele-audette-rever-a-la-securite-des-jeunes-filles.php> (Consulté le 19 décembre 2016).

Turcotti, Alix-Anne. 2016. « Michèle Audette entame son mandat à la commission d'enquête sur les femmes autochtones ». Dans : *ICI.Radio-Canada.ca* [En ligne]. Disponible sur : <http://ici.radio-canada.ca/regions/est-quebec/2016/08/31/013-michele-audette-commission-enquete-femmes-autochtones.shtml> (Consulté le 12 octobre 2016).



Elise Nyemb, propriétaire et coiffeuse au Cameroun (1979-)

À la rescousse du cheveu crépu

En entrant dans l'établissement, nous sommes accueillis par son grand sourire. Difficile de ne pas lui rendre la pareille. Elle, c'est Elise Nyemb, la propriétaire du salon de coiffure « My space » où nous nous retrouvons cet après-midi de juin 2016. A 37 ans, elle est à la tête d'une start-up au concept particulier. Le nom de la start-up, « So natural... So me », lui convient bien.

Basée à Douala, la capitale économique de son pays natal le Cameroun, Elise mène un combat sans pareil : le retour au naturel des femmes Camerounaises. Pari facile croirons certains, et pourtant, il se trouve que plus du tiers de la population féminine camerounaise a encore recours à des « assouplissants » pour avoir des cheveux « maniables ». Crépus, les cheveux des femmes d'Afrique centrale présentent

en général une texture différente de celle qu'on voyait jusqu'à récemment dans les médias. Héritage de la colonisation, effet de mode ou mimétisme, ces femmes ont pour habitude d'avoir recours à des produits chimiques qui modifient la texture naturelle de leur chevelure pour quelques mois.

Motivations

Dans le cas d'Elise, c'est un ras-le-bol qui l'amena à se couper les cheveux le 17 mai 2008. Une date plus qu'importante à ses yeux.

Je voulais briser le cercle vicieux défrisage-repousses-défrisage dans lequel je m'étais délibérément plongée avec ce que cela comporte comme impact financier et même sanitaire.

À ce moment, si elle se sentit libérée, son entourage le prit plutôt mal. Certains se moquèrent d'elle, comme la plupart des jeunes filles et femmes qui, à cette époque, décidaient de garder leurs cheveux naturels.

Il y a cette incompréhension qui fait en sorte que la société Camerounaise ne voit la femme qu'avec des cheveux raides, des boucles ou des ondulations. À la limite avec des rajouts lui tombant jusque dans le bas du dos, mais une fois de plus, rien à voir avec son propre cheveu. Malgré les railleries, Elise tint bon et persévéra dans son nouveau mode de vie. Plus que sa propre volonté, le soutien indéfectible de son époux lui fut d'une grande aide. Il était « son premier fan ».

Sur le plan professionnel, Elise, commerciale pour une grosse boîte installée au Cameroun à l'époque, intriguait la clientèle. Elle recevait tout type de commentaires qu'elle prenait plaisir à relayer sur son blog, comme la fois où une cliente, propriétaire d'un salon de coiffure, lui avait proposé des soins capillaires et un défrisage dans son institut, puisqu'« elle ne se coiffait jamais ». Au fil du temps, son afro et elle

s'imposèrent dans le paysage de la société pour laquelle elle travaillait. Ce qui au départ semblait être une curiosité, devint sa particularité.

Les clients étaient intrigués par cette jeune femme au look bizarre. Puis, ils ont été séduits par le contraste qui existait entre mon physique et mon professionnalisme.

En dehors de son travail, Elise voyait l'intérêt grandissant des femmes pour le cheveu crépu. Elle décida de sensibiliser les femmes sur les dommages collatéraux du défrisage et de les éduquer à l'entretien de leurs cheveux naturels à travers son blog. *Les bidouilles d'une nappy* raconte le quotidien d'une nappy (*Natural and happy* : femme fière de porter ses cheveux naturels) au Cameroun. L'idée lui vint du fait qu'elle trouvait très peu de plateformes dédiées à la beauté du cheveu noir sur Unternet. Peu à peu, elle sortit du cadre de la toile et partagea son aventure capillaire avec ses compatriotes. C'est ainsi qu'est né le concept « So natural... So me ». Son ambition est de sensibiliser les femmes Camerounaises au cheveu naturel et de briser le mythe qui l'entoure. Elle commença alors par effectuer une visite dans un établissement d'éducation secondaire, celui que fréquentait sa fille aînée, aujourd'hui âgée de 19 ans. Celle-ci lui rapportait la stigmatisation dont les élèves de sexe féminin n'ayant pas eu recours au défrisage étaient victimes. À cet effet, un sondage lui permit de constater que seulement 20 % des élèves de ce lycée avaient encore leurs cheveux naturels. Le reste les avaient défrisés, et ce, depuis l'école primaire pour la plupart, leurs parents voyant le défrisage comme une solution facile pour entretenir le cheveu rebelle de leurs filles.

La rencontre avec les enfants fut un succès!

Je pense que les parents ont un rôle de transmission envers les enfants et la plupart des petites filles ont comme modèle leur maman. Au quotidien, mes filles et moi nous partageons des

sessions coiffures au cours desquelles je leur inculque les gestes nécessaires pour sublimer leur cheveu naturel. Mon aînée n'a donc jamais pensé au défrisage.

Essor

À la suite de cette première rencontre, la passionnée du cheveu naturel fut sollicitée par plusieurs personnes. Sa communauté Facebook connut un boom et elle organisa d'autres événements du genre. Dans la foulée, elle organisa la première rencontre de « nappy » au Cameroun. Malgré le faible nombre de partenaires voulant s'associer à son concept, l'événement rencontra un succès certain et fut relayé par les médias nationaux. Dès lors, Elise fut contactée pour partager son savoir et sa passion. Au Nigéria, en France, dans d'autres villes camerounaises, elle prend plaisir à enseigner ce qu'elle sait.

En début d'année avait lieu la troisième rencontre « So natural ... So me ». Un rendez-vous aujourd'hui incontournable pour la communauté nappy camerounaise grandissante. De plus, l'ouverture de son salon coiffure consacré aux « nappy » a permis de mieux mener son combat.

Les femmes au cheveu naturel sont souvent mal comprises par nos coiffeuses qui sont formées à coiffer un cheveu de style européen. Ce qui fait qu'elles ressortent très souvent de là déçues ou avec des conseils ou produits qui ne conviennent pas à leur type de cheveu. Je vois mon salon comme un endroit où elles peuvent se sentir à l'aise, se faire coiffer sans tabou et recevoir les conseils appropriés. Je ne coiffe donc pas les femmes aux cheveux défrisés ou celles qui considèrent le cheveu naturel comme un phénomène de mode.

Ce sont les mentalités qu'il faut d'abord changer pour mener à bien ce combat, Elise en est persuadée. Tant qu'à faire, elle ne compte pas s'arrêter en si bon chemin et peut

CITOYENNES

désormais s'appuyer sur ses partenaires un peu plus nombreux pour l'aider dans sa mission.



Crédits photos

Les photos qui accompagnent les portraits ont été choisies parmi les ressources en ligne. Sont indiquées ci-dessous les sources numériques des photos pour chaque portrait, par ordre alphabétique.

Pour toute question concernant les droits, écrire à Florence.Piron@com.ulaval.ca.

Lucie Aubrac

<http://www.lefigaro.fr/medias/2014/03/06/>

PHO1995a664-a539-11e3-944b-39cd701c8f6d-805x453.jpg

Susan Brownell Anthony

<http://books.atheism.ru/atheists/anthony.html>

Erin Brockovich

<http://fr.wikipedia.org/wiki/>

Erin_Brockovich_%28personne%29

Thérèse Casgrain

http://fr.wikipedia.org/wiki/Thérèse_Casgrain

Françoise David

<http://www.quebecsolidaire.net/equipe/francoise-david/>

Simone de Beauvoir

<http://www.babelio.com/auteur/Simone-de-Beauvoir/57520/photos>

CRÉDITS PHOTOS

Estela de Carlotto

<http://www.cta.org.ar/IMG/jpg/estela-de-carlotto-abuela.jpg>

Olympe de Gouges

http://fr.wikipedia.org/wiki/Olympe_de_Gouges

Irène Frachon

<http://www.scilogs.fr/l-actu-sur-le-divan/files/Ire%CC%80ne-FRACHON-12.jpg>

Nicole Girard-Mangin

<http://www.verdun-meuse.fr/images/photos/header/nicolemangin%5B1%5D.jpg>

Leymah Gbowee

http://www.themennonite.org/uploads/Image/1411/EMU%20Leymah_2.jpg

Vivian Labrie

<http://www.oib-france.com/tag/produit-interieur-doux/>

Doreen Lawrence

<http://www.theguardian.com/uk/2012/jan/03/stephen-lawrence-doreen-mother-statement>

Wangari Maathai

<http://myhero.com/images/WangariStill.jpg>

Rigoberta Menchu

<http://imagenes.publico.es/recursos/archivos/2007/11/29/119633600542220071129-782721dn.jpg>

Simonne Monet-Chartrand

http://www.litterature.org/images/x_ecrivains/monet-chartrand_simonne.jpg

Dambisa Moyo

https://pbs.twimg.com/profile_images/2277513035/2tn3jgz9llsg21bwn3n5.png

Taslima Nasreen

http://fr.wikipedia.org/wiki/Taslima_Nasreen

Ann Njogu

<http://africanpress.files.wordpress.com/2008/05/ann-njogu-director-creaw1.jpg>

Rosa Parks

<http://www.achievement.org/autodoc/photo/credit/achievers/par0-018>

Emmeline Pankhurst

http://en.wikipedia.org/wiki/Emmeline_Pankhurst#mediaviewer/File:Emmeline_Pankhurst2.jpg

Lise Payette

http://bilan.usherbrooke.ca/voutes/voute/payette_lise.jpg

Eva Perón

http://fr.wikipedia.org/wiki/Eva_Perón

Nadine Poinso

<https://www.facebook.com/nadine.poinsotmerot?fref=ts>

Irena Sendler

http://fr.wikipedia.org/wiki/Irena_Sendlerowa

Sylvianne Spitzer

http://eige.europa.eu/sites/default/files/imagecache/eige_woman_month_week_view/S.%20Spitzer.jpg

Idola St-Jean

<http://www.ffq.qc.ca/a-propos/vie-associative/prix-idola-st-jean/>

Madeleine Sylvain-Bouchereau

<http://jasminenarcisse.com/memoire/photos/madeleine.jpg>

Mary Two-Axe Early

http://www.newfederation.org/Native_Leaders/Leaders_Photos-web/Two-Axe-Early-72.jpg

CRÉDITS PHOTOS

Malala Yousafzai

<http://live.banquemonddiale.org/experts/malala-yousafzai>

Laure Waridel

http://www.equiterre.org/sites/fichiers/images/laure_waridel_cfannylasselin_448x216.jpg

Accès savoirs, la boutique de sciences de l'Université Laval



Accès savoirs est un service de médiation qui vise à jumeler des organisations ayant un besoin de connaissances issues de la recherche scientifique et des étudiantes et étudiants intéressés à y répondre, afin de faciliter l'échange des connaissances et des savoirs. Les étudiants et les étudiantes, accompagnés par un ou une professeure et par l'équipe d'Accès savoirs, réalisent dans le cadre de leur formation créditée des travaux répondant aux demandes des organisations, tout en bénéficiant d'une expérience réelle de mise en application de leurs connaissances.

Bref, Accès savoirs est une façon originale de rapprocher

ACCÈS SAVOIRS, LA BOUTIQUE DE SCIENCES DE
L'UNIVERSITÉ LAVAL

l'université de son milieu afin que la connaissance puisse aller
là où elle est désirée et pertinente!

Pour découvrir les projets réalisés ou s'inscrire, rendez-
vous sur le site <http://www.accessavoirs.ulaval.ca> ou écrivez à
accessavoirs@com.ulaval.ca.

Association science et bien commun



L'Association science et bien commun (ASBC) est un organisme sans but lucratif enregistré au Québec depuis juillet 2011.

Elle a comme mission de stimuler la vigilance et l'action pour une science publique au service du bien commun. À cette fin, l'ASBC s'emploie à :

- Défendre et promouvoir une vision des sciences au service du bien commun;
- Colliger, analyser, produire et diffuser de l'information sur la science et sur ses rapports avec la société;
- Soutenir, promouvoir ou organiser des expériences de démocratisation des sciences;
- Organiser des expériences de débat public sur diverses facettes des sciences;
- Mettre en place des expériences de rencontre entre le

monde scientifique et d'autres sphères sociales (ex. le milieu artistique, le milieu politique, etc.);

- Offrir un service d'orientation des groupes de la société civile dans le monde universitaire;
- Offrir, sous réserve de la Loi sur l'enseignement privé (L. R. Q., c. E-9.1) et de ses règlements, des formations sur la responsabilité sociale, la science avec les citoyens et l'éthique des sciences.

Sur son site Web se trouvent de nombreuses informations sur ses activités et ses publications. Il est possible de devenir membre de l'Association science et bien commun en payant un tarif modeste.

Pour plus d'information, écrire à scienceetbiencommun@gmail.com, s'abonner à son compte Twitter à [@ScienceBienComm](https://twitter.com/ScienceBienComm) ou à sa page Facebook : <https://www.facebook.com/scienceetbiencommun>

